

Pékin et ses dissidents

Venu à Pékin dans la grande tradition américaine de la diplomatie-spectacle, M. George Bush a levé un Nègre de taille. Derrière les protestations d'amitié télévisées est apparu l'aspect le moins savoureux des réformes chinoises, celui des droits de l'homme. En empêchant le dissident Fang Lizhi d'assister au banquet auquel l'avait invité M. Bush, la police a dénoté une dimension internationale à la question des libertés, douze ans après la fin de la révolution culturelle.

Le chef de la Maison Blanche, poussé par une large fraction de son opinion, sensibilisée par la répression au Tibet, avait voulu faire un geste en invitant, en carton à M. Fang, qui contrastait avec le peu d'intérêt longtemps manifesté par l'administration américaine à l'égard des droits de l'homme en Chine. Mais lui en a pris. Il s'est attiré une véritable volée de bois vert de la part de ses hôtes, en particulier de M. Deng Xiaoping et du secrétaire général du PCC, M. Zhao Ziyang.

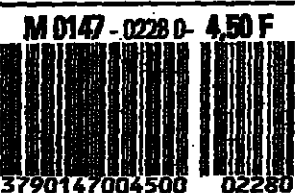
Ce dernier n'a pas mis de gants pour dénoncer « un tout petit nombre de gens » réclamant le remplacement du système communiste par « le système politique parlementaire et le multipartisme importés d'Occident ». Il a fustigé ceux qui, aux États-Unis, soutiennent ces dissidents affirmant que « ce sont les dirigeants et le peuple chinois qui dirigent ce pays ». « Nous souhaitons que nos amis étrangers puissent comprendre que la Chine a besoin de stabilité », avait pour sa part déclaré M. Deng à son hôte.

Le sort des dissidents et des opposants, en Chine, demeure préoccupant. Bien plus en flèche dans le domaine économique que dans celui de la « perestroïka », les « réformes » chinoises traînent le pas dans le domaine politique, à un moment où l'ouverture permet aux intellectuels de comparer le sort qui leur est fait avec celui de leurs collègues occidentaux ou soviétiques. Certes, ils ne sont plus envoyés au « laogai », le « goulag » chinois, où croupissent encore plusieurs millions de détenus, de droit commun ou politiques. Mais le régime supporte de plus en plus mal leurs critiques.

Tolérés quand les premiers succès de la réforme suscitent un climat d'euphorie, les dissidents agacent d'autant plus que la situation se dégrade, tandis qu'une guérilla fait rage entre les successeurs éventuels d'un Deng Xiaoping âgé de quatre-vingt-cinq ans. M. Fang Lizhi, en particulier, a mis le doigt sur les faiblesses de la démocratie chinoise autant que sur les échecs du communisme. Sa réputation internationale de savant - il est astrophysicien - qui l'a fait surnommer le « Sakharov chinois », lui a donné une audience dans des pays occidentaux dont les gouvernements préféreraient jusqu'à présent ne retenir que les aspects positifs du régime.

La lutte pour le pouvoir entre la frange plus réformiste, que représente M. Zhao, et celle plus conservatrice, personnifiée par le premier ministre, M. Li Peng, paraît de plus en plus âpre. Comme de coutume, ce sont les dissidents qui trébuchent.

(Lire nos informations page 6.)



La préparation des municipales et les mouvements revendicatifs

Le gouvernement craint les retombées électorales du mécontentement dans les services publics

Tandis que le mouvement des surveillants de prison perd de sa vigueur, des grèves s'annoncent chez les médecins hospitaliers et les enseignants. Ainsi que le redoutait M. Michel Rocard, le mauvais climat persiste donc dans le secteur public. Le gouvernement craint plus les

effets indirects des revendications catégorielles que l'échéance des élections municipales des 12 et 19 mars en elle-même. Moins politisé qu'en 1983, ce scrutin pourrait cependant permettre l'expression des mécontentements au cœur même de la base électorale de la gauche.

Depuis que le président de la République a dit, le 12 février à la télévision, que tout renversement d'alliances était exclu et que la France pouvait se contenter de la majorité parlementaire, « tout est devenu plus clair ». C'est du moins l'analyse de M. Giscard d'Estaing, telle qu'il l'a exprimée dimanche 26 février au « Grand Jury RTL-Le Monde ». L'ancien chef de l'État a sans doute de très bons yeux, ou bien il dispose d'écroulantes lunettes inconnues de ses contemporains. Car, pour le commun, le paysage politique n'en finit pas d'être brumeux, et les élections municipales obscurcissent encore davantage le climat.

JEAN-YVES L'HOMEAU et ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 8, nos informations page 7 et page 9, « Metz, laboratoire de l'ouverture ».)

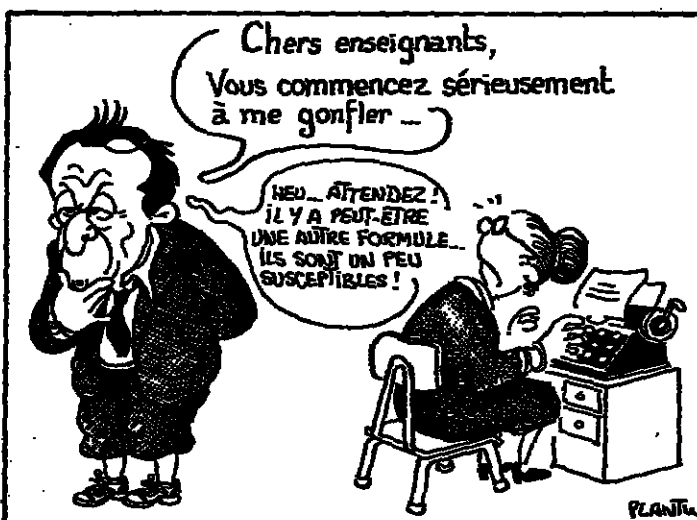
De Brest à Nice Tempête meurtrière : soixante victimes

La violente tempête qui a balayé pendant le week-end le sud-ouest de l'Europe, la Méditerranée, le golfe de Gascogne et même la Manche a été meurtrière : sur mer et sur la terre ferme, on déplore une soixantaine de morts et de disparus, dus, pour la plupart, au naufrage de deux cargos.

Selon les relevés de la Météorologie nationale, la dépression barométrique s'est creusée, le 25 février, à 950 hectopascals (anciennement millibars) avec, par endroits, des pressions encore plus basses ; ainsi, à Paris-Montsouris, 948,9 hectopascals (record précédent : 954,4 hectopascals en novembre 1916).

Les rafales de vent ont, le 25 février, largement dépassé les 100 kilomètres à l'heure sur les côtes (159 km/h à Socac, 144 km/h à Cancale et à Carteret, 133 km/h au cap Beor et encore 128 km/h à Sète le 26 février).

(Lire nos informations page 10.)



Lire page 10 nos informations sur la crise pénitentiaire et page 48 les réactions des enseignants aux projets de M. Jospin

Manifestations à Paris et dans plusieurs villes étrangères

Des musulmans en colère contre les « Versets sataniques »

L'affaire Rushdie a encore fait couler le sang, dimanche 26 février, au Pakistan, où une personne a été tuée dans un attentat contre le centre culturel britannique de Karachi, et à Srinagar (Inde), où une personne a également été tuée lors d'une manifestation. A Paris, plus d'un millier de musulmans intégristes ont réclamé la

mort de l'écrivain. M. Michel Rocard a annoncé, lundi, que « tout nouvel appel à la violence ou au meurtre, sous quelque forme que ce soit, donnera lieu à la mise en œuvre immédiate de poursuites judiciaires ». Le premier ministre a observé que la manifestation de dimanche s'était déroulée « dans le calme et dans

l'ordre », mais que des participants avaient « appelé à la violence et au meurtre » contre Salman Rushdie. M. Rocard a indiqué qu'il réunira, le 7 mars, le conseil de sécurité intérieure. A Téhéran, l'imam Khomeiny s'est entretenu, dimanche, avec M. Chevardenadze.

A Bradford, où l'« affaire » a commencé...

BRADFORD de notre envoyé spécial

« Guerre civile à Bradford ? »

La question est posée en caractères gras sur le tract qu'un groupe de jeunes gens d'extrême droite distribuent en ville. « L'immigration doit cesser ou alors... Que Dieu protège Bradford », écrivent les auteurs de ce texte qui redoutent l'invasion de cultures et de pratiques étrangères et réclament un coup d'arrêt. Ils ne cachent pas leur identité puisqu'ils donnent le nom d'un politicien local qui vient, précisément pour cette raison, d'être

exclu du Parti conservateur. L'adresse à laquelle les sympathisants éventuels peuvent envoyer un chèque ou un bulletin d'adhésion est également précisée.

Bradford, une cité ouvrière de deux cent quatre-vingt-cinq mille âmes du nord de l'Angleterre, est sous les feux des projecteurs depuis le début de l'affaire Rushdie. Un habitant de la ville sur sept est musulman, généralement originaire de l'Inde ou du Pakistan. Bradford était, au dix-neuvième siècle, le cœur de l'industrie lainière de l'empire. Elle est restée un important centre de production de lainage mais

elle est aussi devenue la « capitale » de l'islam au Royaume-Uni. Il y a ici une vingtaine de lieux de culte musulmans dont certains rassemblent plusieurs milliers de fidèles pour la prière du vendredi. Le conseil des mosquées de Bradford est une force avec laquelle il faut compter. Ses responsables avaient appelé, le 14 janvier, à une manifestation devant l'hôtel de ville pour protester contre

l'étalage et la vente dans deux librairies des Versets sataniques de Rushdie publiés en octobre et jugés blasphématoires à l'égard de l'islam. Quelque mille cinq cents citoyens musulmans de

Bradford avaient brûlé des piles de livres sous l'œil des caméras de télévision. Les quotidiens nationaux avaient consacré leur première page à l'événement, lequel continue de choquer la conscience britannique. L'affaire Rushdie commençait...

DOMINIQUE DHOMBRES.
(Lire la suite page 4.)

Lire
A Paris : « Nous sommes tous des islamistes » : un mauvais coup pour l'islam en France, page 1.
L'Iran et le droit, par Hassan Nasrallah, ancien diplomate de Téhéran, page 2.

Un point de vue du président de l'Assemblée nationale

Qui a peur de l'économie mixte ?

Par Laurent Fabius

La controverse sur l'économie mixte comporte un faux débat et plusieurs vrais.

L'économie mixte, ce n'est pas un système où les hommes d'affaires font de la politique et les hommes politiques des affaires. La définition est plaisante, mais elle est courte. Car là où l'omniscience de ces deux « élites » atteint des sommets, c'est précisément en régime ultra-libéral ou en économie administrée.

Non, l'économie mixte, c'est autre chose : l'économie de marché corrigée par l'intervention des pouvoirs publics et des contre-pouvoirs salariés. Si les socialistes en sont partisans, c'est qu'elle présente l'avantage de combiner plusieurs logiques dont l'articulation s'avère féconde : celle du secteur privé et celle de l'État-providence ; celle du marché et

celle du service public ; celle de la recherche du profit et celle de la satisfaction prioritaire des besoins humains.

Historiquement, les socialistes français ont été longtemps collectivistes. Ce n'est heureusement plus le cas. Nous sommes partisans de l'économie mixte depuis que nous nous sommes avisés que le marché n'est pas un choix mais une donnée. Chercher à l'abolir, comme dans les économies administrées de l'Est, c'est assurer sa résurgence sous la forme de marchés noirs ou gris, agglomérés de longues files d'attente. Ce dont, aujourd'hui, Mikhaïl Gorbatchev et Deng Xiaoping eux-mêmes ont fini apparemment par se persuader. Mais ayant reconnu les mérites de la libre entreprise, nous ne sacrifions pas pour autant au fétichisme de la régulation spontanée et de la fameuse « main invisible ».

Nous savons par expérience que, laissées à elles-mêmes, les forces du marché ne débouchent pas sur l'optimum économique, mais souvent sur la destruction de l'environnement, des inégalités nuisibles à la cohésion de la société, la prépondérance du court terme sur la préparation de l'avenir.

(Lire la suite page 2.)

Le Monde ÉCONOMIE

■ L'Asie de six cents millions d'habitants. ■ La France du déclin au regain. ■ La chronique de Paul Fabra : « L'argent de l'orgueil ».

Pages 19 à 22

Débats

Qui a peur de l'économie mixte ?

(Suite de la première page.)

Aussi suis-je d'accord avec la formule, déjà trentenaire, des socialistes allemands : « Le marché avant que possible, le Plan ensuite que nécessaire ».

J'évoquais les faux débats. La question de savoir s'il faut demeurer en économie mixte ou en sortir est typiquement un faux débat à la française, car le capitalisme de libre concurrence n'existe plus dans nos contrées depuis au moins les années 30. L'économie mixte fut la réponse des démocraties occidentales à la faillite du libéralisme économique entre les deux guerres. La régulation par le seul marché a abouti alors à la grande dépression et à ses conséquences : la montée des totalitarismes et la marche vers la guerre. Les entrepreneurs ont dans notre société une fonction essentielle mais même les observateurs les moins avertis admettent que, pour parler plaisamment, l'économie est une chose trop sérieuse pour être laissée aux seuls entrepreneurs et que l'Etat et les partenaires sociaux doivent y prendre part, sauf à se résigner à de nouvelles catastrophes.

Aujourd'hui, toutes les démocraties occidentales sont d'économie mixte. Seule la forme institutionnelle varie. Complexe militaro-industriel aux Etats-Unis, MITI au Japon, secteurs public et privé en France. Partout on a affaire non pas à des myriades d'entreprises en concurrence sur un marché pur et parfait, mais à des systèmes productifs, des complexes stato-industriels, où entreprises et Etat se trouvent étroitement imbriqués. C'est ce nouveau système de régulation qui nous a évité — jusqu'à présent — une crise par effondrement économique de l'ampleur des années 30.

Dans ces conditions, revenir au capitalisme tel que le peignent les schémas abstraits, refouler l'Etat dans ses fonctions régaliennes, serait suicidaire, et tout le monde le sait. Ronald Reagan lui-même n'a-t-il pas mis en œuvre la plus forte relance keynésienne de l'histoire des Etats-Unis ? Sa double présidence s'achève par une avancée, non par

un retrait du rôle économique de l'Etat, ou plus exactement par un retrait dans les mots, par une avancée dans les faits.

En réalité, le vrai débat porte sur les modalités, les formes nouvelles que doit revêtir l'économie mixte en cette fin du vingtième siècle. Dans un monde en changement accéléré, il est clair que l'économie mixte doit, elle aussi, évoluer et s'adapter. D'abord pour corriger les effets pervers que, comme tout système, elle engendre à la longue : la concentration entre entreprises, pouvoirs publics et syndicats s'est parfois dégradée en conglomérat, confusion des rôles, dilution des responsabilités. La malice veut que ces effets pervers, et notamment le dirigisme traversant de l'Etat, aient atteint leur apogée, non sous les gouvernements de la gauche où ils ont en général régressé, mais, semble-t-il, sous les gouvernements réputés libéraux.

Les règles de l'autonomie

Ministre de l'Industrie, puis premier ministre, je me suis efforcé, après d'autres, de définir des règles qui assurassent l'autonomie de gestion des chefs d'entreprise et la garantie contre l'interventionnisme tatillon des bureaux. Ce furent notamment les contrats de Plan pluriannuels, devenus aujourd'hui contrats d'objectifs. Je sais que les responsables économiques demandent une chose : que les règles du jeu soient claires. Une fois ces contrats signés, une fois ces règles fixées, l'administration doit laisser les chefs d'entreprise faire leur métier.

Surtout, l'économie mixte doit s'adapter à la mutation technique et économique de notre temps. Pour la première fois depuis les débats de l'ère industrielle, la nouvelle révolution technologique — celle de l'information et des biotechnologies — ne se développe pas en Europe, mais sur les rives du Pacifique, en Asie du Sud-Est et en Californie. Les grands groupes industriels et financiers ont accumulé de formidables trésors de guerre, et la perspective du grand marché européen aiguise leurs appétits.

La concurrence mondiale va se jouer plus que jamais dans la prochaine décennie à coups d'innovations technologiques et de rachats d'entreprises. Pour conserver son indépendance économique, la France ne doit pas s'abandonner aux fameux automatismes du marché. Seul l'effort conjoint des entreprises, de l'Etat et des syndicats peut nous permettre de rattraper le retard accumulé, et d'entrer dans le peloton de tête des nations industrialisées.

Ces objectifs impliquent, en effet, le développement et la refonte de

notre système de formation — une véritable seconde révolution sociale — l'augmentation de notre effort de recherche, la réforme de notre fiscalité, le renouveau de notre politique contractuelle, la transformation vers plus de solidarité des relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants. Soient donc la puissance publique ne peut pas rester absente.

Concentration et recentrage

De même, faute de groupes industriels suffisamment capitalisés ou d'une étroite coopération entre grandes banques, compagnies d'assurances et entreprises industrielles comme en RFA, l'Etat actionnaire demeure en France un rempart nécessaire contre les OPA inamicales ou inopportunes. Dans un pays de taille économique moyenne comme le nôtre, l'existence d'un secteur public dynamique constitue clairement un atout, si on veut éviter que les Etats-Unis et le Japon viennent systématiquement « faire leur marché » chez nous.

Soient plus clairs encore. La politique industrielle ne peut plus être ce qu'elle était au temps des premiers Plans — notamment en raison de la mondialisation de l'économie. Mais elle demeure nécessaire. Les pouvoirs publics ont raison d'inciter les grandes entreprises françaises à accélérer leur processus de concentration et de recentrage sur leurs métiers, en vue de constituer dans les principaux secteurs économiques des champions nationaux de premier rang. Ils ont raison de contribuer à reconstituer, par une action multiforme, le tissu français des PME-PMI, durement éprouvé depuis vingt ans.

Actions nationales ? Pas seulement, peut-être même pas essentiellement. Seule l'édification de l'Europe rendra à la politique économique les forces qu'elle possédait naguère, lorsque l'espace économique et espace de souveraineté politique coïncidaient encore. C'est un avantage puissant de l'intégration économique européenne — à condition qu'elle conduise à une monnaie unique et à un pilotage coordonné — d'autoriser de nouveau une politique macro-économique ambitieuse. Car la véritable dimension de l'économie mixte est désormais continentale. Les libéraux commettent un contresens lorsqu'ils affirment que l'économie mixte à la française constitue un obstacle à la construction de l'Europe. C'est le contraire qui est vrai. Abandonnée aux seules forces du marché, l'Europe ne serait qu'un terrain vague doublé d'une zone marquée. Autant dire qu'elle ne serait pas. Son édification exige l'action consciente des entreprises, des Etats et des partenaires sociaux.

J'ajouterais deux observations. La société d'économie mixte ne se réduit pas au rôle régulateur, redistributeur et, le cas échéant, entrepreneur de l'Etat. Elle est mixte également parce qu'elle articule secteur marchand, service public et « économie sociale » (ou tiers-secteur). Le service public doit être renouvelé, il va être renouvelé : bravo ! Refusant la mercantilisation générale des rapports sociaux, nous devons nous efforcer de faire échapper aux rapports marchands certaines sphères de la société : activités régaliennes de l'Etat bien sûr — justice, police, administration, défense — que certains retrocèdent volontiers au privé ; mais aussi activités où plus qu'ailleurs il importe pour la cohésion nationale qu'un minimum d'égalité des chances soit assuré entre les citoyens : éducation, santé, communications, culture.

La dictature de l'audimat

Les dégâts du « tout-en-marché » se lisent par exemple clairement dans le spectacle qu'offre aujourd'hui une télévision soumise à la dictature de l'audimat. Si la société mixte admet parfaitement l'existence de chaînes commerciales, elle repousse également l'institution d'un véritable pharosisme des programmes, garanti par l'existence de chaînes de service public dont la mission soit spécifique et qui soient largement financées par des recettes non publicitaires.

La société d'économie mixte l'est enfin parce que, pour la première fois à grande échelle, elle organise la coexistence entre « travail contraint » — labeur d'exécution, souvent routinier, qu'on exécute contre salaire — et « activités autonomes » — c'est-à-dire activités qui trouvent leur valeur et leur intérêt en elles-mêmes : loisirs, formation, culture, travail créatif, convivialité. Avec les changements technologiques sociaux, la possibilité existe que désormais ces deux types d'activités s'équilibrent, et même que progressivement le temps consacré aux activités autonomes excède pour la majorité de la population celui qui sera consacré au travail salarié, lequel à son tour s'enrichira.

Ce qui constituera une véritable révolution de civilisation.

LAURENT FABRIS.

● RECTIFICATIF. — Le titre du livre d'Otto Bauer cité en note au bas de l'article de Dominique Colas, les *Méthodes et la question nationale* (le Monde du 21 janvier) n'est pas le *Communisme et la question nationale*, comme nous l'avons écrit par erreur, mais la *Question des nationalités et la social-démocratie*.

FANATISME

L'Iran et le droit

par HASSAN NAZIH (*)

DANS ce monde marqué, certes, par l'émergence des nations, les pays sont de plus en plus liés et interdépendants, et, comme dans le cas des catastrophes écologiques majeures ou des maladies graves qui touchent l'humanité dans son ensemble, les atteintes caractérisées, répétées et systématiques aux droits de l'homme devraient en principe toucher l'humanité tout entière et amener les gouvernements, notamment dans les grandes démocraties occidentales, à réagir énergiquement sans se cacher derrière les raisons d'Etat.

Sur le plan des droits de l'homme, l'Iran constitue effectivement un cas à part parce que, depuis dix ans, et de manière permanente, son régime est placé, par l'ampleur des exécutions sommaires, la torture et le non-respect des droits élémentaires de son peuple, au ban des nations ; mais aussi, et plus encore, parce que le régime en place affirme sans cesse qu'il ne croit aucunement au respect et à la justesse des principes des droits de l'homme et ne reconnaît d'ailleurs aucun droit acquis par le peuple dans l'évolution de la société (ces méconnaissances font également de l'Iran un cas rare parmi les nations).

C'est dans ce sens que le fanatisme et l'intégrisme en Iran doivent être considérés comme un fléau et une catastrophe majeure, et combattus, d'autant plus que le régime est capable, comme autrui, de se servir des sentiments religieux de la population musulmane à des fins personnelles. Car l'Iran, avec plus de trois mille ans d'histoire et de tradition de tolérance et d'humanisme, était a priori beaucoup moins disposé que d'autres à succomber au fanatisme et à l'intolérance.

Pour avoir déclaré publiquement que dans le monde actuel la construction d'un cadre islamique pour la résolution des grands problèmes politiques, économi-

ques et juridiques n'était ni utile ni nécessaire, je fus le premier iranien à être considéré comme « renégat » par Khomeiny, et condamné en conséquence.

Selman Rushdie, l'auteur des *Versets sataniques*, et ses éditeurs ne sont pas les premiers à être ainsi condamnés tant que ce régime restera au pouvoir. Plus encore, dans la mesure où le régime est désormais totalement coupé du peuple et incapable de se transformer (car ce qui est en cause, ce n'est pas une personne ou un clan, mais la conception et l'idéologie fondamentaliste au pouvoir), ce genre de situation — et toute autre sorte de débordement — risque de se reproduire, et même de prendre une ampleur encore plus grande. Il ne s'agit nullement de défendre ni de justifier le livre de Salman Rushdie, ni d'être d'accord avec ses écrits qui sont incontestablement provocateurs à l'égard de l'Islam et du prophète ; mais le fait de vouloir appliquer à tout prix les conceptions et les châtiments d'un autre âge par l'appel au meurtre et à la violence est, deux siècles après la Déclaration des droits de l'homme, profondément choquant et totalement insupportable.

Cet épisode déplorable et détestable qui bouleverse si profondément l'opinion publique occidentale lui permet de mieux saisir l'ampleur de la souffrance endurée depuis déjà plus d'une décennie par la nation et le peuple iraniens et doit l'amener à influencer sur la politique des gouvernements afin qu'ils rompent totalement toute relation avec le régime islamique de la République islamique.

(*) Ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Téhéran, ancien PDG de la Société nationale iranienne du pétrole.

Au courrier du Monde

EUROPE

L'imposition des revenus de l'épargne

On comprend bien les raisons pour lesquelles la Commission des Communautés européennes juge nécessaire que, lorsque les capitaux circulent librement entre les Etats membres, les législations de ces Etats soient rapprochées les unes des autres en ce qui concerne l'imposition des revenus de « l'épargne » (c'est-à-dire des capitaux, qu'ils proviennent ou non de l'épargne). On comprend moins bien quelle serait aujourd'hui la base juridique d'une directive communautaire intervenant en ce domaine.

En effet, le paragraphe 2 de l'article 100A, nouveau, introduit dans le traité de Rome par l'Acte unique européen, exclut explicitement les « dispositions fiscales » de celles au

regard desquelles les autorités communautaires auront compétence pour arrêter les « mesures » relatives au rapprochement des dispositions législatives « ayant pour objet (c'est-à-dire, en bon français, « ayant des incidences sur ») l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur ».

Exclusion qui concerne la seule fiscalité directe (donc celle des revenus de l'épargne), car l'article 99, dans sa nouvelle rédaction, donne au contraire entière compétence aux autorités communautaires à l'égard des impositions indirectes.

Mais, en ce qui concerne l'harmonisation des impôts sur les revenus de l'épargne, les intentions de la

Commission ne pourraient se concrétiser que moyennant la renégociation de certaines dispositions de l'Acte unique.

Il est à souhaiter que le gouvernement français saisisse cette occasion pour obtenir, voire exiger, qu'il soit mis fin à la contradiction évidente qui existe actuellement entre l'article 99 du traité de Rome, tel qu'il a été modifié par l'Acte unique, et la Constitution de la République, dont l'article 34 prescrit que c'est « la loi », « votée par le Parlement », qui « fixe les règles concernant l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toute nature ».

FRANÇOIS GOGUEL.

SÉJOUR

Un étranger à la préfecture

J'ai longtemps, tous les ans, renouvelé ma carte de séjour en tant qu'étudiant, et tous les ans c'était le même dédain et le même mépris, jusqu'au jour où j'ai décidé de déposer mon dossier de naturalisation.

Les fonctionnaires se sont alors défilés : pourquoi demandez-vous la nationalité française ? De quoi vivez-vous ? Depuis quand êtes-vous là ? Que faites-vous en France ? Pourquoi n'êtes-vous pas resté chez vous ? Sans compter les innombrables papiers et documents réclamés, comme si vous veniez d'arriver dans ce pays, comme si vous changiez de nom tous les mois ou de père et de mère, ou de date de naissance, tous les ans...

Mon dossier de naturalisation a avancé à la vitesse d'une tortue. J'ai finalement reçu une réponse m'autorisant, après quatre ans de procédure, à déposer un nouveau dossier.

Ces derniers jours, après l'annonce d'une réforme par les médias, j'imaginai, sur le chemin de la préfecture, que tout avait changé, qu'on allait être enfin respectés. Mais la déception a été grande. Toujours les mêmes regards, les mêmes soupçons...

D'ALJORD WADDAH (Paris.)

BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL

Rebond



Le Bilan économique, véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde, rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques de l'année dans leur environnement social et politique.

Le Monde

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

Renseignements sur les microfilms et bandes de monde au (1) 42-47-00-01

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des locuteurs du Monde.

Le Monde-Editions, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Milly, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef : Daniel Varner.

Correspondant en chef : Claude Sala.

Le Monde

5, rue de Montbarny, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Imprimé de « Monde » à Paris-CE

7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

Renseignements sur les microfilms et bandes de monde au (1) 42-47-00-01

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des locuteurs du Monde.

Le Monde-Editions, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Milly, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef : Daniel Varner.

Correspondant en chef : Claude Sala.

Le Monde

5, rue de Montbarny, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Imprimé de « Monde » à Paris-CE

7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

Renseignements sur les microfilms et bandes de monde au (1) 42-47-00-01

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des locuteurs du Monde.

Le Monde-Editions, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Milly, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef : Daniel Varner.

Correspondant en chef : Claude Sala.

Le Monde

5, rue de Montbarny, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Imprimé de « Monde » à Paris-CE

7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

Renseignements sur les microfilms et bandes de monde au (1) 42-47-00-01

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des locuteurs du Monde.

Le Monde-Editions, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Milly, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef : Daniel Varner.

Correspondant en chef : Claude Sala.

Le Monde

5, rue de Montbarny, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Imprimé de « Monde » à Paris-CE

7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

Renseignements sur les microfilms et bandes de monde au (1) 42-47-00-01

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

Renseignements sur les microfilms et bandes de monde au (1) 42-47-00-01

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des locuteurs du Monde.

Le Monde-Editions, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Milly, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef : Daniel Varner.

Correspondant en chef : Claude Sala.

Le Monde

5, rue de Montbarny, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Imprimé de « Monde » à Paris-CE

7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

Renseignements sur les microfilms et bandes de monde au (1) 42-47-00-01

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des locuteurs du Monde.

Le Monde-Editions, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Milly, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef : Daniel Varner.

Correspondant en chef : Claude Sala.

Le Monde

5, rue de Montbarny, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Imprimé de « Monde » à Paris-CE

7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

Renseignements sur les microfilms et bandes de monde au (1) 42-47-00-01

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Etranger

L'affaire des « Versets sataniques »

L'affaire Rushdie a de nouveau fait, dimanche 26 février, cette fois-ci à Karachi, où la victime est un garde de l'Institut culturel britannique, déchaîné par un engin explosif lancé contre l'immeuble abritant l'Institut. Bien qu'il n'y ait encore eu, lundi matin, aucune revendication de l'attentat, la police pakistanaise a immédiatement fait le lien entre celui-ci et l'affaire Rushdie, le Pakistan ayant été le pays où sont tombées les premières victimes des manifestations organisées pour protester contre les Versets sataniques. Vendredi dernier, une douzaine de musulmans indiens ont été tués lors de violents heurts avec la police à Bombay (le Monde daté 26-27 février). Samedi, plusieurs milliers de policiers ont été mobilisés pour maintenir l'ordre dans cette ville, dont est originaire

Rushdie et où des mouvements islamiques ont lancé un appel à la grève générale. En Iran, une proposition de loi exigeant la rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne a été soumise au Parlement, qui doit en discuter mardi. A Qom, les grands ulémas et les professeurs de théologie de la Ville sainte ont manifesté derrière le successeur désigné de l'imam Khomeiny, Payatollah Montazeri. Samedi, ce dernier avait lancé, dans un message d'allégeance au « guide de la révolution », une violente attaque contre les Etats arabes pour n'avoir pas pris une attitude plus ferme contre les Versets sataniques de Salman Rushdie, mais avait évité d'approuver spécifiquement la sentence de mort prononcée par l'imam contre l'écrivain britannique.

Ailleurs dans le monde, plusieurs milliers de musulmans se sont mobilisés pour manifester, dimanche, leur soutien aux menaces iraniennes contre l'auteur des Versets sataniques. Ainsi, au Liban, plus de cinq mille personnes ont répondu à l'appel du Hezbollah pro-iranien et ont défilé trois heures durant dans la banlieue sud (chiite) de Beyrouth aux cris de « Rushdie ne vivra pas longtemps ». Parallèlement, un interlocuteur anonyme se réclamant d'une organisation inconnue jusqu'à dimanche, les « Forces révolutionnaires musulmanes dans le monde », a affirmé, dans un appel téléphonique à une agence de presse occidentale, que Salman Rushdie serait « exécuté avant le 15 mars » et que les mouvements détestant des

otages étrangers au Liban allaient retarder la libération de ceux-ci. A New-York, Copenhague, Oslo, Hongkong, Paris, des centaines ou des milliers de musulmans ont également manifesté leur haine de Rushdie et leur opposition à la publication des Versets sataniques. L'écrivain a notamment été brûlé en effigie à New-York, devant le siège de Viking Press. En revanche, à Amsterdam, La Haye et Rome, des réfugiés iraniens ont manifesté leur hostilité au régime islamique et à ses appels au meurtre. Par ailleurs, l'ouvrage de Rushdie a été interdit, pendant le week-end, dans trois pays : l'Indonésie — plus grand pays musulman au monde —, la Malaisie et la Jordanie. — (AP, AFP, Reuters, UPL)

Un millier d'intégristes musulmans ont manifesté à Paris

« Nous sommes tous des khomeinistes »

Un millier de personnes — Indiens, Pakistanaï, Turcs, Maghrébins, Afghans, etc. — ont manifesté dimanche 26 février, à Paris, de Barbès à la place de la République, pour protester contre le livre de Salman Rushdie. Défilant aux cris de « Nous sommes tous des khomeinistes » et de « A mort Rushdie », la manifestation était organisée par l'association La voix de l'islam et avait été annoncée dans des tracts diffusés vendredi à la sortie des mosquées. Au terme du défilé, place de la République, plusieurs dizaines de personnes se sont prosternées à l'heure de la prière.

Sur les trottoirs du boulevard Magenta, à deux pas de la gare du Nord, les passants qui ne lisent pas l'arabe ont été témoins. En survenant, accompagnés de leur chien, ils regardent passer les manifestants. Ils voient les doigts levés vers le ciel, les enfants qui crient « Allah Akbar » (Dieu est grand), les pancartes « Mort à Rushdie », « A mort Rushdie », « A mort Rushdie ».

De jeunes portés après le déjeuner dominical et ils se retrouvent sur ce trottoir, un tract à la main, écrit à l'encre rouge « au nom d'Allah le tout-miséricordieux ». « On se demande où on habite ». L'étudiant qui croyait tomber sur une manifestation antikhomeiny est stupéfait : « Je n'imaginais pas du tout cela ».

Les intégristes islamistes détournent le regard quand une femme les interroge. Les passants, eux, ne demandent qu'à parler. « Terrifiant », « épouvantable », « Un « vieux militant de gauche » se souvient d'avoir manifesté contre la guerre d'Algérie « avec des Algériens, mais pas pour en arriver là ». Un correcteur dans une maison d'édition appelle SOS-Racisme et la Ligue des droits de l'homme à réagir. « C'est une insulte totale à la tolérance et à la liberté de penser. Du fascisme ».

Son tract rouge sur le tableau de bord, un automobiliste trouve que tout cela est pain béni pour le Front national : « Juste au moment où on entendait moins parler de Le Pen ». Un employé, juge que les manifestants ne sont pas si nombreux. Moins nombreux que les clients du marché dominical du boulevard de la Chapelle, où il se retrouve « à Marrakech pour même pas le prix d'un ticket de métro ». « Il y a des meneurs mais ceux qui suivent sont moins excités qu'à Téhéran ». Moins nombreux qu'au Maroc, moins excités qu'en Iran : « Cela

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

M. Mitterrand en visite officielle les 9 et 10 mars

M. François Mitterrand fera une visite officielle en Algérie les 9 et 10 mars, indique-t-on de source française. Il était question de ce voyage depuis plusieurs mois, mais il avait été reporté en raison des événements dans le pays hôte. La relance des relations bilatérales devait être confirmée le lundi 27 février par la signature d'accords financiers à Paris. Ces accords — aux termes desquels la France met à la disposition de l'Algérie 7 milliards de crédits — avaient été paraphés le 9 janvier à Alger par le directeur français du Trésor, M. Jean-Claude Trichet, et M. Mohamed Amokrane Cherif, conseiller du premier ministre algérien.

Angola

Réunion de la commission tripartite

Des délégations cubaine, angolaise et sud-africaine se sont réunies, les vendredi 24 et samedi 25 février à Luanda, pour la mise en œuvre de l'accord de paix conclu à New-York le 22 décembre, sans parvenir à régler plusieurs points de con-

teux. Une prochaine réunion est prévue à la fin du mois de mars à Cuba, au cours de laquelle sera abordé le problème de la libération des prisonniers de guerre.

D'autre part, le commandant du contingent militaire de l'ONU, le général indien Prant Chand, est arrivé dimanche à Windhoek en compagnie d'une vingtaine de civils et militaires, accueilli par 3 000 personnes enthousiastes à l'aéroport. Il aura pour tâche de préparer l'arrivée de 4 650 « casques bleus » dont les premiers sont attendus la semaine prochaine. Il ne reste plus qu'un mois avant le début de la période de transition, le 1^{er} avril, qui doit conduire ce territoire à l'indépendance. — (Corresp.)

Italie

Condamnations à vie de cinq mafieux liés à l'extrême droite

Cinq mafieux ont été condamnés, dimanche 26 février, par la cour d'appel de Florence, à la prison à vie, et deux autres à des peines d'emprisonnement de vingt-cinq et vingt-huit ans, pour avoir organisé l'attentat contre le train Naples-Milan qui avait fait seize morts et 286 blessés le 23 décembre 1984.

Pour se venger de la grande offensive lancée contre elle en décembre 1984, la Mafia s'était allié à des membres de l'extrême droite pour organiser cet attentat. Une bombe

Un mauvais coup pour l'islam en France

SANS exagérer son ampleur, la manifestation musulmane de dimanche à Paris — qui pourrait être suivie d'autres en province — risque d'annuler la plupart des efforts menés, dans un contexte hostile, par les porteurs d'une intégration harmonieuse de l'islam dans le paysage religieux français.

Si elle se répétait, la violence des slogans et des menaces entendues pourrait réveiller les vieux démons du racisme et redonner du grain à moudre à tous ceux qui combattent l'immigration au nom de motifs religieux et d'une prétendue non-assimilation de l'islam dans une société laïque.

Après la sortie du livre de Rushdie, on a sans doute sous-estimé l'indignation de la communauté musulmane — deux millions et demi de personnes — vivant en France. On la savait en quête de représentativité, plus soucieuse de modération et de respectabilité que d'exotisme.

Mais la force d'opposer les différents types d'islam, celui des intégristes et celui des modérés, des khomeinistes et des antikhomeinistes, l'option en était presque venue à oublier la ligne de partage plus fondamentale qui sépare les croyants des non-croyants.

La même surprise avait suivi, l'été dernier, les manifestations hostiles au film Le Dernier Tentation du Christ. En renvoyant l'assesseur à Chelk Abbas, recteur de la Mosquée de Paris, qui l'avait défendu dans la polémique sur le film de Scorsese, le cardinal Decourtray a rappelé le devoir de considération dû aux croyants qu'il avait omis de mentionner les responsables de la Communauté européenne, légitimement soucieux de défendre d'abord la liberté d'un écrivain contre les menaces de mort proférées par Khomeiny.

Il reste que le livre de Rushdie est une aubaine pour ceux qui, au nom de la défense d'un islam offensé, rêvent de prendre le contrôle, en Occident, de communautés souvent désorientées et mal intégrées, socialement et religieusement.

C'est notamment le cas en France, où la surenchère entre les associations et le jeu d'influences

La porte ouverte aux extrémismes

C'est précisément à cause de la réaction, jugée modérée, de Chelk Abbas au livre de Rushdie qu'une association d'intégristes groupuscules, aux origines mystérieuses, comme La voix de l'islam — du nom d'un trimestriel tirant à 10 000 exemplaires —, à la recherche de cautions intellectuelles (comme celles de Mohamed Hamdullah, traducteur du Coran, ou d'Eva de Vitray, orientaliste) a cherché, à peu de frais, par la manifestation de dimanche, à se faire connaître. Elle a tenté, au dernier moment, d'obtenir le concours de la Fédération nationale des musulmans de France, traditionnellement opposée à la Mosquée de Paris. La FNFME a elle aussi condamné les Versets sataniques, mais sans appeler explicitement à la manifestation.

Le morcellement de la communauté musulmane, que les pouvoirs publics cherchent à corriger par des formules de type consistorial qui ont servi hier pour les juifs et pour les protestants, laisse la porte ouverte aux extrémismes tels qu'ils se sont manifestés de Barbès à la République.

Un islam qui ne respecte pas les lois du pays d'accueil n'aurait aucune chance de s'intégrer à une société occidentale. De ce point de vue, les appels haineux entendus dimanche dans les rues de Paris destinés à intimider les éditeurs de Rushdie, ne font que reculer la cause de l'insertion de l'islam et susciter la réprobation de ceux, Français et Arabes, qui militent pour elle.

H. T.

M. Laurent Fabius : « Khomeiny est un assassin »

« Je considère que Khomeiny est un assassin », a déclaré Laurent Fabius, invité dimanche soir 26 février de l'émission « Sept sur sept » de TF1. L'ancien premier ministre a expliqué : « Quand on lance un ordre d'assassinat à des centaines de millions de gens, même si cet ordre n'est pas mis à exécution, la vie de Rushdie est finie. C'est scandaleux, inadmissible et honteux ». « Il faut résister à ce Munich moral », a-t-il enchaîné, avant d'ajouter que, si l'auteur des Versets sataniques était assassiné, il ne serait plus question d'avoir « des relations d'aucune sorte avec l'Iran ».

M. Giscard d'Estaing : les convictions des autres

Interrogé, le dimanche 26 février, au « Grand Jury RTL Le Monde », M. Valéry Giscard d'Estaing a estimé que les réactions des Européens sur l'affaire Rushdie « auraient pu être plus concrètes et plus fortes », jugeant que « les mouvements d'ambassadeurs ou les visites à haut niveau, cela ne touche pas l'opinion ».

En même temps, l'ancien président de la République a regretté « que, dans la réaction de nos pays, il n'y ait pas eu l'expression d'une considération pour les traditions et les convictions des autres ».

M. Alain Juppé : un enjeu fondamental

« J'espère que le gouvernement fera preuve de la détermination nécessaire pour garantir les libertés d'expression », a déclaré samedi soir 25 février le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, à Saint-Paul-lès-Dax (Landes). M. Alain Juppé a ajouté : « J'ai été le premier au RPR à réagir de façon très rigoureuse contre l'appel au meurtre, cette espèce de retour au fanatisme et à la barbarie d'un autre âge. Je crois que quel que soit le respect que nous devons à la liberté religieuse et de conviction de chacun, la possibilité d'exprimer, de penser, d'écrire et de publier est un des fon-

dements de notre démocratie. J'espère que le gouvernement fera preuve de la détermination nécessaire pour garantir cette liberté ».

M. Le Pen : « Ce que je crains pour la France et l'Europe »

M. Jean-Marie Le Pen s'est exprimé longuement sur l'affaire Rushdie lors de son passage au « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 26 février. « Ce que je crains de faire avec un cynisme révoltant Khomeiny, c'est justement ce que je crains pour la France et pour l'Europe, c'est-à-dire l'invasion du monde musulman », a dit le président du Front national. Semblant se comparer à l'auteur des Versets sataniques, M. Le Pen a affirmé qu'il avait été « pris à partie par un fanatisme religieux et médiatique en raison de l'utilisation d'un mot ». Il voulait parler de son jeu de mots « Durafour-éternitaire » fait aux dépens de M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique. Abordant la question de la présence des immigrés en France, le dirigeant d'extrême droite a souligné qu'il faut « couper les pontons d'appel de l'immigration par la mise en place de la préférence nationale dans les domaines de l'emploi, du logement et de l'aide sociale ».

« LE RECOURS : La limite du supportable. — Le mouvement du RECOURS, qui compte de nombreux musulmans français répartis d'Algérie dans ses rangs, « tout en comprenant que les Versets sataniques puissent blesser la conscience de nombreux musulmans, comme celle de beaucoup de catholiques l'avaient été par le film de Scorsese, estime que le tintamarre haineux infligé à l'opinion publique française par les intégristes islamiques dépasse la limite du supportable ». Son porte-parole, M. Jacques Roseau, demande « au nom des reporters d'Afrique du Nord au gouvernement français de prendre toutes dispositions pour empêcher que ne se reproduisent dans les rues de nos villes des manifestations aussi scandaleuses que celle qui s'est déroulée à Paris et dont des conséquences les plus regrettables pourraient être de développer chez les Français un racisme anti-arabo-musulman ».

Gauguin. LE Livre. Par Françoise Cachin.



PRIX ELIE FAURE 1988.

Ecrit par Françoise Cachin, directrice du Musée d'Orsay, « GAUGUIN » est le livre de référence indispensable pour apprécier l'exposition du Grand Palais.

312 pages, 317 illustrations, 450 F.

Flammarion

مكتبة من الأصل

Proche-Orient

L'affaire des « Versets sataniques »

A Bradford, où tout a commencé...

(Suite de la première page.)
Le conseil municipal est réuni mardi 21 février en séance plénière pour la première fois depuis cet automne de livres.
Le lord-maire conservateur fait son entrée dans la salle ornée de stuc vert et blanc, précédé de la masse d'arme qui symbolise le pouvoir municipal, et va s'asseoir sur son siège surélevé, en bois massif. En 1985-1986, c'était un travailleur, M. Ajeeb, originaire du Pakistan, qui occupait ce fauteuil. M. Ajeeb a été le premier lord-maire musulman de l'histoire d'Angleterre. Dans la plupart des grandes villes, le maire est alternativement d'une année sur l'autre, un conservateur ou un travailliste, quelle que soit la majorité du conseil. Le lord-maire a en effet un rôle comparable à celui de la Chambre des communes. Il donne la parole mais ne la prend guère. Il évite de voter, sauf quand cela est

Tamulte. Le lord-maire rétablit l'ordre à grand-peine.
On aborde le débat de fond. Les orateurs de la majorité reconnaissent volontiers que le livre est « offensant » pour les musulmans mais rappellent d'un même souffle que « la liberté d'expression est un des fondements de la société britannique ».
Prononcer une « sentence de mort » contre un écrivain parce qu'il a écrit un livre est un acte « inacceptable ». Un conseiller conservateur de poids affirme que le livre de Rushdie est, à son humble avis, d'une lecture difficile, mais il ajoute que « personne ne mérite de mourir pour avoir écrit un mauvais roman ». Hilarité générale.
Les conservateurs adoptent une attitude relativement simple : ils invitent le Monday Club (auquel plusieurs d'entre eux appartiennent) à prendre ses distances avec ce tract

(non alcoolisé). « Tuer Rushdie ce ne serait pas abattre un homme mais un diable », affirme un membre musulman du Parti travailliste, qui a l'air d'un père de famille parfaitement respectable. L'évêque anglican converse à quelque distance avec des théologiens musulmans.
La buvette est certainement un lieu convivial. M. Ajeeb nous confie ses impressions : « La manifestation du 14 janvier ne comptait pas de partisans de Khomeiny. L'Iran n'a rien à voir avec tout cela. J'habite l'Angleterre depuis trente ans et Bradford depuis seize ans. J'ai été lord-maire pendant un an. J'ai lu les livres de Rushdie. J'avais aimé les Enfants de minuit. C'est un bon roman. Les Versets sataniques m'ont choqué ».
L'ancien maire poursuit : « Les musulmans ici sont des gens tranquilles, souvent de conviction modeste. La manifestation du



Un certain Salman Rushdie. Il a une idée pour un livre. (International Herald Tribune du 27 février.)

indispensable pour départager un scrutin.
Le débat s'engage sur le tract intitulé « Guerre civile à Bradford ? », dont une photocopie a été remise à chaque conseiller. C'est une manière détournée d'aborder l'affaire Rushdie. L'atmosphère est un peu tendue et l'assemblée tressaute lorsqu'un petit vieux, assis dans la galerie du public, laisse tomber sa canne qui vient heurter plutôt brutalement la tête d'un conseiller travailliste.
Les quarante-cinq conseillers conservateurs (majoritaires) font face aux quarante-trois travaillistes, parmi lesquels une dizaine de musulmans. Deux centristes (démocrates-libéraux et sociaux) sont assis au milieu. Contrairement à la coutume, le lord-maire doit donc souvent exprimer son vote pour trancher. Les traditions sont un peu bousculées ces derniers temps à Bradford.
L'opposition travailliste attaque ceux qu'elle appelle « les vampires » du Monday Club, une organisation ultra-nationaliste, qui se seraient infiltrés à Bradford à la tête du Parti conservateur local. Le propos est excessif mais, apparemment, pas inexact. Le tract incriminé donne l'adresse du club à Londres et le nom d'un responsable local. Ce dernier a été, sans succès, candidat conservateur à un siège du conseil municipal à Bradford en mai 1988.
La majorité conservatrice s'indigne à son tour. Prédir l'imminence d'une « guerre civile » à Bradford à cause d'un tract est « invraisemblable ». Le lord-maire n'est plus membre du Parti conservateur. « Il est donc difficile de l'expulser de nos rangs ».

« raciste ». Ils estiment que nombreux sont ceux parmi leurs administrés qui voudraient lire le livre, mais ils constatent qu'il vaut mieux retirer l'ouvrage des vitrines des librairies pour préserver la paix civile.
Un point de détail surgit. L'auteur du tract est-il exclu du Parti conservateur ou seulement suspendu ? « Il a été exclu ! Excusez-moi pour avoir dit le contraire », lance un conseiller tory. Nouveau tohu-bohu. Le leader de l'opposition travailliste retire son propos.
C'est le moment que choisit un habitant de Bradford, M. Amine Qureshi, président fondateur d'une « association de parents musulmans », pour interrompre le débat. Du haut de la tribune du public, M. Qureshi réclame la démission du responsable conservateur de la commission municipale chargée de l'éducation. Le lord-maire le laisse parler brièvement.
La convivialité à la buvette
Il faut revenir à l'année 1985 pour comprendre l'enjeu de ce débat dans le conseil. Le directeur d'une école publique du centre-ville de Bradford avait cru bon d'affirmer que les enfants blancs étaient « pénalisés » dans leurs études s'ils les poursuivaient dans des établissements dont les élèves étaient en majorité « asiatiques » (Indiens et Pakistanais). Cette affaire avait suscité une polémique nationale.
L'interdiction de séance. Tout le monde se retrouve à la buvette pour prendre un plat chaud et une boisson

14 janvier était pacifique. Mes collègues musulmans estiment que le livre doit être interdit mais je suis de l'avis opposé. Dans toute cette affaire je suis plutôt un modéré ».
Le conseil des mosquées de Bradford a été créé il y a une dizaine d'années. Organisme mi-religieux, mi-politique, il est surtout « un groupe parapluie » qui tente de rassembler les éléments dispersés des communautés musulmanes de la ville. Des porte-parole du conseil des mosquées ont tenu des propos incendiaires depuis octobre dernier, d'autres, moins souvent cités, ont cherché à calmer les esprits.
Laissons la parole à des habitants de Bradford rencontrés au hasard : « La maison en face est une mosquée depuis des années. C'était auparavant une église », explique tranquillement la réceptionniste anglaise d'une clinique privée du quartier Shearbridge. L'inscription sur l'édifice atteste que l'église a été ouverte au culte en 1971. On n'y trouve en semaine que des ouvriers anglais qui refont les aménagements intérieurs. La salle destinée aux ablutions rituelles avait besoin d'être modernisée. Plusieurs centaines de fidèles se rassemblent ici d'habitude pour la prière du vendredi. « Il n'y a jamais d'histoire. Ce sont des gens paisibles », poursuit la réceptionniste.
Un chauffeur de taxi affirme qu'il y a cinq temples sikh à Bradford. Il est sûr de lui-même, plutôt prospecte et nullement fanatique, du moins pour tout ce qui ne concerne pas sa confession. Il trouve que la vie est bien agréable et que chacun en réalité vit ici en paix.
Telle est d'ailleurs l'impression d'ensemble que donne Bradford. Les séances du conseil municipal toutes les six semaines sont « un peu animées », mais la « guerre civile » n'est pas pour demain à Bradford.
M. Douglas Hurd, ministre de l'Intérieur, a demandé, vendredi 24 février, à ses concitoyens de confession musulmane de ne pas compromettre leur intégration dans le pays par leur attitude dans l'affaire Rushdie. Visitant plusieurs mosquées du Nord industriel de l'Angleterre, il a déclaré : « Les musulmans britanniques ont le droit de défendre leur foi et de protester contre un livre qui, selon eux, fait insulte au Prophète. Mais il est totalement inacceptable que ces protestations dégénèrent en violences ou en menaces de violences ».
Le conseil des mosquées de Bradford a peut-être eu, dimanche 26 février, le mauvais réflexe. Il a proclamé un « boycottage mondial » des livres de poche de la maison d'édition Penguin dont la filiale Viking a publié les Versets sataniques. Il s'agissait visiblement d'intimider l'éditeur, le livre n'étant pas encore paru en collection de poche. A Londres, l'ouvrage relié coûtait, il y a trois semaines, un peu plus de 12 livres (environ 120 F). Mais il est désormais introuvable en librairie.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Près de deux millions de musulmans britanniques

La communauté musulmane de Bradford est l'une des plus concentrées du pays. La ville compte 295 000 habitants. Environ 80 000 appartiennent à des minorités ethniques : Indiens, Pakistanais, Chinois, Antillais. Parmi eux, 40 000 musulmans. La deuxième ville du Royaume, Birmingham, compte 122 000 musulmans pour 1,2 million d'habitants.
Les estimations en ce qui concerne Londres : un million de musulmans. La mosquée centrale de Regent's Park est l'une des plus grandes et des plus luxueuses du monde. Un cocktail Molotov a été lancé le 22 février dans son enceinte sans faire de victimes. Un suspect a été arrêté.
Les statistiques officielles nationales font défaut puisque le ministre de l'Intérieur, soucieux des libertés traditionnelles, ne veut pas recenser les sujets de Sa Gracieuse Majesté en fonction

de leur race ou de leur religion. M. Hurd cite parfois le chiffre de 1,5 million de musulmans pour l'ensemble du Royaume-Uni. D'autres responsables parlent de 2 millions.
L'immense majorité d'entre eux sont citoyens britanniques parce qu'ils l'étaient déjà lorsqu'ils ont émigré de l'Inde ou du Pakistan, et leurs enfants, étant nés en Grande-Bretagne, le sont devenus selon le droit du sol (jus soli).
Le nombre des immigrants clandestins est, par définition, difficile à estimer. Ils sont sans doute moins de 100 000. Mais comment compter les étudiants venus de pays musulmans qui ignorent encore quel sera leur avenir ? Une étudiante d'Oxford, M^{me} Benazir Bhutto, était dans ce cas il y a une dizaine d'années. Elle est devenue la première femme chef d'Etat d'un grand pays musulman, le Pakistan.
D. D.

Diplomatie

La visite de M. Chevardnadze à l'imam Khomeiny

Moscou et Téhéran se déclarent prêts à nouer de « fortes relations »

Poursuivant sa tournée au Proche-Orient, le ministre soviétique des affaires étrangères a été reçu dimanche 26 février par l'imam Khomeiny qui a souhaité que l'URSS et l'Iran nouent de « fortes relations » pour « affirmer les pays occidentaux ». Le « guide de la révolution », qui recevait M. Chevardnadze dans sa maison de

Djamaran, a accueilli avec satisfaction la proposition de Moscou de « retrait des flottes étrangères du Golfe ». M. Chevardnadze a estimé, pour sa part, que « les conditions sont désormais réunies pour que les rapports entre les deux pays entrent dans une phase nouvelle et s'étendent à tous les domaines ».

MOSCOU
de notre correspondant

Contrairement aux apparences, l'imam Khomeiny n'a pas complètement perdu la boussole. Tout à sa guerre sainte contre l'écriture Salman Rushdie et l'ensemble des démocraties occidentales, il n'a, en effet, pas oublié que l'Iran d'aujourd'hui ne pouvait pas s'offrir le luxe d'un isolement total et que, si l'Ouest avait le front de lui tenir tête, le Nord ne demandait qu'à lui rendre la main. Au nord, pour l'Iran, s'étend, en effet, l'URSS de M. Gorbatchev, une URSS qui n'aurait qu'à valser à ce que les moudjahidines afghans acceptent un compromis politique et lui évitent ainsi l'humiliation d'une pure et simple chute du régime de Kaboul, une URSS qui aimerait que ses propres populations musulmanes ne s'agitent pas trop. Une URSS qui rêve d'un sans-faute dans son spectaculaire retour au Proche-Orient. Une URSS enfin qui se cherche désespérément des partenaires commerciaux riches en devises et pas trop exigeants sur la qualité.
Or qui d'autre que l'Iran peut tout à la fois inciter la résistance afghane à un compromis, ne pas jeter d'huile sur le feu dans les Républiques soviétiques d'Asie centrale, contribuer, ne serait-ce qu'en ne s'y opposant pas, à la tentative de médiation proche-orientale de l'URSS et signer avec elle d'intéressants contrats ? C'est peu dire que l'URSS et l'Iran étaient faits pour se retrouver — ils y étaient en fait condamnés — et c'est ainsi que M. Chevardnadze a été, dimanche, le premier ministre des affaires étrangères à être personnellement reçu par l'imam Khomeiny, qui a souhaité que son pays entretienne désormais de « fortes relations » avec Moscou. Et il ne s'agitait pas là de vœux pieux. L'après-midi même, après avoir accepté une invitation à se rendre à Moscou, le premier ministre iranien, M. Mousavi, s'est félicité de la signature de deux gros contrats avec l'URSS portant,

l'un sur des livraisons de gaz naturel par l'Iran, et l'autre sur un projet de chemin de fer entre le port de Bandar-Abbas et l'Union soviétique.
Le président de la commission mixte soviéto-iranienne est maintenant attendu, dossiers sous le bras, à Téhéran, et dès dimanche soir la télévision soviétique a diffusé une longue interview du ministre des affaires étrangères de la République islamique. La visite de M. Chevardnadze et l'échange de messages entre M. Gorbatchev et l'imam Khomeiny, a déclaré M. Velayati, ont « ouvert des possibilités favorables au développement [d'une] coopération [qui] attend un nouveau niveau ».

« Il n'y a pas d'opium du peuple »

Bref, c'est la lune de miel, mais les journaux soviétiques n'ont pas été jusqu'à publier le texte du message que l'imam avait fait remettre, le 4 janvier dernier, à « Son Excellence M. Gorbatchev, chef du président du Soviet suprême de l'URSS ». « Depuis votre accession au pouvoir, vous avez fait de la révolution dans un carcan d'acier, est digne d'éloges.
« La première chose à faire maintenant [...] est de réviser les politiques de vos prédécesseurs qui ont prôné l'athéisme. [car] vos problèmes n'ont pas pour origine votre définition de la propriété, de l'économie ou des libertés, mais bien l'absence de croyance en Dieu, ce même problème qui a conduit l'Ouest à la décadence [...] ».

Il est clair comme le jour, poursuit l'imam Khomeiny, que le communisme est une idéologie digne du musée de l'histoire politique du monde, [et même si] vous affirmez toujours dans vos déclarations publiques votre foi marxiste, vous savez bien que les choses sont différentes [puisque] vous prouvez.

BERNARD GUETTA.

Epilogue du litige entre Le Caire et Jérusalem

Israël quittera l'enclave de Taba au plus tard le 15 mars

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Après des mois d'acrimonieuses négociations qui ont empoisonné le climat entre Le Caire et Jérusalem, un accord a finalement été conclu dimanche 26 février sur le retour à l'Egypte de la minuscule enclave de Taba : 700 mètres carrés de plage sur la mer Rouge, de la rocaïlle, quelques palmiers et six courts de tennis. Les deux équipes de négociateurs se sont mis d'accord sur une date : Israël quittera Taba au plus tard le 15 mars prochain « avant midi ».

Non sans d'ultimes chicaneries, elles ont fixé l'emplacement de la dernière borne frontalière indiquant que ce morceau de Sinaï, à quelques kilomètres au sud du port israélien d'Eilat, revenait bel et bien à l'Egypte. Des indemnités ont été fixées pour le club de vacances (1 million de dollars) et pour l'hôtel construit par les Israéliens en 1982 (37 millions de dollars). Les modalités d'accès des touristes israéliens, très attachés au Sinaï, ont été prévues : à leur faudra un passeport mais pas de visa.
Le moindre détail de ce règlement a donné lieu à d'âpres pourparlers qui n'auraient vraisemblablement jamais abouti sans la constante médiation d'un haut fonctionnaire américain, M. Abraham Sofaer, le conseiller juridique du département d'Etat. Avant pour l'efficacité du fameux principe de négociation directe — « sans intermédiaire » — auquel le gouvernement de M. Itzhak Shamir se dit si attaché. M. Sofaer est intervenu du début à la fin de ces discussions entamées en septembre dernier après que la Commission internationale d'arbitrage saisie par les deux parties ait décidé que la souveraineté sur l'enclave revenait à l'Egypte (1).

l'ensemble du Sinaï à l'Egypte. Le premier ministre de l'époque, M. Menahem Begin, et son ministre des affaires étrangères, qui n'était autre qu'Itzhak Shamir, se refusèrent cependant à rendre l'enclave de Taba. Ils firent valoir qu'un vieil accord conclu entre la Grande-Bretagne et l'Empire ottoman en 1906 excluait Taba du secteur égyptien. L'affaire menaçait de dégénérer, les deux gouvernements s'entendirent en 1986 pour la soumettre à une commission d'arbitrage.

Fidèle à ses positions, M. Shamir a déclaré dimanche qu'il « regrette » ce dénouement de l'affaire de Taba, et une autre personnalité du Likoud, M. Ariel Sharon, ministre de l'Industrie et du Commerce, a estimé que l'accord conclu équivalait à une « capitulation irresponsable » de la part d'Israël.
De bout en bout, ce litige de portée plus symbolique que stratégique ou économique a révélé le peu de chaleur animant les relations égypto-israéliennes. Les deux pays n'en sont pas moins condamnés à s'entendre sur Taba : l'eau, l'électricité et d'autres fournitures essentielles au fonctionnement de l'hôtel continueront à venir d'Israël.

ALAIN FRACHON.

(1) Voir Le Monde du 30 septembre et du 1^{er} octobre derniers.

L'Europe et la défense au menu du sommet franco-britannique de Paris

Le treizième sommet annuel franco-britannique devait se réunir lundi 27 février à Paris. M^{me} Thatcher, qui se trouve en visite privée dans la capitale depuis samedi soir, devait avoir un entretien avec le président de la République dans la matinée, pendant que les ministres des affaires étrangères, de la Défense, de l'Intérieur et de l'Industrie des deux pays se rencontraient séparément.

Tous devaient se réunir pour une séance plénière, avec la participation de M. Michel Rocard, puis pour un déjeuner au palais de l'Élysée. M^{me} Thatcher devait quitter Paris dans l'après-midi, après une conférence de presse tenue en compagnie du président de la République.
Les questions Est-Ouest, et celles de défense sont à l'ordre du jour de ces conversations, avant la visite de M. Gorbatchev à Londres en avril, la réunion du sommet de l'OTAN en mai et l'ouverture la semaine prochaine, à Vienne, de négociations sur les armes classiques en Europe.

Les questions communautaires sont le deuxième grand thème de ces entretiens. Les divergences entre les deux pays sur ces questions ne manquent pas, à propos, notamment, de l'abolition des contrôles aux frontières, de la dimension sociale du grand marché ou de l'union monétaire.

REVENUS 1988

CALCULEZ VOS IMPOTS

Service télématique du MONDE

36.15 LM

Europe

URSS : le développement du nationalisme

Les Arméniens se préparent à commémorer le pogrom de Soumgaït

De nombreux habitants d'Erevan, se préparent à manifester, mardi 28 février, pour commémorer le pogrom de Soumgaït, ville d'Azerbaïdjan, où plusieurs dizaines de personnes avaient été victimes d'émotions anti-arméniennes il y a un an. Les autorités d'Erevan ont fait savoir, samedi 25 février, qu'une marche aboutissant au mémorial du génocide arménien de 1915 sera autorisée, sans banderoles, slogans ni discours. Une délégation du PS français a séjourné en Arménie du 24 au 26 février.

Une délégation socialiste française a séjourné dans la République soviétique

EREVAN de notre envoyé spécial

Alors que le couvre-feu est maintenu à Erevan de 1 heure à 5 heures du matin et que la place de l'Opéra, où avaient lieu les grandes manifestations de l'an dernier, est bloquée par l'armée, il ne faisait aucun doute que, autorisée ou pas, une manifestation marquerait le premier anniversaire des massacres de Soumgaït. Les autorités ont résolu finalement de la tolérer le mardi 28 février, mais ont pris toutes les précautions pour empêcher que la commémoration ne soit l'occasion d'une manifestation de soutien au comité Karabakh, dont les membres sont emprisonnés à Moscou depuis deux mois.

La situation de ces quatorze personnes a été au centre de l'entretien que la délégation du PS a eu, samedi, avec une brochure de dirigeants du PC arménien. M. Henri Sahy, président du groupe socialiste du Parlement européen, très estimé par les Arméniens pour son action en faveur de la reconnaissance du génocide de 1915, a notamment interrogé les responsables du PC sur le maintien du couvre-feu et sur le sort des membres du comité Karabakh. Sur ce dernier sujet, M. Calouste Galoustan, « numéro trois » du PC, chargé de l'idéologie, a assuré qu'une instruction est en cours et que « ceux qui ne sont pas coupables seront libérés », tandis que « ceux qui le sont seront punis ».

M. Galoustan n'a pas indiqué à quelle date un procès pourrait avoir lieu. Visiblement agacé par l'insistance de ses interlocuteurs à soulever le problème de l'immunité parlementaire qui devrait protéger les deux députés figurant parmi les personnalités arrêtées, l'idéologue du PC arménien a assuré que le préjudice du soviétique s'était prononcé sur la levée de cette immunité.

Un nouveau chef d'état-major du pacte de Varsovie

Le général d'armée Vladimir Lobov a été nommé chef de l'état-major des forces armées unifiées du pacte de Varsovie, en remplacement du général Anatoli Gribkov, qui occupait le poste depuis 1976.

Le général Vladimir Lobov, né en 1935, était jusqu'à présent premier sous-chef de l'état-major général des forces armées soviétiques, après avoir commandé jusqu'en février 1987 la région militaire d'Asie centrale. Il avait été nommé général d'armée le 15 février dernier. Sa nomination fait suite au remplacement, ce mois-ci, du maréchal Komlikov par le maréchal Louchev, au poste de commandant des forces armées du pacte de Varsovie.

Distribution de matériel médical

Les représentants du PS sont arrivés en Arménie dans un avion spécial transportant environ sept cent mille francs de matériel, principalement médical, achetés grâce à une souscription à laquelle avaient participé les militants (qui avaient versé, au total, 600 000 francs), les collectivités locales (200 000 francs) et la trésorerie nationale du parti (un peu plus de 200 000 francs). L'élément principal du chargement était un stéthoscope, appareil de radiologie destiné aux dispensaires polycliniques, qui a été livré à l'hôpital Massiv. Un médecin de cet hôpital avait été formé, à Lyon, à utiliser cet équipement.

Une autre partie du matériel apporté par les socialistes français

était destinée à Médécine sans frontières, l'une des organisations humanitaires étrangères qui continuent à opérer en Arménie pour soigner les victimes du tremblement de terre du 7 décembre dernier et aider les médecins du pays à faire face. Les socialistes français se sont rendus, dimanche, sur les lieux du séisme, à Spitak et à Leninakan. Sur la route, ils se sont arrêtés à Zargavorit, bourg de deux mille habitants où la communauté arménienne de Lyon, le conseil régional et le conseil général finançaient un programme de construction de trente logements, d'un coût de 3 millions de francs, devant permettre de reloger soixante familles.

La délégation comprenait, outre M. Queyranne, député du Rhône et candidat aux élections municipales à Bron, plusieurs élus ou candidats de villes comportant de fortes communautés arméniennes : M. René Ros-

quet, député du Val-de-Marne, maire d'Alfortville (qui a consacré une grande partie de son temps à épicer mille cartes postales à ses administrés), M. Gérard Colomby, chef de file des socialistes à Lyon, M. Jean Krikorian, adjoint au maire de Villeurbanne, et, d'autre part, M. Gérard Lindeperg, membre du secrétariat national chargé des droits de l'homme.

M. Krikorian, qui est l'un des responsables du Parti socialiste arménien, le Dachnagtsoutoun, en France, n'en était pas à son premier voyage à Erevan. Il était accompagné d'un autre membre du Dachnag. Ce parti privilégié, aujourd'hui, le dialogue avec les autorités d'Arménie soviétique après avoir longtemps boudé le régime qui avait pris, en 1920, la place de l'éphémère République arménienne.

PATRICK JARREAU.

Manifestations en Géorgie, en Moldavie et au Tadjikistan

Le calme était revenu dimanche 26 février à Tbilissi, capitale de la Géorgie, au lendemain d'importantes manifestations contre le rattachement, en 1921, de la Géorgie à la Russie soviétique.

Selon des sources nationalistes sur place, quinze à vingt mille personnes sont descendues dans la rue samedi pour marquer l'anniversaire de l'instauration du pouvoir soviétique en Géorgie, le 25 février 1921. Les quelques cent vingt manifestants interpellés ont tous été relâchés dimanche. Selon un militant nationaliste, Zviad Gamsakhourdia, des dizaines de milliers d'ouvriers effectifs de forces de l'ordre avaient été déployés dans la ville.

Dans une autre République du Caucase, l'Arménie, le commandant militaire d'Erevan, le général Kouz-

netsov, a indiqué dans une interview au quotidien de l'armée soviétique *Krasnaya Zvezda* que les autorités ne comptaient pas pour l'instant lever les mesures d'exception, car les tensions nationalistes restent vives (voir ci-dessus). Le responsable militaire a notamment accusé le comité Karabakh de vouloir perturber les élections parlementaires du 26 mars.

En Moldavie, vingt mille personnes environ ont manifesté dimanche en demandant que le moldave devienne la langue officielle de la République, selon les dissidents.

Enfin, au Tadjikistan (Asie centrale), un rassemblement s'est tenu vendredi à Douchanbé, la capitale, selon l'agence Tass, pour réclamer l'adoption du tadjik comme langue d'Etat. — (AFP, UPL)

YUGOSLAVIE : raidissement du régime

Belgrade décide d'envoyer de nouvelles unités anti-émietes au Kosovo

BELGRADE de notre correspondant

Dans la confusion qui règne depuis une semaine au Kosovo, paralysé par les débrayages, une chose paraît à peu près certaine : le raidissement du régime face aux grévistes. Au cours de ses deux dernières réunions, la direction collégiale de l'Etat a, en effet, décidé d'augmenter les forces de sécurité

anti-émietes dans la province, d'assurer la protection des voies ferrées, ponts et ouvrages électriciens, et de faire respecter « l'ordre et la loi » constitutionnels de façon que les services publics « vitent », les établissements d'enseignement et la production puissent fonctionner normalement. Fait exceptionnel : les ministres fédéraux de la défense et de l'intérieur ont assisté à ces réunions. Les mesures annoncées dans

un communiqué par la direction collégiale de l'Etat, notamment l'envoi de nouvelles unités de police, ont été immédiatement critiquées par l'Association des écrivains albanais du Kosovo.

Le mouvement de grève s'est poursuivi au cours du week-end. Magasins, cafés et restaurants privés étaient fermés, les marchés aux légumes n'étaient pas approvisionnés par les paysans, l'enseignement n'était pas dispensé dans les écoles. Aux mines de plomb et de zinc de Trepcas, les ouvriers sont restés pour la septième journée consécutive au fond des puits. Les grévistes ont refusé de négocier avec une délégation des syndicats fédéraux venue de Belgrade. Ils continuent de réclamer le départ de trois dirigeants albanais du Parti communiste du Kosovo, jugés « provocateurs », à commencer par celui de son président, M. Rahman Morina (voir le Monde daté 25-26 février). Celui-ci a révélé qu'il avait présenté sa démission voici quelques jours mais que les responsables de la province autonome (rattachée à la Serbie) et ceux de la Fédération lui avaient demandé de rester à son poste, sa démission risquant de provoquer, dans les circonstances présentes, « une déstabilisation plus grande encore ».

Rumeurs

Selon la presse, une centaine de grévistes de Trepcas ont reçu des soins dans la mine ou ont été hospitalisés. Depuis quelques jours, on injecte de l'air frais dans les galeries où sont enterrés les morts, à environ 1 000 mètres sous terre. Les ouvriers serbes et monténégrins de Trepcas, très minoritaires, ont menacé à leur tour de s'enfermer dans un des puits pour protester contre les revendications de leurs collègues albanais.

Lors de leur rencontre, vendredi dernier, avec le président du Parti fédéral, M. Stipe Surver, qui s'est soldée par une impasse, les grévistes avaient annoncé leur intention d'entamer une « nouvelle forme d'action » à compter de samedi matin 25 février. Apparemment, rien de tel ne s'est produit. Les rumeurs selon lesquelles les mineurs seraient prêts à faire sauter le gisement, qu'ils aient eux-mêmes dans

la catastrophe, continuent de circuler.

Selon des sources informées, 2 tonnes d'explosifs se trouvent au fond du puits et sont sous le contrôle étroit d'un piquet de grève qui en interdit l'approche. Le directeur des installations de Trepcas a déclaré, selon le journal *Vecernje Novosti*, que « des suicides ne sont pas à exclure ». Lundi 27 février, le comité exécutif de la Ligue des communistes fédéraux a appelé les mineurs « à sortir du puits et à rejoindre leurs familles ». Selon la télévision de Belgrade, l'évacuation de la mine pourrait intervenir dans le courant de la journée.

PAUL YANKOVITCH.

● L'Albanie dénonce l'« ultranationalisme » yougoslave. — La grève générale des habitants albanais de la province du Kosovo est le « résultat de l'échec d'une politique ultranationaliste » en Yougoslavie, selon une déclaration officielle publiée par l'agence officielle albanaise ATA vendredi 24 février à Tirana. Le communiqué explique que les Albanais du Kosovo s'opposent par leur grève à une révision de la Constitution qui donnerait des pouvoirs accrues à la Serbie sur leur province autonome. « Ils protestent, selon ATA, contre la violence du nationalisme serbe, l'oppression nationale persistante, la discrimination continue et, surtout, contre la perspective d'être réduits à des citoyens de deuxième classe que l'on peut attaquer, forcer à émigrer et même tuer. » — (AFP.)

● HONGRIE : transfert des réfugiés roumains de Sofia à Budapest. — Les douze Roumains de souche hongroise qui s'étaient réfugiés en septembre dernier à l'ambassade de Hongrie à Sofia ont pu finalement gagner Budapest via l'Autriche samedi 18 février, après d'âpres tractations et l'intervention de la Croix-Rouge internationale. L'agence hongroise MTI a annoncé l'arrivée des douze réfugiés, huit adultes et quatre enfants. Les négociations, visant à leur obtenir un sauf-conduit, avaient été rendues difficiles par les réticences de la Bulgarie, qui voulait préserver ses relations avec la Roumanie.

JULIA KRISTEVA

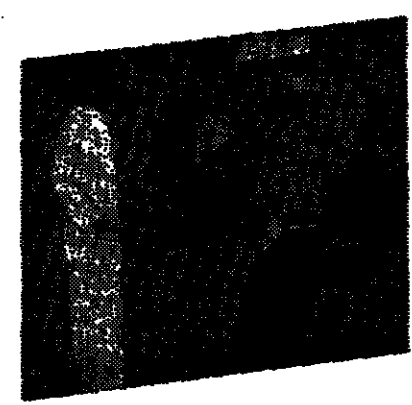


Le dernier livre de Julia Kristeva tient à la fois du journal intime, de l'essai historique et de la réflexion philosophique : mais ces trois approches s'enrichissent mutuellement dans le mouvement d'une écriture dense et lumineuse... comme si l'intensité de son expérience personnelle lui donnait la force d'aller à l'essentiel.

Thomas Ferenczi, Le Monde

Julia Kristeva

Etrangers à nous-mêmes



Fayard

296 pages 95 F

FAYARD

كذبا من الأصل

Politique

Les immigrés dans le débat municipal

Premiers pas

L'affaire Rushdie est tombée à point pour permettre à M. Le Pen d'enfourcher à nouveau son cheval de bataille favori. Le président du Front national s'est fait un plaisir de dénoncer, dimanche 24 février, « l'invasion de l'Europe par une immigration musulmane ».

On ne peut pas dire que ce thème ait dominé jusqu'à présent la campagne pour les élections municipales, même si le poids de l'immigration est vivement ressenti dans certaines grandes villes. Un débat de ce type a lieu en janvier après les vœux de nouvel an du président de la République qui réclame une plus grande équité pour les étrangers vivant en France. Mais ce débat, tournant autour de la révision de la loi Pasqua, est vite retombé. Il ressurgira sans doute après les élections, à l'ouverture de la session parlementaire de printemps.

L'immigration n'est pas absente pour autant de la campagne municipale. Ce scrutin aura même marqué une véritable nouveauté : la présence en tant que tels, de nombreux jeunes d'origine étrangère sur les listes. Il faut se méfier des chiffres avancés, toute comptabilité dans ce domaine étant suspecte. Mais le fait est qu'une association comme France Plus, qui milite pour l'intégration des bours, a réussi à parer un nombre appréciable de candidats. Ils ne figurent pas tous — loin de là — sur les listes de gauche : dans certaines municipalités, ces jeunes d'origine maghrébine ont choisi de se battre sous les

couleurs du centre ou de la droite ; dans d'autres, comme Bordeaux, ils sont présents sur deux listes concurrentes. C'est la preuve que les bours ressemblent de plus en plus aux jeunes Français de leur âge.

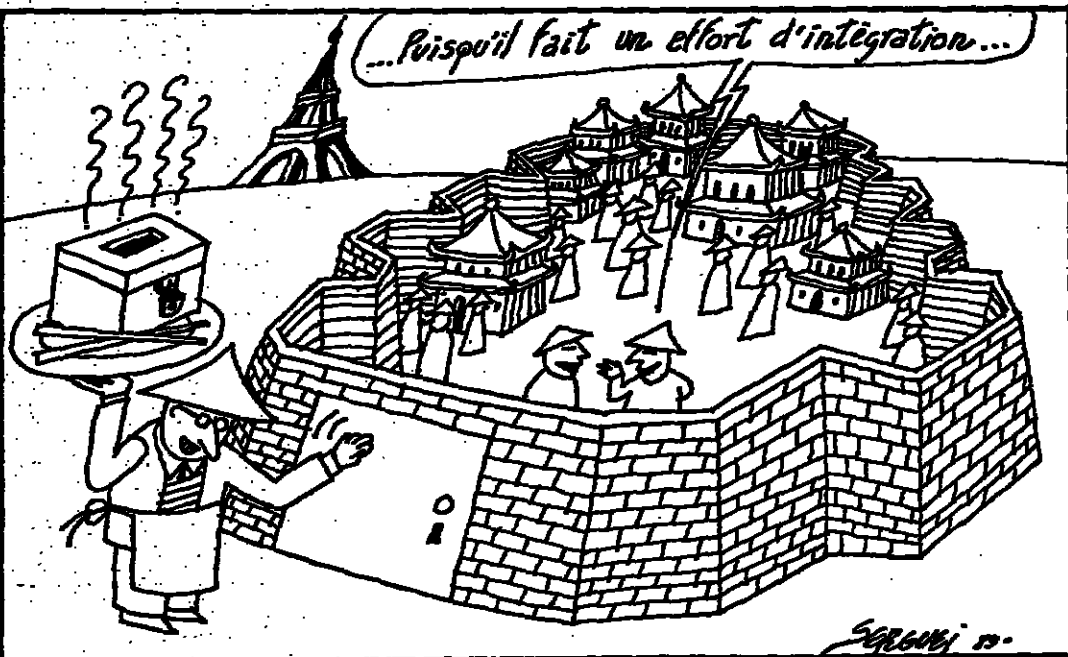
Dans ses négociations avec les partis, France Plus avait posé une double condition : que ces candidats soient placés en position d'éligibilité, et que les listes auxquelles ils appartiennent ne concluent aucun accord avec le Front national. La condition a été acceptée. Plusieurs dizaines de maires com-

ront ainsi des adjoints bours dans leur équipe du mois prochain.

On aurait tort cependant de ne regarder, une fois de plus, qu'en direction de la communauté maghrébine. D'autres groupes sont présents dans cette campagne municipale. C'est le cas notamment des Asiatiques qui, à Paris, pèsent d'un poids croissant.

La participation d'immigrés, ou d'enfants d'immigrés, aux élections n'est pas une revendication que diverses associations sortent décidées à relancer : le droit de vote local aux résidents étrangers. Les socialistes n'ont jamais été très clairs sur ce point, déclarant cette réforme souhaitable mais irréalisable dans l'immédiat. L'opinion française reste majoritairement opposée à une telle novation. L'affaire Rushdie ne contribuera certainement pas à la faire changer d'évis.

A Paris, les Asiatiques courtisés



Ah ! Ces sourires surpris sur certains visages asiatiques et si vite retombés, quand au matin du nouvel an la lumière se précipite à Chinatown les candidats aux prochaines municipales... Ils en disent long, sur la secrète jubilation de la communauté à se voir courtisée de tous côtés. Scrutin obligé. L'humour, si particulier, fait le reste : les commensaux vont bon train mais à mots couverts, dans cet immense village que constitue la communauté asiatique en région parisienne.

En ce premier jour de l'année du Serpent, le lundi 6 février, les festivités traditionnelles ont commencé tôt. Dans l'enceinte des temples nichés en appartements, au son du gong et des cymbales, les puissantes associations représentées par tous ceux qui comptent en termes de pouvoir accueillent les candidats aux maires battant campagne au pas de course. Leur parcours suit les mêmes rites, qu'il emprunte les méandres du treizième, ou ceux du dix-huitième ou encore du dix-neuvième arrondissement, les principaux quartiers où se sont installés les migrants à Paris. A l'évidence, le vote asiatique prend désormais place parmi les divers enjeux des municipales.

Certes, il émerge fort discrètement. A défaut de données globales, il n'en existe aucune — et malgré le parti pris quelque peu suspect de qualifier ce vote d'« asiatique » en l'absence des autres, l'enjeu est réel. Il traduit la volonté désormais forte de cette communauté de se faire entendre. Encore faut-il se mettre à l'écoute attentivement. Il n'y a pas « une », mais « des » communautés, venues de Chine, de Formose, du Vietnam, du Cambodge et du Laos. A chacune ses choix, et ses votes dans le secret de l'urne.

Mais sur les listes d'inscrits, pour les prochaines élections, ces noms à consonance asiatique sont, faute de mieux, une indication permettant de suivre l'évolution de l'impact de participation à la vie civile. Aujourd'hui, le poids est encore modeste. A titre d'exemple, dans le treizième arrondissement, environ deux mille Français d'origine asiatique figurent cette fois-ci sur les listes — soit un inscrit sur dix pour l'ensemble de l'arrondissement. Mais, demain, leurs enfants devenus adultes feront masse. Scolarisés avec succès, eux n'ont plus la barrière de la langue qui fait obstacle chez les anciens à une demande de naturalisation. Un

piéd dans chaque culture, ils vivent au rythme de la volonté d'intégration. Quel bond fit celle-ci en dix ans.

Renoué à la Chinatown du treizième pour s'en convaincre. C'est ici que demeurent concentrés la richesse et le pouvoir de la communauté. A Belleville, depuis deux ans, les implantations asiatiques croissent de façon spectaculaire. Près de la porte de la Villette, sur le site de Marne-la-Vallée, d'autres Chinatowns naissent comme des champignons. Les treizième arrondissement reste le plus ancien quartier d'accueil : pendant la guerre de 1914-1918, s'y installèrent ces familles de Chinois que leur empereur envoyait en France creuser des tranchées.

Mais des multiples commerces et des prolifiques associations, les plus puissants ont pignon sur rue dans le treizième. Et là, s'affiche de plus en plus clairement le besoin de participer à la vie municipale, pour exister à part entière. Les réfugiés d'hier, passés le choc de la survie, aspirent à être reconnus comme citoyens. Arrivés à la fin des années 70, les plus jeunes ont dû trouver un gîte, un travail, une école. Ils ont paré au plus pressé. Les affaires tournent

dédaignés. Cela permet d'ouvrir un œil sur l'extérieur. Les services municipaux ? Ils « connaissent ». Formulaires à remplir, droits et devoirs à assumer en tout genre... la mairie de leur arrondissement est le lieu obligatoire de bien des démarches.

Mais la nécessité n'explique pas à elle seule l'intérêt croissant pour la vie municipale. C'est aussi une culture associative que la communauté est prête à mettre sur le terrain municipal.

Juger sur pièces

Par centaines, ces associations irriguent la vie quotidienne. De nombreuses se sont créées pour se regrouper selon la région d'origine. Ainsi celle de Tchochow, la plus grosse, du nom du dialecte parlé près de Canton et dominant dans la communauté chinoise française. On y trouve des Français d'origine indochinoise (AFIO). Les arts martiaux pratiqués à la sortie du bœuf ont aussi leurs propres clubs. Bref, tout est bon pour l'association. C'est d'ailleurs au siège des filiales les plus importantes que se sont rendus les candidats pour la cérémonie des vœux collectifs au Nouvel An

lunaire. Signe de l'évolution des temps : ces associations ont accueilli, thé et fruits confits partagés, toutes les obédiences, d'une couleur politique à l'autre. Chacune à son tour. L'écume même est affichée. Pourquoi s'en étonner ? A l'intérieur d'une association coexistent les sensibilités les plus diverses. Des pro-Taiwan aux pro-Pékin. Cette polarisation marque sans aucun doute plus profondément la communauté que les rivalités droite-gauche de l'échiquier politique français. De ces dernières, on répugne à se mêler. Car on préfère jurer sur pièces, selon l'expression répandue. Et sur ce point, les bours ont été à son tour modifiés quelque peu leur appréciation. L'arrivée d'un président socialiste allié aux communistes en 1981 a été une surprise certaine. Les plus inquiets envisageaient de plus en plus la possibilité d'un exil. Mais les mois qui suivent rassurent vite. En 1989, décidément, « on ne voit plus les choses de la même façon. Alors on observe, on soupèse... » De Paul Quilès, candidat socialiste, on de Jacques Toubon, quel est celui qui écoute le mieux la communauté des bours de se faire entendre ?

Le parcours de campagne au matin du Nouvel An suscite une appréciation discrète, mais sans équivoque. « L'homme Quilès a su inspirer confiance », ayant noué des liens depuis longtemps. Mais Jacques Toubon, maire d'arrondissement, « a l'avantage d'appartenir au parti du maire de Paris, qui, lui, a le réel pouvoir dans la capitale ». Argument pour une communauté dont le réalisme est un trait marquant. La mairie de Paris a d'ailleurs fêté le Nouvel An à sa manière en invitant, le 17 février quatre mille Asiatiques à une réception monstre. Autre révolution : des candidats d'origine asiatique se présentent pour la première fois au scrutin municipal. A Belleville, un commerçant, M. Paul Ting, sera la voix de la communauté sur la liste socialiste du dix-neuvième. M. Didier Bariani aura sur sa liste dans le vingtième arrondissement M. Ho Van Cam, d'origine vietnamienne. Dans le treizième, où la liste PS est d'ores et déjà connue, le docteur Wang se présente en seizième position aux côtés de Paul Quilès. Agé de trente-huit ans, né au Cambodge de parents chinois, M. Wang est venu en France en 1968 pour faire des études de médecine. Depuis, il s'est installé. Il est aujourd'hui le médecin de famille, comme il se qualifie lui-même, le plus connu du quartier. Marié, père de trois garçons, c'est un militant de la vie associative. Ainsi est-il vice-président du CIOOC (Conseil pour l'intégration de la communauté chinoise en France). Cette association œcuménique a été créée en 1987 pour faire obstacle aux attaques racistes éventuelles contre la communauté. Le CIOOC a encouragé la mobilisation pour les municipales.

Comment M. Wang en est-il venu à être candidat ? « J'ai répondu à

un souhait de Paul Quilès », tient-il à préciser. « Je ne fais pas de campagne, je n'ai aucun lien de subordination, économique ou politique, avec qui que ce soit. Je suis indépendant. » Ses amis et ses patients, toutes sensibilités politiques confondues, l'ont encouragé. « Ils m'avaient posé la question : alliez-vous rester le médecin ? Je les ai rassurés. Ma candidature est peut-être pour eux l'espoir d'une meilleure compréhension de leurs problèmes. »

Pour sa part, le candidat Jacques Toubon se dit « très réservé sur le principe des candidatures étrangères », en contradiction selon lui avec le suffrage universel. Lui aussi se réjouit des « progrès indiscutables de la volonté de participation ». Mais le vote asiatique n'est pas à ses yeux, « un réel enjeu, car les gens d'origine asiatique n'ont aujourd'hui pas des problèmes différents de ceux qu'ont les gens du treizième ». Pourtant, dans l'arrondissement, on évoque avec ironie à son sujet une intervention des ser-

vices municipaux de Paris qui, l'an passé, fit tel quel quelque bruit. Ces services demandèrent à dix-sept commerçants de suspendre à côté de leur enseigne en idéogrammes une enseigne en français. Motif : l'intégration et non le ghetto. Seize d'entre eux obtempérèrent. L'affaire fut vécue par beaucoup comme « une pression inutile ». Elle a laissé des traces.

Enfin, Radio-Asie, une station de la bande FM, propose une liste dite « asiatique ». L'opération, menée par des Français de souche, fait plutôt sourire à Chinatown. Pour leur part, les quatre quotidiens en langue chinoise — l'un pro-Taiwan et les autres pro-Pékin — informent activement leurs lecteurs de la campagne municipale parisienne. Mais que pensent les membres de la communauté installés ailleurs en France ? Dispersés, leurs voix ont du mal, encore, à se faire entendre.

DANIELLE ROUARD.

SITUATIONS

● ALBI (Tarn) : accord PC-PS. — Alors que la rupture semblait inévitable entre le PS et le PC pour la reconduction de la liste sortante d'union de la gauche à Albi, un accord est finalement intervenu, vendredi soir 24 février, lors de l'ultime rencontre entre les deux formations. M. Michel Castet, maire socialiste sortant, avait menacé de publier sa liste, le lendemain, en laissant en blanc les sept places qu'il accordait aux communistes, et d'ajouter chaque jour un socialiste supplémentaire jusqu'à la fin du compte à rebours électoral. — (Corresp.)

● COGOLIN (Var) : Claude Sautet candidat. — Le président Claude Sautet a annoncé, samedi 25 février, sa candidature sur la liste du maire socialiste sortant, M. Patrick Glo. Claude Sautet, qui possède une résidence secondaire à Cogolin, figure en onzième position sur la liste composée de socialistes et de communistes rénovateurs, et conduite par M. Glo, qui est maire depuis 1977.

● DUNKERQUE (Nord) : l'ouverture de M. Delebarre. — M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, conduit une liste regroupant des militants du PS, du Mouvement des citoyens, du Front national, du MRG, trois écologistes, un communiste rénovateur, un représentant de l'Association des démocrates (dissident du CDS), de douze « personnalités civiles », économiques, des professions libérales. Et, surprise de dernière heure, elle comporte aussi cinq membres du PC, lequel PC — qui revendiquait onze places — a finalement retiré sa propre liste au terme d'une ultime négociation menée avec le PS dans la soirée du jeudi 23 février. — (Corresp.)

● LE HAVRE (Seine-Maritime) : liste FN. — Le Front national a présenté, samedi 25 février, sa liste pour les municipales du Havre, où le maire sortant et député communiste, M. André Duroméa, se représente. La liste du FN, qui compte trente hommes et vingt-neuf femmes, est conduite par deux médecins, MM. Pierre Barthes et Philippe Fouché-Faillier. Elle a affirmé ses responsables.

● MARSEILLE (Bouches-du-Rhône) : M. Tapie et M. Curien pour M. Vigouroux. — M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a expliqué devant le Grand Oral Libération-Pacifique-FM, dimanche 26 février, qu'il « fait confiance » à M. Vigouroux. D'autre part, M. Bernard Tapie ne figurera sur aucune liste, mais il soutiendra M. Robert Vigour-

oux dans le cinquième secteur, qui englobe une partie de la circonscription où il vient d'être élu député. M. Tapie explique dans le *Journal du Dimanche*, du 26 février, son choix par le fait que, dans ce secteur, la deuxième place de la liste de M. Michel Pezet est occupée par M. Annick Boët, candidate du PCF contre lui. Or, dit-il, « on ne peut pas me faire pire que ce qu'elle m'a fait ». Il ajoute que la liste Pezet « n'a strictement aucune chance dans ce secteur ». De son côté, M. Vigouroux a confirmé que, s'il conserve son mandat de maire, M. Tapie se verra confier la charge d'« une mission en cours de création » pour le développement économique et social de Marseille. M. Michel Pezet s'est déclaré « amer » de la décision de M. Tapie. Le candidat officiel du PS a rappelé que M. Tapie a été élu député « grâce au soutien du PS ».

D'autre part, M. Irma Rapuzzi, sénateur, adjoint au maire de Marseille, fidèle de Gaston Defferre, a estimé, samedi 25 février, « ne pas être en mesure », pour des raisons de santé, de conduire la liste de la Gauche unie, dans le troisième secteur de Marseille. M. Rapuzzi, qui aura soixante-deux ans le 12 avril prochain, vient de se casser le pied et son immobilisation prévue pour deux mois lui « impose » de laisser la tête de liste au numéro deux, M. Jean-René Serra, qui conduira dans les quatrièmes et cinquièmes arrondissements de Marseille, la liste « PS-PCF-MRG-Personnalités de progrès » de M. Michel Pezet.

● NANCY (Meurthe-et-Moselle) : radicaux. — M. André Rossinat (UDF-rad.), maire sortant conduit une liste composée de 26 UDF, 10 RPR, 1 CNL, 18 représentants de la société civile dont M. Gérard Nancry. Ce dernier, qui figure en vingtième position, a précisé qu'il demeure membre de son parti, car le MRG de Nancy a autorisé ses membres à participer individuellement à toute liste « républicaine ».

● SAINT-LAURENT-SUR-MANOIRE (Dordogne) : candidature de M. Dumas. — Maire depuis quarante-deux ans de Saint-Laurent-sur-Manoire (Dordogne), commune de cinq cent soixante-huit habitants, M. Alexis Félix, soixante-cinq ans, a été décoré, dimanche 26 février, de la croix de chevalier de la Légion d'honneur par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères. En remerciement au « parrain », également ami de longue date, M. Félix a fait savoir que le ministre avait accepté de figurer en deuxième position sur sa liste.

Beurs de tous bords à Bordeaux

BORDEAUX de notre correspondant

Beau symbole pour les champions de l'intégration. A Bordeaux, ancien port colonial, où le trafic de « bois d'ébène » fit la fortune des négriers, ville gouvernée par un maire élu RPR et néanmoins ex-champion de la « nouvelle société », les bours seront présents sur les deux listes. A droite, sur celle de M. Jacques Chaban-Delmas, et à gauche, sur celle de son challenger socialiste, M. François-Xavier Bordeux. Le président national de France Plus, M. Areski Dahmani, est venu solennellement enregistrer le consentement des deux hommes, consentement dans lequel il voit l'illustration complète d'une intégration par-delà les clivages politiques.

M. Chaban-Delmas avait pris un engagement de principe depuis plusieurs mois. Il confirme, sans l'ombre d'une hésitation : « Ne voyez aucune motivation électorale là-dessus. Je n'ai pas besoin d'un beur sur ma liste pour que le résultat du scrutin soit conforme à mes aspirations. Non, je veux marquer une affirmation bordeaux contre le racisme. » D'un geste sans appel, le maire de Bordeaux marque qu'il n'a cure des réserves ou des grincements que pourrait susciter son initiative dans sa majorité. « Je n'ai, dit-il, pris ma décision ni en autonomie ni

à la remorque de mon entourage. Personne ne s'est d'ailleurs élevé contre ». Qui pense-t-il de la présence d'un beur sur d'autres listes ? « Je le trouve parfaitement logique. Qu'est-ce à dire si ce choix lui fera perdre des voix, du haut de quarante ans de chabanisme il rétorque : « Ce serait dommage pour Bordeaux. De toute façon, je ne me suis pas posé la question. Je n'ai qu'une règle de vie : Fais ce que dois. »

France Plus, il est vrai, a proposé à M. Chaban-Delmas un candidat sur mesure. M. Hamid Chakroun, vingt-neuf ans, fils d'un fonctionnaire préfectoral, gère une petite entreprise d'aménagement d'espaces pour enfants, qu'il a créée voici un an. Il professe un chabanisme aisé de tout soupçon. « C'est un grand, beau, un grand bonhomme. » Il refuse de s'embarquer de questions « vis-à-vis du RPR ou d'autres ». « Je ne veux pas être le beur de service. J'ai des idées d'avenir, des compétences. J'ai grande envie de les mettre en pratique. » Il est en position éligible sur la liste du maire sortant.

Cet enthousiasme candide fait sourire M. Akroun, qui pourrait être présent sur la liste socialiste : « Chaban a une position hyper facile. Il a les moyens, sans danger, de prendre un étranger. Hamid n'est pas du monde RPR, mais le corps constitué par les

membres du Conseil de Chaban est solide. Hamid ne bougera pas de la place qui lui sera assignée. Ce qu'on ne voudra pas qu'il fasse, il ne pourra le faire ». Mohamed Akroun, lui, ne se voyait pas « débarquer dans l'univers impitoyable de Chaban ». « Je n'aurais pas, dit-il, pu être un alibi, un shérif. »

Directeur d'auto-école dans le quartier Saint-Michel, refuge des immigrés à Bordeaux, M. Akroun n'adhère ni à SOS Racisme ni à France Plus. Il a cependant fréquenté les deux associations. Il n'a pas non plus sa carte au parti socialiste, mais il l'a « choisie » en toute lucidité, bien qu'il semble sans illusion sur la faiblesse organisationnelle du PS à Bordeaux, face au système Chaban si bien huilé. M. Dahmani ajoute : « Aux yeux de certains socialistes, le PS devrait être notre famille naturelle. Ils déignent mal les négociations avec des maires de droite. »

« Des bours, il y en aura au moins deux sur notre liste », s'exclame M. Bordeux, agacé qu'on puisse lui poser la question. « Mais, précise-t-il aussitôt, nous voulons d'abord vérifier que les candidats sont en accord profond avec notre projet politique. En termes de logement ou d'éventuel professionnel, nous n'avons pas les mêmes projets que l'équipe conservatrice de Jacques Chaban-Delmas. »

GINETTE DE MATHA.

هكذا من الأصل

Politique

M. Valéry Giscard d'Estaing invite l'opposition à préparer l'alternance

au « Grand Jury RTL-le Monde »

Invité le dimanche 26 février du « Grand Jury RTL-le Monde », M. Valéry Giscard d'Estaing a, pour la première fois, commenté l'intervention télévisée du président de la République du 12 février. Selon lui, M. François Mitterrand a mis un terme à l'ouverture et procédé du même coup « à une clarification utile ». « Tout devient clair », a déclaré M. Giscard d'Estaing. Le président de la République est socialiste, le premier ministre est socialiste, et on nous dit que la seule majorité possible est socialiste et communiste. Cette déclaration est très importante. La France a vécu dans le brouillard et l'ambiguïté depuis neuf mois. Elle ne savait pas où elle en était. (...) Et je crois, pour ma part, que cette clarification est utile. On appelle un chat un chat, et il y a une majorité et une opposition. Et je voudrais que les Français ne se disent pas : « C'est un drame ! ». C'est plus clair ! Cela permet de savoir ce que chacun doit faire : le gouvernement gouverne, l'opposition prépare l'alternance. C'est la situation habituelle des grandes démocraties autour de nous.

M. Giscard d'Estaing a rappelé qu'il avait été un « partisan ardent » des élections 1988 de la recherche de l'ouverture, que c'était à ses yeux

« la seule action qui avait une dimension historique », « la seule qui pouvait donner un peu de souffle à la France d'ici à 1992 ». N'imaginant pas que la déclaration de M. Mitterrand puisse être « une déclaration de circonstance », M. Giscard d'Estaing la prend comme « une affirmation politique » importante.

« Les états généraux de la droite »

Compte tenu de cette nouvelle donne, le président de l'UDF estime que l'opposition doit désormais jouer son rôle sur deux points : « Préparer l'alternance avec soin » et « définir une méthode d'opposition ». Préparer l'alternance : M. Giscard d'Estaing a lancé l'idée de la convocation « d'états généraux de l'opposition » après les élections européennes du 18 juin afin de mettre en chantier « le programme pour demain » pour la France. Avec trois mots-clés : union, libéralisme, solidarité. La méthode : M. Giscard d'Estaing est revenu avec insistance sur la nécessité d'une opposition. Il a d'abord fait observer que les rapports entre les chefs de cette opposition sont

« bons, faciles et naturels ». « Dans l'Europe qui s'organise, a-t-il encore fait valoir, il va y avoir de grands ensembles politiques. (...) En France, au centre et au centre droit, il y a place pour une grande formation ». M. Giscard d'Estaing s'est dit favorable à l'idée de M. Edouard Balladur de « nouer des rapports plus organiques entre RPR et UDF dans les grands sujets ». « De même a-t-il souhaité « mener à son terme dans les deux prochaines années le débat » pour une candidature unique de l'opposition à l'élection présidentielle dès le premier tour. Enfin, M. Giscard d'Estaing désire pour cette opposition « aboutisse à l'union la plus large possible sur des objectifs européens communs ». Ne rejetant pas formellement l'idée de prendre la tête d'une liste commune RPR-UDF aux élections européennes, il s'est montré optimiste en notant qu'il lui semblait « entre le RPR et l'UDF les convergences du présent l'emportent actuellement sur les divergences du passé ». L'ancien président de la République a déploré que le gouvernement actuel ne prépare pas suffisamment la France à l'Europe. A propos d'un report des échéances européennes évoqué dans certains milieux, il pense que « ce serait un drame

national » que, « pour la première fois dans l'affaire européenne, la France manque à sa parole ». Il ne comprend pas non plus l'opposition du premier ministre à une réduction du taux de la TVA, qui serait à ses yeux « la mesure la plus sociale que la France puisse prendre sur le plan fiscal au cours des quatre prochaines années ».

Revenant sur « les affaires » qui ont défrayé ces dernières semaines, la rubrique politico-économique, M. Giscard d'Estaing s'est félicité de la « correction » de l'attitude de l'opposition. Il a indiqué que si une commission d'enquête parlementaire était proposée, l'opposition voterait pour, en demandant que « cette commission soit compétente pour toutes les acquisitions ou cessions de biens du patrimoine public depuis les nationalisations de 1982 », et donc aussi pour les privatisations de la période 1986-1988. « On a senti qu'il y avait à la fois un vide dans notre conception et une certaine faiblesse dans nos institutions pour ce qui est de la vie de la Bourse et des opérations financières. C'est un vrai problème qu'il ne faut pas traiter simplement par dérision ou ironie. La vie économique ne se situe pas à mi-chemin entre Karl Marx et Dallas ».

M. Jean-Marie Le Pen renouvelle son appel à l'union de toutes les droites au « Club de la presse » d'Europe 1

« Nos ambitions, c'est d'avoir des conseillers municipaux, peu si nous sommes seuls, et beaucoup s'il y a une union entre les différentes parties de la droite sur un choix de société contre la gauche », a déclaré, dimanche 26 février, M. Jean-Marie Le Pen, qui était l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1. Le président du Front national a indiqué que son mouvement sera présent aux élections municipales dans près de deux cents villes de plus de trente mille habitants (sur environ deux cent quarante). « La proportionnelle nous permet, partout où nos listes pourront dépasser 10 %, a ajouté M. Le Pen, d'avoir des élus ». Le dirigeant d'extrême droite a précisé que son « ambition reste très grande, mais il y a des hauts et des bas », dans la vie politique.

Tête de liste FN dans le vingtième arrondissement de Paris, où le maire sortant est M. Didier Bariani (UDF), M. Le Pen a affirmé : « Si j'ai plus de 10 %, ou bien on fera l'union, ou bien M. Bariani pratiquera la règle édictée par M. Chirac du refus de l'union, auquel cas je maintiendrai ma liste. C'est à M. Bariani qu'il faut poser la question de savoir s'il entend, après avoir été battu aux élections législatives, être battu comme maire du vingtième, et renvoyé à ses chères études ». Cependant, l'ancien député de la capitale a dénoncé « le mot d'ordre imbécile et suicidaire

d'ostracisme à l'égard du Front national », lancé par le RPR et l'UDF.

Concernant Marseille, qui lui avait lancé, disait-il après l'élection présidentielle, « un message d'amour » car il y avait devancé MM. Jacques Chirac et Raymond Barre, M. Le Pen a paré que « si M. Jean-Claude Gaudin est élu maire sans le FN (il) lui paie une douzaine de crêpes ». « Il a déjà eu un avertissement avec le triste sort de son candidat à l'élection législative partielle. » [M. Guy Tessier a été battu par M. Bernard Tapie]. « M. Gaudin ne devrait pas s'inspirer de Tartarin et être beaucoup plus réaliste », a ajouté le responsable du mouvement d'extrême droite.

Souhaitant avoir des élus pour que « la vie politique française ne bascule pas dans le consensus franco-français d'étouffement », M. Le Pen a regretté, à propos des « affaires », « la complaisance sinon la complicité » de l'opposition. « Je crois qu'il y a beaucoup de gens qui ont les mains sales, et que les structures de notre Etat socialiste ou socialisant ne sont pas étrangères à la généralisation des phénomènes de concussion ».

Interrogé sur les élections européennes, il a indiqué que le Front national espère obtenir plus de 15 % et il a fustigé « cette Europe mondialiste et ploutocrate ».

Le gouvernement craint les retombées électorales du mécontentement dans les services publics

(Suite de la première page.)

Cela, alors même que le gouvernement est empiété dans les difficultés sociales, singulièrement avec la fonction publique, considérée comme sa base électorale naturelle. L'ouverture, malheureusement pour M. Mitterrand, ne se pratique que de la gauche vers le centre. Certes, les socialistes apportent, à l'ouverture à Metz, leur soutien à deux symboles gouvernementaux de celle-ci, MM. Jean-Pierre Soisson et Jean-Marie Rausch, maires de droite en 1983, devenus fréquentables en 1989 par la seule grâce de l'union présidentielle. Certes, M. Michel Delebarre mène à Dunkerque son combat contre la droite en place avec le renfort de centristes dissidents.

Mais à Grenoble, M. Alain Carignon, RPR (autonome, il est vrai), récupérer quelques éléments de la gauche radicale et socialiste. Et à Aix, un adjoint socialiste au maire communiste sortant a rallié le bariste qui conduit la liste d'union UDF-RPR. Les exemples de cette sorte sont nombreux et tendraient à faire croire que, sur le terrain de la gestion municipale, les unions de droite et de gauche sont en train de mourir. Même le Front national se mêle à cette partie compliquée. A Perpignan, M. Pierre Sergent, ancien député d'extrême-droite, conduit une liste dite d'ouverture à droite avec la complicité d'une militante RPR, membre du comité central de cette formation, adjointe au maire sortant (M. Paul Aldry, ex-socialiste passé à droite), d'un bariste et d'un animateur des clubs giscardiens Perspectives et Réalités.

Si M. Giscard d'Estaing a, malgré tout, une vision claire de cette situation, c'est sans doute parce qu'il éprouve le besoin, pour l'avenir, de fixer quelques perspectives moins obscures, de donner à des électeurs déboussolés quelques points de repère. Au-delà des municipales sont déjà en jeu les élections européennes et les stratégies de chaque

camp pour les prochaines grandes échéances, notamment la présidentielle. M. Giscard d'Estaing, qui, président de la République, militait pour la constitution d'un vaste groupe central et faisant les extrêmes, prolonge en sa qualité de président de l'UDF, cette réflexion en soulignant que la France politique doit être organisée autour de deux grandes forces, l'une conservatrice, l'autre social-démocrate, qui permettent l'alternance douce. Il feint de regretter que les socialistes, selon lui, ne s'inscrivent pas dans cette logique puisque, à ses yeux, ils persistent dans leur alliance avec les communistes.

M. Jacques Chirac, précédé dans son parti par M. Edouard Balladur, puis par M. Alain Juppé, l'a rejoint sur cette ligne d'analyse. Le président du RPR parcourt la France municipale en répétant à l'envi que l'opposition sera condamnée à un très long purgatoire si elle ne s'unit pas de manière à faire apparaître une force qui représenterait 45 % des Français face aux socialistes, dont il évalue le potentiel à 30 %. Seul M. Pierre Méhaignerie propose de sortir radicalement du cirage droite-gauche. Il imagine une « force majoritaire au centre composée d'une part du courant libéral de la droite et d'autre part du courant humaniste du Parti socialiste ». La construction européenne, en provoquant à gauche et à l'intérieur même du PS de fortes tensions, pourrait, à son avis, favoriser cette entreprise.

Dépolitisation

La vision développée par M. Méhaignerie suppose une cassure du PS. Celle mise en œuvre par M. Mitterrand depuis sa réélection implique un éclatement du mouvement centriste entre les « ralliés » de l'ouverture et ceux qui, par pesanteur électorale, resteront dans leur camp d'origine. Si M. Michel Rocard a toujours, au fond de la

tête, l'idée de constituer un jour une majorité sociale-centriste débarrassée du PC, il ne peut pas la concevoir à court terme. L'un de ses proches, M. Alain Richard, membre du secrétariat national du PS et rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, explique dans un entretien à Paris-Match pourquoi la stratégie de M. Mitterrand est pour l'instant la seule praticable. Il juge « impossible » l'élaboration d'un programme de gouvernement avec le centre, et considère que tout socialiste qui avancerait l'idée d'un retour au programme commun avec les communistes passerait pour un « pitre ». « Il faut que tout le monde se mette dans la tête que l'ouverture est un partage à l'intérieur des centristes », dit-il.

Les trois lignes stratégiques qui paraissent se dessiner à l'intérieur du PS ne font l'objet que d'un débat feutré. A M. Rocard, soupçonné de préparer à terme l'alliance avec les centristes, répondent les « autonomes » (M. Paul Quilès, notamment), qui militent pour l'indépendance totale du PS, à l'égard des communistes comme des centristes. Aux autonomes répondent les tenants de la traditionnelle union « des forces populaires ». Ceux-là, MM. Pierre Mauroy et Lionel Jospin en tête, estiment qu'une arrogance indépendance n'est pas de saison tant que le PC pèse encore lourd à chaque scrutin et que le PS n'a pas atteint l'objectif rappelé dimanche par M. Laurent Fabius : 40 % de l'électorat.

Le brouillard politique ambiant n'est pour l'instant domageable à personne puisque la dépolitisation des élections municipales, vainement combattue par M. Chirac, paraît satisfaire le plus grand nombre. On est loin en effet du climat qui prévalait en mars 1983, date à laquelle, portée par le mécontentement de l'opposition, l'opposition engageait ville par ville la première étape de la reconquête du pouvoir. Mais le gouvernement n'est pas pour autant à l'abri d'une déconvenue. Celle-ci pourrait naître d'un climat social à nouveau troublé par des revendications catégorielles, que les bonnes paroles présidentielles n'ont pas suffi à apaiser, au sein même de l'électorat de la gauche.

JEAN-YVES LHOMEAU et ALAIN ROLLAT.

PROPOS ET DÉBATS

M. Chirac

L'union, l'union, l'union !

M. Jacques Chirac a terminé, samedi 25 février, sa tournée dans plusieurs villes de province en soutenant à Nantes la candidature de M. Daniel Augereau (RPR). Accompagné de M. Yves Gelland, président du Parti radical, et de M. Yvon Briant, secrétaire général du CNL, le maire de Paris, s'adressant à quelques trois mille personnes au cours d'un meeting, a déclaré : « La majorité qui nous permettra d'engager le redressement de notre pays ne se fera qu'à une seule condition, c'est que, sur le plan national, l'ensemble des forces de l'opposition, quelles que soient leur diversité et leur caractère nécessairement pluralistes, soient unies et soudées, sans arrière-pensée ».

Il a assuré : « Il existe en France deux grandes forces politiques : celle relativement modeste des socialistes et celle beaucoup plus forte et beaucoup plus cohérente de la majorité d'hier et de demain ».

Evoquant les récentes déclarations de M. Mitterrand à « Sept sur sept », M. Chirac a lancé : « A-t-on jamais entendu propos plus archaïques, plus dépassés tenus par un homme qui parle de l'Europe avec des trémoles dans la voix ? »

M. Pasqua

Le tourisme

M. Charles Pasqua a déclaré, au cours d'un meeting de soutien à M. Jacques Limouzy (RPR), à Castres : « La France est absente de la politique étrangère. Certes, cela ne veut pas dire que François Mitterrand ne voyage pas. Au contraire, il voyage beaucoup. En fait, nous avons surtout une politique touristique ».

M. Pasqua, parlant de l'ouverture qui « voudrait nous laisser croire qu'il n'y a pas de différence entre l'action menée par le gouvernement Chirac et par le gouvernement actuel », a néanmoins ajouté que « Rocard serait un Chirac qui n'aurait pas grandi et joué un Pasqua sans accent ».

M. Séguin

Deux grandes forces

M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, invité de « Forum FR 3-RMC », dimanche 26 février, a ainsi analysé le paysage politique :

« Le principal enjeu des municipales — qui sont avant tout des élections locales — c'est le taux de participation. Si la désaffection de la

vie publique constatée au référendum et aux cantonales se confirme aux municipales, ce sera extrêmement préoccupant pour la vie démocratique dans ce pays. Si elle est infirmée, cela voudra dire qu'il y a des problèmes particuliers au niveau national en termes de débat politique. Actuellement, il n'y a plus de débat politique national organisé. On est sort de plusieurs années de débat politique manichéen, aujourd'hui dépassé, mais on ne sait pas s'organiser dans ce nouveau contexte, ni est celui de l'affrontement de forces politiques que s'opposent plus des visions totalement antagonistes de la société, mais qui diffèrent par les priorités et les comportements. Plutôt que la reconstruction de l'union de la gauche ou d'une troisième force qui serait le mariage de la carpe et du lapin, il faut l'organisation de deux grandes forces politiques, l'une autour du PS, l'autre sur les bases de l'opposition actuelle ».

Le maire d'Épinal, qui pense que « M. Chirac peut faire un bon président de la République pour la France », estime que le RPR évolue « dans le bon sens et doit aller encore plus vite », et que, « compte tenu de la stratégie » choisie par le RPR, « il serait difficile de trouver un meilleur secrétaire général » que M. Alain Juppé.

M. Séguin, souhaitant une liste d'union pour les européennes, considère qu'une liste centriste autonome « serait la pire des solutions ».

PRÉCISIONS. — Plusieurs coquilles ou oublis se sont glissés dans l'article intitulé : « Condamnées à coopérer » (le Monde du 25 février, page 7). M. Jean-Claude Douneau est professeur à l'université de Pau (et non de Paris). D'autre part, la loi Galland est du 5 janvier 1988.

Collection Repères

L'EXCELLENCE EN POCHÉ

- Les banques
- Les biotechnologies
- La Bourse
- Le budget de l'Etat
- La bureaucratie
- Les catégories socioprofessionnelles
- Le chômage
- Le commerce extérieur de la France
- Le commerce international
- Le comportement électoral des Français
- La comptabilité
- et plus de 60 autres titres

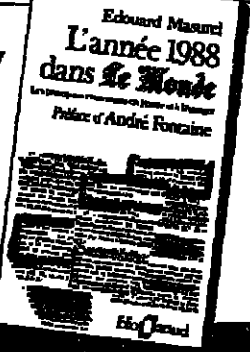
128 pages - 38 F

LA DÉCOUVERTE

Tout, tout de suite, sur l'année 1988

Un index des lieux, des thèmes de l'année. Un index des personnes citées guide votre consultation.

Le Monde Éditions EN VENTE EN LIBRAIRIE



SPORTS D'HIVER

L'enneigement des stations, hébergement, locations, crèches et hôtels. Service télématique du MONDE.

36.15 Tapez LM

Code CORUS

Politique

des élections municipales

Metz, laboratoire de l'ouverture

METZ.
de notre envoyée spéciale

Depuis que son maire — de droite — est devenu ministre d'un gouvernement — de gauche — la classe politique metzienne se divise en deux groupes bien distincts : les fidèles et les trahisseurs. Chacun voyant bien sûr le loyalisme à sa porte et la félonie sur le seuil de son voisin. Judas, c'est M. Jean-Marie Rausch, ministre du Commerce extérieur, élu de la capitale de la Lorraine depuis 1971, qui, de pourfendeur des socialistes, représente l'aventure et la démagogie. (Janvier 1988), est devenu le chantre de l'ouverture, de cette « ardente obligation » de mettre enfin un terme à la « stupide guerre des Gaules » (Janvier 1989).

Mais Paris a peut-être ses raisons. La Lorraine devrait ignorer. Car s'il est un serment d'allégeance dont M. Rausch se sent comble, c'est bien celui qu'il prête voilà dix-huit ans, devant sa ville. Elle lui doit beaucoup, il lui doit presque tout. C'est en effet dans la foulée de son élection à la mairie de Metz que M. Rausch devient conseiller général, puis sénateur en 1974, puis président du conseil général en 1979, du conseil régional en 1982 et enfin président de la puissante Association des maires de grandes villes en 1983. Entre temps, Metz grandit, fort, embellit, répète ses façades Renaissance ou dix-huitième, se cible, se « technophise ».

Dans son majestueux bureau de l'hôtel de ville, Jean-Marie Rausch

trône entre deux ordinateurs — sa seule passion comme avec la photographie — reliés au centre de communication du technopôle de Metz. D'un simple coup d'œil sur son écran, il vérifie l'emploi du temps que sa secrétaire lui a programmé. D'un simple coup d'œil aussi, il surveille les humeurs de sa ville. Depuis 1972, deux fois par an, en juin et en décembre, la SOFRES mesure, dissèque les opinions des habitants de Metz pour le compte du maire.

« Quelle note — de 1 à 20 — donnez-vous à M. Rausch pour la politique culturelle, éducative, fiscale, le plan de circulation de la ville ? » « Vous favorisez-vous à l'aménagement d'une salle de spectacles ? » « Que pensez-vous de l'entrée de M. Rausch au gouvernement ? » Pour 150 000 F par an — « ce depuis le temps, on ne fait des prix » — M. Rausch dispose ainsi d'un véritable tableau de bord de sa ville, lui indiquant, tel un météorologue, sa cote de popularité et l'indice de satisfaction de ses administrés.

Lui reproche-t-on d'avoir vu grand pour l'aménagement de l'ancien arsenal militaire en salle de spectacles et en auditorium (confié à l'architecte Ricardo Bofill) ? Il conteste. Critique-t-on le technopôle Metz 2000 ? Il répond Bull, Apple, Hewlett Packard, Télémécanique, CESCUM (Centre d'étude des systèmes de communication) et surtout Supélec (École supérieure d'électrotechnique), autant d'implantations qui constituent un incontestable

ble succès pour le maire et un bel atout pour l'avenir de la ville. Raillerait-on sa colonne de Merten — son Bureau à lui — une réplique d'un monument du troisième siècle, érigée à l'entrée de la grande rue Serpenoise ? (800 000 francs selon ses services, 1,2 million de francs selon l'un de ses challengers (PR) et actuel conseiller délégué aux affaires sociales, M. Denis Jacquot ?). Il réplique beauté de la ville, et ses administrés lui donnent raison, qui ont vu en trois mandats successifs, renouer le centre historique et verdir les places de leur cité. Blâmez-ou enfin son infidélité politique ? M. Rausch reste serein. Il interroge le miroir de son écran, qui lui renvoie des prévisions rassurantes pour les 12 et 19 mars prochains.

Certes, il lui sera difficile de renouveler sa réélection triomphale de mars 1983 (64,5 % des voix au premier tour), d'autant que son entrée au gouvernement a faussé les règles pourtant bien établies du jeu politique local. D'adversaires minoritaires, les socialistes sont devenus des partenaires. Ce ne fut pas sans mal. Apprenant en juin 1988 la nomination de M. Rausch au gouvernement, M. Jean-Pierre Masseret, sénateur et premier secrétaire fédéral du PS en Lorraine, s'était empressé de déclarer : « Lui, c'est lui et nous c'est nous ». Mais à l'approche des municipales, il a bien fallu envisager un accord. « Je suis républicain et discipliné. Le président choisit, moi je gère », déclare sans enthousiasme M. Masseret, qui conserve dans un coin de son bureau la carte de membre du PS que l'épouse de M. Jean Laurain, député, ancien ministre des anciens combattants du gouvernement Mauroy et « figure » socialiste locale, lui a renvoyé en juin dernier. Il en a reçu une autre depuis, à l'annonce de l'accord municipal conclu avec le maire, accordant quatorze places aux socialistes — dont quatre postes d'adjoints — sur les quarante-quatre premières (le conseil compte cinquante-cinq membres).

« Communauté réduite aux acquêts »

« C'est un mariage de raison, avec communauté réduite aux acquêts », note M. Masseret, qui n'a pas obtenu du maire la revendication de l'étiquette « majorité présidentielle » pour cette liste commune et a dû se contenter du slogan « Metz unie », vague reminiscence des 24 avril et 8 mai derniers. Le dirigeant socialiste, qui figure en troisième position sur la liste, n'acceptera pas de poste d'adjoint. « En tant que responsable du parti, je ne peux pas être le porte-parole de Jean-Marie Rausch », explique-t-il. Son groupe, qui démontre minoritaire au conseil municipal, entend bien ne pas renoncer à ses « valeurs » : « Solidarité de gestion d'accord, mais liberté d'expression », résume M. Masseret. A plus long terme, le PS voit dans cette nouvelle situation, une occasion de « ne plus compter pour du beurre » dans la vie politique municipale, mais aussi départementale et régionale. La rupture consommée entre centristes et RPR pourrait en effet

bien donner aux socialistes un rôle nouveau. « Notre ennemi en Moselle, c'est le RPR », constate M. Masseret. Déjà, lors des élections législatives de juin, le PS a appelé avec succès à voter au deuxième tour pour le centriste Aloys Warhouver, contre le député sortant (RPR) Pierre Messmer. En octobre, le même scénario s'est reproduit pour l'élection cantonale de Metz-III, à l'issue de laquelle la candidate de M. Rausch, M^{me} Nathalie Grisebeck (UDF) a été élue contre son adversaire RPR, avec le soutien du PS. Pour les élections municipales, l'ouverture fait d'ailleurs des émules en Lorraine, à Saint-Avold et à Sarreguemines, où les deux maires sortants centristes se sont alliés aux socialistes contre les listes d'opposition conduites par le RPR. « Nous n'aurons pas Jean-Marie Rausch à gauche, constate M. Masseret, mais nous devons au moins crasser le fossé entre la droite et lui ».

Le « cheval de Troie » socialiste

De cette stratégie, M. Jacquot, qui fut l'un des lieutenants de M. Rausch et qui fait aujourd'hui liste à part, tire argument et dénonce l'entrée du « cheval de Troie » socialiste dans Metz. S'il a décidé de se présenter contre M. Rausch, c'est, explique-t-il, au nom de la « fidélité », contre la « trahison » de celui qui a « abandonné les siens sous prétexte qu'il y a plus d'honneurs, plus de pouvoir à gagner ailleurs ». M. Jacquot, « abasourdi » par l'annonce de l'entrée de M. Rausch au gouvernement, n'a pourtant pas jugé nécessaire de démissionner dès le mois de juin du conseil municipal. Il est vrai qu'on ne démissionne pas si facilement le poste de conseiller délégué aux affaires sociales, qui assure, outre une grande majorité, la présidence du centre communal d'action sociale (CCAS), c'est-à-dire l'un des plus beaux tremplins dont puisse rêver un candidat à la mairie.

M. Jacquot sera donc l'homme « du cœur au quotidien », l'homme sincère, croix de bois, croix de fer, contre le candidat de la raison et « de l'ambition ». « Le bon docteur Jacquot » comme on le surnomme volontiers à Metz, se promène dans les rues de la ville en distribuant des petits morceaux de ruban bleu à son nom, pour passer les plaies des Mosins qui, comme lui, ressentent depuis le retournement politique de leur maire « un sentiment d'abandon et de peine ». Jouant habilement de sa fonction, qui lui permet de distribuer subventions et aides sociales, M. Jacquot se fait volontiers le pourfendeur de la « politique élitiste » de M. Rausch. « On s'est occupé des façades, maintenant il faut s'occuper de l'intérieur, des habitants », a-t-il coutume de dire, oubliant volontiers qu'il a voté tous les budgets du maire, à l'exception peut-être d'une ou deux rares dispositions, faisant aujourd'hui figures de véritables actes de résistance.

Mais s'il ne se fait guère d'illusions sur l'issue du scrutin, « Jean-Marie Rausch sera maire de Metz jusqu'à sa mort », confie-t-il dans un soupir. M. Jacquot sait

que dans cette élection se joue une autre bataille, celle de la direction de l'opposition dans la capitale de la Lorraine. Et il a en face de lui un véritable croisé de l'anti-Rausch, le député (RPR) Jean-Louis Masson, qui revendique haut et fort le label du seul « vrai opposant » au maire sortant. Ce polytechnicien à l'allure d'éternel adolescent, raille d'une voix nerveuse et saccadée, « ceux qui ont voté tous les budgets et se

personnalités importantes de son mouvement ont d'ailleurs rejoint M. Jacquot. MM. Alain Heibener, conseiller général et régional qui figure en seconde position sur sa liste et Julien Schwartz, président du conseil général, qui a pris la tête de son comité de soutien.

Ce combat des chefs au sein de l'opposition est observé avec intérêt à l'hôtel de ville. Car sur l'écran de son ordinateur, M. Rausch tapotera bientôt d'autres questions. Celles qui se posent à lui en juin 1989, date à laquelle conformément à ses engagements, il devrait abandonner la présidence du conseil régional qu'il détient depuis trois ans grâce au soutien d'une coalition UDF-RPR. En 1986, trois candidats s'étaient affrontés pour cette présidence, Jean-Marie Rausch, Pierre Messmer et le député socialiste des Vosges, Christian Paret. Aucun des deux candidats de droite n'ayant obtenu la majorité absolue, MM. Rausch et Messmer avaient conclu un accord donnant la présidence au maire de Metz pour trois ans, celui-ci s'engageant à démissionner à ce terme au profit du candidat soutenu par le RPR.

L'entrée de M. Rausch au gouvernement bouscule une fois de plus la situation. Démissionnera-t-il ? Et si oui, le fera-t-il au profit du candidat de la droite ou de la gauche ? M. Rausch se garde bien de répondre. Car le soutien de la gauche ne lui est acquis que par sa présence au gouvernement. Et s'il est une question à laquelle même le plus puissant des ordinateurs ne peut pas répondre, c'est bien celle de la durée d'une fonction ministérielle.

PASCAL ROBERT-DIARD
(avec JEAN-LOUIS THIS à Metz)

Fiche d'identité

- Capitale de la région Lorraine.
- Chef-lieu de département.
- Population : 119 000 habitants (250 000 pour l'agglomération).
- Taux de chômage : 11,6 %.
- Immigrés : environ 10 % (dont Polonais, Italiens, Portugais, Maghrébins, Asiatiques, Turcs).
- Facultés de lettres, droit, sciences ; école d'ingénieurs ; IUT ; école internationale de commerce ; SUPELEC.
- Technopôle Metz 2000 : mille emplois créés.

meurent des électeurs en crachant aujourd'hui dans la soupe ». Personnalité contestée au sein de son parti, M. Masson s'était déjà présenté en 1983 aux élections municipales contre Jean-Marie Rausch mais après la divulgation d'une affaire peu reluisante — M. Masson avait rédigé et fait circuler un tract auto-diffamatoire, dont il accusait le maire — il avait été contraint d'abandonner la demande des instances nationales du RPR. Deux

Thionville : dissidence à gauche

Ouverture en deçà de la rivière Moselle, fermeture au-delà. La vérité en politique n'est pas la même à Metz et à Thionville, séparées par une vingtaine de kilomètres. Le candidat socialiste dissident à la mairie de Thionville, M. Robert Melgras, actuel adjoint aux affaires sociales, s'aura appelé à ses départs. Il avait cru bon de faire comme ses camarades messins, en prônant l'ouverture à Thionville et la fin de l'union de la gauche qui a permis, depuis 1977, l'élection d'un maire communiste, le sénateur Paul Souffrin. Mais il est allé un peu vite en besogne en accueillant sur sa liste, en deuxième position, un ancien candidat RPR en rupture de ban, M. André Lacroix. La fédération socialiste de Moselle, qui avait conclu un accord avec le maire sortant, n'a pas apprécié et a annoncé que M. Melgras s'était mis de lui-même « en dehors du parti ».

Cette dissidence mettra-t-elle en péril le mandat de M. Souffrin qui a, face à lui, une liste unie d'opposition conduite par le candidat RPR, M. Jean-Marie Demange ? Ancien médecin néonataloge à l'hôpital de Thionville, le maire sortant bénéficie auprès de la population de sa ville, d'une audience personnelle plus large que celle des seuls électeurs communistes et socialistes. En

doize ans de mandat, il a su s'imposer dans une cité gravement touchée par la crise de la sidérurgie et il se souvient encore de ce premier conseil municipal de 1977 où il apprît par téléphone la fermeture du haut fourneau de Thionville. Sa réélection en 1983, « équilibre de jolies fées à deux listes de droite, fut annulée par le Conseil d'Etat, mais une nouvelle élection, en 1984, le réinstalle dès le premier tour dans son siège de premier magistrat.

L'accord conclu entre les deux partis pour ces élections municipales donne 23 sièges aux socialistes (dont sept postes d'adjoints) et 20 aux communistes (cinq postes d'adjoints). Une répartition plus favorable aux socialistes que la précédente, mais que M. Melgras juge encore déséquilibrée, au vu des récents résultats électoraux du PC. La dissidence PS qui avait accepté lors des premières négociations que la liste soit emmenée par M. Souffrin, demandait la majorité pour son parti. « Il faut tenir compte de l'évolution des socialistes par rapport aux communistes. Surtout quand on est, comme nous, à la porte de l'Europe, et que, pour les communistes, l'Europe c'est le ciel », dit-il.

P. R.-D.

« Les attaques d'Alain Minc contre le marché européen ont choqué la France : c'était le but »
Angus Deming & Ruth Marshall/
Newsweek

« Au rebours de tout ce qui se dit aujourd'hui »
Catherine Noy/Jours de France

« Alain Minc manie avec une rare maestria les données militaires, économiques, politiques et culturelles qui conditionnent notre avenir »
Lire

« Alain Minc n'y va pas par quatre chemins »
Georges Valence/Le Point

« Pour Minc le libéral, Minc la société-civile, Minc l'anti-machine-égalitaire, l'échéance de 1992 n'est qu'un leurre si elle n'est que le rendez-vous d'un marché »
François Furet/Le Monde

« Un cri d'alarme »
Patrick Piquard/L'Événement du Jeudi

« Décapant » Associated Press



« Ces prévisions sont si savamment argumentées, si intelligemment nuancées qu'il est difficile, après lecture de La grande illusion de ne pas être convaincu par ses analyses »
Luc Ferry/L'Express

« Les questions posées sont pertinentes, la thèse intelligente. Le style polémique s'ajoute au goût du paradoxe de l'auteur pour éveiller chez le lecteur nombre de contre-interrogations »
M.T./Le Nouvel Economiste

« Le premier livre de polémique intelligent sur l'Europe (et non contre l'Europe) »
François Féron/Libération

« Depuis le temps qu'on nous servait l'Europe à la sauce rose bonbon, nappée d'autosatisfaction et dégoulinante de bons sentiments, nous avions l'estomac trop chargé pour avoir vraiment envie d'y goûter. Et puis Minc vint. Juste à point. C'est son génie, cet homme, que de sentir l'air du temps »
Josette Aïa/Le Nouvel Observateur

GRASSI

مكتبة من الأصل

Société

CHASSE

Cent mille manifestants à Marseille Périgueux et Rennes

Les directives européennes dans la cible des chasseurs français

Plus de cent mille chasseurs ont manifesté samedi 25 février contre les directives européennes sur les oiseaux migrateurs. Cette campagne, commencée le 7 janvier à Rochefort (Charente-Maritime), a été marquée le 18 février par le rassemblement de trente mille chasseurs dans les rues d'Amiens, venus de tout le Nord de la France pour protester contre les limitations imposées à la chasse au gibier d'eau (le Monde du 21 février). Le mouvement a culminé samedi 25 février avec environ vingt mille manifestants à Marseille, vingt-cinq mille à Rennes et soixante mille à Périgueux.

A Marseille, les chasseurs ont défilé de la gare Saint-Charles jusqu'au Vieux-Port, avec à leur tête de nombreux élus, parmi lesquels M. Louis Philibert, président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, et M. Guy Hermier, candidat du PCF aux élections municipales. Le nom de Brigitte Bardot, qui avait redit la veille son horreur

de la chasse, a été abondamment conspué. Le président de l'Union nationale des fédérations de chasseurs, M. Pierre Dailland, a donné le ton de ce rassemblement : « Les chasseurs ne sont pas anti-européens, a-t-il affirmé, mais ils n'ont de leçon à recevoir de personne. »

C'est à Périgueux, au cœur d'un Sud-Ouest où la chasse est la passion la plus répandue, que la campagne nationale contre la directive de 1979 a rassemblé le plus de manifestants, venus de vingt-cinq départements à bord de sept cents cars et de milliers de voitures. Le thème de la « défense des libertés » et la référence au bicentenaire de la Révolution ont été constants au cours de cette journée.

Les chasseurs, dont certains avaient coiffé le bonnet phrygien, soulignent que la chasse « démocratique », c'est-à-dire plus seulement réservée aux nobles et propriétaires terriens, est un acquis de la Révolution française. Ils se prévalent donc de cette tradition française pour justifier la chasse au gibier d'eau dès le 14 juillet - presque deux mois avant

l'ouverture générale - puis la chasse à la palombe au filot dans les Landes et les cols pyrénéens, et enfin la chasse à la tourterelle des bois au mois de mai dans le Médoc - interdite depuis 1969 mais parfois autorisée localement par dérogation.

Des « eurocrates » incompétents »

Depuis la directive européenne d'avril 1979, adoptée sous la présidence française, ces chasseurs sont inquiets. La saison de chasse a été raccourcie d'un mois en 1980, avec une fermeture ramenée du 31 mars au 28 février. Certains protecteurs de la nature, relayés par de nombreux parlementaires européens, demandent aujourd'hui la fermeture dès le 31 janvier, au motif que les oiseaux migrateurs remontent vers le Nord dès le mois de février, surtout lorsqu'il est étié en cette année. Le Conseil d'Etat, en 1988, a cassé une vingtaine d'arrêtés ministériels autorisant la chasse au gibier d'eau en juillet et août. Et les tribunaux administratifs ont à leur tour cassé des arrêtés préfectoraux fixant un calendrier parti-

culièrement généreux envers les chasseurs.

Pour les fédérations de chasse, qui regroupent en France quelque 1,8 million de cotisants, cette guérilla juridique, rendue possible par des textes « aléatoires et arbitraires » rédigés à Bruxelles par des « eurocrates incompétents », est devenue « insupportable ». Surtout en une période où les effectifs de chasseurs sont à la baisse depuis plus de quinze ans, ce qui crée des problèmes financiers pour le remboursement des dégâts de gibier, notamment, et aussi pour les lancers de gibier inévitables avec la diminution des lièvres et des perdrix due à l'agriculture intensive.

A la veille d'élections municipales, en mars, et d'élections européennes, en juin, l'occasion était bonne pour les fédérations de montrer leur force. A Marseille, Rennes et Périgueux, malgré giboulées et bourrasques, les chasseurs ont montré leur détermination. L'Europe de 1993 aura du mal à intégrer sans douleur les chasseurs français.

ROGER CANS.

JUSTICE

Pas de saisie de « l'Idiot international »

« Les exigences indiscretes de l'actualité »

M. Bernard Tapie a tenté vainement pendant le week-end du 25 et 26 février d'obtenir que la justice ordonne la saisie du numéro spécial de la publication *l'Idiot international*, dirigée par Jean-Edern Halier. Ce numéro, daté de mars, qui doit paraître au début de cette semaine, est presque exclusivement consacré au nouvel élu de Marseille et, dans son ordonnance rendue samedi, le juge des référés, M. Michel Carnet, premier vice-président au tribunal de grande instance de Paris, constatait qu'il s'agissait d'une charge violente, outrancière et ordurière contre Bernard Tapie. Sans contester que de nombreux passages portent atteinte à l'honneur, à la considération et à la vie privée du nouveau député de la majorité présidentielle dans les Bouches-du-Rhône, le magistrat déclarait : « Il ne saurait être fait abstraction de ce que l'Idiot international, dont le titre constitue à lui seul une provocation, s'est donné pour tâche de remettre à l'honneur en France un genre oublié : le « pamphlet », ce qui implique nécessairement le dépassement de la mesure ordinaire à laquelle est accoutumé le lecteur, mais il relevait aussitôt : « Bernard Tapie, rompu aux combats de l'industrie et de la politique, n'a jamais redouté, s'il ne l'a cherché, d'affronter les exigences impérieuses et indiscretes de l'actualité. »

Aménagé à se prononcer sur cette ordonnance du référé, dimanche 26 février, la cour d'appel de Paris, présidée par M. Jean-Pierre Ansel, a repris une argumentation similaire en observant que par la publication de son livre *Gagner*, en 1986, Bernard Tapie « a déjà livré au public certains aspects de sa personnalité et de sa vie privée, ainsi que les vicissitudes de sa vie professionnelle ». Aussi, la cour rappelle dans son arrêt que « la liberté d'expression qui implique une saisie ne se justifie que si aucune autre disposition n'appare de nature à protéger la personne visée ».

M. P.

[Le numéro de *l'Idiot international* visé par M. Tapie est présenté par un éditorial signé J.E.H., dans lequel il est écrit : « Démontons la mécanique Tapie ». Parmi les nombreux articles qui, sur huit pages, ont ce programme pour objet, on trouve des extraits de jugements rendus contre l'industriel qui se voit aussi reprocher la responsabilité du décès de chômeurs d'entreprises rachetées par lui ainsi que du suicide d'un ancien directeur de l'olympique de Marseille.]

La crise pénitentiaire

Le mouvement des surveillants perd de sa vigueur

La quatrième semaine du conflit sera-t-elle la dernière ? Beaucoup le croient. Durant le week-end du 25 et 26 février, les prisons ont été calmes, et dans les états-majors syndicaux on admettait, lundi 27 février, qu'au sein des personnels la lassitude était grande. D'autant plus grande que le chancelier a mis un point final à l'espoir de nouvelles négociations en affirmant samedi que les propositions de garde des sceaux n'étaient « pas subordonnées à un accord ». « Ce sont des acquis définitifs », a déclaré M. François Terrier, conseiller technique auprès de M. Pierre Arpaillange. « Aucun contact entre syndicats et administration n'est prévu lundi. »

Il n'est plus question de discuter encore. Et ceci quoi qu'il advienne. Les syndicats, eux, ne semblent pourtant pas prêts à déposer les armes. M. Jacques Valette, secrétaire général du syndicat FO-pénitentiaire, a même annoncé un durcissement du mouvement, lundi en fin de matinée. Dans un communiqué, FO, face à l'« intransigence du pouvoir », appelle tous ses militants à se mobiliser « pour s'opposer dans la légalité à toutes les manœuvres et pressions ». « C'est le maquis », déclare M. Jacques Valette. « Que les surveillants mettent en œuvre tout ce qu'ils peuvent inventer pour entraver la bonne marche des établis-

sements sans toucher à la population pénale. Et ceci quoi qu'il advienne. » Sera-t-il suivi ? Les menaces de sanction de la chancellerie pourraient dissuader plus d'un surveillant de se lancer dans de telles opérations. Les résultats du scrutin organisé ces derniers jours à la maison d'arrêt de la Santé donneront sans doute une indication sur la détermination des personnels. Depuis vendredi, les 492 surveillants, premiers surveillants et surveillants-chefs de l'établissement doivent répondre à la question : « En cas de sanction, êtes-vous prêts à déposer les clefs les jours prochains ? » Le scrutin à bulletin secret devait être déposé le lundi 27 février, en fin de journée.

Les attentats racistes de la Côte d'Azur

Un troisième militant d'extrême droite inculpé et écroué

Un mois après l'inculpation et la mise sous mandat de dépôt de deux personnes tenues pour des participants aux attentats commis dans les Alpes-Maritimes, notamment contre des foyers d'immigrés (le Monde du 31 janvier), la police a interpellé le 24 février un troisième suspect que M. Marc Nguyen, juge d'instruction au tribunal de Grasse, a inculpé et écroué. Il s'agit de Philippe Lombard, vingt-cinq ans, qui aurait reconnu avoir participé, le 9 mai 1988, à l'attentat contre le Centre opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) de Cannes qui fit quatre blessés. L'enquête a aussi retenu contre lui sa participation à un autre attentat similaire à Cagnes-sur-Mer où, le 19 décembre 1988, Philippe Lombard paraît avoir vécu dans la mouvance de Gilbert Hervochon et de Nicolas Gougé, arrêtés avant lui. Le premier, âgé de soixante-sept ans, est tenu pour l'organisateur de quatre attentats commis entre 1986 et 1988.

Hervochon, qui fut membre du FN dans les Alpes-Maritimes, en avait été exclu en raison de ses déclarations et proclamations par lesquelles il jugeait que les positions du parti de Jean-Marie Le Pen à l'égard de l'immigration en général et des Arabes en particulier étaient insuffisamment fermes. Quant à Nicolas Gougé, homme à Cannes, âgé de quarante et un ans, il devait reconnaître avoir été l'un des exécutants des décisions de Gilbert Hervochon.

Le groupe est aussi soupçonné d'avoir commis deux autres attentats visant, ceux-là, des locaux du Parti communiste et de la CGT à Cannes, le 6 mai 1986 puis le 3 janvier 1987.

Une mise en liberté dans l'affaire des huisseries lyonnaises. — Gérard Baudet, le serrurier impliqué dans les activités reprochées aux trois huisseries de Lyon qui violèrent un appartement qui avait occupé des membres d'Action directe, a été remis en liberté dès la soirée du 24 février. Il avait été incarcéré le 28 janvier après avoir été inculpé de complicité de vol et de destruction de preuves. Gérard Baudet avait ouvert la porte de l'appartement aux trois huisseries Alain Carret, Hervé et Jean-François Petitjean, qui demeurent écroués (le Monde du 31 janvier).

POINT DE VUE

Des chercheurs de qualité

par Hubert Curien
ministre de la recherche
et de la technologie

La recherche française prendrait-elle un coup de vieux ? Michel Crozier, dans une étude récente menée dans le cadre des travaux du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie, met en évidence, à juste titre, le vieillissement de la population des chercheurs. Il souligne avec vigueur les risques qui peuvent en résulter pour l'avenir de la recherche dans notre pays.

Ce constat — dont le Monde du 23 février s'est fait l'écho — confirme mon propre diagnostic : la forme de la pyramide des âges des chercheurs est préoccupante. Ce problème, lançant, appelle-t-il, pour autant, une réponse précipitée ?

Il faut prendre garde, en effet, de répéter les erreurs du passé. Les causes de la situation actuelle, qui remontent aux années 60, sont riches d'enseignements. Les recrutements massifs effectués à l'époque — et qui expliquent l'élévation de l'âge moyen des chercheurs que l'on constate aujourd'hui — ont, certes, contribué à l'émergence d'une recherche française de qualité. Mais, en retour, ils ont figé pour vingt ans la politique d'embauche dans nos laboratoires.

Doit-on, aujourd'hui, pour rééquilibrer cette pyramide des âges, recourir aux méthodes d'hier, en créant une nouvelle vague de recrutements massifs dont nous payerions les conséquences dans vingt-cinq ans ? La forme comme le volume de la pyramide — la France souffre, toutes proportions gardées, d'un manque de chercheurs de plus de 20 % par rapport à nos concurrents directs — nous y entraîneraient mais la recherche se drage comme un paquebot. Les décisions prises aujourd'hui engagent le long terme.

Une plus grande mobilité

C'est pourquoi je crois à la régularité des flux d'entrée dans la recherche. Elle permet une complémentarité fructueuse entre hommes d'expérience et jeunes compétences. Ce souci de régularité a rendu impérative la création dans le budget pour 1989 de près de 3 % d'emplois nouveaux pour les organismes, ce qui représente 600 postes supplémentaires de chercheurs.

Le rythme d'embauche doit aussi être suffisamment soutenu pour permettre le renouvellement des équipes en place, l'émergence et la prise en compte des idées nouvelles. Le projet de loi de plan qui fait de la recherche l'un des « grands chantiers » des prochaines années retient d'ailleurs un objectif de recrutement de 4 % par an.

Mais la volonté du gouvernement de maintenir une recherche de qualité pour la France implique également que nous ne soustitions pas dans l'immédiat aller au-delà d'un tel pourcentage. L'appareil public de recherche doit, en effet, pouvoir intégrer les nouveaux venus. Les priorités nouvelles — même les premières d'entre elles, comme la recherche sur le sida — rencontrent, elles aussi, des difficultés d'ajustement.

Michel Crozier préconise de recourir à de jeunes chercheurs non statutaires

qui, après avoir soutenu leur thèse de doctorat, travailleraient dans la recherche publique pour quelques années seulement, avant de se tourner vers d'autres métiers. Faut-il le suivre ?

Je suis, pour ma part, convaincu qu'un chercheur — même jeune — ne se trouve pas dans de bonnes conditions de travail s'il est dans une situation essentiellement précaire, toujours à la recherche de nouveaux contrats, alors même que d'autres, dans son laboratoire, bénéficient de la garantie d'un statut. En outre, comme cela s'est toujours produit dans le passé, après quelques années il réclamera avec force, et légitimement, sa titularisation.

Or le statut de chercheur adopté en 1983 me paraît constituer une base favorable pour le développement de la recherche. Bien sûr, il n'est pas parfait, et après cinq années de fonctionnement l'envisage de proposer très prochainement les modifications qui me paraissent s'imposer.

Des blocages identifiés

En revanche, je suis tout à fait favorable à ce que davantage de jeunes bénéficient d'une formation par la recherche. J'ai, en ce sens, proposé tout récemment au conseil des ministres un doublement en cinq ans du nombre de thèses. C'est, je pense, un bon moyen de susciter des vocations solides en prévision des besoins futurs de l'industrie, de la recherche et de l'enseignement.

L'interêt quotidien du métier, mais aussi l'existence de perspectives claires quant à l'avenir, sont les conditions supplémentaires pour confirmer ces vocations.

C'est aussi ce que devrait permettre, dans la recherche publique, un rythme de recrutement régulier. C'est là, également, que s'impose la nécessité d'introduire dans les carrières des chercheurs davantage de mobilité.

Michel Crozier dénonce, avec raison, l'insuffisance des passerelles entre recherche publique et recherche privée et entre universités et organismes de recherche. C'est certainement l'autre cause du déséquilibre de la pyramide des âges. La mobilité est un vecteur privilégié du transfert des connaissances, du renouvellement des idées, de la valorisation des résultats de la recherche et d'une meilleure adéquation de ces objectifs aux besoins de notre économie.

La faiblesse actuelle du taux de mobilité n'est pas justifiable. Les blocages sont identifiés. Je travaille à les faire sauter. Les possibilités de détachement et de mise à disposition ont été assouplies et les chercheurs qui le souhaitent pourront plus facilement rejoindre l'enseignement supérieur. Les commissions d'évaluation des organismes doivent désormais tenir compte, pour l'avancement, des services accomplis hors de l'établissement. D'autres mesures devraient bientôt encourager les chercheurs à se rapprocher des entreprises.

Mon ambition est de donner une nouvelle impulsion à la recherche et d'offrir aux jeunes qui font le choix de la recherche d'autres perspectives que de vieillir.

CATASTROPHES

Dans le sud-ouest de l'Europe

Une violente tempête fait plusieurs dizaines de morts

La violente tempête qui a sévi depuis le samedi 25 février sur le sud-ouest de l'Europe, en Méditerranée et sur le golfe de Gascogne a tué une soixantaine de personnes.

L'Anna Leonhardt, cargo ouest-allemand sous pavillon de Singapour, a fait naufrage le 25 février dans le golfe de Gascogne, à 300 kilomètres de Bordeaux, après avoir lancé un SOS et signalé que les membres de l'équipage abandonnaient le navire. En dépit des recherches menées dans la tempête par un avion du Centre opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) et par plusieurs navires qui étaient dans les parages, aucun survivant n'a été retrouvé ; seules des embarcations de sauvetage vides ont été vues. D'autre part, le *River Guarra*, cargo nigérian, a été dressé le 26 février sur la côte du Portugal, à quelque 70 kilomètres au nord-ouest de Lisbonne ; vingt-sept des quarante-six personnes présentes à bord ont pu être sauvées. En outre, plusieurs chalutiers et cargos se sont trouvés en difficulté en Méditerranée ou dans le golfe de Gascogne.

Sur la terre ferme, la tempête a aussi fait des ravages. Sur le littoral des Alpes-Maritimes, trois personnes ont été tuées : l'une à Menton, les autres à Cassis et sur la plage d'Ex, par une vague plus

haute encore que les autres. A Nice, cette vague a balayé une douzaine de personnes (bilan : quatre blessés) et des voitures. Sur la côte du Pays basque français, il y a eu des dégâts matériels.

En Espagne, la tempête a tué au moins neuf personnes à Valence, à Valladolid, à Bilbao, dans les Asturies, près d'Albacete. Partout les trafics ferroviaire et aérien ont été fortement perturbés, et les dégâts matériels sont considérables.

En Italie, où la sécheresse sévissait depuis trois mois et où des prières avaient été organisées pour demander la pluie, les fidèles ont été presque trop émus. De très importantes chutes de pluie et de neige, accompagnées souvent de vents très violents, ont eu lieu aussi bien à Rome, à Naples, à Venise, sur les Apennins, sur les Alpes, qu'en Sardaigne. Au point que des crues brutales des cours d'eau ont envahi plusieurs localités.

Enfin, un skieur suisse a disparu dans une avalanche, le 25 février, au-dessus de Chamonix.

Les risques d'avalanche sont d'ailleurs très grands dans toutes les Alpes en raison des récentes et importantes chutes de neige. — (APP, AP, REUTERS).

MONTAGNE

Dans les stations alpines

Des accidents de ski moins nombreux mais plus graves

GRENOBLE
de notre correspondant

Le hall de l'aéroport de Grenoble s'est transformé samedi 25 février en un véritable hôpital de campagne. Une soixantaine d'ambulances venues des stations des Alpes du Nord et du Sud convergent ce jour-là pour amener auprès de deux Boeing-737 et d'un Fokker-28 immobilisés sur la piste grenobloise les « victimes » de la neige. Les conditions météorologiques et d'enneigement des stations qui ont régné jusqu'au vendredi 24 février en montagne ont finalement fait mentir les statistiques qui prévoyaient depuis plusieurs mois un nombre beaucoup plus élevé d'accidents sur les pistes (1). La faible épaisseur du manteau neigeux a par contre accru la gravité des lésions observées cet hiver dans les stations. Ainsi, le service d'urgence et de traumatologie de l'hôpital sud de Grenoble, spécialisé depuis les Jeux olympiques de 1968 dans le traitement des accidents de ski, a constaté un nombre particulièrement élevé de fractures de l'extrémité supérieure du fémur.

Les enfants en première ligne

La réduction souvent très importante du nombre de pistes enneigées entraînant une forte concentration des skieurs sur les mêmes itinéraires a également été à l'origine de très nombreux chocs et collisions aux conséquences médicales parfois très graves. L'insuffisante maîtrise de la vitesse sur les skis, mais aussi le non-respect de la priorité du skieur avert par le skieur suivant, la légèreté souvent très grande des nouveaux skieurs qui s'engagent sur les pistes qui ne sont pas à leur niveau, enfin l'absence de vérification quotidienne du fonctionnement des fixations assurant la sécurité sur les « spatules », sont les principales causes d'accidents relevées par les médecins des stations. « Ces simples précautions permettaient d'éviter 20 % à 30 % des accidents de ski », constate le docteur Binet, président de la Société française des médecins des stations de sports d'hiver.

Le professeur Henri Bèzes, qui dirige le service de l'hôpital sud de

Grenoble, spécialisé dans le traitement des accidents sur les pistes, et qui dispose probablement des statistiques mondiales les plus importantes dans ce domaine — 17 120 skieurs « traités » entre 1968 et 1988 — observe une très sensible évolution des accidents de ski au cours des vingt dernières années.

Elle se traduit par une augmentation des lésions de l'épaule (42 % des lésions du membre supérieur), de la main (43 %), conséquence notamment du développement du ski de fond, et une augmentation des entorses du genou (20 %) et une diminution relative des fractures de la jambe (30 %), due à une modification de qualité des protections des chaussures. Ce dernier type de fracture représentait il y a quinze ans 40 à 45 % du nombre des accidents de ski ; ce pourcentage a nettement diminué ces dernières années puisqu'il se situe autour de 20 %. Les fractures de la jambe demeurent cependant une des principales lésions auxquelles s'exposent les skieurs, mais qui tendent de plus en plus à être « détonnées » par un nombre croissant d'entorses du genou.

Le professeur Bèzes note, d'autre part, l'« important tribut que les enfants paient au ski », puisqu'un cours des vingt dernières saisons d'hiver le quart des 17 120 victimes d'accidents de ski soignées à l'hôpital sud de Grenoble étaient des enfants, dont 60 % de garçons et 40 % de filles, le plus fort contingent étant constitué par des enfants de dix à quinze ans (63 %). Un enfant sur deux accidenté à ski est porteur d'une fracture à la jambe et principalement du tibia (70 % des cas). Les observations faites depuis vingt ans à Grenoble montrent enfin que les enfants sont plus souvent victimes d'accidents lorsqu'ils skient avec leur famille — c'est notamment le cas au cours des vacances de février — que lorsqu'ils se trouvent en groupe et notamment en classe de neige, leur témérité sur les pistes étant, semble-t-il, alors mieux contrôlée qu'avec leurs parents.

CLAUDE FRANCELLO.

(1) On estime à un pour mille skieurs par jour le nombre des accidents de ski dans les stations.

Société

FAITS DIVERS

Mort d'un jeune homme à Reims

Le monde cruel de Lionel

REIMS

de notre envoyée spéciale

Lionel Duchaussoy voulait être gendarme. A cause de sa mauvaise vue, la gendarmerie n'avait pas voulu de lui. Cela lui avait fait un choc. Pour la photo de Noël, Lionel avait enlevé ses lunettes et, en dessous, ses yeux étaient creusés. Il aurait eu vingt ans au mois d'août. Après sa mort, ses parents ont retrouvé la photo chez lui, avec un bout de sa vie.

Les parents de Lionel habitent à Reims, dans une maison de briques aux volets verts. Dans le salon, une colombe et quelques perruches se taisent dans leur cage et neuf rangées de poupées de collection sont sages dans leurs boîtes. La table est recouverte d'une nappe en plastique, imitation dentelle. Lionel était le dernier de leurs huit enfants.

Enfant, Lionel allait à la piscine des Thiolettas, en coupant à travers champs. Plus tard, il avait fait une fugue et, plus tard encore, il avait obtenu son CAP de comptabilité puis un TUC au laboratoire d'archéologie de l'université de Reims. Il avait contribué à l'«*renouveau du mobilier archéologique*» et on l'avait jugé «*à tout à fait capable de prendre de petites initiatives*».

Envoyé en Allemagne, Lionel n'avait pas voulu être soldat. Il était revenu dépressif et réformé. A Paris, il avait passé le concours des PTT et travaillé sans manger jusqu'à ce que les pompiers le ramassent et le déposent à l'hôpital psychiatrique de Maison-Blanche. Une fugue encore, et il était rentré en novembre à Reims. «*S'il avait eu du travail, ce n'aurait pas été pareil. Avec du*

travail, on mène sa vie», dit son père, ancien plombier puis garde champêtre à mi-temps.

La veille de Noël, le jeune homme avait acheté une carabine, chez un armurier de Reims. Un gros calibre, embellie dans un paquet-cadeau. Les parents ont retrouvé dans ses affaires la facture de 3 000 francs, réglée, ont-ils appris, avec un chèque sans provision. Son oncle venait de mourir. Il était aussi son parrain. Lionel, sans ressources et sans jamais l'avouer, avait envoyé des fleurs par intermédiaires.

A l'encre turquoise de son adolescence, Lionel avait écrit quelques lettres que ses parents ont découvertes dans ses poches en rangeant ses affaires. Non datées. Un papier à lettre tendre, décoré de pots de fleurs et de motifs jardi- niens. Il disait que «*le monde est vraiment cruel*». Il recommandait Diane, sa chienne, à l'attention de ses parents et confiait sa sœur Annie à celui qui ne serait jamais son beau-frère. «*En un mot, remplace-moi*». La famille n'a pas encore eu le cœur de tout lire et une grande enveloppe blanche attend, cachetée, dans le buffet à deux étages, au-dessus des verres.

Premier rendez-vous à l'ANPE

Lionel avait loué un appartement tout près de chez ses parents et il le partageait avec Guy, un ami, titulaire d'une petite pension d'invalidité. La propriété était venue, samedi 19 février, réclamer 3 400 francs en liquide, soit l'équivalent des deux mois de loyer qui lui avaient été réglés avec des chèques sans

provision. Elle avait menacé de faire couper l'eau et de mettre les locataires à la porte mais Lionel n'avait pas pour autant sollicité sa famille. Trois jours après le décès, la propriétaire a refusé de rendre la caution puisque deux mois lui restaient dus. «*C'est l'époque qui veut ça*», dit le père de Lionel.

Le dimanche a passé, et lundi 20 février le jeune homme s'est levé tôt. Il devait voir son psychologue et, à 10 heures, pour la première fois, le responsable du pôle-emploi de l'ANPE. Sa mère l'avait poussé à s'inscrire. Il avait dit qu'il accepterait «*n'importe quoi sauf manutentionnaire*». Lionel a fait chauffer le café pour son ami et il est parti «*chercher le journal*». Sur la route, il a posté une lettre, écrite sur du papier blanc, pour le journal *l'Union*. Des consignes pour trouver son corps, pour vérifier l'information — «*si vous ne me croyez pas, adressez-vous au commissariat*» — et des remerciements. Lionel affirme qu'il fait «*tout de travers*» et il révèle à la presse ces «*travers*» que ses parents ignorent encore : «*Falsification de chèques volés, non-paiement de loyer*».

Aux employés municipaux du parc de son enfance, près de la piscine des Thiolettas, le jeune homme annonce qu'il vient se suicider. Là, dans ces allées, sans plus tarder. Plusieurs policiers alertés par les jardiniers tentent de lui parler, d'obtenir un sursis, mais personne ne peut plus l'approcher. Policiers, employés, voisins assistent à la mise à mort. Il est 10 h 15. Alors que l'ANPE attend son demandeur d'emploi, Lionel Duchaussoy est étendu dans son jardin public, un gros trou rouge au côté gauche.

CORINE LESNES.

Meurtre en famille à Sarreguemines

Une adolescente âgée de seize ans, qui avait tué son père d'une balle de pistolet, vendredi 24 février à Sarreguemines (Moselle), a été inculpée dimanche d'«*administration d'ascendant de substance nuisible à la santé et de parricide*» et écrouée à Nancy, de même que sa mère, inculpée, elle, de complicité de parricide.

Dans la soirée de jeudi, la mère, âgée de trente-cinq ans, et sa fille aînée avaient résolu de tuer le chef de famille dont elles ne supportaient plus la brutalité. Dans un premier temps, les deux femmes tentèrent de le supplier en ajoutant une forte dose de somnifères à son repas du soir. Mais l'homme survécut.

Vendredi matin, la mère et la fille, aidées par le deuxième enfant du couple, un garçon de treize ans, décidèrent alors de le tuer d'une balle dans le dos pendant son sommeil. L'adolescente voyant que sa mère hésitait à le faire, toutes les portes, dix ou vingt minutes plus tard, l'enfant avait disparu. Une battue a été organisée par la police qui a retrouvé le corps de Christelle, moins d'une heure plus tard.

Une fillette violée et égorgée à Metz

Le parquet de Metz a ordonné l'ouverture d'une information judiciaire contre X pour homicide volontaire sur mineur de moins de quinze ans, après la découverte, samedi soir 25 février, du corps d'une fillette, Christelle Burbach, trois ans, égorgée et violée. L'autopsie de l'enfant devait être pratiquée mardi à Strasbourg.

Le drame a eu lieu samedi vers 19 h 30, devant la maison des grands-parents de Christelle, dans une impasse du quartier excentré de Metz-Bellecroix où alternent immeubles, pavillons, jardins publics ou terrains vagues.

Venu chercher son fils Cédric, dix ans, né d'un premier mariage, M^{me} Michèle Burbach, trente-quatre ans, a laissé sa fille endormie dans sa voiture — une Autobianchi dont elle n'a, semble-t-il, pas verrouillé toutes les portes. Quand la jeune mère est ressortie, dix ou vingt minutes plus tard, l'enfant avait disparu. Une battue a été organisée par la police qui a retrouvé le corps de Christelle, moins d'une heure plus tard.

tard, dans une haie vive bordant un jardin au pied d'un immeuble presqu'entièrement inhabité tout proche de l'endroit où était gisant la voiture de M^{me} Burbach.

Avant de retrouver le corps, les enquêteurs avaient successivement découvert l'anorak, les sous-vêtements et les bottes de Christelle. Le corps portait une profonde blessure à la gorge et une à la cuisse. L'arme du crime, un rasoir ou un poignard très effilé, n'avait pas été retrouvée dimanche soir. L'examen médico-légal préliminaire à l'autopsie a établi que Christelle avait subi des sévices sexuels.

Les premiers éléments recueillis tendent à accrédi-ter, aux yeux des enquêteurs, l'hypothèse d'un crime de rumeur. Dimanche, la police a continué son travail de fouille, travaillant sur fichier, interrogeant systématiquement les riverains et fouillant méthodiquement les caves. Elle a reçu plusieurs témoignages, dont certains ont été pris en compte. Des dizaines d'adresses ont été minutieusement vérifiées dimanche.

REPÈRES

Religions

Le conflit Klein-Decourtray à propos du carmel d'Auschwitz

M^{re} Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) et de la délégation juive dans la négociation sur le transfert des carmelites d'Auschwitz, a adressé une lettre à son interlocuteur catholique, le cardinal Albert Decourtray, publiée le lundi 27 février dans *Jour J*, quotidien de la communauté juive en France.

Estimant que les «*délais imprécis*» proposés par M^{re} Decourtray (le Monde du 17 février) «*ne sont pas acceptables*», M^{re} Klein demande à la délégation catholique

d'organiser dans les plus brefs délais l'accueil provisoire des carmelites dans un local approprié, en attendant la construction du couvent définitif. «*Ce rélogement ne peut pas attendre la date du 22 juillet 1989*», ajoute M^{re} Klein, faisant allusion au dernier délai donné par le cardinal Decourtray.

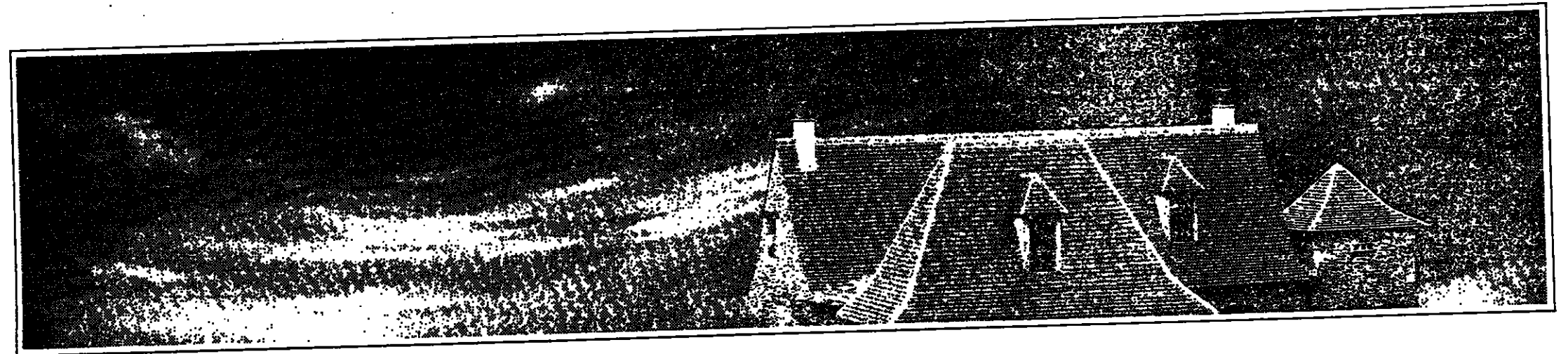
Cent trente théologiens francophones réclament un large débat dans l'Eglise

Cent trente théologiens francophones — qui n'entendent pas pour le moment rendre publics leurs noms — ont adressé au cardinal Ratzinger, préfet de la congrégation romaine pour la doctrine de la foi, une lettre

de solidarité avec leurs cent soixante-trois collègues québécois, allemands, autrichiens et suisses, signataires de la déclaration de Cologne, contestant la «*mise sous tutelle*» de l'Eglise catholique (le Monde du 28 janvier).

«*Même si les uns et les autres peuvent avoir, sur les questions abordées par leurs confrères (généralisme, théologie, etc.), des avis divergents, nous estimons que les questions soulevées sont graves et qu'il ne serait pas sain de les dissimuler. Ils pensent aussi qu'elles sont un sujet de préoccupations pour un nombre important de croyants de leurs pays respectifs. Leur conviction est qu'elles devraient pour le bien de l'Eglise, être étudiées et débattues avec tout le sérieux qu'elles réclament. Ils espèrent que cela pourra être fait dans le climat de liberté et de loyauté qu'appelle l'Evangile.*»

SAINT-GOBAIN PLEIN CIEL



SAINT-GOBAIN
EST UN PRODUCTEUR MONDIAL DE
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION.

Les matériaux de construction du Groupe Saint-Gobain sont présents dans le monde entier avec une implantation très forte aux USA, au Brésil et en France.

Selon les pays, les produits sont en béton, en fibres-ciment, en composite bitumé ou en plastique et concernent les marchés de la couverture, des canalisations, des fenêtres, des revêtements de façade.

En France, sur les marchés des éléments de couverture, la Société COVERLAND, issue du rapprochement d'Everite et de Redland, occupe une place de leader.

SAINT-GOBAIN

NOTRE MÉTIER : LA COMPÉTITION

هكذا من الأصل

Sports

BOXE : championnat du monde des lourds

20 millions de francs pour le compte

Détenteur du titre mondial unifié (WBC, WBA, IBF) des lourds depuis le 1^{er} août 1987, l'Américain Mike Tyson l'a défendu victorieusement pour la cinquième fois, samedi 25 février à Las Vegas. Après Tyrell Biggs, Larry Holmes, Tony Tubo et Michael Spinks, il a battu le Britannique d'origine jamaïcaine Frank Bruno par arrêt de l'arbitre à la cinquième reprise d'un combat prévu en douze. La bourse du tenant du titre était de 3 millions de dollars, le challenger a perçu 3,75 millions.

A Las Vegas, capitale mondiale du jeu, il est possible de prendre des paris sur tout et n'importe quoi, même la vie d'un homme. A la veille du combat qui a opposé samedi 25 février Mike Tyson à Frank Bruno, des bookmakers auraient donc donné une cote à la mort possible du challenger britannique sous les coups du champion américain.

C'est dire que les chances de Bruno face à ce démolisseur des rings qu'est devenu Tyson paraissent bien minces. Et l'issue du combat quelques secondes avant la fin de la cinquième reprise devait largement confirmer ce pronostic.

Il a fallu l'intervention de l'arbitre pour arracher le Britannique à la fureur de l'Américain. Déjà groggy, Bruno était acculé dans les cordes. Incapable de résister, il se protégeait comme il pouvait derrière ses gants. Une droite dans les côtes le forçait alors à baisser sa garde, que Tyson faisait définitivement voler en éclats avec une série d'uppercuts. Des chocs terribles ! La tête de Bruno roulait comme si ses vertèbres cervicales s'étaient brisées, comme si elles ne tenaient plus au reste du corps que par la peau. Quelques coups de plus auraient assurément

mis en danger son intégrité physique. Les bookmakers avaient-ils senti cela comme des requins sentent l'odeur du sang ?

Au début pourtant le combat n'avait pas paru aussi déséquilibré que certains avaient pu le penser. A son habitude, Mike Tyson était monté sur le ring avec une assurance, un aplomb, une confiance, un sentiment de sa victoire comme s'il avait déjà livré cinq rounds dans les vestiaires. Comme à l'accoutumée, il était vêtu seulement d'une ample culotte noire et ne portait pas de chaussettes dans ses savates d'un autre temps. Et il avait attendu le début du combat en tournant comme un fauve en cage, roulant des yeux et des épaules.

Dès le signal il se jeta sur Bruno. Et, quelques secondes, après le Britannique était déjà à terre, compté huit. Mais l'Américain ne parvenait pas à terminer son action destructrice sur le coup. Au contraire, Bruno allait décocher une terrible gauche qui fit plier les genoux au champion. Et Tyson ne devait être guère plus à son avantage au cours de la seconde reprise.

A ce moment, les plus superstitieux des amateurs de boxe purent se demander si le 25 février n'était pas une date maudite pour les champions poids lourds. Sonny Liston avait, en effet, perdu un 25 février 1964 à Miami le titre mondial contre un certain Cassius Clay aux quels les spécialistes n'avaient donné aucune chance contre l'ancien bagnard. Mais Clay, qui était seulement connu à l'époque pour son titre olympique, avait envoyé au tapis Liston à la sixième reprise. Et il allait devenir « le plus grand » sous le patronyme de Muhammad Ali.

Contre toute attente, le combat Tyson-Bruno pouvait-il entrer dans cette catégorie de matches qualifiés d'historiques pour le renversement de pronostic qu'ils ont procuré ? Pendant les quelques secondes de

flottement qu'a traversé Myke Tyson samedi soir au Hilton de Las Vegas, cela a semblé possible.

Depuis sa victoire-éclair (quatre-vingt-deux secondes) sur Michael Spinks le 27 juin dernier, l'existence de Tyson avait été paisiblement perturbée. Il était sorti KO, le premier de sa vie, d'un accident de voiture, que la presse new-yorkaise à sensation avait transformé en tentative de suicide. Il s'était fracturé la main en tapant sur un de ses anciens adversaires, Mitch Green, au sortir d'un bar de Harlem. Il avait été accusé par deux femmes de tentative de viol. Il avait intenté un procès à son manager Bill Claydon, auquel il reprochait de trop se mêler de sa vie privée. Il avait défrayé la chronique en se disputant en public avec sa femme, l'actrice Robin Givens, avant de divorcer début février. Bref, il avait dû repousser cinq fois le combat contre Frank Bruno programmé initialement le 3 septembre dernier, et il avait dû perdre plus de 15 kilos pour se retrouver à son poids de forme, 99 kilos, ce 25 février.

Huit mois d'inactivité

Huit mois d'inactivité dans ces conditions, n'était-ce pas un handicap — lourd sinon insurmontable — pour le champion qui était monté sur le ring tous les trois mois depuis ses débuts professionnels ? En tout cas, les bookmakers qui l'avaient donné vainqueur à 9 contre 1 ont dû se voir samedi au bord du dépôt de bilan pendant cette deuxième reprise. Même le commentateur de la BBC en a perdu son flegme, encourageant Bruno comme le regrette Roger Couderc supportant le quinze de France pendant les matches du Tournoi des cinq nations.

C'était comme une flambée d'espoir réchauffant l'hiver pugilistique britannique. Car autant la victoire de René Jacquot a surpris les Français qui étaient bien loin de se douter qu'il y avait un postulat valable à une couronne mondiale du côté d'Echirrolles, autant Frank Bruno est populaire de l'autre côté de la Manche.

Né dans les quartiers sud de Londres, les plus pauvres, c'est en maison de correction qu'il a appris à se

servir de ses poings autrement que pour casser la figure à ses professeurs ou aux gamins de son âge. De ces débuts difficiles dans l'existence (institutionnelle, labeur de voitures), il garde un accent cockney à couper au couteau qu'un timbre très grave rend très sympathique. Pour le reste, Bruno renvoie à l'Angleterre l'image rassurante d'une intégration réussie : il vit désormais dans un confortable cottage de l'Essex aux côtés de Laura, qui lui a donné deux superbes enfants. Et il peut faire rougir Lady Di en lui posant un gros baiser sur la joue sans que cela fasse scandale.

Le tableau serait parfait si Bruno était un très grand boxeur. Mais ces trente-deux victoires, les plus averties les attribuaient moins à son punch qu'à son soin avec lequel son manager, Terry Lawless, avait dirigé sa carrière. Le correspondant du Times pour la boxe, Srikumar Sen, estimait avant la rencontre de samedi que Bruno n'avait pas eu plus de quatre adversaires de gros calibre, qu'il avait perdu deux fois et qu'il avait été sauvé par l'arbitrage une troisième fois. Cela ne faisait qu'une vraie victoire à Bruno pour postuler au titre mondial. Et nul n'ignorait en Grande-Bretagne que, en dépit de cours de danse et de golf, le challenger était d'une désespérante raideur, au point qu'un journaliste américain avait écrit : « Bruno est le seul Noir qui n'a pas le sens du rythme ».

Raïde, il l'était bien samedi soir, Bruno, mais cela ne l'a pas empêché d'ajuster quelques bons coups sur la tête du bison Tyson, qui manifestement ne s'y attendait pas trop. Etait-ce suffisant pour justifier le coup de cœur du reporter de la BBC, ce pour donner deux heures froides aux bookmakers ? D'où l'intensité inattendue de ce combat qui ne devait pas en avoir.

En pliant un peu plus les genoux pour mieux catapulter ses coups, Tyson a rapidement pris le dessus pour arriver à cette issue prévisible et prévue. Mais les quelques minutes de doute qui ont plané sur cette victoire valaient bien les 3,75 millions de dollars (plus de 20 millions de francs) qu'a reçus Frank Bruno pour être monté sur le ring.

ALAIN GIRAUDO.

ATHLÉTISME : la retraite de Florence Griffith-Joyner

Madame muscles



Florence Griffith-Joyner aux Jeux olympiques de Séoul

« J'ai décidé de courir sur d'autres pistes », a déclaré Florence Griffith-Joyner en annonçant, larmes aux yeux, samedi 25 février, à New-York qu'elle prenait ses distances avec l'athlétisme. Médaille d'or sur 100 mètres, 200 mètres et 4 x 100 mètres aux Jeux olympiques de Séoul, elle a eu des propositions des producteurs Eddy Murphy pour tourner un film, et d'un éditeur pour écrire des livres d'enfants. Les magasins de jouets offrent d'ores et déjà une poupée à son nom. Et le manager de la sprinteuse, Gordon Backus, estime qu'elle devrait ainsi signer des contrats pour plusieurs millions de dollars.

« Je n'ai pas utilisé de produits dopants », a répété encore une fois à cette occasion la Californienne. Après s'être surtout fait remarquer par ses tenues moulantes et la longueur de ses ongles peints, Florence Griffith avait acquis — grâce à l'entraînement et aux vitamines, a-t-elle assuré — une musculature impressionnante qui lui a permis de pulvéiser les records du monde des 100 mètres (10 s 49 contre 10 s 76) et des 200 mètres (21 s 34 contre 21 s 71). Ces performances avaient parues d'autant plus suspectes qu'au même moment le sprinter canadien Ben Johnson était convaincu de dopage. L'épouse du champion olympique de triple saut 1984, Al Joyner, n'a subi aucun contrôle antidopage positif.

FOOTBALL : Coupe de France Bordeaux éliminé

« Cette élimination n'est pas une catastrophe. C'est à nous de réagir, il ne sert à rien de ressasser. » La sérénité affichée par Alain Giresse, directeur sportif des Girondins de Bordeaux, n'a convaincu personne : l'élimination (1-1 à la fin du temps réglementaire, trois tirs au but à deux) du club bordelais de la Coupe de France des trente-deuxièmes de finale, samedi 25 février à Amiens, face à l'équipe de seconde division de Beauvais, est bien une catastrophe.

Catastrophe sportive, d'abord : l'arrivée du Marseillais Eric Cantona en attaque et de Didier Couédo au poste d'entraîneur semblent avoir relancé le club. La victoire des Beauvais plonge de nouveau les Girondins dans le doute alors que leur situation en championnat reste précise (quatorzièmes avec trente-quatre points).

Catastrophe financière ensuite : remporter la Coupe de France était la seule manière de sauver une saison désastreuse marquée en particulier par un redressement fiscal de 10 millions de francs (le Monde du 21 janvier). Pour la première fois depuis 1981, Bordeaux ne disputera donc aucune compétition européenne la saison prochaine.

Pour l'adversaire des Bordelais, en revanche, cette victoire constitue une véritable bouée de sauvetage : le club a déposé son bilan le 22 novembre dernier (en partie d'un déficit de 15 millions de francs) et son avenir en seconde division n'est pas assuré.

Bordeaux enfoncé, Beauvais resuscité. En dehors de ce surprenant chassé-croisé, la Coupe de France n'a pas donné lieu à de grosses surprises. A signaler tout de même la qualification de l'équipe gironnaise de Gascogne Kourou (division d'honneur) face à Sens (seizième division d'honneur), dimanche 26 février à Fontainebleau (2-1). Un club d'outre-mer accède ainsi pour la première fois aux seizièmes de finale de la compétition...

TENNIS : tournoi de Lyon

Premier titre en France pour McEnroe

L'Américain John McEnroe a remporté, dimanche 26 février, son premier tournoi de l'année et sa première victoire en France en battant le Suisse Jakob Hlasek (6-3, 7-6) en finale du tournoi de tennis de Lyon (260 000 dollars). Comme tout au long de la semaine, l'ex-número un mondial qui, semble avoir retrouvé son merveilleux toucher de balle, n'a pas concédé le moindre set à son adversaire. Remarquable à la volée et inspiré en fond de court, d'où il distilla passes et lobs gagnants.

McEnroe se montra aussi solide mentalement pour sauver trois balles de set et revenir sur Hlasek, qui a servi à 5-3 dans le deuxième set.

Après ce troisième succès depuis son retour à la compétition en avril 1988, John McEnroe s'est déclaré conforté dans son désir de revenir au sommet. « Tout est possible, et j'espère encore y parvenir », a-t-il dit. Il estime toutefois que deux joueurs lui posent de gros problèmes « en raison de leur puissance » : le Tchèque Ivan Lendl et l'Allemand de l'Ouest Boris Becker, qui s'est d'ailleurs imposé, dimanche, dans le tournoi de Philadelphie (600 000 dollars) en battant l'Américain Tim Mayotte (7-6, 6-1, 6-3).

● RUGBY : Tournoi des Cinq Nations. — Pour affronter l'Angleterre samedi 4 mars à Twickenham, les sélectionneurs français ont écarté de la formation qui avait battu les Gallois au parc des Princes Louis Armandy, Alain Carminati et Eric Champ pour aligner l'équipe suivante : Blanco — Lagisquet, Andrieu, Sella, Lafont — Mesnel (o), Berbière (m) — Ceillon, Rodriguez, Erbani — Condom, Lorieux — Ondarta, Dirrans, Portolan.

HANDBALL : championnats du monde B

L'exemple des grands prêtres

L'Islande a gagné dimanche 26 février les championnats du monde B, dominant la Pologne (29-26) lors d'une finale disputée à Bercy devant douze mille spectateurs. La veille, l'équipe de France, déjà assurée de participer l'an prochain au mondial A, avait battu la Suisse (19-13), s'adjugeant ainsi la cinquième place.

La peau blême, les visages creusés de fatigue, les handballeurs français n'en finissent plus de souffler. Quelques minutes plus tôt ils ont achevé leur parcours dans un mondial B de la meilleure des façons : par une victoire. Dix-huit mois d'efforts, de crainte et d'espoir viennent de prendre fin sur le parquet blanchâtre de Bercy. Le coup de sifflet final de leur match contre la Suisse les a précipités les uns vers les autres, bras levés et sourire béat. Mais là, dans cette salle de conférence de presse, le bonheur et la malice ont quitté leurs visages. Sur ces mines de forçats on ne peut lire autre chose qu'un profond abattement.

Alain Portes, le premier à parler, lâche ces mots dans un long soupir : « C'est fini, plus jamais ça. » Son fort accent alnois cache mal sa lassitude. Il est à bout, comme les autres. « J'ai une fracture de fatigue. C'est vous dire à quel point on en a bavé. Depuis dix-huit mois, il a fallu se préparer avec l'équipe de France pour ce mondial B tout en continuant à disputer avec nos clubs nos matches de championnat. C'était trop. »

Coincé entre une fédération convaincue de jouer sur ce tournoi mondial l'avenir du handball français et des clubs peu disposés à se passer d'eux, les internationaux ont dû concilier l'inconciliable. Ils auraient voulu choisir mais n'ont pu que subir. Et aujourd'hui, ils ont « assez ».

Philippe Gardent, un colosse aux yeux bleus pile, pivot de l'USM Gagny, lève ses deux mains au ciel. Et s'interroge : « La promotion du handball français passe-t-elle par la réussite de l'équipe de France ou au contraire par de bons résultats de nos clubs en coupe d'Europe ? » Il ne sait pas. Il ne sait plus, tiraillé entre les exemples des deux grands frères, le basket et le volley, que chacun leur brandit sous les yeux comme autant de chimères...

Que choisir ? Le basket, où les clubs ont su conquérir une stature internationale (trois coupes d'Europe pour Limoges ou pour Orléans) pendant que l'équipe nationale baissait les bras et vivait de complexes ? Ou bien le volley tout entier au service d'une équipe de France, vice-championne d'Europe en 1987, et qualifiée pour le tournoi olympique l'année suivante ?

Daniel Constantini, théâtral entraîneur national, a déjà fait son choix. Ces internationaux, il les veut tout à lui. Avec cet argument qui prend dans sa bouche l'allure d'une

menace : « Avec une préparation optimale, cette équipe a les moyens de rester dans le groupe A au printemps prochain. Sinon, tout ce travail risque de n'avoir servi à rien. » Ce Marseillais, qui semble dépendre sur le banc de touche autant d'énergie que ses joueurs sur le terrain, a déjà dressé son plan : un stage d'une dizaine de jours depuis juillet 1989, puis un long rassemblement des triomphes pendant les deux mois qui précéderont le mondial A l'hiver prochain. Une préparation qu'il juge lui-même minimaliste et insuffisante mais qu'il justifie par cette remarque désabusée : « Que puis-je faire d'autre ? Je ne suis qu'un simple employé... »

Entraînement liquidien

Constantini soupire. Et se demande, inquiet et pessimiste, dans quel état il retrouvera ses joueurs après six mois passés dans leurs clubs. Six mois d'un entraînement souvent encore très amateur, à des années-lumière du régime strict et rigoureux pratiqué dans les pays socialistes.

« Il n'y aura aucun problème », répond sursaut, Maurice Matteoni. Président du Stade marseillais universitaire club (SMUC), ce grand gaillard au visage massif s'était farouchement opposé, l'an passé, ce que les internationaux soient « dispensés » de championnat pour mieux préparer le mondial B. Volontiers moderniste, proche de Michel Hidalgo, cet ancien joueur de l'équipe de France se veut le défenseur des clubs. « L'exemple du volley. De quoi aurions-nous l'air avec un championnat disputé dans des salles vides ? Les ambitions de l'équipe de France ne sont pas incompatibles avec les impératifs des clubs. La situation actuelle est un peu particulière, car il a fallu rattraper notre retard au niveau international en un minimum de temps. Les joueurs ont dû passer énormément d'heures qu'ils n'avaient pas prévues. Mais la future génération que nous formons actuellement à Marseille, Nîmes ou Créteil sera habituée à un entraînement bi-quotidien. Le travail qu'elle effectuera en équipe de France ne sera alors que le prolongement de celui réalisé dans les clubs. »

Et Maurice Matteoni de citer l'exemple du SMUC, dont les dernières ont été confiées à un Yougoslave, ancien entraîneur de l'Etoile rouge de Belgrade. « C'est un vrai pro. Le soir il entraîne toute l'équipe. Et dans la journée il se met à la disposition des joueurs pour une préparation physique individuelle que chacun place où il peut selon ses contraintes professionnelles. »

Matteoni parle de consensus. Constantini, son ancien coéquipier dans l'équipe marseillaise, grimace. Entre les deux, les joueurs hésitent encore sur la voie à suivre.

ALAIN MERCIER.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE CROSS-COUNTRY
Amnéville-Sergent et Paul Arpin ont été reconduits pour un 2^e tour de la coupe-cross-country français, dimanche 26 février à Coudekerque (Nord). Maria Rebelo a terminé à sept secondes de la quatrième place, devant de France, alors que Paul Arpin a remporté son troisième titre qu'avait une seconde d'avance sur Pierre Leviste.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE Nationaux 1^{re} (26^e journée, 1^{er} tour)
Mulhouse b. Caen 121-97
Tours b. Gravelines 88-80
Nantes b. RCF Paris 96-87
Antibes b. ASVEL 97-82
Limoges b. Orléans 107-85
Orléans b. Avignon 112-95
Cholet b. Montpellier 87-75
Monaco b. Saint-Quentin 72-60
Classement. — 1. Limoges, 50 ; 2. Cholet, 47 ; 3. Orléans, 46.

Football

COUPE DE FRANCE (Trente-deuxièmes de finale)
Division I entre eux
Nice b. Saint-Etienne (a.p.) 1-0
Cannes b. Laval (4 pen. à 2) 1-0
Sochaux b. Metz 1-0
Lille b. Strasbourg 3-0
Division I contre division II
Beauvais b. Bordeaux (3 pen. à 2) 1-1
Auxerre b. Niort 3-0
Matra Racing b. Mantes (a.p.) 1-0
Montpellier b. Montceau (a.p.) 2-2
Toulon b. Nancy 1-0
Division I contre division III
Paris SG b. INF 3-0
Marseille b. Pau 4-0
Toulon b. Vaux-la-Vieille 3-1
Division I contre division d'honneur
Monaco b. Pont-Saint-Espirit 6-1
Nantes b. Hénin-Beaumont 4-0
Caen b. Saint-Gaudens 4-0
Division I contre district
Lens b. Le Portel (a.p.) 4-2
Division II entre eux
Rennes b. Le Touquet 4-0
Lyon b. Aiz 6-1
Créteil b. Sète 2-0
Division II contre division III
Dunkirk b. Versailles 2-0
Brest b. Lorient 3-0
La Roche AEP b. Angoulême (a.p.) 1-0
Grenoble b. Epinal 1-0
Mulhouse b. Vaux-la-Vieille 3-1
Rouen b. Cholet 3-1
Quimper b. Concarneau 2-0
Montluçon b. Reims 2-1
Gueugnon b. Sedan (a.p.) 2-1
Division II contre division d'honneur
Angers b. NOC PB Rennes (3 pen. à 1) 0-0

Orléans b. Intéride Angers 4-0
Division III entre eux
Mont-de-Marsan b. USJOA Valence (3 pen. à 3) 2-2
Division d'honneur entre eux
Geldar Kourou b. Sens 2-1

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE (9^e journée)

POULE 1
Agen b. Villeneuve-Lot 46-0
Dax b. Toulouse 27-4
Bordeaux b. Montauban 18-15
Classement. — 1. Dax, 25 ; 2. Toulouse, 23 ; 3. Agen, Montferland, Bourgneuf, 21.

POULE 2
Bagnols b. Nîmes 18-6
Béziers b. Toulon 15-7
Lorient b. Perpignan 10-6
Bégl-Bord. b. Le Croisot 28-12
Classement. — 1. Toulon, Lourdes, Bagnols, 23.

POULE 3
Graulhet b. Aurillac 9-3
Bayonne b. Mont-de-Marsan 19-6
Brive b. Toulon 4-3
Bergère b. Colomiers 13-13
Classement. — 1. Bayonne, 22 ; 2. Toulon, Brive, 21.

POULE 4
Narbonne b. Villeneuve 25-12
Nîmes b. Béziers 43-6
Béziers b. Racing 21-0
Grenoble b. Haguenau 28-12
Classement. — 1. Grenoble, 25 ; 2. Narbonne, 24 ; 3. Béziers, 22.

Ski alpin

COUPE DU MONDE

Le Luxembourgeois Marc Girardelli a réussi l'exploit de gagner cette saison une course dans chacune des quatre disciplines alpines. En remportant, dimanche 26 février à Whistler Mountain (Canada), le Super-G, il s'est également assuré la victoire au classement général de la Coupe du monde quatre courses avant la fin.

Chez les dames, qui disputent une épreuve semblable à Steamboat Springs (Etats-Unis), c'est l'Autrichienne Sigrid Wolf qui s'est classée première, devant sa compatriote Anita Wachter. La Française Catherine Quittet a terminé cinquième.

Ski nordique

CHAMPIONNATS DU MONDE

Les Finlandais, avec six titres, sont les grands vainqueurs des Championnats du monde de ski nordique, qui se sont terminés dimanche 26 février à Lake Placid, dans le nord du pays. Avec quinze médailles, ils devançaient les Soviétiques (huit, dont trois d'or) et les Suédois (sept, dont trois d'or). Dans l'épreuve du combiné par équipes, les skieurs français ont réalisé leur meilleure performance en terminant neuvièmes.

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

MUSIQUES

Inauguration de l'Arsenal à Metz

Rostropovitch exalte Boffill

Une joie pour l'œil, une acoustique excellente, une atmosphère chaleureuse, l'Arsenal de Metz, construit par Boffill, a été baptisé par Rostropovitch.

La voilà donc achevée dans les délais prévus, cette salle de concerts de Metz, fierté du maire et ministre Jean-Marie Rausch, où Ricardo Boffill et son équipe locale ont voulu « allier l'histoire et la modernité en faisant d'une ancienne architecture militaire une œuvre d'art civile ».

L'impression est saisissante lorsque, entrant de plain-pied par l'avenue Ney dans le vaste atrium, on surplombe le « gouffre » de la salle aux trois quarts enterrée, à quinze mètres de profondeur.

Rostropovitch, elle a la forme d'une basilique romane : les fauteuils d'orchestre descendant en pente moyenne jusqu'à la scène et, derrière celle-ci, le « paradis » remonte en une série de gradins abrupts. Les murs de côté sont agrémentés de balcons encastrés, de colonnes doriques, d'arcs en plein cintre, d'arcs en ogive, de portes surmontées de frontons triangulaires ou en arc de corbeille, et tout est soigné, traité du bois de hêtre et de sycomore aux couleurs douces plus ou moins teintées de rose, ressemble à un édifice grec révisé par Palladio.

Mais pas n'importe quel édifice : « Nous n'avons pas voulu faire une salle polyvalente, dit Boffill, mais un temple où les exécutants sont au centre de l'espace et du public, et où il n'y a pas de barrière entre eux et les assistants. »

Une acoustique généreuse

C'est bien ce que nous avons senti, dimanche 26 février, lors du concert inaugural donné par l'Orchestre philharmonique de Lorraine, si bien dirigé, avec élégance et fougue, par son chef, Jacques Houtmann. L'ouverture pour la consécration de la maison, op. 124 de Beethoven, mettait en valeur l'opulence sonore de cet espace, avec ses puissants accents basaltiques et sa grande fugue un peu bavardes qui remplissent parfaitement son emploi.

Il est difficile de parler de l'acoustique de toute la salle sans l'avoir expérimentée en divers endroits, mais, dans les premiers rangs du moins, on percevait les nuances les plus ténues : le « va-et-vient » de l'air, les résonances même fugitives, et l'on ressentait dans toute leur vivacité les expressions uniques du violoncelliste, sa force sauvage par moments dans Haydn, les phrases menées jusqu'à la pointe de l'expression, l'ardeur mélancolique

de l'adagio, les joutes acrobatiques à perdre le souffle dans le finale, avec cet orchestre très brillant qui rivalisait de bonheur avec lui. Un Slava aussi intarissable dans Tchaïkovski, tout à tour épique, naïf, sucré, grandiose ou grandiloquent, et dans l'épique central, si douloureux, solitaire, fataliste.

Acclamé par le public debout, l'interprète se mit à son tour à applaudir la salle de Boffill de tous les côtés et, avant de tomber dans les bras de l'architecte catalan, de M. Rausch et de Jacques Houtmann, il s'écria : « Cette maison a une acoustique fantastique, des proportions idéales pour la musique et une atmosphère que je trouve exceptionnelle. Vous lui devez de grandes joies, et non seulement vous, mais vos fils, vos filles et vos petits-enfants ! » A côté de l'Orchestre de Lorraine, des Amis de la musique et des Rencontres de musique contemporaine, qui trouveront tout de suite leur place à l'Arsenal, sont d'une main ferme par Jean Larpentier, se donne une politique très volontariste pour connaître tout le rayonnement qu'il mérite. Noblesse oblige.

JACQUES LONCHAMPT.

L'Arsenal comprend trois salles : la grande, de 1 354 places, celle de l'Épandage (352 places) et celle du gouverneur (400 places carrées), pour les répétitions, ainsi qu'une galerie d'exposition de 500 mètres carrés, un restaurant (430 mètres carrés) et une Musée-boutique, qui donnera sur un vaste parvis de pierre dorée (2 000 mètres carrés). Le coût total des travaux (qui ont duré vingt et un mois seulement) est de 120 millions de francs.

« Pluton », de Philippe Manoury

Eclatante planète pianistique

Dans la dernière œuvre de ce compositeur très doué de l'IRCAM, le vieux piano s'allie aux moyens de synthèse en temps réel les plus sophistiqués. Mais c'est parce qu'elle est belle que la pièce marquera l'histoire de l'instrument.

Le cycle de six concerts consacrés par l'IRCAM et l'Ensemble intercontemporain à la jeune musique française s'est achevé vendredi 24 février avec la création parisienne de *Pluton* pour piano et ordinateur 4 X de Philippe Manoury (né en 1952) dans sa version définitive. Ce n'est pas faire preuve de parité que d'affirmer que ce compositeur de trente-six ans est l'un des trois ou quatre figures marquantes de sa génération.

Les recherches de Philippe Manoury à l'IRCAM dans le domaine de l'interaction instrument-musique, dont le but principal est de développer des systèmes permettant la simulation et le suivi en temps réel des comportements instrumentaux, l'ont conduit à écrire une pièce pour flûte et 4 X, *Jupiter* (1987), dans laquelle le soliste semblait éveiller par la diversité de son jeu des sonorités inédites cachées au fond de la machine. Il a poursuivi la même idée dans *Pluton*, mais, outre l'expérience acquise, les possibilités harmoniques et polyphoniques tellement plus riches du piano confèrent au résultat une densité et une variété qui ne s'épuisent guère au cours des cinquante-cinq minutes que dure l'exécution.

On devrait d'ailleurs parler plutôt d'interprétation, car si le compositeur et deux assistants accompagnent le



soliste depuis la console, les inflexions personnelles du pianiste sont susceptibles de modifier notablement les réponses de la machine. Que le pianiste, Ichiro Nodaira, soit également compositeur n'est sans doute pas étranger à l'aisance avec laquelle il maîtrise ces interactions continues entre le geste instrumental et les effluves sonores qu'il fait jaillir des haut-parleurs, effluves qui prolongent, grossissent ou analysent les effets du piano pour, souvent, les transformer tout à fait.

Ainsi croit-on entendre, tour à tour, un orgue, des cloches, un cymbalum, un clavecin, des sonnettes, un tam-tam ou un xylophone. Parfois aussi... un piano, comme dans la séquence centrale. C'est à ce moment-là qu'on se rend compte, si on avait pu en douter, que ce ne sont pas les effets sonores, si impressionnants soient-ils, qui font tenir l'œuvre, mais la sûreté de l'écriture pianistique : la direction des modes de jeu, l'usage solide dans un registre (aigu, médium ou grave) alimenté d'emprunts significatifs aux autres, et surtout une conscience harmonique toujours à l'œuvre.

Il est difficile, à première audition, de donner une idée précise d'une œuvre de cette saveur (Grâce à un été au Festival d'Avignon), mais son style est si personnel, elle s'inscrit si fermement dans la trajectoire du compositeur que, au-delà de l'impression d'avoir entendu peut-être la plus belle pièce pour piano de ces dix dernières années, on peut affirmer qu'elle a déjà sa place marquée dans l'histoire de l'instrument.

GÉRARD CONDÉ.

Holiday on Ice au Palais des sports

Phileas Fogg sur glace

Jérôme Savary met en scène le dernier spectacle d'Holiday on Ice et raconte librement le Tour du monde en quatre-vingt jours.

Depuis plus de quarante ans, l'entreprise américaine Holiday on Ice divertit le public familial et multiplie ses troupes, se rend chaque année dans quelque vingt-cinq pays du monde entier. Le succès international d'Holiday on Ice depuis sa création, c'est celui d'une grosse machine de spectacle qui a su réunir sur une même affiche l'exploit, le merveilleux, la convention sublimée et qui se renouvelle juste assez pour rester en goliard d'aujourd'hui.

Cette année, Holiday on Ice ne se contente plus des derniers numéros de virtuosité des champions du monde de patinage artistique, des comiques burlesques de service ni des parades multicolores, des défilés de pharos et de pailettes et des tableaux divers qui plongent dans le monde réel de l'actualité. Pour une fois, Holiday on Ice a voulu ne pas

faire seulement une revue mais raconter une histoire.

Avec la complicité de Jérôme Savary, adaptateur et metteur en scène, voici sur glace la magie du Tour du monde en quatre-vingt jours, de Jules Verne, ou plutôt en une série d'images, de clips plus ou moins exotiques, exotiques les uns les autres, avec la vitesse de mouvement des patineurs, les aventures de Phileas Fogg et de son compagnon Passepartout : à Paris, avec le French-Cancan librement adapté, en Afrique avec un numéro de domptage, en Inde, en Thaïlande, au Japon, avec des mouvements d'ensemble, des ballets de géishas et d'Indiens, en Amérique enfin, avec le folklore de l'Ouest.

Respectueux de la tradition maison, Jérôme Savary dépêche son ingénieur, son inventeur et sa verge en s'efforçant de lier l'histoire apparente, en jouant sur les images qui se bousculent, en exploitant - mais sans la dévotion habituelle du fondateur du Magic Circus - les ingrédients du genre et en parvenant à un équilibre presque parfait.

CLAUDE FLEOUTER.

* Palais des sports, 20 h 30. Tél. : 48-28-40-90.

Le « Concerto pour piano », de Busoni, aux Champs-Élysées

Parentthèse mahlérienne

Une trop petite salle, vendredi dernier, pour un « monstre » pianistique jamais donné et une formidable interprète soviétique.

La curiosité n'est plus ce qu'elle était.

Acrobate du piano et théoricien, Italien aux attaches également germaniques, citoyen du monde et pacifiste (après 1914, il se réfugia en Suisse), Ferruccio Busoni, accessoirement, admirateur de Mahler. Cela s'entend, indéniablement, dans le Concerto pour piano qu'il composa un peu avant la Septième Symphonie de l'Autrichien. L'écriture en est certes d'une luxuriance postromantique, et d'une parenté harmonique avec l'œuvre de Mahler, mais, comme dans le terrible Gustav, mais, comme dans le deuxième et huitième symphonies de ce dernier (1), des chœurs viennent (au dernier mouvement)

teinter l'ensemble de religiosité. Le mélange est par ailleurs hardi d'hérésie et de grotesque, de thèmes populaires et de spiritualité. Rémémorances (de Liszt) et citations (de Beethoven) créent enfin, comme chez Mahler, des effets brutaux de « retour en arrière ». Manque à cette partition pour être tout à fait visionnaire un peu d'originalité dans l'écriture pianistique, qui enfle comme à plaisir toutes les perles de la haute virtuosité.

Poème symphonique avec partie de piano obligée : le soliste n'a pas ici, c'est le moins que l'on puisse dire, le temps de s'enchaîner ; même converti par l'orchestre, il continue à rouler à tombeau ouvert et à besogner. Rien de plus éprouvant pour les nerfs et la vanité !

Après John Ogdon il y a bien longtemps (EMI), Viktoriya Postnikova a accepté d'enregistrer (pour Erato) ce concerto titanesque. Elle a, pour cela, le calme, la mâle puissance et des reprises de formule 1. James Conlon, jeune chef améri-

cain, récemment nommé à Cologne, aurait dû diriger à ses côtés les chœurs de Radio-France et l'Orchestre national (le concert du vendredi 24 février servant d'ultime séance d'enregistrement). Mais Conlon vient d'être papa et Guennadi Roddestvenski, ne pouvant rien refuser à Postnikova (ils sont mari et femme), s'est dévoué pour le remplacer. Gestes d'enchantement Merlin, efficacité de grand technicien : ce disque Busoni devrait plaire aux discophages. Ils sont curieux, eux !

ANNE REY.

(1) Toutes les symphonies de Gustav Mahler vont être interprétées à Paris au cours d'un grand cycle organisé par le Châtelet. Noter que, dans la Première Symphonie, *Titan*, le Royal Philharmonique Orchestra ne sera pas dirigé par Charles Dutoit mais par Yuri Simonov, ce lundi 27 février. D'autre part, le 4 mars, Ferdinand Leitner, souffrant, sera remplacé par John Neschardt dans l'adagio de la Dixième et les Chants du compagnon errant (soliste : le baryton Olaf Bär).

NOTES

« Carmen » dans l'« arène » de Bercy

Le Palais omnisports de Paris-Bercy vient de fêter son cinquantième anniversaire en présence de M. Jacques Chirac. Contrairement aux prévisions, les manifestations artistiques (4 millions d'entrées pour 369 spectacles) ont dépassé un peu le grand succès que les manifestations sportives (1,5 million pour 297 séances).

Fait remarquable, l'exploitation est totalement équilibrée et n'a pas donné lieu à un son de subvention. Après *Aida*, *Turandot* et *Nabucco*, *Carmen* sera dans l'« arène » de Bercy, avec de vrais chevaux (mais pas de vrais taureaux) du 16 mai au 3 juin, dans une mise en scène de Pierluigi Pizzi qui signe décors et costumes. Cinq *Carmen* se partageront le rôle, avec en tête Teresa Berganza, quatre don José (Neil Shicoff), trois Escamillo (Alain Fondary) et quatre Micaëla (Aldia Ferrarini) ; l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, direction Lawrence Foster.

* 8, boulevard de Bercy, 75012 Paris. Tél. : 43-42-06-06.

CALENDRIER

Classique

Sholomo Shem-Tov, soliste Gaveaux. — Ce pianiste israélien n'a que dix-sept ans et pourtant vous l'avez peut-être vu à la télévision, enfant prodige déjà abondamment médiatisé. A son âge, on change vite, et beaucoup. Comment sera-t-il dans son programme Beethoven, Schubert, Prokofiev ? Lorsqu'il avait treize ans, il jouait comme un grand.

* Le 27 février, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07.

Philippe Barrois, à Saint-Germain-l'Auxerrois. — C'est par un concert de la Chapelle royale, consacré à des motets et au Requiem de Tomas Luis de Victoria, que s'ouvrira le PIAF (le Printemps des instruments anciens). Du 28 février au 16 avril, ce ne sont pas moins de cinquante-deux concerts qui présenteront les meilleurs instrumentistes baroques. Ces manifestations prendront place dans des villes et des lieux différents, en région parisienne comme en province.

* Le 28 février, Saint-Germain-l'Auxerrois. Tél. : 43-96-48-48.

Akiko Kikuchi, soliste Gaveaux. — Les pianistes japonais gagnent tous les concours, font trois petits tours et puis s'en vont. Akiko Kikuchi est japonaise, mais elle ne joue pas comme une bête à concours. Son approche intelligente de la musique va de pair avec une belle technique et une sonorité de rêve.

* Le 1^{er} mars, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07.

Alexis Weissenberg, soliste Gaveaux. — Villipendé par les uns,

porté aux nues par d'autres, Alexis Weissenberg est un pianiste dans le jeu duquel les plus grandes beautés voisinent avec des duretés et des tempos difficilement acceptables. Il s'était fait une solide réputation dans Bach. Il y revient pour ce récital.

* Le 2 mars, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07.

Brigitte Engerer et ses amis, au Théâtre de la Ville. — Concert après concert, Brigitte Engerer — encore une pianiste ! — s'affirme comme l'une des meilleures de sa génération. Plus détendue, elle aime aujourd'hui dialoguer avec d'autres. Les 3 et 4 mars, elle fera un « bœuf » avec Boris Pergamentchikov, Augustin Dumay, Olivier Charlier, Thomas Zehetmair et Paul Meyer.

* Les 3 et 4 mars, 18 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

Le duo Petrosian, à Cachan. — Au moment où le Théâtre du Châtelet lance sa grande offensive Mahler, le duo Petrosian joue, assisté de deux autres pianistes, une transcription pour quatre pianos de la Première Symphonie du compositeur bohémien. Ils donneront également la Grande Fantaisie pour deux pianos, de Rachmaninov, et la Suite jiddish, de Norbert Glanzberg.

* Le 28 février, Théâtre de Cachan. 20 h 30. Tél. : 46-65-46-12.

Jazz

Joëlle Léandre à « Banlieues bleues ». — Au même programme

que le pianiste très dédicat et très sûr Paul Bley, se produit Joëlle Léandre, contrebassiste et comédienne, en duo avec Zingaro. Une des soirées fortement attendues du Festival « Banlieues bleues ».

* Mercredi 1^{er} mars, Bobigny, 20 h 30. Tél. : 43-45-66-00.

Flamenco au cirque. — Des guitaristes de qualité, deux chanteurs de premier plan, José Merce et José de la Tomasa, la vedette du programme reste Cristina Hoyos, l'étoile de la compagnie Gades.

* Jeudi 2 mars, Cirque d'hiver, 22 h 30. Tél. : 42-77-13-00.

Variétés-rock

Véronique Sanson à l'Olympia. — Retour sur scène de Véronique Sanson et de ses chansons qui évoquent un monde fragile, un goût de larmes et de rires.

* A partir du mardi 28 février, 20 h 30. Tél. : 47-42-82-45.

Died Pretty au Bataclan. — Enfants lointains du Velvet Underground et des Doors, le groupe australien est de retour sur le Vieux Continent. Une musique violente et répétitive, anthèse de l'Australie musicale et « surfante ».

* Mercredi 1^{er} mars, 19 h 30. Tél. : 47-40-39-12.

Tri Yann au Bataclan. — Le groupe celtique de folk-rock présente de larges extraits d'un spectacle inspiré par la BD, *Le Vaisseau de Pierre*, de Pierre Christin et Enki Bilal.

* Les 2 et 3 mars, 20 h 30. Tél. : 47-00-39-12.

THÉÂTRE

« La Fausse Suivante » de Marivaux

Un blanc vertige

Mis en scène par Ivan Morane, un spectacle dépeupillé comme un oratorio, où les héros de Marivaux tissent leur propre piège.

Ivan Morane sait aller droit au cœur des textes, y compris les plus chargés d'histoire : il l'a prouvé la saison dernière avec *Rodrigue*, de Corneille, son auteur favori qui l'accompagne depuis les débuts de sa compagnie en 1982, récemment installée à demeure au théâtre de Vanves.

Montant la *Fausse Suivante*, de Marivaux, Ivan Morane ne s'attarde ni aux intrigues, ni au travestissement. Les règles du jeu sont claires et posées d'emblée, comme naturellement : une femme se déguise en chevalier pour mettre à l'épreuve la valeur de l'homme qu'on lui destine ; cet homme, Lelio, a des problèmes d'argent, il courtise une riche comtesse. On découvre sous un jour nouveau les personnages de valets. Les retrouvailles entre Frontin et Trivelin qui ouvrent la pièce de Marivaux sont ainsi banales, intimes même : « Tiens ! c'est toi »,

dit Frontin, pas surpris de cette rencontre et tout absorbé à reconstruire des boutons. Et quand, plus tard, Lelio prend son valet Arlequin dans ses bras, il lui parle comme à un enfant un peu balourd, trop naïf pour comprendre les règles du jeu des adultes, la scène est un havre de tendresse, qui compense la noirceur du personnage de Lelio.

Bien plus que par le méchant, Lelio le Chevalier, la Comtesse semble prise dans le piège qu'ils tissent eux-mêmes, mot après mot. Ils sont sans pitié, ces mots, ils ricochent contre les parois lisses et blanches du décor (Michel Bazin). Ils font mal, ils mettent l'âme à vif. Pour finir, et c'est une superbe image, la boîte blanche se referme lentement, sur la Comtesse, trépassante, affolée, Pascale Conte a un désarroi d'enfant très beau. Au spectacle — interprété également par Hélène Cinque (le Chevalier) — la mise en scène d'Ivan Morane impose par sa simplicité et son trait ferme, parfaitement tenu.

ODILE QUIROT.

* La *Fausse Suivante* est reprise au Théâtre de la Cité universitaire à partir du 28 février.

هكذا من الأصل

Culture

CINÉMA

« Tabataba », de Raymond Rajaonarivelo

La mémoire d'un peuple

Un drame colonial oublié. L'insurrection de 1947 à Madagascar reconstruite par les habitants d'un village.

Fin 1947. L'île de Madagascar est une colonie française depuis la fin du dix-neuvième siècle. À l'est, dans les vallées du pays Tanala, des villageois apprennent qu'un parti indépendantiste, le MDRM, s'est créé pour obtenir l'indépendance et chasser les Français. L'instituteur Raomby espère des élections démocratiques. Lehidry, qui s'est battu dans les troupes françaises contre les nazis, ne croit qu'au pouvoir des armes. Une rumeur court. Comme le vent qui

traverse la forêt, elle apporte le désordre. Pour avoir constaté un vice de forme dans les élections telles que les a menées le chef de canton, Raomby est arrêté. Lehidry décide d'aller le délivrer. Il part avec des hommes armés de fusils en bois. Ils vont au massacre.

L'insurrection de Madagascar, en 1947, fit des dizaines de milliers de morts. La France s'en souvient-elle encore ? Il y a beaucoup à apprendre dans ce film qui s'adresse à la mémoire du peuple malgache et qui, tourné en coproduction française, nous rappelle quelques vérités utiles pour la défense des droits et de la dignité de l'homme.

Ce n'est pas du grand spectacle, avec beaucoup de figurants, des

affrontements sanglants. C'est un jeu de la reconstruction, par les habitants d'un village, dans une nature belle et sereine, soudain bouleversée par l'intolérance et la répression. Bakauga, une très vieille femme, assise devant sa case, sur un fauteuil qui lui fut, dit-elle, donné par le général Gallieni, et un jeune garçon, Solo, frère de Lehidry, transforment les faits auxquels ils assistent et participent, en légende de l'insurrection.

Raymond Rajaonarivelo a réalisé une sorte d'imagerie destinée moins à émouvoir qu'à fixer la crise insurrectionnelle dans la vie quotidienne d'une communauté rurale isolée, moralement et physiquement détruite.

JACQUES SICIER.

« Cheeseburger film sandwich » de John Landis

A la paresseuse

Par suite d'une fausse manœuvre, un zappeur impatient en caleçon se trouve projeté à l'intérieur de sa télévision, et, selon le principe du petit bonhomme promenant son pot de fleurs dans les séquences d'*Helzapoppin*, traverse toutes sortes d'émissions. Ce qui permet de les parodier.

Un grand nombre de vedettes, dont Michèle Pfeiffer, Rossana Arquette et son partenaire de *After Hours*, ont participé à ce divertissement tourné dans le style et l'économie des sit-coms. Si bien que la pauvreté tue souvent le comique.

Il serait plus efficace s'il s'exerçait sur les meilleurs audimats des chaînes françaises, comme, avec plus de punch d'ailleurs, le faisaient les Nuls.

Il semble que le secret du comique trépidant se soit perdu. Pas seulement parce que la télé tédit ce qui passe par elle, mais par l'effet d'une paresseuse négligence. En fait, si les films perdent beaucoup sur le petit écran, la réciproque est vraie.

Dans ce pot-pourri pourtant, les séquences les plus drôles sont celles qui pastichent les soirées pour « cinéphiles » où l'on diffuse des feuilletons miteux genre « Star Trek » du pauvre des années 60, avec les couleurs qui bavent, ou des films des années 30 en noir et blanc, achetés au poids, avec la pellicule rayée, les images qui sautent. On se croirait aux divers ciné-clubs de chez nous.

C. G.

LETTRES

Mort accidentelle de l'écrivain algérien Mouloud Mammeri

L'écrivain et anthropologue algérien Mouloud Mammeri a trouvé la mort dans la nuit du 25 au 26 février dans un accident de la route, près de Ain-Defla, à 200 kilomètres environ à l'ouest de la capitale.

Né en décembre 1917 dans une famille aisée à Taourirt-Mimoun en Haute-Kabylie, Mouloud Mammeri était le doyen des écrivains algériens francophones. Après des études à Rabat, Alger et au lycée Louis-le-Grand à Paris, il participe durant la guerre aux combats en France et en Italie. Revenu en Algérie en 1947, il devient professeur de lettres puis, après l'indépendance, professeur d'ethnographie maghrébine à l'université d'Alger. Mouloud Mammeri dirigeait en outre le Centre de recherches anthropologiques, préhistoriques et ethnographiques du Barde.

Auteur d'une *Grammaire berbère* (1976) et d'un choix de *Poèmes kabyles anciens* (éditions Maspéro, 1980), traducteur des *ISEFRA: poèmes de Si Mohand-ou-Mhand* (La Découverte 1982), Mouloud Mammeri considérait la langue

française comme « un instrument d'expression absolument indispensable » (1). C'est dans cette langue qu'il a transposé, dans quatre romans, l'histoire de l'Algérie contemporaine : *La Colline oubliée*, 1952, prix des quatre jurys, *Le Sommeil du juste*, 1955, *L'Opium et le Bâton*, 1965, dont un film a été tiré, et enfin, en 1982, *La Traversée* (Plon). Mammeri est également l'auteur de deux pièces de théâtre.

Homme de grande culture, jouissant du respect et de l'estime dans tout le Maghreb, Mouloud Mammeri n'était nullement un activiste. Pourtant, l'interdiction en mars 1980 d'une conférence sur la poésie kabyle ancienne qu'il devait prononcer à l'université de Tizi-Ouzou mettait le feu aux poudres et déclenchait des émeutes en Kabylie. Le professeur serinait le « mauvais génie des pyromanes »...

P. Ka.

(1) Entretien accordé à Jean-Claude Abadie (*Le Monde* du 25-30 mars 1981). Un texte de Mouloud Mammeri, *Le Désert arabe*, a également été publié dans *Le Monde* (16-17 août 1981).

Décès d'André Dalmas

On apprend la mort de l'écrivain André Dalmas, le dimanche 19 février à Paris. Il était âgé de quatre-vingts ans.

Ingénieur honoraire de la SNCF, André Dalmas était codirecteur du *Nouveau Commerce*. Avec sa femme, il avait fondé cette revue en 1963. Elle publiait des textes d'une grande qualité et s'inscrivait dans la tradition de l'ancien *Commerce*. André Dalmas reconnaissait sa dette à l'égard de Jean Paulhan, qui figurait d'ailleurs au sommaire du premier numéro, avec André Pieyre de Mandiargues et Georges Perros. *Le Nouveau Commerce* accueillait ensuite Julien Gracq, Cioran, Emmanuel Lévinas, Maurice Blanchot et beaucoup d'autres écrivains qui se rejoignaient par leur exigence littéraire.

En 1971, une association des Amis du Nouveau Commerce allait se constituer. Elle apporterait son concours à la revue et au travail d'édition entrepris par André Dalmas et sa femme, à partir de 1976. Outre les cahiers du *Nouveau Commerce*, ils allaient, en effet, publier des petits livres qui se distinguaient par leur aspect précieux et artisanaux.

André Dalmas a lui-même écrit plusieurs ouvrages : des romans comme *l'Arrière-Monde* (Tchou, 1968), des proses poétiques comme *Histoire d'écriture* (Le Nouveau Commerce, 1986) et une biographie d'*Évariste Galois* (Le Nouveau Commerce, 1983). André Dalmas était également critique littéraire. Il avait collaboré au « Monde des livres » durant plusieurs années.

★ La prochaine livraison du *Nouveau Commerce* sortira en avril.

NOTES

Festival du court métrage à Brest...

Vingt et un films retenus parmi plus de deux cents propositions. « Côte ouest », l'association organisatrice du 4^e Festival du court métrage de Brest qui s'est achevé samedi 25 février, a dû faire une sélection impitoyable. La production est particulièrement riche, à la mesure d'un genre qui fait des émules, car il permet aux jeunes réalisateurs de faire leurs classes.

Pas de dénominateur commun entre tous ces films mais, cette année, une tendance au fantastique ; à l'humour noir et au morbide. Deux enfants tentent de faire disparaître le corps de leur mère (*le Fardeau*), les méseures d'un fossoyeur (*Ane-nou*), ou encore poésie et angoisse en hommage à Hitchcock et Prévert (*le Porte-plume*).

Le jury, présidé par Yves Boisset, a attribué le grand prix à *New York 1933*, de Michel Ferrand-Lalaye, celui de l'interprétation à Stéphanie Schwartzbrod dans *Une femme pour l'hiver*.

Les organisateurs veulent européaniser leur festival. Après les Britanniques l'an passé, les Espagnols sont venus avec une sélection de jeunes espoirs, cependant qu'on pouvait découvrir aussi l'underground américain, le cinéma breton, plus une série de quatorze films de Georges Méliès.

Le festival brestois pourrait maintenant déboucher sur la création dans le Finistère d'un enseignement du cinéma.

GABRIEL SIMON.

...et du cinéma nordique à Rouen

Inauguré, l'an dernier, avec un beau succès public, à Rouen, le Festival du cinéma nordique va s'y tenir pour la deuxième fois du 28 février (soirée d'ouverture avec la présentation de *Katinka*, de Max von Sydow) au 7 mars. Neuf films sont en compétition : *L'Héritage*, de Pekka Parikka et *Tuuli*, de Matti Kassila, pour la Finlande ; *le Palais de glace*, de Per Blom, pour la Norvège ; *l'Ombre du corbeau*, de Hifran

Gunnlaugsson, pour l'Islande ; *les Franciers* (d'après Strindberg), de Stefan Böhm, Kove Hjeltn, John O. Olsson, *Un film dangereux*, de Suzanne Osten, et *Hip Hip Hurray*, de Kjell Grede pour la Suède ; *Paradis et enfer*, de Morten Anfred, et *Baby Doll*, de Jon Bang Carlsen, pour le Danemark. Tous ces films sont des productions récentes. Un grand prix de 100 000 francs, offert par la FNAC sera attribué au distributeur français du film primé par le jury (où l'on annonce Gérard Blain, Michel Deville ; Jean-Charles Tachella, Hélène Vincent, Evelyn Buyle, Hervé Bazin, Carole Laure, Lewis Furey).

Le Festival propose également un hommage à Max von Sydow (une douzaine de films) une rétrospective du cinéma finlandais 1945-1959, une rétrospective du cinéma finlandais Risto Jarva, six films muets norvégiens des années 20, et les films nordiques primés au Festival de Cannes de 1951 à 1988.

★ Renseignements : Festival du cinéma nordique, 32 A, rue Saint-Nicolas, 76000 Rouen. Tél. : (16) 35-98-28-46. Délégué général : Jean-Michel Mosgrodien.

Le 13^e Printemps de Bourges du 1^{er} au 9 avril 89



INFOS/LOCATIONS (16) 48 24 30 50

MINITEL 3615 + PDB

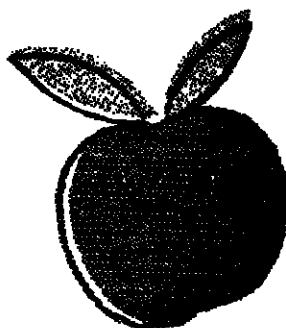
LOCATIONS PARIS VIRGIN MEGASTORE

52-60 AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES 75008.

METRO FRANKLIN-ROOSEVELT - TOUS LES JOURS

DE 10 H A 24 H - DIMANCHE DE 12 H A 24 H

100 CONCERTS, 250 ARTISTES, DONT
HIGELIN ■ LES NEGRESSES VERTES ■ GAMINE ■ FRONT 242 ■ STEVIE WONDER
CHARLIE COUTURE ■ DOCTOR JOHN ■ KASSAV ■ NOUGARO
KOOL AND THE GANG ■ CHEB KHALED ■ RENAUD ■ NICK CAVE ■ LA MANO NEGRA
PAPA WEMBA ■ WILLY DEVILLE ■ THE POGUES ■ ETIENNE DAHO
WOMACK & WOMACK ■ THE INMATES ■ MAXIME LE FORESTIER ■ SMAIN
AINSI QUE
LA NUIT DES PUBLIVORES ■ WORLD MUSIC ■ HOUSE MUSIC
ROCK SOVIETIQUE ■ ROCK CHINOIS ■ ET 66 ARTISTES « DECOUVERTES »...



EUROPE 1

LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION ■ JEUNESSE ET SPORTS ■ LA VILLE DE BOURGES ■ LE CONSEIL RÉGIONAL DU CENTRE ■ LE CONSEIL GÉNÉRAL DU CHER ■ LA MAISON DE LA CULTURE DE BOURGES ■ INFORMATISE AVEC FESTILOG DE LOGAP

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ Ou peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 27 février

TF 1

20.40 Téléfilm : L'ivresse de la métamorphose. D'Edouard Molinaro, d'après le roman de Stefan Zweig, avec Evelyn Boux, Niels Arestup (2^e partie). Christine, qui a retrouvé sa modeste condition de vie, fait la connaissance de Fernand, aussi désespéré qu'elle. 22.20 Magazine : Missions. De François de Closets, Richard Michel et Jean-Marie Perhous. Thème : Programmes scolaires, le gavage des élèves. Que faut-il apprendre ? Et à quel rythme ? 23.40 Journal et Météo. 0.00 Magazine : Minit Sport.

A 2

20.35 Le grand échiquier : de Moscou à Leningrad. Émission présentée par Jacques Chancel. Avec l'orchestre philharmonique de Leningrad, direction Vladimir Tamirkonov, Les Chœurs de Moscou, Les Ballets Mtsessiev, le violoniste Vladimir Spivakov, le pianiste Platonov, Maïa Plisetskaja, le ténor Vladimir Atlantov, le pianiste Mikhaïl Rudy, Yves Duteil, Michel Legrand, Claude Bolling, Jean-Loup Chénier. 22.25 Flash d'informations. 23.30 Documentaire : Clés Pagnol. De Pierre Tchernia. Entretien avec Marcel Pagnol enregistré en 1973 à Paris, à Saint-Tropez, à La Gaieté et nombreux extraits de ses films. 23.40 Informations : 24 heures sur la 2. 0.00 Météo. 0.05 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

20.35 Cinéma : Fantômes contre Scotland Yard □ Film français d'André Huneault (1967). Avec Jean Marais, Louis de Funès, Mylène Demongeot. Le commissaire Juve et le journaliste Fandor viennent en Écosse pour protéger de riches châteaux dont Fantômes menace la fortune. Malgré l'agitation de Louis de Funès, cette comédie policière est bien normée. 22.30 Journal. 23.45 Magazine : Océaniques. Quelle gauche ? Quelle Europe ? Avec Georges Benamou, Régis Debray, Alain Minc. 23.40 Musique, musique.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Drôle de couple □ Film américain de Gene Saks (1968). Avec Jack Lemmon, Walter Matthau, Monica Evans. 22.15 Flash d'informations. 22.20 Magazine : Boba-golf. A 22.20, football : à 23.30, golf : à 23.30, basket-ball. 0.45 Cinéma : Une créature de rêve □ Film américain de John Hughes (1985). Avec Anthony Michael Hall, Kelly Le Brock. 2.15 Série : Max Headroom.

LA 5

20.30 Téléfilm : Hellinger mène l'enquête. Les investigations d'un avocat réputé. 22.30 Les rubriques de Sangria.

Mardi 28 février

TF 1

14.30 Feuilleton : Les misérables. 15.25 Série : Drôles d'histoires. 15.50 Variétés : La chance aux chansons. 16.30 Club Dorothée. 17.50 Série : Matt Houston. 18.45 Avis de recherche. 18.50 Feuilleton : Sauto-Barbara. 19.20 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Le bébé show. 20.00 Journal. Météo et Tapis vert. 20.40 Cinéma : la Guerre du feu ■■■ Film franco-américain-canadien de Jean-Jacques Annaud (1981). Avec Everett McGill, Rae Dawn Chong, Ron Perlman. Le feu est venu sur la terre. Les hommes ont découvert les trois guerriers portés à la recherche d'une flamme pour le ranimer. Cette adaptation d'un roman de J.-H. Rosny aîné, tournée entièrement en décors naturels, nous ramène à l'âge de pierre et aux débuts de l'humanité primitive qui commencent à se détacher de l'animal. On y voit d'extraordinaires reconstitutions, parlant à l'imagination, et recréant nos lointains ancêtres. Et l'on est très ému. 22.20 Magazine : Clé, mon mardi ! Présenté par Christophe Declavanne. Invité : Jean-Pierre Bacri. 23.40 Journal et Météo. 0.00 Magazine : Livres en tête. De Joseph Poli et Jacques Duquesne. 0.10 Série : Drôles d'histoires. Intrigues : La dernière des crapules. 0.35 Documentaire : Histoires naturelles. La chasse à l'arc.

A 2

14.10 Feuilleton : Un seul être vous manque. 15.10 Magazine : Du côté de chez Fred. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 16.55 Flash d'informations. 17.00 Magazine : Graffiti. 17.55 Série : L'homme qui tombe à pic. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Plaisir de rire : La baby-sitter. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Cinéma : la Soupe aux choux □ Film français de Jean Girault (1981). Avec Louis de Funès, Jean Carmet, Jacques Villeret. Un extraterrestre atterrit chez deux vieux paysans du Bourbonnais, unis par le goût du vin rouge et de la soupe aux choux. Un brouet nausabond, une force grossière. Et qu'on ne vienne pas parler de tradition rabelaisienne ! 22.15 Flash d'informations. 22.20 Magazine : Stars à la barre. De Catherine Berna et Thierry Ardisson, présenté par Daniel Biliand. Thème : « La fiscalité ». Invité : René Monory. 23.35 Informations : 24 heures sur la 2. 23.55 Météo. 0.00 Magazine : Strophes. De Bernard Pivot. 0.15 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

14.30 Magazine : C'est pas juste. 15.30 Magazine : Télé-Caroline. 17.00 Flash d'informations : Spécial Jeune. De 17.05 à 18.30 Annuaire 3. 17.05 Dessin animé : Petit ours brun. 17.06 Croc note show. 17.10 Série : Conan, le fils du futur. 17.35 Dessin animé : Signé Cat's eyes. 18.00 Ascenseur pour l'aventure. 18.05 Magazine : Drevet, c'est la machine. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. 19.55 Dessin animé : Il était une fois la vie. 20.07 Jeu : La classe. 20.25 INC. 20.35 Téléfilm : L'impossible évasion. De David Lowell Rich. Avec Robert Urich, Carl Weathers. La fuite de deux évadés liés par des menottes. L'un est blanc, l'autre noir. 22.10 Journal. 22.35 Télévision régionale.

CANAL PLUS

15.10 Pochettes surprises. 15.40 Cinéma : la Maison de Jeanne □ Film français de Magali Clément (1987). Avec Christine Boisson, Benoît Régent, Jean-Pierre Buisson. 17.05 Magazine : Avance sur image. 17.40 Calyon cadis. 18.25 Dessin animé : Virgile. 18.30 Dessin animé : Ca cartoon. 18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50. 19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.30 Cinéma : Mission ■■ Film anglais de Roland Joffé (1986). Avec Robert

23.00 Série : Le voyageur. 23.30 Téléfilm : Maléfices. Une sorcière surgit dans la vie d'un homme et lui ordonne de tuer sa femme. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Téléfilm : Maléfices (suite). 0.30 Capitalise. Feuille (rediff.). 1.20 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.15 Boulevard des clips. 2.30 Tendre et passion (rediff.). 3.00 Journal de la nuit. 3.10 Vive la vie ! (rediff.). 3.50 Feuilleton : Dominique. 4.15 Voisins, voisins (rediff.). 5.15 Musique : Aria de rêve.

M 6

20.35 Cinéma : A bout de souffle made in USA □ Film américain de Jim McBride (1983). Avec Richard Gere, Valérie Kaprisky, William Tepper. Pour retrouver, à Los Angeles, une fille qu'il aime, un jeune homme vole une voiture à Las Vegas, abat un policier en cours de route, et essaie de vivre sa passion tout en étant traqué. Un petit polar à la mise en scène nerveuse, dont le ton est de s'être voulu la version américaine 1980 d'A bout de souffle. Le film de Godard n'était pas seulement un sujet, mais un langage cinématographique moderne. 22.15 Série : L'homme de fer. 23.05 Six minutes d'informations. 23.15 Magazine : Club 6. De Pierre Bouteiller. 0.15 Magazine : Jazz 6. De Philippe Adler. 0.40 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Malaventure (21^e épisode). 2.10 Anne, jour après jour (21^e épisode). 2.25 Magazine : Quand la science mène l'enquête (rediff.). 3.15 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 3.40 M6 aime le cinéma (rediff.). 4.30 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 4.55 Malaventure (rediff.). 5.05 Anne, jour après jour (rediff.). 5.20 Poly en Tunisie (5^e épisode). 5.45 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat. L'Etat bloqué par le haut. 21.30 Dramatique. Le candidat Chutes Lavie, de Jean-Pierre Ostende. 22.40 Côté d'amour. Coup de cœur. 0.05 De jour au lendemain. 0.50 Musique : De Pierre Barouh et Saravah, un homme et une firme.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollo. Concert de l'UER (en direct du Grand Auditorium) : Suite pour ordinateur. Little Boy. De Risset. Rouge mort, de Parmegiani. Symphonie pour un homme seul, de Schaeffer-Henry. Moton-émotion, de Bayle. A 22.30, Concerto vocal. A 22.50, Les enregistrements d'Ignaz Friedman. A 23.07, Concerto pour violon et orchestre en mi mineur, de Konyus. A 23.20, Concerto pour piano et orchestre n° 5 en mi bémol majeur, op. 97, de Beethoven. 0.30 Dessins.

De Niro, Jeremy Irons, Ray McAnally. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Cinéma : Les Possédés □ Film français d'Andrzej Wajda (1987). Avec Isabelle Huppert, Lambert Wilson, Omar Sharif. 0.25 Cinéma : Candy Mountain ■■ Film belgo-franco-canadien de Robert Frank et Rudy Wurlitzer (1987). Avec Kevin J. O'Connor, Harris Yulin (v.o.). 1.55 Documentaire : France, six millions d'habitants ?

LA 5

14.45 Série : Bonanza. 15.45 Série : Capitaine Furillo. De 16.50 à 18.30 Dessins animés. 16.50 Karine, l'aventure du Nouveau Monde. 17.15 Eau magique. 17.40 Les défenseurs de la terre. 18.05 Dessin animé. 18.30 Boulevard et compagnie. 18.50 Journal Imprime. 19.00 Série : Deux filles à Miami. 20.00 Journal. 20.45 Cinéma : Un drôle de fil □ Film italien de Serge Corbucci (1980). Avec Terence Hill. Un policier qui a été exposé aux radiations d'une bombe au plutonium rouge devient une sorte de surhomme. On le charge de mettre fin aux activités d'une bande de faux-monnayeurs. Amusante parodie de Superman. Quelques gags dérivants. 20.40 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Le roman d'un catcheur (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Madame, êtes-vous libre ? (rediff.). 1.45 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie. 2.30 Tachisme et gags dérivants. 22.10 Téléfilm : Le roman d'un catcheur (suite).



MICRO HP : VOUS AVEZ LA VISION D'UN VIRTUOSE !

HP, LA VISION GLOBALE DE L'INFORMATIQUE

Quand on a une vision globale de l'informatique, on peut donner toute sa mesure à la micro-informatique.

Hewlett-Packard, experte dans l'intégration des micro-ordinateurs, vous propose la gamme micro-informatique la plus complète et la plus cohérente du marché.

Elle privilégie les standards et s'intègre harmonieusement dans le système informatique de votre entreprise.

La qualité et la fiabilité de nos produits sont notre plus grande exigence. C'est pour cela que nous jouons déjà sans aucune fausse note dans de nombreuses entreprises.

Contactez un de nos distributeurs agréés ou téléphonez au Centre d'Informations Commerciales : (1) 60.77.42.52.

TOUJOURS AVEC VOUS

**hp HEWLETT
PACKARD**

هكذا من الأصل

Communication

L'essor de la messagerie et de la télématique vocales

Les nouvelles boîtes à paroles

Alors que la communication écrite a pleinement profité des progrès de la technologie grâce notamment à la télématique ou à la généralisation de la télécopie et du télex, la parole, reste encore le plus souvent cantonné aux réunions, au téléphone ou à la diffusion unilatérale par la radio. Mais, informatisée à l'appui, messagerie ou serveurs vocaux se proposent d'ouvrir de nouvelles... voies.

Une messagerie vocale rassemble un certain nombre de « boîtes aux lettres » (de moins de 100 sur un micro-ordinateur à plus de 10 000 sur un gros système spécifique). Chaque titulaire d'une « boîte » peut écouter les messages oraux reçus, les stocker, y répondre, envoyer des messages à un ou plusieurs correspondants, avec ou sans accusé de réception, être prévenu automatiquement de messages en attente, etc. Bref, il peut traiter son « courrier » oral quand et où il le souhaite, avec des fonctions beaucoup plus sophistiquées que celles du simple répertoire téléphonique : ainsi, tous les appels sont datés et des accès à la messagerie, on peut écouter la liste des expéditeurs pour gérer ses priorités, ou assurer bien sûr la confidentialité des informations grâce à des clés...

Ces « boîtes à paroles » ont vu le jour grâce à la baisse de coût des mémoires informatiques, car même sous forme numérique, la parole occupe un volume de stockage informatique près de mille fois plus important que le texte écrit. Leurs avantages sont multiples, quand on sait que souvent plus de la moitié des appels téléphoniques en entreprise n'aboutissent pas directement. Outre qu'il est émis à toute heure de n'importe quelle cabine, le message téléphonique est en général plus concis qu'un appel direct, tout en gardant les avantages de la voix, avec ses nuances et sans déranger le destinataire.

Cette concision et la suppression des appels sans réponse entraî-

nent une réduction des frais téléphoniques souligne Cyril Voldice, de la société Outside Technologies, et l'envoi à une liste de destinataires d'un même message permet par exemple à telle société de micro-informatique de prévenir dans la matinée ses deux cent cinquante agents commerciaux.

Ouvert dès 1978 aux États-Unis, le marché de l'interactivité vocale touchait, d'après Forbes, plus de mille entreprises et deux cent cinquante mille utilisateurs réguliers pour un chiffre d'affaires de 600 millions de dollars, en 1987. Belle croissance ! Mais attention aux illusions, car on prévoyait 6 milliards de dollars dès 1985, les estimations ayant maintenant été pratiquement raménées à 3 milliards pour les années 90 aux États-Unis. Une étude récente du cabinet Bismackintosh recense 50 000 boîtes vocales en France, et en prévoit 315 000 en 1993.

Le marché français a émergé doucement de 1983 à 1987, et décolle seulement maintenant, prévient Jean-Paul Vasseur, dont la société CRIS fonde en 1982 a installé le premier système interactif public à Bagnac. Car ces nouvelles technologies doivent venir s'intégrer à l'organisation existante pour vaincre des obstacles psychologiques. Selon Jean-Paul Vasseur, la messagerie vocale trouve son véritable intérêt quand elle est reliée à un autocommutateur d'entreprise, car c'est un complément évident à la téléphonie professionnelle, notamment grâce au renvoi automatique vers la messagerie en cas d'absence du destinataire d'un appel.

Au départ réservée aux grandes entreprises (IBM et Bull en sont par exemple équipées), la messagerie vocale s'ouvre maintenant aux PME ou aux professions libérales : on peut louer une boîte vocale à partir de 200 francs par mois, et l'offre de systèmes clés en main s'élargit tout en baissant les prix.

Mais la véritable percée dans le grand public du téléphone « intelligent » viendra probablement des serveurs interactifs vocaux. En pra-

notant sur les touches de son téléphone, l'utilisateur d'un tel serveur accède aux informations qu'il souhaite, et peut même répondre à un message ou commander un objet. Par exemple, Air France a un journal interne de quatre-vingt-dix rubriques, bientôt complété par des petites annonces internes avec réponse automatique.

Les usagers des transports de Blarrie peuvent, eux, s'adresser à « Cristobal ». En précisant, avec le clavier de leur téléphone leur point de départ, d'arrivée et l'heure souhaitée, ils obtiennent instantanément confirmation par la voix enregistrée et recomposée d'une hôtesses du passage d'un bus ou d'un taxi.

Electeurs au bout du fil

Antoine Canque, candidat PS à la mairie de Jouy-le-Moutiers, utilise pour sa campagne l'Agoraphone de la société Conseil Nouveaux Médias. Accueilli par un message politique, l'électeur qui téléphone peut accéder aux données du candidat sur les jeunes, la qualité de la vie, la culture, etc., avant de laisser ses coordonnées ou une question.

La vogue du téléachat devrait elle aussi trouver son bonheur dans les serveurs vocaux, complémentaires du minitel ou du téléphone simple.

L'essor conjoint de la télématique et de l'interactivité vocale engendra même des hybrides. Avec le système Votex, on peut consulter sur son minitel un graphique ou un texte, et entendre en parallèle les commentaires sonores. Quant au service télématique Vocale, il transmet par une voie synthétique, à l'heure et au numéro de téléphone de votre choix, un message tapé sur votre minitel.

Dernier venu sur le marché, Auditel, le service grand public de téléconférence, lance la jeune société Genesys, innovant par sa démarche commerciale. Muni d'une carte vendue dans les bureaux de tabac, au dos de laquelle figure un numéro confidentiel, l'utilisateur peut rejoindre plusieurs correspondants déjà branchés pour converser en anglais, parler de rock ou consulter un voyant, etc., voire créer son propre groupe d'intérêt. Accessible avec un simple téléphone, mais disposant aussi d'une partie minitel pour naviguer entre les services, Auditel veut recréer pour la voix le phénomène du kiosque télématique, en hébergeant des services « édités » par des partenaires extérieurs, et en gérant globalement la facturation.

Au-delà de l'information ou des jeux, la même technologie va s'appliquer à des cours collectifs (notamment de langues) et plus généralement à tous ceux — notamment professionnels — qui veulent créer des réunions téléphoniques, ouvertes ou fermées, sans avoir à passer par les procédures et les réservations de France-Télécom.

De la politique à la formation, du commerce à l'information, le téléphone, que le minitel a peut-être trop occulté en France, a encore plus d'un tour dans son combiné.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Correspondant du « Monde » à Nancy

Jean-Louis Bemer est mort

Jean-Louis Bemer, chef de l'agence du *Républicain lorrain* à Nancy et correspondant du *Monde* pour Nancy et la Meurthe-et-Moselle, est mort le samedi 25 février. Depuis plusieurs mois, il était atteint d'une tumeur au cerveau qui, après une courte rémission, l'a finalement emporté.

Né en 1951 à Bizerte, en Tunisie, Jean-Louis Bemer fit ses études à Metz, puis à Nancy, où il obtint une licence en psychologie. C'est au retour d'un voyage au Brésil qu'il publia son premier reportage dans la *Liberté de l'Est* et commença sa carrière de journaliste comme pigiste dans plusieurs quotidiens ou hebdomadaires, avant d'entrer au *Républicain lorrain*, dont il devint en janvier 1983 le chef de l'agence nancéienne. Il était correspondant du *Monde* depuis mai 1979.

Très au fait des questions médiatiques, Jean-Louis Bemer était devenu, au fil des ans, un de ces journalistes complets qui font la richesse de la presse régionale. Il connaissait sa ville et son département sur le bout des doigts et savait, à l'occasion, les juger. Nos lecteurs ont d'ailleurs pu apprécier largement son talent dans le dossier spécial que le *Monde* publia en mai 1987 sur Nancy au futur, et dont il fut le principal artisan.

Jean-Louis Bemer était marié et père de Justine, dix ans, et Clément, sept ans. A ses côtés se trouvaient ses deux enfants, le *Monde* dit son émotion et sa sympathie.

Le Carnet du Monde

Décès

Nous avons appris la mort de
Henri AIGUEPERCE,

à l'âge de quatre-vingt-six ans.

(Le Monde des 26-27 février.)

(Né le 23 novembre 1922, à Saint-Médard (Haute-Vienne), M. Henri Aigueperce est instituteur en Haute-Vienne de 1922. Secrétaire général du Syndicat national des instituteurs (SNI) de ce département en 1924, à partir du moment où il est élu président de ce syndicat, il est élu en 1930, réélu en 1933, réélu en 1936, réélu en 1939, réélu en 1942, réélu en 1945, réélu en 1948, réélu en 1951, réélu en 1954, réélu en 1957, réélu en 1960, réélu en 1963, réélu en 1966, réélu en 1969, réélu en 1972, réélu en 1975, réélu en 1978, réélu en 1981, réélu en 1984, réélu en 1987, réélu en 1990, réélu en 1993, réélu en 1996, réélu en 1999, réélu en 2002, réélu en 2005, réélu en 2008, réélu en 2011, réélu en 2014, réélu en 2017, réélu en 2020, réélu en 2023, réélu en 2026, réélu en 2029, réélu en 2032, réélu en 2035, réélu en 2038, réélu en 2041, réélu en 2044, réélu en 2047, réélu en 2050, réélu en 2053, réélu en 2056, réélu en 2059, réélu en 2062, réélu en 2065, réélu en 2068, réélu en 2071, réélu en 2074, réélu en 2077, réélu en 2080, réélu en 2083, réélu en 2086, réélu en 2089, réélu en 2092, réélu en 2095, réélu en 2098, réélu en 2101, réélu en 2104, réélu en 2107, réélu en 2110, réélu en 2113, réélu en 2116, réélu en 2119, réélu en 2122, réélu en 2125, réélu en 2128, réélu en 2131, réélu en 2134, réélu en 2137, réélu en 2140, réélu en 2143, réélu en 2146, réélu en 2149, réélu en 2152, réélu en 2155, réélu en 2158, réélu en 2161, réélu en 2164, réélu en 2167, réélu en 2170, réélu en 2173, réélu en 2176, réélu en 2179, réélu en 2182, réélu en 2185, réélu en 2188, réélu en 2191, réélu en 2194, réélu en 2197, réélu en 2200, réélu en 2203, réélu en 2206, réélu en 2209, réélu en 2212, réélu en 2215, réélu en 2218, réélu en 2221, réélu en 2224, réélu en 2227, réélu en 2230, réélu en 2233, réélu en 2236, réélu en 2239, réélu en 2242, réélu en 2245, réélu en 2248, réélu en 2251, réélu en 2254, réélu en 2257, réélu en 2260, réélu en 2263, réélu en 2266, réélu en 2269, réélu en 2272, réélu en 2275, réélu en 2278, réélu en 2281, réélu en 2284, réélu en 2287, réélu en 2290, réélu en 2293, réélu en 2296, réélu en 2299, réélu en 2302, réélu en 2305, réélu en 2308, réélu en 2311, réélu en 2314, réélu en 2317, réélu en 2320, réélu en 2323, réélu en 2326, réélu en 2329, réélu en 2332, réélu en 2335, réélu en 2338, réélu en 2341, réélu en 2344, réélu en 2347, réélu en 2350, réélu en 2353, réélu en 2356, réélu en 2359, réélu en 2362, réélu en 2365, réélu en 2368, réélu en 2371, réélu en 2374, réélu en 2377, réélu en 2380, réélu en 2383, réélu en 2386, réélu en 2389, réélu en 2392, réélu en 2395, réélu en 2398, réélu en 2401, réélu en 2404, réélu en 2407, réélu en 2410, réélu en 2413, réélu en 2416, réélu en 2419, réélu en 2422, réélu en 2425, réélu en 2428, réélu en 2431, réélu en 2434, réélu en 2437, réélu en 2440, réélu en 2443, réélu en 2446, réélu en 2449, réélu en 2452, réélu en 2455, réélu en 2458, réélu en 2461, réélu en 2464, réélu en 2467, réélu en 2470, réélu en 2473, réélu en 2476, réélu en 2479, réélu en 2482, réélu en 2485, réélu en 2488, réélu en 2491, réélu en 2494, réélu en 2497, réélu en 2500, réélu en 2503, réélu en 2506, réélu en 2509, réélu en 2512, réélu en 2515, réélu en 2518, réélu en 2521, réélu en 2524, réélu en 2527, réélu en 2530, réélu en 2533, réélu en 2536, réélu en 2539, réélu en 2542, réélu en 2545, réélu en 2548, réélu en 2551, réélu en 2554, réélu en 2557, réélu en 2560, réélu en 2563, réélu en 2566, réélu en 2569, réélu en 2572, réélu en 2575, réélu en 2578, réélu en 2581, réélu en 2584, réélu en 2587, réélu en 2590, réélu en 2593, réélu en 2596, réélu en 2599, réélu en 2602, réélu en 2605, réélu en 2608, réélu en 2611, réélu en 2614, réélu en 2617, réélu en 2620, réélu en 2623, réélu en 2626, réélu en 2629, réélu en 2632, réélu en 2635, réélu en 2638, réélu en 2641, réélu en 2644, réélu en 2647, réélu en 2650, réélu en 2653, réélu en 2656, réélu en 2659, réélu en 2662, réélu en 2665, réélu en 2668, réélu en 2671, réélu en 2674, réélu en 2677, réélu en 2680, réélu en 2683, réélu en 2686, réélu en 2689, réélu en 2692, réélu en 2695, réélu en 2698, réélu en 2701, réélu en 2704, réélu en 2707, réélu en 2710, réélu en 2713, réélu en 2716, réélu en 2719, réélu en 2722, réélu en 2725, réélu en 2728, réélu en 2731, réélu en 2734, réélu en 2737, réélu en 2740, réélu en 2743, réélu en 2746, réélu en 2749, réélu en 2752, réélu en 2755, réélu en 2758, réélu en 2761, réélu en 2764, réélu en 2767, réélu en 2770, réélu en 2773, réélu en 2776, réélu en 2779, réélu en 2782, réélu en 2785, réélu en 2788, réélu en 2791, réélu en 2794, réélu en 2797, réélu en 2800, réélu en 2803, réélu en 2806, réélu en 2809, réélu en 2812, réélu en 2815, réélu en 2818, réélu en 2821, réélu en 2824, réélu en 2827, réélu en 2830, réélu en 2833, réélu en 2836, réélu en 2839, réélu en 2842, réélu en 2845, réélu en 2848, réélu en 2851, réélu en 2854, réélu en 2857, réélu en 2860, réélu en 2863, réélu en 2866, réélu en 2869, réélu en 2872, réélu en 2875, réélu en 2878, réélu en 2881, réélu en 2884, réélu en 2887, réélu en 2890, réélu en 2893, réélu en 2896, réélu en 2899, réélu en 2902, réélu en 2905, réélu en 2908, réélu en 2911, réélu en 2914, réélu en 2917, réélu en 2920, réélu en 2923, réélu en 2926, réélu en 2929, réélu en 2932, réélu en 2935, réélu en 2938, réélu en 2941, réélu en 2944, réélu en 2947, réélu en 2950, réélu en 2953, réélu en 2956, réélu en 2959, réélu en 2962, réélu en 2965, réélu en 2968, réélu en 2971, réélu en 2974, réélu en 2977, réélu en 2980, réélu en 2983, réélu en 2986, réélu en 2989, réélu en 2992, réélu en 2995, réélu en 2998, réélu en 3001, réélu en 3004, réélu en 3007, réélu en 3010, réélu en 3013, réélu en 3016, réélu en 3019, réélu en 3022, réélu en 3025, réélu en 3028, réélu en 3031, réélu en 3034, réélu en 3037, réélu en 3040, réélu en 3043, réélu en 3046, réélu en 3049, réélu en 3052, réélu en 3055, réélu en 3058, réélu en 3061, réélu en 3064, réélu en 3067, réélu en 3070, réélu en 3073, réélu en 3076, réélu en 3079, réélu en 3082, réélu en 3085, réélu en 3088, réélu en 3091, réélu en 3094, réélu en 3097, réélu en 3100, réélu en 3103, réélu en 3106, réélu en 3109, réélu en 3112, réélu en 3115, réélu en 3118, réélu en 3121, réélu en 3124, réélu en 3127, réélu en 3130, réélu en 3133, réélu en 3136, réélu en 3139, réélu en 3142, réélu en 3145, réélu en 3148, réélu en 3151, réélu en 3154, réélu en 3157, réélu en 3160, réélu en 3163, réélu en 3166, réélu en 3169, réélu en 3172, réélu en 3175, réélu en 3178, réélu en 3181, réélu en 3184, réélu en 3187, réélu en 3190, réélu en 3193, réélu en 3196, réélu en 3199, réélu en 3202, réélu en 3205, réélu en 3208, réélu en 3211, réélu en 3214, réélu en 3217, réélu en 3220, réélu en 3223, réélu en 3226, réélu en 3229, réélu en 3232, réélu en 3235, réélu en 3238, réélu en 3241, réélu en 3244, réélu en 3247, réélu en 3250, réélu en 3253, réélu en 3256, réélu en 3259, réélu en 3262, réélu en 3265, réélu en 3268, réélu en 3271, réélu en 3274, réélu en 3277, réélu en 3280, réélu en 3283, réélu en 3286, réélu en 3289, réélu en 3292, réélu en 3295, réélu en 3298, réélu en 3301, réélu en 3304, réélu en 3307, réélu en 3310, réélu en 3313, réélu en 3316, réélu en 3319, réélu en 3322, réélu en 3325, réélu en 3328, réélu en 3331, réélu en 3334, réélu en 3337, réélu en 3340, réélu en 3343, réélu en 3346, réélu en 3349, réélu en 3352, réélu en 3355, réélu en 3358, réélu en 3361, réélu en 3364, réélu en 3367, réélu en 3370, réélu en 3373, réélu en 3376, réélu en 3379, réélu en 3382, réélu en 3385, réélu en 3388, réélu en 3391, réélu en 3394, réélu en 3397, réélu en 3400, réélu en 3403, réélu en 3406, réélu en 3409, réélu en 3412, réélu en 3415, réélu en 3418, réélu en 3421, réélu en 3424, réélu en 3427, réélu en 3430, réélu en 3433, réélu en 3436, réélu en 3439, réélu en 3442, réélu en 3445, réélu en 3448, réélu en 3451, réélu en 3454, réélu en 3457, réélu en 3460, réélu en 3463, réélu en 3466, réélu en 3469, réélu en 3472, réélu en 3475, réélu en 3478, réélu en 3481, réélu en 3484, réélu en 3487, réélu en 3490, réélu en 3493, réélu en 3496, réélu en 3499, réélu en 3502, réélu en 3505, réélu en 3508, réélu en 3511, réélu en 3514, réélu en 3517, réélu en 3520, réélu en 3523, réélu en 3526, réélu en 3529, réélu en 3532, réélu en 3535, réélu en 3538, réélu en 3541, réélu en 3544, réélu en 3547, réélu en 3550, réélu en 3553, réélu en 3556, réélu en 3559, réélu en 3562, réélu en 3565, réélu en 3568, réélu en 3571, réélu en 3574, réélu en 3577, réélu en 3580, réélu en 3583, réélu en 3586, réélu en 3589, réélu en 3592, réélu en 3595, réélu en 3598, réélu en 3601, réélu en 3604, réélu en 3607, réélu en 3610, réélu en 3613, réélu en 3616, réélu en 3619, réélu en 3622, réélu en 3625, réélu en 3628, réélu en 3631, réélu en 3634, réélu en 3637, réélu en 3640, réélu en 3643, réélu en 3646, réélu en 3649, réélu en 3652, réélu en 3655, réélu en 3658, réélu en 3661, réélu en 3664, réélu en 3667, réélu en 3670, réélu en 3673, réélu en 3676, réélu en 3679, réélu en 3682, réélu en 3685, réélu en 3688, réélu en 3691, réélu en 3694, réélu en 3697, réélu en 3700, réélu en 3703, réélu en 3706, réélu en 3709, réélu en 3712, réélu en 3715, réélu en 3718, réélu en 3721, réélu en 3724, réélu en 3727, réélu en 3730, réélu en 3733, réélu en 3736, réélu en 3739, réélu en 3742, réélu en 3745, réélu en 3748, réélu en 3751, réélu en 3754, réélu en 3757, réélu en 3760, réélu en 3763, réélu en 3766, réélu en 3769, réélu en 3772, réélu en 3775, réélu en 3778, réélu en 3781, réélu en 3784, réélu en 3787, réélu en 3790, réélu en 3793, réélu en 3796, réélu en 3799, réélu en 3802, réélu en 3805, réélu en 3808, réélu en 3811, réélu en 3814, réélu en 3817, réélu en 3820, réélu en 3823, réélu en 3826, réélu en 3829, réélu en 3832, réélu en 3835, réélu en 3838, réélu en 3841, réélu en 3844, réélu en 3847, réélu en 3850, réélu en 3853, réélu en 3856, réélu en 3859, réélu en 3862, réélu en 3865, réélu en 3868, réélu en 3871, réélu en 3874, réélu en 3877, réélu en 3880, réélu en 3883, réélu en 3886, réélu en 3889, réélu en 3892, réélu en 3895, réélu en 3898, réélu en 3901, réélu en 3904, réélu en 3907, réélu en 3910, réélu en 3913, réélu en 3916, réélu en 3919, réélu en 3922, réélu en 3925, réélu en 3928, réélu en 3931, réélu en 3934, réélu en 3937, réélu en 3940, réélu en 3943, réélu en 3946, réélu en 3949, réélu en 3952, réélu en 3955, réélu en 3958, réélu en 3961, réélu en 3964, réélu en 3967, réélu en 3970, réélu en 3973, réélu en 3976, réélu en 3979, réélu en 3982, réélu en 3985, réélu en 3988, réélu en 3991, réélu en 3994, réélu en 3997, réélu en 4000, réélu en 4003, réélu en 4006, réélu en 4009, réélu en 4012, réélu en 4015, réélu en 4018, réélu en 4021, réélu en 4024, réélu en 4027, réélu en 4030, réélu en 4033, réélu en 4036, réélu en 4039, réélu en 4042, réélu en 4045, réélu en 4048, réélu en 4051, réélu en 4054, réélu en 4057, réélu en 4060, réélu en 4063, réélu en 4066, réélu en 4069, réélu en 4072, réélu en 4075, réélu en 4078, réélu en 4081, réélu en 4084, réélu en 4087, réélu en 4090, réélu en 4093, réélu en 4096, réélu en 4099, réélu en 4102, réélu en 4105, réélu en 4108, réélu en 4111, réélu en 4114, réélu en 4117, réélu en 4120, réélu en 4123, réélu en 4126, réélu en 4129, réélu en 4132, réélu en 4135, réélu en 4138, réélu en 4141, réélu en 4144, réélu en 4147, réélu en 4150, réélu en 4153, réélu en 4156, réélu en 4159, réélu en 4162, réélu en 4165, réélu en 4168, réélu en 4171, réélu en 4174, réélu en 4177, réélu en 4180, réélu en 4183, réélu en 4186, réélu en 4189, réélu en 4192, réélu en 4195, réélu en 4198, réélu en 4201, réélu en 4204, réélu en 4207, réélu en 4210, réélu en 4213, réélu en 4216, réélu en 4219, réélu en 4222, réélu en 4225, réélu en 4228, réélu en 4231, réélu en 4234, réélu en 4237, réélu en 4240, réélu en 4243, réélu en 4246, réélu en 4249, réélu en 4252, réélu en 4255, réélu en 4258, réélu en 4261, réélu en 4264, réélu en 4267, réélu en 4270, réélu en 4273, réélu en 4276, réélu en 4279, réélu en 4282, réélu en 4285, réélu en 4288, réélu en 4291, réélu en 4294, réélu en 4297, réélu en 4300, réélu en 4303, réélu en 4306, réélu en 4309, réélu en 4312, réélu en 4315, réélu en 4318, réélu en 4321, réélu en 4324, réélu en 4327, réélu en 4330, réélu en 4333, réélu en 4336, réélu en 4339, réélu en 4342, réélu en 4345, réélu en 4348, réélu en 4351, réélu en 4354, réélu en 4357, réélu en 4360, réélu en 4363, réélu en 4366, réélu en 4369, réélu en 4372, réélu en 4375, réélu en 4378, réélu en 4381, réélu en 4384, réélu en 4387, réélu en 4390, réélu en 4393, réélu en 4396, réélu en 4399, réélu en 4402, réélu en 4405, réélu en 4408, réélu en 4411, réélu en 4414, réélu en 4417, réélu en 4420, réélu en 4423, réélu en 4426, réélu en 4429, réélu en 4432, réélu en 4435, réélu en 4438, réélu en 4441, réélu en 4444, réélu en 4447, réélu en 4450, réélu en 4453, réélu en 4456, réélu en 4459, réélu en 4462, réélu en 4465, réélu en 4468, réélu en 4471, réélu en 4474, réélu en 4477, réélu en 4480, réélu en 4483, réélu en 4486, réélu en 4489, réélu en 4492, réélu en 4495, réélu en 4498, réélu en 4501, réélu en 4504, réélu en 4507, réélu en 4510, réélu en 4513, réélu en 4516, réélu en 4519, réélu en 4522, réélu en 4525, réélu en 4528, réélu en 4531, réélu en 4534, réélu en 4537, réélu en 4540, réélu en 4543, réélu en 4546, réélu en 4549, réélu en 4552, réélu en 4555, réélu en 4558, réélu en 4561, réélu en 4564, réélu en 4567, réélu en 4570, réélu en 4573, réélu en 4576, réélu en 4579, réélu en 4582, réélu en 4585, réélu en 4588, réélu en 4591, réélu en 4594, réélu en 4597, réélu en 4600, réélu en 4603, réélu en 4606, réélu en 4609, réélu en 4612, réélu en 4615, réélu en 4618, réélu en 4621, réélu en 4624, réélu en 4627, réélu en 4630, réélu en 4633, réélu en 4636, réélu en 4639, réélu en 4642, réélu en 4645, réélu en 4648, réélu en 4651, réélu en 4654, réélu en 4657, réélu en 4660, réélu

UNE AUTRE ASIE

Six cents millions d'exclus

La pauvreté absolue

VUE de Hongkong, Séoul, Singapour ou même Kuala Lumpur, l'Asie fait plutôt envie que pitié. A l'heure où ailleurs tant d'économies dorment l'impression de piétiner, déséquilibrées et engluées dans la dette, l'Asie, prise globalement, fait figure de vedette.

En 1988, alors que les Jeux olympiques consacraient la montée en puissance du champion sud-coréen, la région a continué à accumuler les médailles industrielles et commerciales ; sa croissance s'est maintenue aux alentours de 8 % (« vitesse de croisière » depuis une décennie !), et tout indique qu'il en sera de même en 1989.

Sur sa lancée, et sous le signe du serpent, propice aux affaires comme tous ceux du calendrier chinois, l'Asie a attaqué la nouvelle année sous les meilleurs auspices. Les principaux conflits régionaux (Afghanistan et Cambodge) sont en voie de règlement et les tensions qu'ils suscitaient s'apaisent ; l'Inde et le Pakistan se rapprochent ; la démocratie gagne du terrain à Taïwan, Manille, Séoul et Islamabad ; la stabilité politique se renforce ; le dogmatisme idéologique régresse au profit du pragmatisme économique.

Et comme ces tendances laissent espérer, à l'instar de ce qui se passe en Chine, une percée de l'économie de marché dans les derniers bastions de l'économie planifiée (Vietnam, Laos, Cambodge, Birmanie et Corée du Nord), tout semblerait aller pour le mieux, pour plus de la moitié de l'humanité, dans le meilleur des mondes. C'est pourtant loin d'être le cas. Malgré les progrès que l'on sait et malgré un avenir sans doute plus prometteur qu'ailleurs, les « laissés pour compte » de la croissance sont si nombreux qu'on reste loin du compte. L'éclat de certains succès, le martèlement des statistiques, voire l'ardeur des polémiques, ont masqué de bien sombres réalités.

VUE de Calcutta, Hanoï, Karachi ou Katmandou, la perspective asiatique diffère ; toute l'Asie n'est pas prospère et, sur cette immense mosaïque, chaque médaille a son revers. A côté du Japon, poids lourd hors concours, et des quatre « tigres » (Corée du Sud, Hongkong, Singapour et Taïwan), qui dévorent les parts de marchés ; à côté de pays de l'Asie du Sud-Est en pleine croissance et même de la Chine, nombre de pays de la région restent, pour toutes sortes de raisons, gravement sous-développés.

Cette face assombrie de l'Asie, la Banque asiatique de développement (BAD), grande institution multilatérale que dominent Japonais et Américains, est venue l'éclairer en rappelant quelques dures réalités. En Asie, aujourd'hui, entre 550 millions et 600 millions d'hommes, de femmes et d'enfants vivent encore dans ce qu'il est convenu d'appeler la « pauvreté absolue ». Soit environ un Asiatique sur quatre ou, par comparaison, une population supérieure à celle de l'Afrique tout entière.

Du même coup revient au premier plan ce grand thème déjà mis en avant dans les années 60 puis dans les années 70 par la Banque mondiale : la lutte contre la pauvreté. Cependant, des voix de plus en plus nombreuses (à commencer par celle de l'UNICEF) mettent en garde contre le coût social des politiques d'ajustement structurel imposées aux pays du tiers-monde endettés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ; les deux grandes institutions de financement multilatéral avec lesquelles la banque asiatique coopère étroitement.

« Il suffit de jeter un coup d'œil par la fenêtre pour avoir la preuve éclatante que la théorie dite de la « percolation » est vouée à l'échec lorsque les riches sont décidés à garder pour eux les bénéfices du développement » (1). En plein Manille, la Banque asiatique de développement (BAD) est bien placée pour juger des effets désastreux d'un tel aveuglement.

Depuis le bureau du dirigeant qui nous reçoit, le regard embrasse cette partie de la capitale des Philippines. Vestiges d'opulence néo-coloniale, immeubles d'affaires et quartiers délabrés s'imbriquent au bord de la

baie. Le matériel d'un projet depuis longtemps en panne achève de rouiller sur la lagune ; ailleurs, des hôtels de luxe et un centre international monumental (qui ont, eux aussi, gonflé la dette nationale) demeurent sans grande utilité. Vitrine nagnare élégante, cette façade est aujourd'hui rongée par les taudis ; devenus squatters urbains, les sinistrés de l'exode rural campent au pied des tours de béton.

Au-delà, la métropole hypertrophiée compte huit ou neuf millions d'habitants ; il en arrive tant qu'on ne sait plus très bien. Un sur quatre est condamné au

taudis, aux pestilences et à la violence. Cent mille enfants ont la rue pour foyer. Dans les campagnes, trente-cinq millions de personnes, sur soixante millions, vivent dans la misère. L'insécurité et même la guerre. Avec la bénédiction de l'Eglise catholique, hostile à la contraception, une démographie débridée bat des records. Elle ronge l'environnement et alourdit le fardeau du développement.

Les Philippines avaient, comme on dit, « tout pour réussir » et ce n'est pas l'aide qui leur a manqué : rien que celle de la BAD, en vingt années et quatre-vingts projets, s'est élevée à quelque 3 mil-

liards de dollars ! Malgré cela 21 millions de personnes n'ont toujours pas l'eau potable.

Le pays est un résumé des carences, abus et errements des politiques locales et des politiques de développement : choix erronés, mauvaise gestion, clientélisme, absence de réformes, fraude, arbitraire et corruption, évasion des capitaux, projets inadéquats, revirements de stratégies, surpopulation, endettement, etc. Le tout aggravé par une conjoncture et des contraintes extérieures souvent défavorables. Bref, dix années de développement ont été gâchées et le passif est énorme.

En état de survie

Ce cas de « mal développement », et bien d'autres en Asie, ne datent pas d'hier. Il aura pourtant fallu attendre 1988, et les pressions instantes de nombreux délégués, pour que soit constitué un « groupe de travail » chargé de prendre la mesure du problème et de faire des recommandations. Son rapport est éloquent. Si le pourcentage de pauvres a diminué, le nombre de personnes vivant dans la « pauvreté absolue » est plus élevé qu'en 1980. Cela ne signifie pas seulement faible revenu et malnutrition, mais aussi absence d'accès à l'éducation, aux soins, au logement, à l'eau potable et à l'égoût : « Les gens placés dans ces conditions survivent à grand-peine et sont incapables de satisfaire leurs besoins élémentaires ».

La pauvreté persiste de façon extensive au Bangladesh, en Birmanie et au Pakistan. Elle augmente, en dépit de la croissance économique et de l'aide étrangère, au Népal, aux Philippines et à Sri-Lanka.

En Inde, elle est tombée de 55 % à 40 % depuis 1979, mais le nombre d'Indiens pauvres (275 millions) reste peu inférieur à ce qu'il était il y a dix ans (310 millions). La Chine a eu plus de succès, mais 130 millions de Chinois demeurent dans le dénuement.

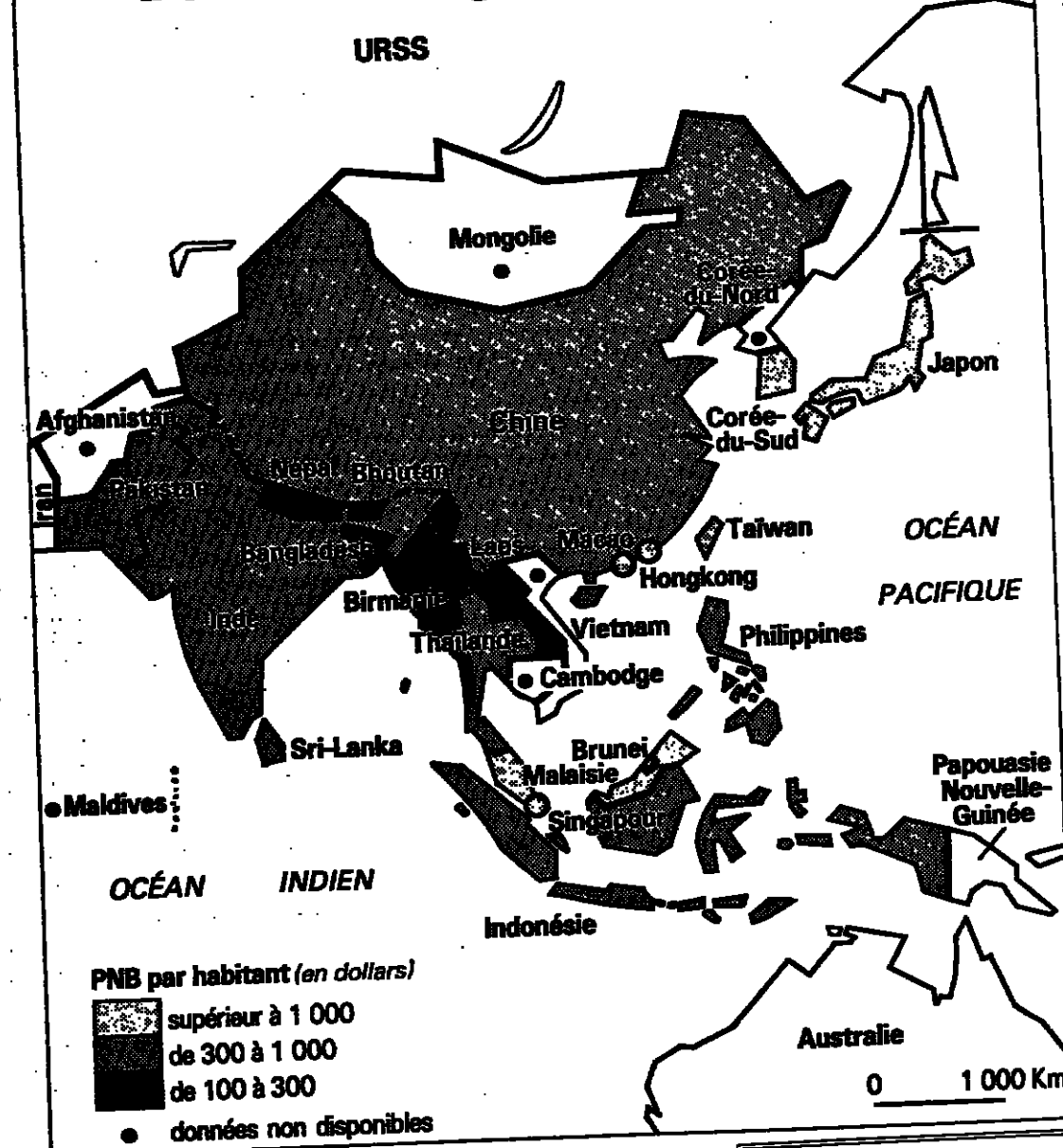
De Manille

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) Selon la théorie du « trickle down bonus » (l'irradiation du ruisseau), les bénéfices versés le bas, dans un contexte de croissance, les grands projets infrastructurels et ruraux irradiant.

(Lire la suite page 20.)

De fortes inégalités de revenus



DU DÉCLIN AU REGAIN...

Fragilité française

Les progrès sont indiscutables
mais la contrainte extérieure demeure.
La spécialisation industrielle est insuffisante.

par BERNARD LASSUDRIE-DUCHÊNE (*)

Le thème du déclin a occupé l'actualité pendant une partie de 1987. Celui du regain, ou du « rebond » va-t-il dominer l'année 1989 ? Commencée sous le signe de l'anxiété, à la suite du krach d'octobre 1987, 1988 s'est terminée pratiquement dans l'euphorisme. L'absence d'une catastrophe attendue et l'évidence d'une vigoureuse expansion mondiale ont retourné les esprits.

Le chômage n'apparaît plus, à terme, comme une fatalité dans les économies industrialisées, la finance internationale ne donne plus le vertige, l'endettement des pays pauvres semble lui-même gérable. Est-ce vraiment la fin

de la longue récession, baptisée « crise », des années 1975 ?

Nulle part l'évolution des humeurs n'apparaît aussi nette qu'en France, où, si la rigueur reste officiellement de mise, la morosité des commentateurs a disparu. Cependant la question que se posent beaucoup d'économistes — ingénuissables Cassandres — est de savoir si l'expansion conjoncturelle de l'économie mondiale permettra à la France de rattraper ses déséquilibres et ses décalages vis-à-vis d'autres économies industrialisées : effritement persistant des parts de marché, taux de chômage important, taux

d'intérêt réels élevés, balance courante déficitaire ?

Une situation à l'anglaise

Le jugement que l'on peut formuler maintenant sur les années passées est assez simple. La majorité des Français (et de leurs dirigeants) n'ont compris à temps ni le caractère inéluctable de l'économisme logistique de l'économie, après vingt-cinq ans de forte croissance, ni l'importance des chocs pétroliers, qui a été minimi-

(*) Professeur à l'université Paris-I.

sée, ni la prégnance de l'environnement international et la puissance égalisatrice des nouvelles concurrences, ni même, en sens inverse, l'élément favorable constitué par les contre-chocs pétroliers, eux aussi minimisés au départ.

Ils ont voulu parfaire l'essor social réussi des années 60, alors que la base économique de cette réussite, c'est-à-dire la production rentable et l'offre compétitive, stagnait ou se réduisait. Rigidités du travail, insuffisance de l'épargne et de la formation efficace du capital ont placé l'économie française dans une situation « à l'anglaise » (en se référant aux années passées), où la balance limite la croissance et l'emploi, et où le financement international et l'ajustement sont des produits joints du déficit courant et de l'inélasticité de la production.

(Lire la suite page 22.)

orientations SERVICE

Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à : Orientations Service, 28, rue de la Trémoille, 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

Code postal	Ville	Age
Niveau d'études actuel		
<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires		<input type="checkbox"/> Expérience Comptable
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles, Commerce, Gestion		<input type="checkbox"/> Suppression Visuelle
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale		<input type="checkbox"/> Formations Armes Appliquées
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Gestion, Distribution		<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques		<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Cycle de Gestion		<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Administration Militaire : Commissariats		<input type="checkbox"/> Immobilier
<input type="checkbox"/> Architecture		<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques		<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur		<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Arts Plastiques		<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Assurances		<input type="checkbox"/> Maintenance d'Ordinateurs
<input type="checkbox"/> BTS Automobile		<input type="checkbox"/> Management Hospitalier
<input type="checkbox"/> Océans		<input type="checkbox"/> Marchés de l'Art
<input type="checkbox"/> Communication et Culture		<input type="checkbox"/> Diplôme
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise		<input type="checkbox"/> Part Médical
<input type="checkbox"/> Communication Publique		<input type="checkbox"/> Prothèse Dentaire
<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle		<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Comptabilité		<input type="checkbox"/> Restaurateur Baccalauréat
<input type="checkbox"/> Concours Ecole Normale		<input type="checkbox"/> Secrétariat-Bureautique
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS		<input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po		<input type="checkbox"/> Tourisme
<input type="checkbox"/> Cours de Vacances et de Soutien		<input type="checkbox"/> Styliste de Mode
<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel		

Six cents millions d'exclus

(Suite de la page 19.)

Dans les pays à revenu moyen de l'Asie du Sud-Est, la pauvreté, en baisse, reste importante. Malgré des succès en matière de développement et de démographie, l'Indonésie compte encore 60 millions de pauvres, la Thaïlande 12 millions, soit respectivement un bon tiers et environ le quart de la population.

Les Philippines, avec 35 millions de pauvres, soit 60 % de la population (contre « seulement » 40 % en 1980) sont en voie de régression économique et sociale. Seules la Malaisie, qui a suivi une politique volontariste de redistribution des revenus en faveur des populations défavorisées, et la Corée du Sud, grâce à ses progrès économiques, ont pratiquement éliminé ce type de pauvreté.

La pauvreté reste pour l'essentiel un phénomène rural. Cependant, les centres urbains et les bidonvilles se gonflent : que faire au village quand le taux de chômage/sous-emploi (sans même parler de l'insécurité) dépasse 50 % ? L'exode rural est tel qu'il faut s'attendre d'ici à la fin du siècle à une forte augmentation de la pauvreté et des problèmes urbains.

De gros projets

Depuis sa création en 1967, la Banque asiatique, à traditionnallement mis l'accent sur la croissance économique, l'utilisation efficace des ressources et l'équation coût-rentabilité. Cela étant, une certaine priorité a été donnée, d'une part, au soutien des pays les plus démunis par le biais du Fonds asiatique de développement (FAD). Et, d'autre part, au financement de projets dans des « secteurs liés à la pauvreté » : développement rural (environ 30 % des prêts) et infrastructures sociales (15 %).

La BAD a fourni par ce biais plus de 7 milliards de dollars (notamment au Bangladesh, Pakistan, Népal, Sri-Lanka et à la Birmanie). Mais la Banque et son fonds ont prêté aux gouvernements, généralement pour de gros

projets. Ce fait ne garantit « pas nécessairement que des groupes spécifiques de pauvres en « bénéficient », note le rapport.

Il est difficile alors de mesurer l'impact des aides. Coupant la poire en deux, les rapporteurs estiment que « la Banque a fourni d'importantes contributions » tout en affirmant qu'elle « aurait

pu faire plus en ciblant directement ses projets » : par exemple, le secteur de l'éducation primaire, « qui a l'impact le plus grand sur la résorption de la pauvreté, n'a eu jusqu'à présent qu'une faible priorité dans les opérations de la BAD ». Sur ce point et sur d'autres, l'étude apparaît comme une critique (modérée) des stratégies fondées sur les théories mécanistes du développement. Celles pour qui la croissance élève *ipso facto* le niveau de vie de l'ensemble et selon lesquelles les bénéfices d'un projet au sommet finissent toujours, par « percolation », par arroser les plus bas échelons. Or, l'expérience montre que la percolation, si elle n'est pas sans mérites, s'évapore parfois en chemin.

Les experts proposaient donc de corriger le tir, d'une part en prenant en compte la pauvreté dans les projets, traditionnels, d'autre part en complétant ceux-ci par d'autres, plus modestes, mais peut-être plus sûrs : ils conseillaient notamment de multiplier les projets à objectifs sociaux (éducation, santé, planning familial) ou les petits projets artisanaux ou commerciaux, d'accroître ceux ayant un impact direct sur l'emploi et les revenus, de prêter davantage d'attention à l'environnement, de veiller à ce que les groupes auxquels les projets sont destinés — notamment les paysans sans terre, les salariés agricoles, les petits pêcheurs, les prolétaires urbains, les femmes, les enfants ou les personnes âgées — soient

consultés et en tirent réellement bénéfice.

L'ensemble de ces propositions a été accepté en septembre 1988. Outre le constat de l'étendue du problème, la modestie initiale du programme a contribué à lever les réticences, de même que le fait que la pauvreté n'est pas un mauvais placement.

En 1983, une étude de la Banque mondiale avait en effet montré que les politiques orientées vers les secteurs très pauvres ne menaçaient pas la croissance. Au contraire, les pays qui ont suivi de telles politiques ont obtenu, en moyenne, des taux de croissance supérieurs à la moyenne. Par ailleurs, les pauvres ne sont pas des emprunteurs moins crédibles que d'autres, et les projets qui les concernent n'échouent pas plus que les autres : enfin, investir dans l'atténuation de la pauvreté et la formation du capital humain n'est pas moins productif que d'investir dans les infrastructures, l'énergie ou l'industrie (certaines études suggèrent même le contraire).

A la BAD on n'hésite pas à affirmer : « Bien des projets de lutte contre la pauvreté étant justifiables d'un point de vue bancaire, aucune justification d'ordre humanitaire n'est nécessaire. » Et le président de la banque, M. Masao Fujioaka, de conclure par cette formule provocante et paradoxale : « L'expérience montre que les pauvres remboursent plus que les riches. »

La crise de la dette

Pourquoi avoir tant tardé et tergiversé alors qu'il était clair, depuis les années 60, que la croissance économique « *per se* » ne suffirait pas à vaincre la pauvreté et qu'en 1973, sous l'impulsion de Robert McNamara, la Banque mondiale avait, à grand renfort de publicité, donné la priorité à cette question ?

Le rapport de la BAD avance cette explication : « Au début des années 80, le cours des matières premières, la crise de la dette et les déséquilibres structurels sont devenus les thèmes dominants (...) la Banque mondiale semble avoir accordé plus d'attention aux programmes d'ajustement structurel (...) la pauvreté est passée au second plan. »

Elle retrouve une certaine pondération, du moins dans les déclarations d'intention, au moment où l'on constate que « les politiques d'ajustement structurel dans de nombreux pays en

développement ont compliqué la lutte contre la pauvreté, et ont même eu « un coût humain substantiel ».

Cela étant, les moyens spécifiques dont dispose la BAD semblent bien modestes pour l'instant. L'approche « traditionnelle et prudente » (coût rentabilité) est maintenue ; le financement et la mise en place de nouveaux projets doivent être réalisés avec les ressources bancaires et humaines existantes. Dans l'immédiat, un seul projet (petit commerce) est en voie de réalisation dans une communauté rurale aux Philippines. D'autres sont à l'étude.

A l'intérieur même de la Banque, une minorité déplore l'« approche conservatrice des finances ». Pour ceux-là, souvent frottés aux réalités du terrain et plus sociologues dans leur approche, la BAD reste « loin d'un véritable engagement pour le développement ». Certains parlent du nouveau programme comme d'un « simple prétexte ».

Une mobilisation des excédents

D'autres espèrent que les Européens qui siègent au comité de direction, plus sensibles, semble-t-il, à cette dernière approche, parviendront à influencer leurs collègues américains, japonais et australiens. D'autres encore rêvent de « mobiliser les excédents financiers du Japon et de Taiwan pour le développement de l'Asie plutôt que pour soutenir le niveau de vie des États-Unis ».

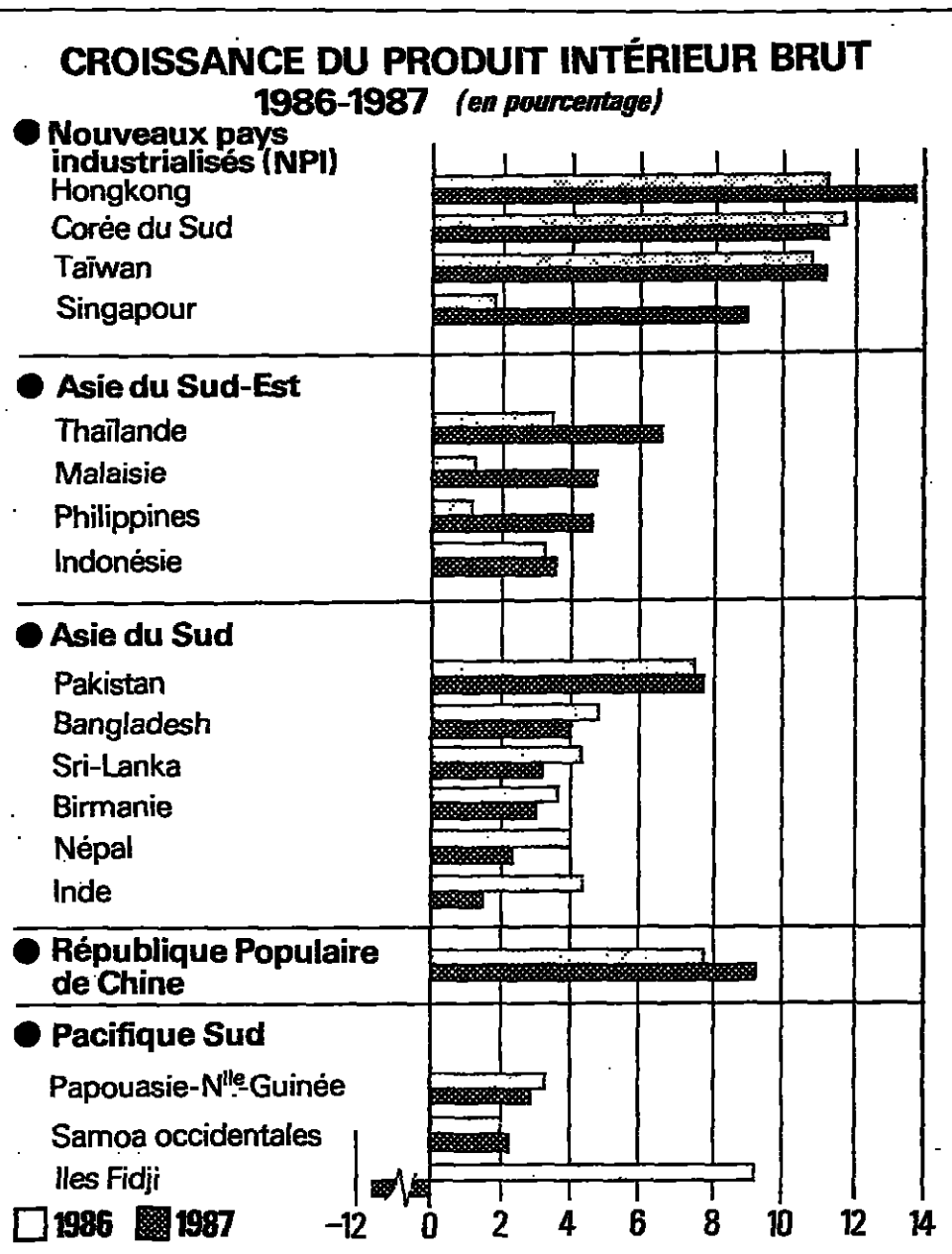
Plus sobrement, un dirigeant fait remarquer : « La BAD n'est que l'un des partenaires du développement, loin derrière les gouvernements, il serait erroné d'attendre tout d'elle. Son rôle dans cette affaire, compte tenu du type d'opérations auxquelles elle est astreinte, ne peut être que minimal » (2).

A la direction de la Banque, on semble beaucoup compter sur l'« effet de démonstration » et sur le rôle de catalyseur que la BAD entend jouer à l'occasion du « dialogue sur les politiques » qu'elle poursuit avec les gouvernements. Par le biais de ce dialogue, dans lequel elle se trouve en position de force, la BAD pousse un autre de ses thèmes favoris, celui de la promotion du secteur privé. L'expérience asiatique aidant, c'est un « outil » que l'on juge particulièrement approprié à la promotion du développement.

De Manille.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(2) D'après certaines études, il faudrait au minimum 2 milliards de dollars par an jusqu'à l'an 2000 pour agir efficacement sur la pauvreté en Asie.



RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 2920/DMP

1) L'Office national des télécommunications de CÔTE-D'IVOIRE a obtenu un prêt de la BIRD en différentes monnaies pour financer le coût du projet portant sur la remise en état du matériel et le renforcement de la maintenance.

Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce prêt sera utilisée pour effectuer les paiements au titre du projet portant sur la fourniture et l'installation d'un système de contrôle des émissions radioélectriques en Côte d'Ivoire.

2) L'Office national des télécommunications invite par le présent avis d'appels les candidats admis à concourir à présenter leurs offres sous pli fermé pour la fourniture et l'installation d'un système de contrôle des émissions radioélectriques au sein de l'ONT.

3) Les candidats admis à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les dossiers d'appel d'offres dans le bureau du chef de service des marchés sis au douzième étage de Postel 2001, porte 12-07, tél. : 34-67-61 ou 34-66-12, télex n° 23790 ou 23750, Abidjan.

4) Tout candidat admis à concourir intéressé par le présent avis pourra acheter un jeu complet de documents d'appel d'offres, sur demande écrite au service ci-dessus ou après consultation des cahiers des charges et moyennant paiement d'un montant non remboursable de 200 000 F CFA.

5) Toute offre doit être accompagnée d'un cautionnement de soumissions d'un montant égal à 1,5 % du montant total de la soumission. Ce cautionnement doit être déposé en même temps que les offres au service des marchés sis à l'immeuble Postel 2001, porte 12-07, Abidjan-Ci, au plus tard le 13 mars 1989, à 17 heures, délai de rigueur.

6) Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture, le 14 mars 1989, à 15 heures, à la rotonde de la Cité financière à Abidjan-Plateau.

à quoi pensent les philosophes

Où sont les philosophes aujourd'hui en France, que regardent-ils et en quoi répondent-ils à nos interrogations, à nos problèmes collectifs et individuels ?

Un numéro exceptionnel avec H. Gouhier, E. Levinas, J.T. Dessanti, P. Ricoeur, Y. Belaval, J. Habermas, J. Derrida, R. Thom, C. Lefort, J.L. Nancy, F. Jacques...

256 pages, 85 F. En librairie.

éditions

LES "INTROUVABLES" SE TROUVENT

Chez les meilleurs libraires et aux Éditions d'Aujourd'hui 83120 PLAN DE LA TOUR (Var)

Catalogue gratuit de 300 titres de références épuisés et réédités.

Priorité au privé

SOUÇIEUSE d'accroître le développement économique des pays asiatiques, forte de remarquables succès régionaux en la matière et sensible aux intérêts américains-japonais, la Banque asiatique de développement (BAD) a mis l'accent, ces dernières années, sur les vertus du secteur privé, par le biais de prêts directs aux entrepreneurs, l'extension du marché des capitaux et la promotion de la privatisation. L'approche économique rejoint ici les préoccupations financières et politiques.

Jusqu'aux années 70, les projets de développement concernaient essentiellement le secteur public. Les capacités des entrepreneurs et les ressources du secteur privé, limitées les unes et les autres, permettaient rarement qu'il en soit autrement. La situation a changé, et bien des pays d'Asie souhaitent dorénavant que le privé joue un rôle important, sinon prépondérant, dans leur développement.

L'évolution doit beaucoup aux succès des pays nouvellement industrialisés (les « tigres »), fondés sur des politiques faisant la part belle à l'initiative et à la compétitivité du secteur privé, notamment en matière d'exportations de produits manufacturés. Dans le même temps, les économies à planification centralisée connaissent bien des déboires et, par ailleurs, nombre d'entreprises étatisées multiplient les contre-performances,

aggravant les déficits budgétaires.

M. Masao Fujioaka, le président de la BAD, s'inquiétait récemment de l'érosion des ressources du secteur public dans certains pays d'Asie. « Alors que la dette augmente, les revenus des investissements financés par les emprunts sont bien minces. (...) Dans certains pays, la quasi-totalité des dépenses de développement du secteur public est financée par des emprunts. » Il appelle les gouvernements à « faire de grands efforts pour promouvoir l'initiative et l'ingéniosité du secteur privé ».

Un rouage essentiel

La BAD multiplie les efforts dans ce sens. D'abord, par une politique de prêts directs au secteur privé : 3 milliards de dollars, depuis quelques années, sur un total de 21 milliards. Les représentants de l'administration Reagan révalent de faire plus, voire de ne prêter qu'au privé. Mais, dit M. Fujioaka, « leur position était trop idéologique. Ils se sont retrouvés isolés. Pour nous, le secteur privé est un rouage essentiel du développement, mais ce n'est certainement pas le seul. »

Des mesures ont été prises, ou seraient sur le point de l'être (au Pakistan, aux Philippines, en Thaïlande, au Népal, en Corée du Sud, au Bangladesh), pour désa-

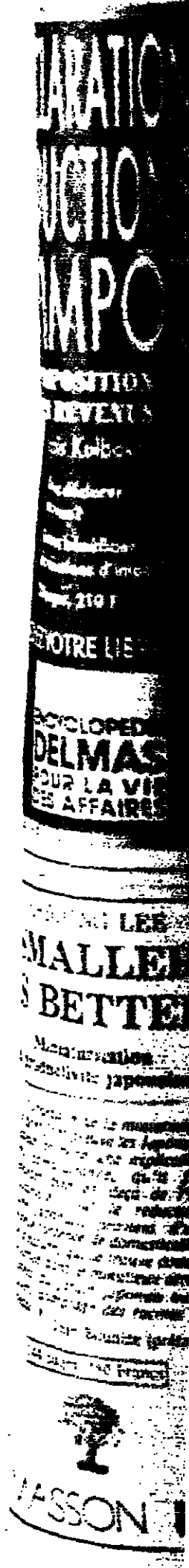
graver certaines entreprises. Aux Philippines, la BAD conseille la compagnie aérienne nationale à cette fin.

Enfin, du côté des marchés de capitaux, qui restent souvent modestes, diverses tendances se font jour : développement de nouvelles institutions financières et de nouveaux instruments, etc. Elles devraient s'accroître d'ici à la fin du siècle. Les marchés de capitaux se développent même dans les pays d'économies socialistes, comme la Chine. « Tout le monde y vient », remarque avec satisfaction M. Stanley Katz, vice-président américain de la Banque, qui parle de « défis des économies planifiées » face à la loi du marché.

Pour faire avancer la cause du privé, la BAD multiplie les séminaires, les conférences et l'assistance technique. A Manille, elle collabore avec Merrill Lynch et Crédit Suisse First Boston, au développement du marché boursier. Elle dispose aussi, grâce au dialogue qu'elle entretient avec ses affiliés, d'un « levier pour influencer les politiques et induire le changement ».

Toutefois, en dépit d'un intérêt réel, les exemples de privatisation restent limités dans les pays concernés. La tâche, dit-on, « ne sera pas aisée ». Et l'on cite — cas extrême — l'Indonésie où le mot privatisation serait toujours tabou. Bref, la région va « dans la bonne direction », mais le chemin à parcourir, pour diverses raisons, reste encore long.

R.-P. P.



LE PASSIF SOCIAL DES ENTREPRISES

De la cigale à la fourmi

Les seules indemnités de départ représentent une dette supérieure à 400 milliards de francs qu'il faut financer à long terme

par JEAN-PAUL GIRES (*)

échéance : très peu d'entre elles avaient pris la précaution de financer progressivement leurs engagements au fur et à mesure qu'ils apparaissaient.

La prise de conscience de cet enjeu en terme de gestion financière se fait pour toutes les grandes entreprises françaises. Le législateur a imposé en juillet 1985 d'indiquer dans l'annexe du bilan le montant des engagements différés. Les entreprises découvrent, en faisant effectuer leurs études actuarielles, le montant de leur dette sociale. Les sommes en jeu apparaissent tout à coup considérables.

Une estimation globale des seules indemnités de départ fait ressortir, pour l'ensemble des entreprises du secteur privé, une dette supérieure à 400 milliards de francs actuels. Selon René Ricot, président de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, sur un échantillon de grandes entreprises, les engagements sociaux différés peuvent représenter jusqu'à 30 % des capitaux propres.

D'ailleurs, en 1987, 10 % des entreprises cotées n'avaient pas encore satisfait clairement à leur obligation de mentionner au bilan le montant de leurs engagements.

Faut-il y voir un signe de la complexité des entreprises face à ce phénomène ? Mais l'indication du montant de la dette ne résout pas pour autant son financement. Si le législateur de 1985 n'a pas fait obligation expresse de provisionner le passif, les institutions de contrôle ont pris aussitôt parti, en considérant comme obligatoire le financement des engagements relatifs aux retraites et, à quelques nuances près, de ceux concernant le personnel en activité.

On passe dès lors d'une constatation comptable, déjà bien ennuyeuse, à un enjeu considérable : comment financer dans les meilleures conditions un tel passif et s'en libérer ainsi dans des conditions satisfaisantes ?

Les entreprises savent que ce financement est devenu indispensable pour intervenir sur la plupart des places financières internationales, notamment américaines.

Des OPA lancées par des entreprises françaises ont échoué aux États-Unis pour de telles raisons. Le développement en France de rating, ou notation, accélérera

(*) Directeur de Cardif Entreprises.

l'évolution. Tôt ou tard, et probablement dans un délai assez bref, le législateur, rejoignant la doctrine prudentielle, constatera le caractère obligatoire du financement.

La solution classique

Pour financer cette dette sociale à long terme, les entreprises disposent de deux techniques. Elles peuvent d'abord constituer des provisions au passif du bilan par prélèvement sur les fonds propres ou dotation par le compte de résultats. Cette solution classique laisse toute souplesse de gestion, aucun isolement d'actif n'étant exigé en contrepartie de la provision. Mais elle n'apporte pas d'avantage fiscal, la dotation par le compte de résultats n'étant pas déductible de l'assiette de l'impôt sur les sociétés.

L'entreprise peut aussi faire appel à la technique de l'assurance-vie. Les primes sont alors déductibles. Si les provisions constituées ne sont pas disponibles pour d'autres fins, les solutions pour d'autres fins, les solutions sont particulièrement souples (1). Selon les cas, l'entreprise attendra de l'assurance-vie une gestion financière traditionnelle axée essentiellement sur la sécurité ou bien elle pourra souhaiter une gestion active de la dette, en considérant qu'il s'agit d'un passif à long terme. L'objectif de la gestion du

passif social sera alors, comme pour la dette financière, de réduire progressivement le coût réel des engagements sociaux, par l'utilisation d'instruments financiers appropriés et des opportunités successives d'arbitrage.

Les entreprises françaises après une longue vie de cigales inouïes, à devenir fourmis laborieuses, au lieu d'enranger, à grignoter inlassablement la valeur actuelle de leur dette sociale. Elles se sont lourdement endettées dans la décennie passée. Pendant un premier temps, la dette a été peu gérée ou même pas du tout, l'énergie déployée étant essentiellement consacrée à l'actif du bilan.

Des entreprises pilotes, sous l'impulsion de dirigeants financiers, ont ensuite appris à gérer activement leur dette financière. Un certain nombre se sont équipées ou ont eu accès à des moyens de gestion qui leur permettent d'agir avec une grande pugnacité pour réduire leur dette financière, comme elles le faisaient déjà pour leur trésorerie longue.

Voici maintenant la dette sociale, c'est un pas de plus dans la financiarisation de la gestion des entreprises qui justifie la thèse de l'indissociabilité des aspects industriels et financiers dans l'économie moderne.

(1) Cf. Bulletin du Centre d'information sur l'épargne et le crédit, n° 112, déc. 1988.

LES entreprises françaises sont en train de découvrir un aspect de leur passif. Non pas qu'il s'agisse de quelque chose de nouveau, mais plutôt d'un élément de leur dette qui avait été négligé, et même le plus souvent oublié. Tout vient d'avantages sociaux, le plus souvent accordés ou négociés il y a longtemps.

Entre les deux guerres mondiales, les retraites n'étaient pas très élevées. Des entreprises du secteur secondaire ont mis à profit leur prospérité pour créer des régimes de retraite-maison pour leurs cadres et souvent même pour tout leur personnel. Après la Libération, alors que le nouveau système de retraite par répartition commençait à se déployer, les partenaires sociaux ont négocié le versement d'indemnités de fin de carrière. Ces indemnités ont été progressivement étendues par les conventions collectives.

Des accords particuliers d'entreprise en ont souvent élevé le montant, et la loi de mensualisation de 1978 les a rendus obligatoires pour tout le secteur privé. Puis les entreprises du secteur tertiaire, en plein développement, notamment les banques, ont mis en place, elles aussi, de nouvelles retraites « maison ». Plus récemment, les perspectives peu encourageantes d'évolution des régimes de répartition des cadres ont fait apparaître dans beaucoup d'autres entreprises des retraites complémentaires par capitalisation, notamment pour les cadres supérieurs.

Cependant, l'internationalisation de l'économie française, les besoins de financement, les projets de développement industriel et d'acquisition, la séduction des nouveaux instruments financiers amènent les entreprises françaises à vouloir intervenir sur les marchés étrangers.

C'est là qu'elles découvrent la rigueur des normes anglo-saxonnes de comptabilité : les règles prudentielles, notamment la FAS n° 87 aux États-Unis, rendent obligatoire l'évaluation de tous les engagements différés, ainsi que leur financement. C'est une exigence de transparence à l'égard des actionnaires à laquelle les analystes américains sont très sensibles.

Une exigence de transparence

Or les indemnités de fin de carrière et les prestations des retraites-maison constituent bien des engagements différés. Les droits sociaux naissent progressivement chaque année pendant la vie professionnelle du salarié. Les dépenses n'apparaissent que plus tard, soit au moment du départ à la retraite, soit sous forme de versements de pensions pendant toute la vie du retraité et de son conjoint. Jusque-là, les entreprises s'étaient contentées, sauf rares et méritoires exceptions, de régler, sous forme de charges d'exploitation, les pensions venues à

DECLARATION REDUCTIONS D'IMPOT

L'IMPOSITION
DES REVENUS
François Kulbokas

Comment déclarer
ses revenus ?
Comment bénéficier
des réductions d'impôt ?
228 pages, 210 F

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

ENCYCLOPEDIE
DELMAS
POUR LA VIE
DES AFFAIRES

O-YOUNG LEE
SMALLER
IS BETTER

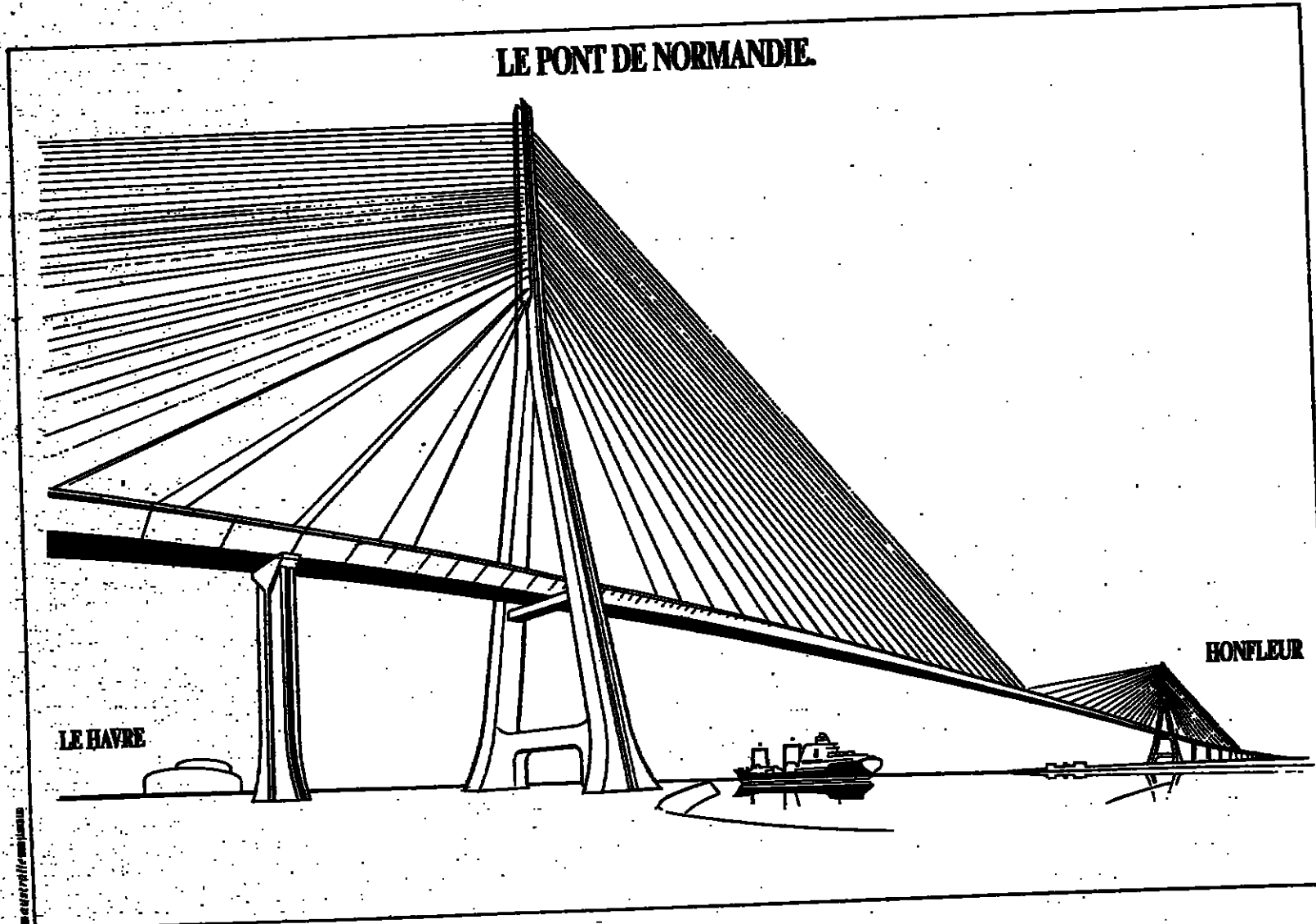
Miniaturisation
et productivité japonaises

« A l'obsession de la miniaturisation dont font preuve les Japonais, l'auteur propose une explication sans complaisance, qu'il fait remonter bien au-delà de l'ère industrielle : tout le réductionnisme japonais, provient d'une volonté forcée de domestication de la nature, qui se trouve comme sublimée dans le minutieux arrangement du jardin japonais ou le patient domptage des racines du bonzaï. » Jean Boumme (préface)

144 pages, 180 Francs



MASSON



LE CRÉDIT LOCAL DE FRANCE
FINANCE LE PLUS GRAND PONT A HAUBANS DU MONDE :
LE PONT DE NORMANDIE.

Le Crédit Local de France, aux côtés des Caisses d'épargne Écureuil, de la Banque Européenne d'investissement et d'autres établissements financiers, participe à la réalisation du pont de Normandie, un ouvrage ambitieux réalisé et exploité par la Chambre de commerce et d'industrie du Havre.

Le Crédit Local de France, principal banquier de l'opération, a été choisi pour coordonner des financements par emprunt qui représenteront près de 1,2 milliard de francs.

Le montage financier mis au point par le Crédit Local de France est à l'échelle de ce grand projet. Il permet d'adapter le profil de remboursement des prêts à l'évolution des recettes d'exploitation, et apporte une sécurité financière optimale aux collectivités garantes : région de Haute-Normandie, départements du Calvados, de l'Eure et de la Seine-Maritime.

Avec le pont de Normandie, le Crédit Local de France contribue au développement économique de toute une région ouverte sur l'Europe.

CRÉDIT LOCAL DE FRANCE : Le banquier des ambitions locales.



CRÉDIT
LOCAL de
FRANCE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSÉQUENTS

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

La chronique de Paul Fabra

L'argent de l'orgueil

A l'heure où la France ne parle que de l'argent (encore plus que d'argent), il ne faudrait tout de même pas oublier que l'argent facile n'est pas toujours facile à gagner et qu'il se perd facilement. Dans le récit haut en couleur qu'ils nous donnent d'une OPA qui restera sans doute pour longtemps le « cas d'école » par excellence, Bruno Dethomas et José-Alain Fralon ont mille occasions de nous rappeler cette vérité (1). Nos deux auteurs — qu'on nous permette de le dire sans fausse modestie dans les colonnes de ce journal — sont orfèvres : ils avaient suivi pour le Monde, pas à pas, le développement de cette extraordinaire saga des affaires que furent la tentative échouée de prise de contrôle de la Société générale de Belgique (SGB) par Carlo De Benedetti et la victoire finale du « chevalier blanc » (ou gris), la Compagnie financière de Suez.

Cette affaire, nos auteurs la voient comme un « polar financier ». C'est sous cet angle qu'ils traitent d'abord leur sujet, apportant du même coup la démonstration que le lecteur se laisse toujours entraîner dans une aventure dont il connaît la fin, pour peu que l'écrivain sache tenir sa plume. On doit, pour une raison bien simple, leur savoir gré de ce parti pris : l'histoire racontée est en soi suffisamment riche en épisodes insolites, suffisamment éblouissante à force de révéler les caractères et les mobiles des personnages pour que la première chose qu'on exige d'un livre comme celui-ci soit de nous en livrer la trame. On n'est pas déçu. Profitant de l'air nouveau qui semble bien régner à Paris depuis quelques années, et grâce auquel on parle et on écrit plus librement, je veux dire en prenant moins de précautions devant les tabous (par exemple les rivalités d'origine confessionnelle), l'ancien chef du service économique du Monde et notre correspondant en Belgique mettent avec allégresse les pieds dans le plat. Mais ils le font à la manière de l'artiste : d'être bien dîtes, les choses sont encore rendues plus véridiques.

Bien que le recul du temps leur ait manqué pour procéder à une analyse en profondeur de l'événement, et que l'éditeur, on en a le soupçon, ait rogné au

maximum sur celui qui leur était imparti, nos auteurs ont cherché aussi à mettre leur sujet en perspective. Ils parviennent, en tout cas, et c'est déjà beaucoup, à nous fournir quelques clés d'interprétation qui permettent de s'y retrouver plus aisément à travers une intrigue particulièrement touffue. Mais, comme on dit, c'est l'aspect humain qu'ils ont privilégié. Le titre, les *Milliards de l'orgueil*, était à lui seul un programme : la promesse a été tenue. Comme c'est le cas pour tous les portraits ressemblants, les intéressés ne s'y reconnaîtront sans doute pas, mais ceux qui les ont approchés de près ou de loin donneront spontanément raison aux peintres.

Avant l'entrée en scène des personnages, le décor et le rappel des circonstances dans lesquelles vont se dérouler leurs affrontements. Une bataille boursière de cette ampleur, mettant en jeu des sommes qu'aucun des protagonistes, au départ, ne se serait cru capable, et encore moins désireux, de mobiliser, n'aurait probablement pas eu lieu sans le krach d'octobre 1987. Celui-ci, loin de calmer la spéculation financière, l'aurait plutôt attisée.

C'est là une notation qui vaut bien des développements théoriques : le krach comme prolongement, voire comme amplification de l'euphorie financière qui l'a précédé. Une époque pendant laquelle, à en croire un grand patron français, Didier Pineau-Valencienne, « il n'y a qu'à se baisser pour trouver des milliards ». A la faveur de l'effondrement des cours des actions, « ce qui était naguère insabordable, nous disaient très bien Bruno Dethomas et José-Alain Fralon, est désormais bradé ». D'où l'éveil de nouvelles et irrésistibles tentations. Tel est le cas notamment pour les « parts de réserve » (actions) de la Société générale de Belgique, achète, sans prévenir ses dirigeants,

Parallèlement, le groupe Cerus, qui gère les opérations internationales du « Condotiere » (en Italie, on l'appelle plus simplement *ingénierie*) et que dirige Alain Minc, prend à bon compte le contrôle d'une petite banque d'affaires, Duménil-Leblé. Cet établissement est le type même de société dont les responsables ont su tirer le parti maximum de la libéralisation des marchés financiers opérée à partir de 1984 par Pierre Bérégovoy. En 1987, il déclare un bénéfice net consolidé supérieur au chiffre d'affaires qu'il faisait trois ans auparavant !

Comme dans les bons romans, Carlo De Benedetti apparaît comme faisant partie intégrante du milieu dans lequel on le voit évoluer. De lui, nos auteurs nous assurent qu'il est bien un enfant du boom financier des années 80 car c'est sur le marché que l'homme d'affaires va chercher les fonds qui sont nécessaires à ses ambitions (« Le marché, dit-il, a été ma base »). Peut-être parce que ce personnage de haut vol, héros malheureux (dans la mesure où son orgueil a été blessé) du roman vrai qu'on nous raconte, n'a pas besoin, comme on dit, d'être présenté, nos auteurs s'abstiennent d'en faire le portrait en pied. Mais de cet homme qui a séduit plus d'un membre de l'establishment dont De Benedetti se déclare l'adversaire, il est dit, au moment où il va se jeter sur sa proie : « Qu'il est joli garçon, l'assassin de papa... »

La méthode de Carlo De Benedetti, la voici résumée : « Prendre le pouvoir avec un minimum d'argent ; le moyen, c'est la persuasion et la séduction. » Cela ne veut évidemment pas dire que l'homme d'affaires cherche à persuader autrui de ce dont il n'est pas lui-même convaincu. Mais il faut, comme sur les marchés, pour séduire, savoir innover. Beaucoup de culot peut aider, et savoir parler de soi sans ennuyer. Carlo De Benedetti se présente volontiers comme un « patron de gauche ». La question qui se pose — et que nos

auteurs s'abstiennent de poser expressément — porte sur le sens de cette expression quand il s'agit — cela n'est pas un reproche — de gagner de l'argent, beaucoup d'argent. Quand on lui dit qu'il a la réputation d'être un patron de gauche, Jérôme Seydoux répond : « Cette expression ne veut rien dire. Il y a des patrons qui savent diriger leurs entreprises, et les autres. » (Cela non plus, précisons-le, ne se trouve pas dans le texte.)

Mais les ressorts de l'action, on les trouve tout aussi tendus à l'échelon des *alter ego*, de collaborateurs proches. La description des boys de Carlo De Benedetti est saisissante, comme le seront un peu plus loin celles des chefs de file de la finance belge et des membres de l'état-major de Suez. Il arrive que les plus entreprenants — ou les plus agressifs — ignorent les vieux interdits. C'est ainsi que le patron de Duménil-Leblé est passé « sans le moindre scrupule » de la direction du Trésor, où ce brillant énarque travaillait, chez Duménil, dont il avait, en tant que haut fonctionnaire, patronné l'introduction au second marché. Si on peut parler du règne de l'argent comme d'une nouveauté, c'est peut-être à cause de tels comportements.

On l'a compris, on n'est pas en présence d'un lourd ouvrage à thèse. Enrons que le livre en contient une : l'opposition entre les « capitalistes de marché » type Benedetti et le « capitalisme de réseaux ». L'aventure de la Société générale de Belgique est née de l'initiative d'un capitaliste de marché se lançant à l'assaut d'une société incarnant le capitalisme de réseaux. « On peut être manager, protéger son capital non par sa possession mais par la multiplication des réseaux d'amitiés ou d'intérêts, ne pas risquer sa fortune personnelle, et pourtant être « bon ». Voilà comment, selon nos auteurs, les dirigeants de Suez définissent eux-mêmes le capitalisme de réseaux.

Il n'empêche que l'OPA ratée de Carlo De Benedetti aura obligé le groupe français à sortir de sa réserve et le groupe belge à secouer ses vieilles habitudes. « Le système Générale (Belgique), c'est, selon la formule ici citée dans un hebdomadaire belge, la cooptation dans l'establishment ». René Lamy, président de la SGB, aurait pour sa part déclaré (avant l'OPA) : « Tant que je serai gouverneur (titre que porte le président de la SGB), il n'y aura pas d'actionnaires autour de la table. » Cela surtout a changé du tout au tout. Aujourd'hui, la Compagnie financière de Suez, actionnaire majoritaire, est entrée en force dans les organes dirigeants de la SGB. C'est elle qui a placé à la tête des opérations le Français Hervé de Camroy.

COMMENT Suez en est venue à prendre la tête du parti anti-De Benedetti, comment Étienne Davignon a su rattraper les incroyables fautes de tactique commises par les dirigeants traditionnels de la SGB, comment la Banque Lazard (que nos auteurs introduisent par un amusant raccourci : « La Banque Lazard sent qu'elle va faire des affaires... ») a su de main de maître diriger par ses conseils les opérations, tout cela nous est raconté, et bien d'autres choses. Au travers de ces épisodes, c'est finalement à une réflexion d'ensemble sur les modalités du contrôle par le capital que nous convie Bruno Dethomas et José-Alain Fralon : « Le paroxysme des réseaux, ce sont les réseaux d'actionnaires privilégiés chargés de garantir la pérennité du capital des entreprises privées telles que les « choisies Edouard Balladur », écrivait-il. Et d'ajouter, qu'à l'opposé de ce système se trouve celui de « l'actionnaire de référence », autrement dit du bloc unique de contrôle. L'actionnaire de référence, une expression que l'on doit à l'entourage de Carlo De Benedetti.

(1) *Les Milliards de l'orgueil*, de Bruno Dethomas et José-Alain Fralon, collection « Au vif du sujet », Éditions Gallimard, 236 pages, 90 francs.

DU DÉCLIN AU REGAIN...

Fragilité française

(Suite de la page 19.)

Depuis 1987, et surtout 1988, des progrès sont indiscutables. Le plus important, à nos yeux, est que, grâce aux investissements productifs, l'insuffisance et la rigidité de l'offre industrielle, faiblesses majeures de ces dernières années, se dissipent partiellement, bien que les taux de croissance de la production manufacturière soient nettement inférieurs, de 1980 à 1988, à ceux de la RFA, de la Grande-Bretagne, des États-Unis, sans parler du Japon.

Comme il est logique, les exportations ont pu repartir, stimulées par la demande mondiale et par la modération des hausses de prix. Un autre indice prometteur à long terme est que la France, en 1988, parait occupée de nouveau une position d'investisseur net à l'étranger, ce qui est conforme à ses intérêts internationaux et va améliorer sa balance des revenus de capitaux.

Une sérieuse inquiétude

Si l'on considère, en simplifiant à l'excès, que le niveau de l'emploi est une résultante macroéconomique indépendante de son coût, et commandée par la situation de l'investissement et le taux d'expansion compatible avec l'équilibre de la balance, la seule ombre sérieuse au tableau resterait alors le déficit courant, source de la fameuse contrainte extérieure. Mais cette contrainte n'est-elle pas elle-même en voie de desserrement, du fait de la reprise, de l'exportation et du caractère

productif des importations de biens d'équipement ?

On ne manque pas d'arguments pour minimiser l'importance du déficit, en faisant valoir qu'il est marginal par rapport au PNB, et qu'il ne représente guère plus que quelques milliards par mois, chiffres tolérables pour une économie en croissance. En outre, le déficit commercial, en bonne théorie économique, peut être considéré comme un apport momentané d'épargne réelle en provenance des économies étrangères, aidant l'investissement interne et limitant les pressions inflationnistes. Enfin le déficit des uns, dira-t-on, stimule l'exportation des autres, et, dans un monde interdépendé, ces problèmes comptables sont de portée secondaire.

Nous accueillierions sans réticence ces idées rassurantes si, dans le cas français, le montant du déficit comptait moins que sa structure, ses caractéristiques, et ce qu'il révèle de l'appareil productif, sinon de la mentalité française. L'inquiétude provient, on le sait, de ce que le solde industriel, déjà négatif, s'est nettement dégradé en 1988, et qu'il est insuffisamment compensé par les surplus agro-alimentaires et les excédents des services. Qui plus est, les taux de couverture industriels français sont, avec une parfaite régularité, plus faibles vis-à-vis des pays de la CEE à douze qu'ils ne le sont globalement à l'égard du monde.

On peut tirer de cela, tout d'abord, des motifs sérieux de préoccupation sur les possibilités pour la France de faire face, dans

l'avenir, à l'ouverture des marchés européens. On retire aussi de l'étude du commerce extérieur français en longue période l'impression que l'économie française ne s'est pas, depuis vingt ans, délivrée des démons de la facilité ou de l'erreur.

La spécialisation internationale de l'économie française, comme l'ont montré de nombreuses études, brille par deux caractéristiques. En premier lieu, elle s'illustre par sa faible intensité, sa platitude. Les excédents, comme les déficits sectoriels sont timides (sauf pour les céréales, les boissons, l'aéronautique), montrant le refus ou la difficulté d'engagements dans des spécialisations industrielles affirmées. En second lieu — et cette observation concorde avec la précédente — elle se caractérise par l'importance et la constance remarquable des échanges croisés (exportations et importations) de produits similaires de qualité semblable à des prix similaires. Ceux-ci représentaient, en 1978, 46 % du commerce total de produits manufacturés, hors énergie et armement, 46 % encore en 1984 et 46,5 % en 1987.

Les faiblesses structurelles

Ces échanges constituent une sorte de ventre mou du commerce extérieur français, dont le volume relatif est stable mais le contenu changeant. Ils concernent des produits fortement concurrentiels et ne bénéficient pas d'avantages comparatifs clairs. L'insuffisance et les difficultés, en particulier, de la production française de biens d'équipement professionnel, à pour résultat, tout comme en Grande-Bretagne, de rendre l'investissement des entreprises plus fortement tributaire de l'importation que l'investissement allemand, qui a moins besoin dans ce domaine crucial d'apports extérieurs.

Toute expansion entraînant la reprise de la formation de capital fixe est donc, toutes choses égales par ailleurs, plus fragile, créant en même temps des déficits français et des excédents allemands. Il en est malheureusement de même

par l'expansion de la consommation des ménages...

Un tel état de choses présente un aspect structurel. Les racines en sont probablement très anciennes. Depuis le dix-neuvième siècle, l'économie française a toujours entretenu l'ambition, autant qu'il est possible, de tout produire, donc de ne pas se spécialiser : équilibre harmonieux — agriculture et industrie, — labourage et pâturage, — des romances qui ont toujours connu le succès.

La sensibilité française donne le plus souvent la priorité à la défense du marché intérieur contre la pénétration des importations étrangères, plutôt qu'à la surveillance et l'extension des marchés extérieurs. L'état a tendance à boucher les trous, au fur et à mesure qu'ils se présentent, par divers types de protectionnisme. Cependant l'adversaire, utilisant alors une stratégie indirecte, s'empare des parts de marché extérieures, qui ne peuvent être évidemment protégées par des quotas français, ou s'introduit par ses investissements sur le territoire, ou dans des pays de la même union douanière.

Ces constatations laissent douter que l'équilibre extérieur français puisse cesser, pendant une longue période, d'être fragile, malgré les progrès d'aujourd'hui. Le redressement d'une mauvaise spécialisation passe par des milliers de décisions décentralisées, prises à partir des signaux du marché, plutôt que par des politiques industrielles dont les justifications sont souvent discutables.

Or l'état français a toujours été, peu ou prou, un « état ambiteux », mais borné dans ses succès par ses tendances à déborder ses limites et à se contredire dans ses impulsions, accroissant ainsi la complexité et l'incertitude qu'il a pour mission de réduire. Il manifeste plus de dispositions pour la superposition des institutions, des commissions, des rapports, des impôts, des subventions, que pour la définition de perspectives claires et la pratique, en même temps qu'un certain ascétisme, d'une maîtrise discrète des talents et des volontés qui le rendrait, enfin, plus efficace.

B. LASSUDRIE-DUCHÊNE.

BIBLIOGRAPHIE

« La politique commerciale des grandes puissances face à la crise », de François David

Règles et enjeux

GUERRE des hormones ou des puces, frissons des marchés financiers à la publication des résultats du commerce extérieur américain, craintes nées de l'arrivée de nouveaux concurrents venus d'Asie... Des feux de l'actualité ont fait entrer les échanges internationaux dans la vie quotidienne. Une arrivée française mais récente qui recouvre des bouleversements profonds, parfois mal perçus par le grand public, même s'ils marquent, depuis trente ans, une internationalisation croissante des économies.

Dans un livre volontairement didactique et illustré de nombreux tableaux, François David dresse un état des lieux pour permettre à chacun de mieux comprendre des enjeux rendus complexes par de nouveaux rapports de forces. Entre la RFA, le Japon et les États-Unis — dont le poids dans les échanges mondiaux a, comme leur primauté, perdu de sa superbe, — de nouvelles règles du jeu se dessinent. Première puissance exportatrice mondiale, la Communauté européenne en tant que telle entend y être étroitement associée.

Après une description du « champ de bataille », le chapitre consacré aux acteurs du conflit permet à l'auteur d'effectuer une plongée dans un monde méconnu.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

celui de la CEE. Directeur de la Direction des relations économiques extérieures (DREE), il est bien placé pour en décrire les arcanes, les subtilités, les limites aussi.

Au moment où le multilatéralisme, après avoir offert un minimum d'égalité des chances à chaque pays, est dangereusement battu en brèche par la multiplication d'accords bilatéraux, la voie du commerce international s'annonce toujours aussi ardue.

Essentiellement descriptif, ce petit livre permet d'apprécier la portée des accords, ententes, ou rencontres qui émailleront les mois et les années à venir, dans l'espoir de dessiner un cadre plus équilibré au commerce, aux monnaies et par là même à la croissance mondiale.

FRANÇOISE CROUSNEAU.

(*) Éditions STH (6, avenue Léon-Henry, 75016 Paris), 192 p., 150 F.

La lettre de Washington

Présentée comme un outil de réflexion, un instrument de liaison et de dialogue, une « Lettre de Washington » mensuelle a été lancée par l'ambassade de France aux États-Unis. Elle cherche à aider les gens d'affaires, mais aussi tous ceux qui intéressent les réalités américaines, à mieux comprendre et suivre la conjoncture comme les marchés outre-Atlantique. Rappelons que Washington est au cœur d'un réseau de dix postes d'expansion économique aux États-Unis.

* Abonnement annuel 100 dollars (600 FF), complété avec l'abonnement au Bulletin du poste de Washington, 150 dollars (900 FF) publiant des études par secteur ou par grand sujet : 200 dollars (1 200 FF). Service de l'expansion économique aux États-Unis, Ambassade de France, 4101 Reservoir Road NW Washington DC 20007-2173. Tél. : (202) 944 63 07 ou (202) 944 60 00.

DIRECTEUR
DEPARTEMENT
TONE EUROPE

ECTEUR DES ACHATS
DU MERCHANDISING

DIRECTEUR
DU PERSONNEL

RESPONSABLE
VISION DISCOUNT

France

TECHNICO-COMMERCIAL

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

DIRECTEUR DEPARTEMENT ZONE EUROPE

Nous sommes filiale high-tech d'un
groupe (20 000 p.) réputé mondialement
pour l'excellence de son
management et de ses produits.
Nous concevons, fabriquons et
commercialisons des produits très
diversifiés et innovants. Notre crois-
sance (15% par an) et l'engagement
professionnel de nos équipes (600 p.)
témoignent de notre dynamisme.
Afin de poursuivre notre expansion,
nous recherchons un directeur département
zone Europe.
Son objectif est ambitieux : s'affirmer sur le marché européen par
l'intermédiaire de Grands Comptes et élargir une gamme de produits
performants en coordination (R & D, Marketing et gestion) avec la
structure internationale.
Le professionnel de son équipe et le potentiel de développement
de son secteur constituent ses deux atouts.
Votre crédibilité s'appuie sur une formation commerciale de haut niveau,
sur une aptitude à maîtriser parfaitement les caractéristiques d'un
marché en forte progression et sur un sens du management incontesté.
Vous avez les références d'un responsable de centre de profit et votre
expérience réussie est idéalement complétée par des produits techniques
et innovants.
Négociateur tenace, vous savez communiquer à tous niveaux avec
constance... et en anglais bien sûr.
Poste basé en très proche banlieue sud de Paris.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV,
photo et références) sous réf. 5836/JM à :

58, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS
qui transmettra en toute discrétion.

DIRECTEUR DU DEPARTEMENT FORMATION

CAA (Claude Aubré Associés) recherche son
Directeur du Département Formation.
Depuis plus de 10 ans, nous travaillons avec des
entreprises qui réussissent.
Nous participons à leurs réflexions stratégiques
(communication interne, management, stratégie
commerciale).
Dans notre action de Conseil, la Formation est une
des interventions la plus largement proposée.
Pour contribuer à leur succès, nous répondons à
leur exigence : nous leur apportons des démarches
créatives et personnalisées.
Passionnés par notre métier, nous l'avons tous
choisi après avoir exercé des responsabilités
opérationnelles en entreprise.

Si vos valeurs sont les vôtres
Si vous avez évolué vers une fonction de Consultant
(Ressources humaines, Formation, Management)
après des expériences réussies en Entreprise. Alors
venez contribuer au développement de CAA et
partager les réussites de nos clients.
Dans un métier aux perspectives passionnantes,
vous devez justifier :
d'une formation supérieure (Université 3^e Cycle)
de références professionnelles indiscutables
pour accomplir les missions suivantes :
• gestion du département en centre de profit
• commercialisation et croissance du département
• management d'une équipe de consultants
• développement des produits
• conception et maîtrise de projets de formation en
relation étroite avec les autres départements
(Budes, Communication interne...)
• participation au Comité de Direction.
CAA attend votre talent de manager et votre
personnalité d'homme d'exception, 7, rue du
29 juillet - 75001 PARIS.

CAA

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

L'un des tout premiers groupes
dans son secteur, ayant une double
activité de fabrication et de négoce, distribue
par son réseau succursalistes une gamme complète
(homme, femme, enfant, sport, défilé) d'articles
chaussants et recherche :

DIRECTEUR DES ACHATS ET DU MERCHANDISING

Il lui sera confié :
- l'élaboration de la collection en liaison avec les Chefs de
Produits,
- la gestion d'un important budget,
- l'encadrement de 5 acheteurs,
- le contrôle de la gestion des stocks,
- la responsabilité de l'écoulement des produits.
35 ans minimum, formation commerciale supérieure, pratique cour-
ante de l'anglais, expérience acquise en distribution mode et
grande diffusion.
Accepter la mobilité géographique lui permettra une évolution au
sein du groupe. Réf. 483/15

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Responsable de la gestion d'environ 2 500 personnes, sa tâche
concerne les fonctions classiques d'une direction de personnel
(outils de gestion, procédures, recrutement et formation, communi-
cation, relations avec les instances extérieures) adaptées au
domaine précis de la distribution succursalistes.
35 ans environ, formation supérieure (IEP, Droit Social...), expé-
rience de quelques années acquise de préférence dans le même
type d'entreprise. Pratique de l'anglais. Réf. 492/02

RESPONSABLE DIVISION DISCOUNT

Cette enseigne représente 80 magasins et fonctionne de façon
autonome avec ses acheteurs et sa propre structure commerciale.
Le responsable recherché en assurera la gestion totale aux plans
commerciaux, marketing, opérationnel et financier.
35 ans minimum, formation commerciale ou de gestion (ESC, ISE),
expérience réussie de direction dans un domaine proche de la
mode. Pratique de l'anglais. Réf. 492/03

Ces postes sont sous le contrôle immédiat de la Direc-
tion Générale et basés à Paris.



Adresser C.V. détaillé en précisant la référence
choisie à Antoinette LECLERCQ
FRANCE CADRES
22, rue Saint Augustin 75002 PARIS.

ASM France

Pour sa division "QUALIFLOW" spécialisée dans les composants de régulation
de gaz (Applications semi-conducteurs - Fibre optique - Pétrochimie - etc.).

RECRUTE 1 TECHNICO-COMMERCIAL

- 25-30 ans avec B.T.S. ou D.I.T. (Mesure physique, contrôle, régulation)
et formation ou expérience commerciale.
- Couverture territoriale Région Parisienne et France Nord.
- Evolution possible vers territoires étrangers.
- Déplacements fréquents.
- Anglais souhaité.
- Véhicule fourni.
Poste basé à Paris
Salaire fixe + % sur C.A.

Adresser C.V., photo et références à :
ASM France
Service du Personnel
175, rue du Caducée, Parc Exarémédine - 34090 MONTPELLIER

responsable de notre implantation parisienne

CONSEIL DE DIRECTION EN MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

En 8 ans, nous avons acquis sur le plan national une notoriété dans le domaine du Management, auprès
d'entreprises de premier plan. La concrétisation d'accords de partenariat avec d'importants confrères nord
américains et européens conforte la spécificité de notre positionnement et amorce notre ouverture internationale.
Nos actions permettent aux dirigeants d'optimiser leur efficacité dans leur métier, aux équipes de direction de
maximiser la qualité de leur perfectionnement et de leurs processus décisionnels, aux organisations de développer
une culture cohérente de management des ressources humaines, intégrée à la stratégie de l'entreprise.
Nous proposons à un professionnel du conseil de Direction de nous rejoindre pour prendre en charge l'animation
et le développement de notre implantation parisienne. Très autonome, il saura concevoir, promouvoir et négocier
auprès des Directions Générales des actions originales et performantes avec un souci élevé de qualité.
Initiateur de la démarche commerciale, il coordonnera les activités d'une petite équipe
ambitieuse et conduira lui-même des interventions variées : pilotage d'actions de
changement, harmonisation des hommes et des structures, animation de
séminaires. La pratique de l'anglais est nécessaire.
Merci d'adresser vos réponses sous référence 1171-M
à Nello-Bernard ABRAMOVICI

A.R.J.

54, COURS LAFAYETTE 68003 LYON

Notre objectif : accroître les performances des institutions financières

CONSULTANTS CONFIRMES X, HEC, MBA

Groupe de Conseil en Management (60 personnes), nous intervenons auprès
des Directions Générales de Groupes Financiers et Industriels.
Nous allons doubler notre activité dans les trois ans à venir en particulier dans
le secteur financier.
Pour participer à notre développement, nous recherchons des consultants de
talent dotés d'une forte personnalité et ayant de réelles capacités d'animation
et d'imagination.
Vous avez une formation de tout premier plan et une expérience réussie de 3
à 5 ans dans un Cabinet de Conseil ou dans une institution Financière.
Vous maîtrisez parfaitement l'un des domaines suivants :
- Conception et mise en œuvre des centres de gestion stratégique et
opérationnel.
- Organisation des back-offices et systèmes d'information Bourse-Titres.
- Gestion de la trésorerie et des risques de taux d'intérêt.
- Technologies nouvelles et stratégie informatique.
Rejoignez-nous et participez à notre croissance.
Vous serez formés à la conduite de nos missions à partir des démarches
originales qui contribuent à notre succès et favoriseront vos initiatives
pertinentes.



EUROGROUP
CONSULTANTS

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à Jean-Marie NOGARO - 17, rue
Louis-Rouquier - 92200 LEVALLOIS.

CAMIF

Notre métier : La Vente par
Correspondance. Nos moyens : des
Catalogues et des Magasins. Notre
dimension : 1600 salariés pour un C.A. de
4 milliards. Nos porteurs : plus de
500 000 clients-Sociétaires et 5 500 fournisseurs.

Service Juridique :

ASSISTANT JURIDIQUE H/F

Au sein d'une petite équipe, vous aurez pour mission notamment la
gestion des contrats d'assurances et le règlement des sinistres et vous
serrez confier des études ponctuelles en droit commercial.

Vous serez titulaire d'une maîtrise en droit, option assurances ou
équivalent, complétée par une première expérience professionnelle
dans le domaine des assurances et posséderez comme qualités
personnelles reconnues, la rigueur, l'esprit de synthèse et le sens des
relations humaines.

Ce poste est à pourvoir à NIORT et offre de réelles perspectives
d'évolution.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et
références) à la Direction du Personnel - CAMIF
Trévis de Chouray - 79046 NIORT Cedex.

FONDERIE ACIER REGION OUEST recherche jeune INGENIEUR COMMERCIAL

De formation supérieure (HEC, ESSEC ou Ecole d'Ingénieurs).

Poste à vocation internationale nécessitant une pratique
courante de la langue anglaise et de bonnes notions d'une
autre langue.
Des connaissances en fonderie sont souhaitées.



Adresser CV + prétentions,
sous référence CC 142,
à PROFILS
11, quai St-Michel - 75005 PARIS

كندا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Valeo
Embrayages

CORÉE, TURQUIE...

Des Ingénieurs confirmés et de valeur

pour développer nos techniques dans le monde

Poursuivant notre stratégie d'implantation internationale, nous recherchons des ingénieurs confirmés, capables, après formation complémentaire à nos métiers, d'apporter une assistance technique efficace à nos implantations à l'étranger, en s'y intégrant pour une durée de 2 à 3 ans.

Nous recherchons actuellement 2 ingénieurs pour la Corée et la Turquie. AM, INSA, ENSI, ils auront 5 ans d'expérience à dominante méthodes, acquise dans le domaine mécanique et de bonnes connaissances en emboutissage et traitement thermique. Ils seront particulièrement autonomes, adaptables et ouverts au dialogue et ils parleront bien l'anglais.

La réussite dans ces postes, qui leur permettra de mettre en évidence leur valeur personnelle et de connaître l'ensemble de nos fabrications, leur ouvrira de larges perspectives de carrière dans notre entreprise.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8A 1315-9M à notre Conseil, Cabinet ETAP, 71, rue d'Auteuil, 75016 PARIS.

etap

Valeo L'Équipement Automobile

Futur chef de projet informatique

PPG BOUSSOIS

La société BOUSSOIS (2,2 milliards de francs, 2300 personnes) filiale de PPG, premier groupe verrier mondial, renforce l'équipe de son service informatique et est prête à faire confiance à un jeune diplômé de valeur.

Nous recherchons ingénieur ou MAGE qui, par sa formation et une expérience réussie de 2-3 ans en entreprise ou SSII, témoigne d'une solide motivation et de réelles aptitudes pour se former et progresser dans le domaine informatique.

Dans le cadre d'un nouveau schéma directeur faisant appel à des techniques de développement performantes (L4G...) il participera à l'étude et à la réalisation de projets concernant l'ensemble des activités de l'entreprise. Large perspectives d'évolution. Poste à Levallois.

Ecrire sous réf. 8 C 1246-8M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Contrôleur de gestion confirmé, opérationnel et évolutif

Nous sommes un groupe industriel performant (1600 personnes, plusieurs filiales) et nous avons les moyens d'assurer notre croissance. Nous recherchons le Contrôleur de Gestion de notre groupe.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il sera chargé :

- d'animer et de coordonner la réalisation du processus budgétaire.
- d'apporter une aide concrète aux opérationnels dans l'analyse de leurs performances et l'élaboration ainsi que le suivi de plans d'actions.
- de faire évoluer les systèmes d'information en milieu informatisé (IBM 38).

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école de gestion, ayant environ 8 ans d'expérience professionnelle et ayant déjà exercé des responsabilités de contrôle de gestion en milieu industriel. Ses qualités de rigueur et de contact, ainsi que son tempérament de réalisateur lui permettront de réussir dans ce poste et d'évoluer ensuite dans le groupe.

Poste basé à Paris, déplacements fréquents en province.

Ecrire sous réf. 8 A 1347-9M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Chef du département gestion générale du personnel

Réussir un projet d'entreprise novateur et ambitieux, tel est l'objectif fixé par le management de notre entreprise, importante société de dimension nationale, agissant dans le secteur tertiaire et comprenant un effectif de 1200 personnes.

Rattaché à la Direction des Ressources Humaines, le Responsable que nous recherchons apportera son concours :

- dans la réalisation fiable et rapide de l'ensemble des opérations quantitatives : paie et charges sociales, tableaux de bord et bilans sociaux, simulations salariales... Dans ces domaines, il améliorera les procédures et les moyens informatiques.
- il sera garant de l'application de la législation sociale et assurera un rôle d'information et de conseil, dans les relations avec les partenaires sociaux ; il aura un rôle de préparation, de conseil, de négociation et il présidera certaines commissions.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant une solide expérience professionnelle (minimum 5 ans) impliquant pratique du droit du travail, gestion du personnel et paie informatisée. Il témoignera de solides qualités d'initiative, de dialogue, d'organisation et d'ouverture ainsi que la capacité d'animer une équipe.

Poste évolutif pour un candidat de valeur.

Lieu de travail Paris.

Ecrire sous réf. 8 B 1283-9 M en précisant prétentions
Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

JEUNE ESSEC, SUP DE CO ?...

PASSIONNÉ DE MICRO-INFORMATIQUE ?...

Que pensez-vous de conjuguer vos talents en assurant, sous l'autorité de notre Responsable Informatique individuelle, la mise en place d'un système informatisé de reporting global en étroite collaboration avec le Directeur Financier et le contrôleur de Gestion Groupe ? C'est la première mission, que vous propose en qualité de :

CHEF DE PROJET MICRO-INFORMATIQUE

Le GROUPE de presse HACHETTE et les publications Filipacchi (7000 personnes, un ensemble de magazines renommés en France et à l'étranger, une diversification réussie dans de nouveaux produits de communication : vidéo, production d'images...).

Au sein de la Direction Informatique du Groupe, vous aurez également pour tâche d'assister l'ensemble de nos utilisateurs dans le choix de leurs développements d'applications de gestion sur micro-ordinateur - 150 PC - (étude des besoins, solutions adaptées, formation) dans le cadre d'une large autonomie. Plus qu'un spécialiste technique, nous attendons un conseil interne, à la fois convivial, décidé et efficace.

Thierry de CARNÉ vous remercie de lui adresser votre résumé de carrière sous la réf. O/CPM/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Caumon-Vidart & Partners
AGENCE CONSEIL EN FORMATION

Notre métier, le conseil en formation, rien que le conseil en formation : cela nous positionne en amont des organismes formateurs vis à vis desquels nous sommes indépendants. Notre vocation professionnelle est d'aider l'entreprise à concevoir et à mettre en place un système intégré à sa stratégie qui lui permette d'optimiser l'investissement formation, d'en maîtriser l'efficacité, pour en faire un avantage concurrentiel, un atout de sa compétitivité.

Nos interventions portent pour l'essentiel sur le check-up de la fonction, sur la conception et la mise en place de schéma directeur de système de formation. Bref ! Il s'agit de renforcer le professionnalisme de la fonction formation et ses capacités de communication.

Nous nous développons fortement et souhaitons intégrer deux :

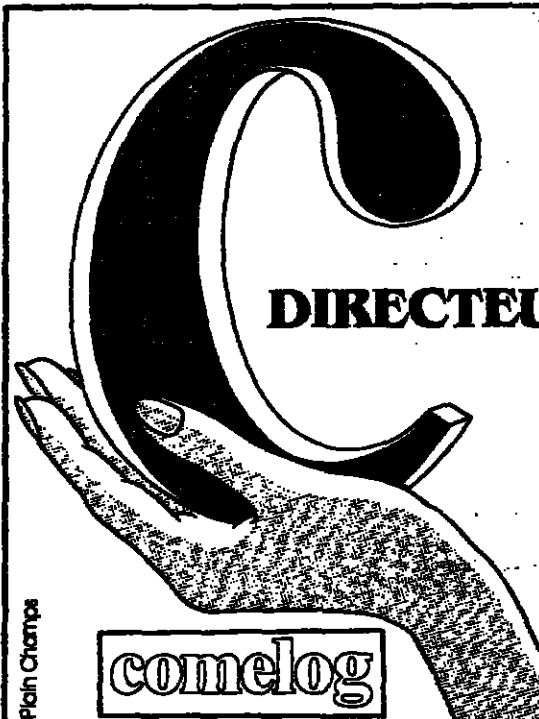
CONSULTANTS MANAGERS

Dans un premier temps, ils réaliseront des interventions en entreprises et participeront au développement méthodologique de l'agence. Dans un deuxième temps, ils prendront en charge un pôle d'activités dont ils assureront le commercial et le management.

Le profil des candidats repose sur une expérience de 3 à 5 ans dans le conseil en organisation voire en gestion des Ressources Humaines, une ambition d'entrepreneur et de manager, une personnalité positive et conviviale alliant énergie, rigueur et sens de l'autre.

Hugues RIEDINGER vous remercie de bien vouloir lui adresser lettre, CV, et photo (sous la référence 3308/A) à BOSSARD CARRIÈRES 4, rue Quentin Bauchart - 75008 PARIS.

BOSSARD
Carrières



Le Groupe COMELOG, SSII, 600 personnes en France et en Europe (Suisse, Belgique, Allemagne, Royaume-Uni), 50 % de croissance, recherche pour la région CENTRE :

DIRECTEUR D'AGENCE H/F

Vous serez le patron d'un centre de profit. Vous aurez donc la pleine responsabilité de la définition et de la mise en œuvre d'une politique de consolidation puis de développement.

Pour ce faire, vous aurez personnellement en charge l'action commerciale, le management de vos collaborateurs et la gestion administrative de votre agence. Cette agence est basée à ORLÉANS.

Si le COMMERCIAL est votre PLAISIR et la QUALITÉ votre CREDO,

Envoyez s/réf. : DA/OR, à Bernard BOURLON - COMELOG SERVICES FRANCE - 7, rue Louis David - 75116 PARIS.

Consultants en développement commercial, marketing-management Service Public

Après ses accords avec HAVAS/EUROCOM en 87, AVISO à Lyon en 88, ARGOS à Lille en 89, le Groupe Bernard Julhiet (250 personnes, 120 MF CA) affirme sa position de leader du Conseil en Développement, Gestion des Ressources Humaines et Formation. Bernard Julhiet Conseils, unités orientées vers les études et le conseil en développement commercial et marketing-management, recherche pour son équipe « Service Public » en fort développement (50 % par an).

Un consultant Senior Deux consultants Juniors

Hommes de marketing et de management, la trentaine, vous avez une formation supérieure (Ecole de Commerce, Sciences Po, Ingénieur...), vous avez déjà une expérience réussie (de 2 à 10 ans) dans le conseil ou dans le secteur des services (publics ou privés).

Vous souhaitez exercer vos qualités d'analyse, de synthèse et de rigueur et votre sens aigu de la communication dans la maîtrise ou la participation à de grands projets.

Les prestations de Bernard Julhiet - Service Public vous amèneront à conduire des diagnostics, ou à y participer, à établir des plans de développement, à proposer des modifications de l'organisation marketing-vente, à faire passer au quotidien le changement marketing management chez nos clients (FRANCE TELECOM, IGN, RATP, LA POSTE, ONF, COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, RADIO FRANCE...).

Merci de nous adresser lettre, CV, et photo sous référence CDCM BERNARD JULHIET CONSEILS 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois Perret Cedex.



BERNARD JULHIET CONSEILS

Membre de Syntec

Le Monde
CADRES

Le Monde. point de rencontre des grandes ambitions.

Valeo

Embrayages

Notre exigence n° 1: LA QUALITÉ

Dans notre métier d'équipementier automobile, le respect des exigences de nos clients est un facteur déterminant de succès. Leader mondial de l'embrayage nous sommes convaincus de l'importance de la fonction qualité et nous recherchons pour étayer nos structures.

• Un gestionnaire de la qualité

Rattaché au Directeur de la Qualité, il évalue les coûts de la non-qualité, assiste les divisions dans leurs actions qualité : sensibilisation, formation, création et utilisation de procédures, analyse des données statistiques et surtout contribue à la promotion de l'esprit qualité à tous les niveaux de l'entreprise.

Ce poste conviendrait à un cadre, même débutant, diplômé d'une grande école de gestion ou d'ingénieur, possédant de réelles qualités de communication.

Réf. 8 A 1322-9M

• Un patron de la qualité

à qui il sera rapidement confié la responsabilité et l'animation d'un service de 80 personnes ayant en charge l'assurance qualité de la production d'une usine de 1000 personnes. Il devra en particulier faire passer la qualité à tous les niveaux de la chaîne de production.

Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé, d'un minimum 30 ans, possédant impérativement une expérience significative d'encadrement en production, des qualités de rigueur et d'organisation et sensibilisé aux méthodes modernes de la gestion de la qualité.

Réf. 8 A 1323-9M

Postes basés à AMIENS.

Merci d'adresser votre candidature en précisant bien la référence à notre Conseil, Cabinet ETAP, 71, rue d'Auteuil, 75016 PARIS.

etap

Valeo

L'Equipement Automobile

ORGANISME NATIONAL PROFESSIONNEL Quartier Etoile recherche

2 Consultants - animateurs

pour aider les instances décentralisées à développer l'animation locale

A 25/40 ans, diplômés Ecole de Commerce, de gestion ou de marketing, votre goût pour la communication et vos qualités relationnelles vous permettront d'évoluer avec aisance dans un environnement technique. Hommes de terrain dynamiques et efficaces, vous serez chargés d'organiser des journées d'information thématiques destinées aux adhérents, de préparer et mettre en place un système d'information et de rétroaction sur le management des PIRE et d'animer, sur des thèmes spécifiques, des cercles de chefs d'entreprises.

Créatifs et autonomes, vous saurez vous faire apprécier pour vos compétences en management, marketing, vente, gestion et production.

Pour le poste Sealer une expérience de plusieurs années exercée dans le secteur du bâtiment ou des T.P. sera très appréciée.

Pour le poste Junior une première expérience sera un atout mais un débutant désireux d'optimiser son potentiel et prêt à s'investir dans cette fonction sera le bienvenu.

De fréquents déplacements en province de courte durée nécessitent une grande mobilité.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous Rét. 226 à C.K. - 15, rue Pétrarque - 75116 Paris.



Chantal Kenvyn

CONCEVOIR, ORGANISER, ANIMER...

Le Directeur de la Logistique d'un des leaders de la grande distribution articule le dispositif opérationnel de ses flux de marchandises autour de plusieurs :

Jeunes ingénieurs opérations

Ils sont chargés de l'organisation et de l'optimisation de tous les mouvements physiques de centres d'exploitation : du concept à la réalisation. Responsables de leur compte d'exploitation, ils sont jugés sur leurs résultats économiques et humains et sur leur capacité à promouvoir toute évolution technologique.

En outre, interfaces entre les Directions Marketing-achats et les surfaces de distribution clientèle, ils gèrent avec une équipe de 30 à 50 personnes les espaces appros, la manutention, le conditionnement, bref toute la logistique pour un meilleur service aux points de vente, selon la spécificité des produits.

Jeunes ingénieurs diplômés (AM, IDN, HEL, etc.), d'environ 28 ans, vous avez une première expérience réussie d'organisation de systèmes ou de structures et avez, si possible, dirigé des hommes dans un contexte de production. Ceci vous rend capables d'assumer pleinement votre rôle en vous appuyant sur nos outils d'information performants. Enfin, votre passion de convaincre, votre goût du défi et votre mobilité feront la différence. Au départ, les postes sont basés en région Lilloise.

Adressez confid. C.V., photo et courte lettre manuscrite, en précisant votre n° de tél., sous réf. 803 LM à M. SULIK.

A+ Carrières

47 bis, avenue Hoche 75008 PARIS

Notre Cabinet Conseil en recrutement, partenaire d'un grand groupe industriel pour l'implémentation de son développement.

Nous recherchons pour notre client :

JEUNE CONSULTANT SENIOR

Jeune ingénieur, diplômé, d'environ 28 ans, vous avez une première expérience réussie d'organisation de systèmes ou de structures et avez, si possible, dirigé des hommes dans un contexte de production. Ceci vous rend capables d'assumer pleinement votre rôle en vous appuyant sur nos outils d'information performants. Enfin, votre passion de convaincre, votre goût du défi et votre mobilité feront la différence. Au départ, les postes sont basés en région Lilloise.

TOP PARTNERS
45 rue de Richelieu
75001 PARIS

TC2P

Directeur d'usine

400 000 F

Un groupe français leader, recherche le Directeur de son unité industrielle à taille humaine qui réalise des matériels de distribution automatiques. Rattaché à la direction générale du groupe, le titulaire du poste assumera avec autonomie l'animation de ce

CENTRE DE PROFIT.

Ce poste conviendrait à un ingénieur AM, ENSI, INSA... possédant au minimum 10 ans d'expérience professionnelle et ayant déjà dirigé une unité de production d'ensembles électromécaniques. Une connaissance des systèmes électroniques serait appréciée.

Le choix sera dicté, au-delà des capacités techniques, par les qualités personnelles du candidat : autonomie, souci du progrès, capacités d'animation et d'organisation, rigueur dans la gestion. Anglais nécessaire.

Poste : 100 km Sud-Ouest Paris.

Ecrire sous réf. 8B 1276-9M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

ELECTRONIQUE

De la technique à la responsabilité d'Ingénieur d'affaires

Nous sommes une unité à taille humaine, performante, rattachée à l'un des premiers groupes internationaux, ayant pour vocation de développer un rôle d'ensemble pour des partenaires industriels, et nous réalisons des matériels et équipements électroniques diversifiés de haute technologie.

Nous disposons de moyens industriels très modernes, d'équipes techniques solides et performantes, et dans le cadre de notre développement, nous créons un poste au sein de notre équipe commerciale. Nous recherchons un jeune ingénieur électronicien, dont la mission sera de développer un plus large partenariat, avec notre clientèle : en étant très à l'écoute du marché, des développements technologiques, il sera à même de détecter des affaires en intervenant très en amont des projets, depuis leur phase d'étude. Responsable d'affaires complètes, il aura un rôle d'interface entre les bureaux d'études de nos clients et nos services techniques, le suivi jusqu'à la réalisation.

Le poste conviendrait à un ingénieur désireux de valoriser une expérience de 3 ou 4 années où il aura acquis de solides compétences techniques, motivé par une évolution vers des responsabilités plus larges à orientation technico-commerciale.

Il implique certes un goût marqué pour la technique, mais aussi un attrait pour le commercial, des qualités de dynamisme, de contact, d'ouverture et de souplesse d'adaptation.

De larges perspectives de carrière existent dans le groupe.

Poste à Paris. Ecrire sous réf. 8 C 1105 - 8 M. Discrétion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Contrôleur de gestion

filiales étrangères

350 000 +

Un grand groupe industriel français, parmi les grands mondiaux dans son domaine, recherche le Contrôleur de Gestion de ses filiales étrangères (12 filiales en Europe, Amérique du Nord et du Sud, Asie du Sud-Est, totalisant 800 millions de francs).

Besoin d'un DGA, chargé de l'international, il aura la double mission :

• d'assurer le contrôle de gestion au sens plein du terme ;
• de participer à l'élaboration des stratégies et plans et, plus généralement, de jouer un rôle efficace dans l'optimisation des synergies des filiales entre elles et avec le groupe, au plan financier, industriel et commercial.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une double formation : ingénieur (si possible électronicien) + gestion, disposant de 5 à 8 ans d'expérience professionnelle dont au moins 3 ans en contrôle de gestion dans un groupe international. Autonomie, rigueur, capacités de dialogue et tempérament d'opérateur lui permettant d'être performant dans ce poste.

Une réussite de quelques années dans cette fonction ouvrira à un candidat de valeur d'intéressantes opportunités fonctionnelles ou opérationnelles dans un groupe dynamique et performant.

Connaissance de l'anglais indispensable (connaissance complémentaire de l'allemand ou de l'espagnol souhaitée).

Poste Sud Paris.

Ecrire sous réf. 8B 1195-8M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

La Cellulose du Rhône et d'Aquitaine

Une dynamique de progrès pour un ingénieur disponible et innovateur

L'usine de Saint-Gaudens (430 personnes) propose à un ingénieur Génie Chimique ou Papeter, débutant ou première expérience, de prendre en charge des objectifs motivants de qualité et d'amélioration de la productivité dans une entreprise qui investit dans le développement de ses équipes comme dans la modernisation de ses installations (80 millions d'investissements par an).

Proche du terrain, il proposera des solutions et des actions de progrès, jouera, au sein du service contrôle développement, un rôle d'interface entre la fabrication et les services contrôle, développement et commercial, s'impliquera dans la formation du personnel.

Un tempérament d'animateur, le sens de l'équipe, la rigueur dans l'étude allée au pragmatisme dans la réalisation constituent les atouts indispensables à sa réussite et à son évolution en production ou vers des responsabilités technico-commerciales.

Ecrire sous réf. 8A 1334-9M à Annie SANTAMARIA - 11, rue Calvé, 33000 Bordeaux
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Coordonnez notre Stratégie de Communication

Nous sommes l'un des premiers cabinets internationaux de conseil financier et en management représentant en France plus de 1 000 personnes avec plusieurs implantations régionales.

Nos caractéristiques :

- une croissance rapide et continue,
- une large gamme d'expertises dans de nombreux domaines de pointe,
- une grande homogénéité dans le profil de nos consultants (diplômés pour 85 % de grandes écoles commerciales et d'ingénieurs, moyenne d'âge 30 ans).

Vous serez le responsable de la coordination des différentes composantes de notre politique de communication :
- externe (relations extérieures, manifestations, brochures,...),
- interne (publications,...) en liaison avec nos conseils spécialisés.
Membre du Comité Communication, vous initiez également la réflexion sur la définition de l'image du cabinet et les stratégies de communication à mettre en oeuvre.

Votre formation (IEP ou équivalent), votre expérience professionnelle (5 ans minimum) et votre maîtrise de la langue anglaise constituent les bases de votre candidature. Vos qualités de contact, votre rigueur et votre esprit de synthèse en font la valeur.

Envoyez votre dossier de candidature sous réf. EP 1072 MO à
L.B.W. 5, rue Leboutoux, 75017 Paris.

Optimiser nos performances

Prendre en charge l'ensemble des études opérationnelles d'un grand de la VPC (CA 940 millions, 500 personnes), actuellement en pleine expansion, c'est la mission confiée à notre

Responsable des études (H/F)

En étroite collaboration avec la direction clientèle (160 personnes) qu'il seconde, c'est un véritable homme de missions. Par son action, il optimise les performances de l'entreprise, s'attachant particulièrement à améliorer les procédures de vente (courrier, téléphone, magasin, logistique).

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur commercial, et vous avez une expérience de l'organisation et de l'outil informatique.

Le poste est basé dans la région de Blois.

Ecrivez sous référence 805709/M avec CV, photo et prétentions.
Consultez aussi le MINTEL 3617 code KRIEF.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue de la Bastille - 75007 Paris



Dynamisez notre Formation Optimisez nos Ressources Humaines

sur un de nos sites industriels (280 personnes) situé en Provence.

En liaison directe avec le Directeur d'établissement, vous animerez, en toute autonomie, l'intégralité de la fonction : vous détecterez les besoins, élaborerez le plan et le budget formation, prendrez en charge les différentes phases opérationnelles.

Agé d'environ 30 ans, votre formation supérieure et une première expérience dans cette fonction vous ont convaincu du rôle important que vous avez à jouer en Entreprise.

Nous sommes un des plus grands groupes pharmaceutiques français et nous nous appuyons, sur nos usines de production, sur des collaborateurs opérationnels pour qui décentralisation est synonyme d'autonomie, réussite synonyme d'évolution.

Si vous nous ressembliez, nul doute que nous nous comprendrions très vite.

Merci d'adresser votre dossier complet sous la référence O/RFS/LM à notre conseil Christianne CHARBONNE.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



LE GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS

Promoteur Immobilier reconnu pour son professionnalisme et l'importance de ses réalisations (opération Montparnasse) nous avons connu entre 86 et 88, une augmentation de notre chiffre d'Affaires de 180 % et de nos bénéfices de 300 %, ce qui nous place parmi les quatre premiers groupes immobiliers français. Nous recherchons un :

CHARGE D'ETUDES (H/F)

Pour ce poste qui nécessite, sens des affaires, esprit d'analyse et forte capacité de travail, nous souhaitons rencontrer une personne diplômée de l'enseignement supérieur possédant une expérience du MONTAGE D'OPERATIONS IMMOBILIERES en région parisienne de préférence.

Si vos ambitions vont dans le sens de notre progression alors n'hésitez pas !

Merci de nous adresser votre dossier sous référence : 2086 R/M ou transmettez-le à CVCADRE en composant le 3615 code JCM sur votre minitel où vous trouverez des renseignements complémentaires sur l'entreprise.



JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 12, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS

PARIS - LYON - NANTES - RENNES - TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE

SUD-EST

Suivi technologique et économique

Dans notre unité du Sud de la France, nous attendons un ingénieur à fort potentiel pour prendre en main notre maintenance.

AU-DELA du "dépannage" de notre outil, vous gèrerez le futur immédiat (suivi préventif et gestion des coûts) et...

BIEN AU-DELA vous mènerez une réflexion sur l'évolution de la maintenance en l'intégrant aux projets des leur origine. Vous développerez le prédictif et la GMAO. Encadrant une équipe de 30 personnes, vous ferez en outre évoluer leurs compétences en fonction de ces objectifs.

De formation supérieure, vous avez déjà une expérience de ce type de fonction dans une industrie de haute technologie. Votre domaine de compétence s'exerce de préférence en génie thermique, fluides et instrumentation... mais nous restons ouverts. Nous vous demandons en outre des qualités indéniables d'enthousiasme et de communication.

Notre Groupe est important, très connu et performant, notre marché porteur même à très long terme, nos passerelles inter-fonctions très ouvertes.

Christiane CHARBONNE attend votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, prétentions et photo), sous la référence O/RMA/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

La Direction des Affaires Juridiques et Contentieuses du Crédit du Nord recherche, pour renforcer son équipe pluridisciplinaire, le

RESPONSABLE DU SECTEUR AFFAIRES JURIDIQUES INTERNATIONALES

Dans un contexte d'évolution rapide des activités internationales de la Banque, ce poste recouvre des responsabilités importantes et diversifiées, en relation avec nos Départements internes, nos implantations à l'étranger et nos partenaires (Conseil et assistance aux Responsables opérationnels, élaboration des contrats, procédures et négociations d'affaires contentieuses...).

Ce poste s'adresse à un diplômé d'études juridiques de haut niveau (Maîtrise ou minimum) ayant acquis au moins 5 ans d'expérience dans une grande banque ou dans un Cabinet Juridique spécialisé.

Il permettra à un juriste rompu au Droit International et Communautaire d'exprimer pleinement ses qualités personnelles d'analyse, d'implication et de négociation.

La pratique courante de l'anglais est indispensable. Celle de l'espagnol ou de l'allemand serait un atout apprécié.

Votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo) sera étudié en toute confidentialité. Il est à adresser sous la réf. CUN 04/89, à Alain de Bejancin.



Crédit du Nord
VOUS D'ABORD

Direction
du Développement
du Personnel
50, rue d'Anjou
75008 PARIS.

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Futur Directeur des Ressources Humaines

Un des tous premiers groupes mondiaux dans sa spécialité (Frêt Express), réalise en France 350 Millions, emploie 600 personnes et progresse à un rythme annuel de 20 %.

Afin de mieux maîtriser sa croissance et assurer une bonne gestion (notamment prévisionnelle) de ses Ressources Humaines, le Directeur Général de DHL FRANCE, souhaite intégrer auprès de lui un Directeur du Personnel, capable d'assumer à court terme, une véritable Direction des Ressources Humaines,



couvrant l'ensemble de la fonction (administration / juridique / relations et négociations sociales / gestion prévisionnelle...).

Une formation supérieure (droit + gestion) et une solide expérience de la fonction acquise si possible dans une grosse PME privilégiant les "qualités relationnelles" et les "outils" de gestion fiables, sont vivement souhaitées.

La pratique de l'anglais est indispensable. Envoyer votre dossier (C.V. photo, salaire actuel) sous la réf. 890102 à notre Conseil.

Hay Managers

13, rue Alphonse de Neville - 75017 Paris

Offre exceptionnelle de
NEUBAUER
votre 205 cm,
votre 309 cm
en livraison immédiate
avec l'immense en (1)
GRATUIT



SOMMAIRE

■ La plupart des syndicats ont renouvelé leur état-major. Il leur reste à gagner la bataille des adhérents (lire ci-dessous).
■ La rigueur salariale imposée en France dans les débuts des années 80 a permis d'éviter

une aggravation du chômage (lire page 28).
■ L'ouverture des magasins le dimanche n'est plus contestée que par les syndicats. La loi pourtant s'y oppose (lire ci-contre).

■ Pourquoi les entreprises françaises ne recherchaient-elles pas à vendre la totalité de leur production à l'étranger? François Blamont explique que cette ambition est réaliste (lire page 28).

Après la condamnation du magasin IKEA dans l'Essonne

Travail du dimanche : les syndicats gardiens de la loi

Après le jugement rendu à l'encontre du magasin IKEA à Lisses (Essonne), condamné pour avoir maintenu son ouverture le dimanche (le Monde daté 19-20 février) les attitudes des différentes parties en cause se précisent.

Il est rappelé que « tout salarié doit bénéficier le dimanche d'une journée de repos hebdomadaire », sauf exceptions nécessaires à la poursuite d'un minimum de vie sociale, dans certaines limites, et que « le principe doit donc être affirmé et défendu ». A l'évidence, poursuit le texte, la vente de meubles ne correspond pas à cette définition et les achats pourraient tout aussi bien s'effectuer d'autres jours que le dimanche, « notamment le samedi, ou en semaine, du cours de la nuit ». Prenant l'exemple des pays d'Europe du Nord où le respect du repos dominical, parfois très strict, « ne nuit pas à l'efficacité économique », le ministère du travail fait observer qu'en Suède, « pays d'origine de la société IKEA, le principe (...) s'applique également ». Et d'ajouter que « l'égalité de concurrence entre les différentes formes de commerce coexiste également une règle intangible ».

Bien décidée à faire valoir le droit, l'UD-CGT de l'Essonne note que la direction de la société suédoise pourrait consacrer les 300 000 F d'amende par infraction constatée à l'amélioration du statut des salariés, plutôt que de poursuivre son activité commerciale le dimanche. La CGT a annoncé son intention de faire appel à un huisier afin de veiller au respect de la décision du tribunal. Manifestement, l'organisation syndicale poursuit ainsi son objectif d'interdiction du travail dominical, hors des cas où celui-ci est autorisé.

La direction d'IKEA-France, de son côté, continue de réfléchir avant d'arrêter sa position. En attendant, et pour les deux dimanches à venir, elle maintient l'ouverture du magasin à Lisses afin, dit-elle, de ne pas trop pénaliser les salariés concernés. « C'est une décision trop compliquée à prendre pour agir trop rapidement », affirme M. Lars Westman, directeur général d'IKEA-France, en précisant que l'éventuelle fermeture du dimanche « doit se faire dans des formes correctes », notamment pour les licenciements. Mais ses préoccupations ne sont pas seulement sociales : avec 28 % de son chiffre d'affaires réalisé le dimanche, à Lisses, IKEA s'inquiète aussi des répercussions qu'aurait la fermeture du magasin ce jour-là, alors que des concurrents resteraient ouverts dans d'autres « zones franches » de banlieue.

Quant au ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, aussi sollicité sur le sujet que son collègue du commerce et de l'artisanat, M. François Doublin, il a affirmé que « le gouvernement ne souhaitait pas remettre en cause le principe du repos dominical », sur lequel, a-t-il ajouté, il ne saurait y avoir d'« évolution fondamentale ». De fait, la mission actuellement confiée à M. Yves Chaigneau, dont les résultats sont attendus pour la fin du deuxième trimestre, ne devrait pas permettre de régler le problème posé par IKEA. Celle-ci s'orienterait davantage vers la définition de modalités et de conditions d'exercice du travail le dimanche, pour redonner de la cohérence à la pratique des dérogations, et ce, sans revenir sur le principe d'interdiction. Elle aura à clarifier une situation devenue anarchoïque et à proposer un dispositif de négociation qui suppose des contreparties.

Rappel du règlement

Dans cet esprit, on cite, au ministère du travail, le cas des nécessités saisonnières liées aux activités touristiques à la mer ou à la montagne. Il est en outre patent que, du côté de M. Doublin, on s'attache à défendre, par le maintien de l'interdiction du travail du dimanche, le sort économique des centres de la pratique des dérogations qui ont souvent lieu le dimanche matin et, bien sûr, des petits commerçants. Ceux-ci, fait-on observer, sont opposés à l'idée de l'ouverture du dimanche, qu'ils ne pourraient pratiquer et qu'ils jugent comme une concurrence déloyale.

Pour toutes ces raisons, le ministre du travail a publié un communiqué, le 21 février, pour préciser la règle en la matière qui dépasse le seul respect du code du travail.

ALAIN LEBEAUX.

Le patronat de la métallurgie critique la politique sociale du gouvernement

Le patronat de la métallurgie (UIMM) critique vivement la politique sociale du gouvernement dans son bulletin UIMM-Actualités. Il note à propos de l'Etat : « Champion de l'indépendance, il semble connaître bien des déboires dans son entreprise de « rénovation » du service public. Peut-être ses représentants seraient-ils bien inspirés de prendre quelques leçons de gestion sociale auprès des chefs d'entreprise. Pour l'UIMM, la « rénovation » (...) n'a à ce jour engendré qu'une fièvre indolore ».

Evocant le mécontentement des enseignants, le bulletin poursuit : « Envisager de révaloriser la condition des enseignants est certes tout à fait légitime, mais leur isolement corporatiste les voue, et les élèves avec eux, à tourner en rond. Le gou-

vernement serait bien avisé d'essayer d'ouvrir les fenêtres de l'éducation nationale et d'y faire remuer l'air de la société civile — via les régions, les municipalités et, pourquoi pas ?, les parents ».

L'UIMM se montre également critique à l'égard du conflit des gardiens de prison : « L'art de prendre les problèmes à l'envers atteint également un sommet lorsqu'on voit le gouvernement proclamer d'abord « pas un sou, pas un homme » puis commencer la distribution sans que soit ramené le calme. Enfin, il s'en prend à l'idée selon laquelle la progression des dépenses d'assurance-maladie est inéluctable. La solution : l'augmentation des ressources ! C'est, si l'on ose dire, avoir l'argent facile ».

La relève à la CFTD, à la FEN et à FO

Les trois défis des nouveaux dirigeants syndicaux

Des pages lourdement chargées d'histoire ont été tournées. Une parenthèse s'est refermée. Les guerres de succession sont (provisoirement) terminées dans les principales centrales syndicales. A l'automne 1987, la FEN avait, avec l'arrivée de M. Yannick Simbron, changé en douceur de secrétaire général. A la CFTD, M. Jean Krasucki (quarante-sept ans) a succédé à M. Edmond Maire. A FO, M. Marc Blondel (cinquante et un ans) a pris la suite de M. André Bergeron. Et à la CGT, M. Henri Krasucki (soixante-quatre ans) va finalement succéder à lui-même. De ces différentes relèves syndicales va-t-il résulter un sursaut du syndicalisme ou une nouvelle période d'immobilisme ?

Les guerres de succession sont achevées, mais elles ont fait beaucoup de blessés et laissé souvent un sentiment d'amertume. En apparence, elles se soldent par deux échecs et un succès. A la CFTD, M. Maire semble avoir échoué puisque ce n'est pas sa candidate, M. Nicole Notat, qui a recueilli son héritage. Mais M. Maire a su habilement transformer sa déconvenue en avantage. Il a reconnu à temps que M. Krasucki avait les faveurs de ses troupes. La conversation était, pour lui, d'autant moins rude à négocier que la « ligne Maire » est, sur l'adaptation du syndicalisme, la sœur jumelle de la « ligne Krasucki », même si le nouveau secrétaire général est moins théoricien et plus pragmatique.

A FO, en revanche, l'échec apparaît total pour M. Bergeron : son dernier congrès, au bout de vingt-cinq ans de règne, lui a rendu un hommage qui a rassemblé, sous le feu roulant des critiques et d'un scrutin-sanction, à une dure mise en pénitence. Ce n'est pas son dauphin, M. Claude Pitou, qui a été élu, et M. Blondel, en mettant en avant « un syndicalisme de contestation », ne se présente pas dans la continuité. M. Bergeron est donc parti en se mettant à dos les « pitouiens » après avoir subi les foudres des « blondellistes ».

A la CGT, M. Krasucki peut parler de succès. Il semble avoir gagné la partie, qui était difficile jusqu'au sein de son propre parti. Un retournement dû en partie à un début de rétablissement électoral de la CGT à EDF, aux Charbonnages, chez Renault, mais aussi chez Peugeot, où elle vient de gagner 9,81 points

dans le collège ouvrier, au comité d'établissement du centre de production de Mulhouse. Mais le succès reste aléatoire. M. Krasucki n'aurait-il bénéficié que d'un sursis de dix-huit mois en attendant d'écarter à M. Louis Vianet la totalité d'un pouvoir qu'il va déjà devoir partager avec lui ? La question fait planer comme une incertitude sur la CGT.

Le rideau n'est donc que temporairement tombé sur cette pièce des

Avec l'élection récente de M. Marc Blondel à la tête de FO, les successions apparaissent terminées dans les confédérations syndicales. Mais, alors que la syndicalisation semble toujours en recul, les syndicats doivent répondre, au plus vite, à un triple défi : syndiquer, s'adapter et négocier les mutations.

successions syndicales. Le problème, c'est que, si le théâtre syndical a encore des spectateurs (au regard de la participation des salariés aux élections professionnelles, qui reste d'un bon niveau), il y a de moins en moins de volontaires pour interpréter les principaux rôles — déclin du militantisme — et de moins en moins de monde dans les coulisses pour faire tourner la machine.

La dernière enquête du CREDOC situait le taux de syndicalisation en France à 10 %. Et, selon le ministère du travail, l'implantation syndicale, déjà limitée, est encore en recul : la proportion d'établissements d'au moins 50 salariés ayant une section syndicale ou plus est passée de 57,1 % en 1985 à 55,1 % en 1987, et 43 378 délégués syndicaux ont, en charge, 4,5 millions de salariés...

Négocier les mutations

En 1966, bien avant de succéder à celui qu'il défiait ainsi, M. Blondel soulignait que, « être la deuxième centrale de France lorsqu'on sait qu'il y a 25 % de syndiqués, ce n'est pas un excellent titre de gloire ». Que dire aujourd'hui de la compétition que se livrent cinq confédérations pour se partager un « gâteau » représentant 10 % de syndiqués ? La bataille en question paraît d'autant plus désolée, dans la perspective de l'Europe de 1993 et de la construction de cette fameuse Europe sociale encore bien floue, que nos petits syn-

dicats vont devoir affronter leurs vus et si possible coopérer avec des mastodontes syndicaux en RFA, en Grande-Bretagne ou même en Italie. On avait comme de dire il y a quelques années que la RFA était un géant économique mais un nain politique. La France, elle, est bien un nain syndical.

Maintenant que les relèves ont eu lieu, ou qu'un peu de répit est accordé pour les suivantes, MM. Krasucki, Blondel et Krasucki

mais aussi M. Simbron, comme M. Paul Marchelli (CGC) et M. Jean Bernard (CFTC), vont devoir relever, au plus vite et sans attendre l'échéance de 1993, un triple défi : syndiquer, s'adapter, négocier les mutations.

Tous les syndicats ont vu leurs effectifs fondre comme neige au soleil au point qu'ils ne publient même plus leurs chiffres officiels. Tous encourent l'état d'un regain de syndicalisation, mais sans en faire la moindre démonstration. Mais ils ne peuvent se contenter d'avoir des représentants dans les organismes paritaires, des délégués mandatés dans une moitié d'entreprises assujetties et des permanents dans leurs structures intermédiaires. Il leur faut — et il leur manque — des adhérents cotisants.

Une telle nécessité, vitale, est bien comprise. M. Blondel a placé haut la barre de ses ambitions en voulant « doubler » le nombre d'adhérents de FO dans le secteur privé alors qu'elle est traditionnellement implantée dans le secteur public. Comme M. Maire, M. Krasucki cherche un « syndicalisme d'adhérents », ce qui passe par un effort accru de syndicalisation. M. Krasucki aussi parle de syndicalisme du « quotidien », capable d'attirer davantage de salariés. Mais la CGT a un handicap de taille à affronter. Politiquement, sa base est large et variée, mais elle s'est retirée comme une peau de chagrin. Comment séduire de nouveaux salariés en conservant une image aussi politisée ? M. Krasucki est conscient de ce problème, mais comment le surmonter, en pleine période électorale, quand successivement M. Page, secrétaire général de l'union départementale du Val-de-Marne, puis la fédération des mineurs appellent, à mots à peine couverts, à voter communiste ? Un repli de la CGT sur son « squelette communiste » n'est peut-être pas la meilleure façon d'augmenter son nombre de syndiqués.

Cercles d'inités

Pour gagner la bataille de la syndicalisation, et au moins arrêter le déclin, les syndicats ont besoin d'attirer tous ceux qui, jusqu'à présent, sont restés sur leurs marges, qu'il s'agisse des chômeurs ou des salariés en situation précaire ou plus globalement des jeunes, qui sont pour le moins indifférents à des institutions qui leur paraissent inadéquates. D'où l'impératif pour les confédérations de s'adapter, non pour copier les nouvelles modes, mais pour changer leurs pratiques et leurs langages, sortir des cercles d'inités.

En apparence, la CFTD est la plus en pointe sur ce terrain de l'adaptation, même si, chacune à sa manière, la CGC, la CFTC et même

la FEN s'y aventurent. « Nous aussi, proclamait M. Krasucki à peine élu, nous devons nous moderniser. Tenir compte du réel, mieux travailler ensemble avec des structures efficaces et complémentaires. Aller toujours plus loin dans la démocratie... » Mais la CFTD donne encore trop le sentiment de mieux savoir ce qu'il ne faut plus faire — en ayant tourné le dos par étapes depuis dix ans à la politisation de l'action syndicale — que ce qu'il faut faire concrètement. Sa crédibilité dépend moins de ses discours, très réalistes, que de ses actes dans les branches et les entreprises, de son « savoir-faire ».

La CGT, si l'on en croit le projet d'orientation de son prochain congrès, où on reconnaît la marque de M. Krasucki, presque « gorbatchévien » sur ce point, est moins à la traîne qu'il n'y paraît. Elle préconise un « bouleversement de taille » impliquant « des révisions nettes » de sa pratique syndicale, afin, par exemple, que les revendications ne soient plus « élaborées en cercle réduit ». Le problème c'est qu'il y a dix ans déjà, et avec beaucoup plus d'audace et d'ouverture, M. Georges Séguin avait joué la carte de la démocratisation en souhaitant une pratique syndicale beaucoup plus « en prise directe avec les besoins des salariés ». Et qu'il s'était cassé les dents sur les pesanteurs, les réticences internes et les résistances du PCF. Rien ne permet d'être plus optimiste en 1989 qu'en 1978.

Reste FO. M. Bergeron ne parlait pas beaucoup d'adaptation, mais il reconnaissait comme son dauphin le malheureux la nécessité d'évolutions. Or M. Blondel voit, lui, dans une telle démarche l'émergence d'un « syndicalisme d'accompagnement » se bornant à intégrer les modifications de l'environnement économique, social et technologique sans chercher à peser sur le cours des événements. Il préfère être celui qui modifie la condition salariale plutôt que celui qui en subit les conséquences. Le résultat est qu'il apparaît raide là où il devrait être souple, prêtant l'oreille à ceux de ses amis qui pensent que le syndicalisme n'a d'avenir qu'en restant « archaïque ». Mais est-ce en se bornant à défendre des acquis intangibles que le syndicalisme peut espérer attirer de nouvelles couches de salariés ?

Il lui faut, en effet, répondre à un troisième défi, qui est de négocier, y compris dans le cadre européen, les mutations sociales, économiques et technologiques. Alors qu'au niveau national la CGT refuse tout accord qui suppose une évolution dans laquelle elle ne voit qu'une régression, le jeu contractuel va-t-il se limiter à la CFTD, à la CFTC et à la CGC, avec aussi la FEN dans la fonction publique ? Ce serait une curieuse situation que de voir M. Krasucki remplacer M. Bergeron dans le rôle de champion de la négociation collective et M. Blondel devenir aussi méfiant devant la politique contractuelle que l'était M. Maire il y a un peu plus de dix ans...

Les trois défis se tiennent, et on voit mal comment M. Blondel pourrait doubler ses effectifs dans le privé en se bornant à avancer des revendications sans qu'elles débouchent sur des compromis. Le réalisme poussera sans doute le nouveau dirigeant de FO à plus de pragmatisme. Les confédérations savent bien que dans les entreprises, là où sont les salariés, leurs syndicats qu'ils soient CGT, CFTD ou FO, savent mieux qu'il n'y paraît faire le lien — vital — entre syndiquer, s'adapter et négocier. Même sans relèves...

MICHEL NOBLECOURT.

18 et 19 MARS

EXPOSITION INTERNATIONALE

VENTE - ECHANGE

MINÉRAUX

HOTEL PARIS-HILTON

(au pied de la Tour Eiffel)

18, avenue de Suffren, PARIS (16^e)

Offre exceptionnelle
NEUBAUER
votre 205 GTI,
votre 309 GTI
en livraison immédiate
avec l'intérieur en CUIR
GRATUIT



NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Économie

SOCIAL

Les bienfaits de la rigueur salariale

Des centaines de milliers de chômeurs en moins...

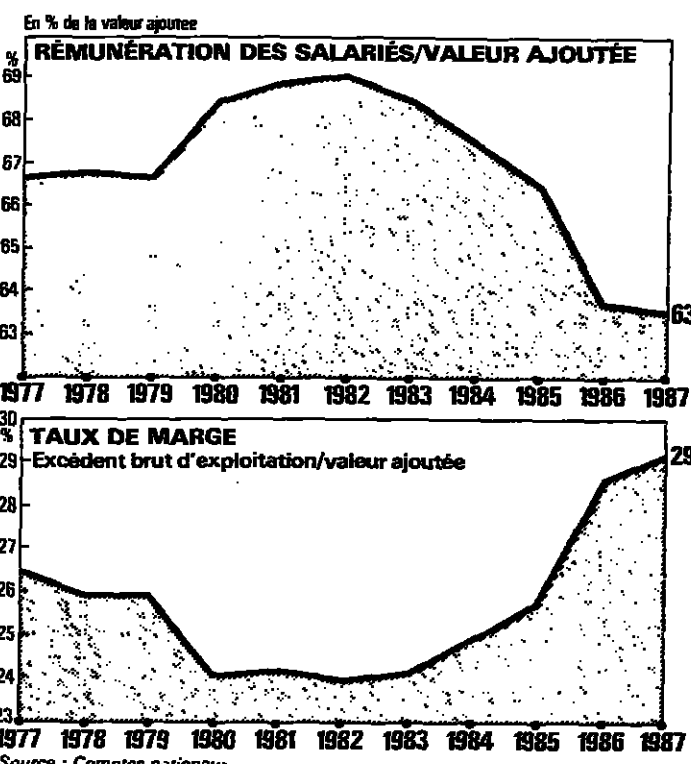
A ceux qui s'interrogent sur le bien-fondé de la politique de rigueur salariale imposée à la stupéfaction générale par MM. Mauroy et Delors en 1982 puis poursuivie avec constance jusqu'en 1987 par tous les gouvernements, une réponse positive peut maintenant être apportée.

Selon les calculs des experts, la croissance des salaires réels — ou du pouvoir d'achat, si l'on préfère — à un rythme inférieur à celui de la productivité de l'économie pendant la période 1982-1987 a évité à la France une détérioration beaucoup plus grave de l'emploi. Il est établi que si le pouvoir d'achat des salariés avait augmenté aussi vite que la productivité, le taux de chômage aurait dépassé de deux points le niveau atteint en 1987, soit 12 % de la population active au lieu de 10 % environ. C'est dire que les efforts consentis par les salariés depuis six ans ont évité entre quatre cent mille et cinq cent mille chômeurs supplémentaires.

Presque tous les économistes sont maintenant d'accord sur l'impact négatif qu'a eu la croissance très rapide des salaires au cours des années 70, tout spécialement après le premier choc pétrolier de 1973-1974. Mais dire que le taux de chômage a été singulièrement modifié par l'effort consenti sur les salaires à partir de 1982 surprendra peut-être les économistes du Parti communiste et quelques autres — peu nombreux maintenant — situés à l'aile gauche du Parti socialiste, qui ont toujours estimé qu'une forte demande intérieure alimentée par des salaires réels sans cesse améliorés était le meilleur stimulant de l'appareil productif national, et tout spécialement de l'investissement.

Il est maintenant évident que l'impact positif d'une forte demande des ménages, entretenu par des hausses de salaire, aurait été moins fort que les effets négatifs : la détérioration des profits des entreprises et une hausse relative du coût du travail auraient tout à la fois empêché les firmes — à l'époque, très endettées — d'augmenter fortement leurs investissements comme elles l'ont fait, tandis que la compétitivité des produits français se serait davantage dégradée sur les marchés étrangers. Enfin, la hausse plus rapide des prix qui aurait résulté d'une telle politique aurait peu à peu freiné la consommation des ménages.

Reste maintenant à savoir si le rétablissement de l'économie française est suffisamment avancé pour permettre une autre politique salariale, plus généreuse. Poser la ques-



tion n'est peut-être pas inutile, même si l'évolution des rémunérations est de moins en moins contrôlée par la puissance publique, le secteur privé ayant largement repris les commandes dans ce domaine, chaque entreprise distribuant du pouvoir

d'achat en fonction de ses résultats. La question vaut tout de même pour le secteur public, par rapport auquel le gouvernement est théoriquement maître du jeu. Or, précisément, la position officielle en la matière n'a été ni claire ni constante, comme si l'Etat ne savait pas jusqu'où il peut

aller avec ses agents sans remettre en cause des acquis très positifs mais qui pourraient facilement se détériorer.

Jusqu'au début des années 80, le partage de la valeur ajoutée des entreprises s'est fait de plus en plus à l'avantage des salariés et au détriment des profits, c'est-à-dire des entreprises. A partir de 1982-1983 — la situation de l'économie française s'étant gravement détériorée, — la politique Mauroy-Delors de rigueur salariale a progressivement retourné ce partage : la part allant au bénéfice a sans cesse crû, permettant aux sociétés d'abord de se désendetter puis, à partir de 1987, de recommencer à investir fortement.

La question qui se pose maintenant est délicate : l'économie française gagnerait-elle à ce que se poursuive cette orientation du partage de la valeur ajoutée ? En clair, les salaires réels doivent-ils continuer de croître moins vite que la production nationale ? Si oui, les firmes gagneront de plus en plus d'argent, mais en profiteront-elles pour accroître leur puissance, embaucher, investir ou relâcheront-elles leurs efforts de gestion et de rigueur ? Bref, se feront-elles du miel ou du gras ?

Il n'est pas sûr que le gouvernement Rocard, empêtré dans ses rapports avec le secteur public ait une réponse nette à apporter. La croissance économique, qui continue d'être forte et facilite bien des choses, laisse quelques mois supplémentaires au pouvoir public pour réfléchir et clarifier ses positions.

ALAIN VERNHOLLES.

La Drôme et l'Ardèche expérimentent la carte « FO-plus »

VALENCE
de notre correspondant

L'Union interdépartementale de Drôme-Ardèche Force ouvrière a peut-être trouvé un remède à la désyndicalisation : la carte « FO-plus », qui offre à l'adhérent une série d'avantages sociaux et pécuniaires, devrait donner du syndicat une image plus attrayante. C'est ce que souhaite M. Gérard Clément, le secrétaire général de l'UD, qui vient de mettre au point la carte « FO-plus » : cette carte d'adhérent a la forme d'une carte de crédit. Elle doit assurer à l'adhérent de Force ouvrière une assistance juridique gratuite (prud'hommes, Sécurité sociale, consommation, droit du travail...)

et lui permettre de faire des économies sur présentation de sa carte, il pourra obtenir une réduction sur le prix d'achat d'une voiture, bénéficier d'un taux préférentiel pour un prêt bancaire ou d'un tarif réduit pour un séjour de vacances ou un stage sportif.

Le syndicat a obtenu l'accord de principe de certains commerçants ou organismes bancaires qui passeront des conventions en bonne et due forme avec le syndicat Force ouvrière lorsqu'il voudra utiliser sa carte « FO-plus ». « Cette carte n'a aucun but mercantile, assure M. Clément. Nous voulons simplement aider nos adhérents dans leur vie quotidienne en leur offrant un plus. Ainsi le syndiqué peut avoir la cer-

titude qu'il ne paie pas une cotisation pour rien... »

La carte sera remise dans les prochains jours aux adhérents à jour de cotisation (environ 450 F par an pour ceux qui individuellement adhèrent directement à l'UD ; 40 F seulement pour les chômeurs et les titulaires d'emplois précaires). M. Clément admet aussi que la carte « FO-plus » est une réponse à la désaffection des syndicats et qu'elle doit faciliter « la mission des militants » au moment du paiement des cotisations. « Nous faisons dans la Drôme-Ardèche une expérience grandeur nature », explique M. Clément, qui souhaite que son idée fasse son chemin.

GÉRARD MÉJEAN.

La lutte contre le travail clandestin Réunion au Sénégal des responsables des administrations fiscales des pays francophones

Les responsables des administrations fiscales de vingt-sept pays francophones viennent de se réunir au Sénégal pour étudier les problèmes posés par le travail clandestin et les distorsions de concurrence qu'il crée.

Ces réunions organisées dans le cadre du Centre de recherches et d'études des dirigeants d'administrations fiscales, créé en 1982 à Yaoundé, ont pour objet de développer la coopération et les échanges d'expériences entre administrations fiscales.

Les travaux de cette année ont porté sur la fiscalisation du secteur parallèle. Avec la crise, ce secteur clandestin (agriculture mais surtout artisanat et petit commerce) a pris une place croissante dans l'économie des pays en développement. Soupape de sécurité à l'égard du sous-emploi, l'essor de ce secteur parallèle pose aux Etats un redoutable problème budgétaire et économique, dans la mesure où le secteur moderne, supportant seul le financement des charges collectives, se trouve surtaxé et entravé dans son développement.

Les pays en développement ne sont pas les seuls à faire face à l'économie parallèle, le phénomène des ateliers clandestins du Sentier à Paris n'est pas fondamentalement différent de celui des distributeurs d'articles de contrebande dans la Medina de Dakar. Malgré des moyens très supérieurs, le fisc des Etats développés n'a pas réussi à colmater les brèches. Les participants à la réunion de Dakar ont donc décidé de resserrer davantage leur coopération, notamment en se communiquant leurs expériences mutuelles.

QUATRIÈME VOLUME DE LA COLLECTION MANIÈRE DE VOIR



DÉSARMEMENT DÉVELOPPEMENT ET SURVIE DE L'HUMANITÉ

La course aux armements est la seule qui ne comporte pas de fin d'arrivée. Elle n'a pas d'autre fin que l'annihilation de l'humanité. Les deux camps, les deux superpuissances, les deux blocs, se sont en effet engagés dans des dépenses colossales pour réduire à néant les arsenaux nucléaires et éviter de périlleuses confrontations dans le tiers-monde.

Le Monde diplomatique explore le sens de ces nouvelles réalités, au Sud comme au Nord. Avec espoir, analyse une ombre de la catastrophe, les pauvres de la planète attendent que la détente stratégique débouche sur une stratégie globale de développement.

Au seuil d'une ère nouvelle, les grandes puissances et l'Europe sauront-elles trouver des idées de justice et de progrès pour façonner le monde de demain ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 96 p. - 38 F

BON DE COMMANDE LA PAIX DES GRANDS, L'ESPOIR DES PAUVRES
Tarif France : 42 F - Tarif étranger : 46 F (frais d'expédition inclus)
NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____ CODE POSTAL _____
LOCALITÉ _____ PAYS _____
Commande à faire parvenir avec votre règlement à :
LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 08.

BILLET

Un coup d'éponge

Deux semaines après l'intervention du chef de l'Etat à 7 sur 7, ses propos trouvent encore de l'écho dans l'actualité des affaires.

Que le président de la République s'exclame « Je veux qu'on défende les producteurs français (...) contre cet argent baladeur, comme les oiseaux de proie qui s'emparent de tout cela sans avoir fait d'efforts... » et les achats de Spontex et Aussestad-Rey, respectivement par les multinationales américaines 3M et International Paper, se trouvent contrés, in-extremis par des « offres franco-françaises » de dernière minute.

Que le président ajoute « Le rôle de l'Etat dans ce domaine est un rôle déterminant. Lui, il peut l'empêcher... » et tous les regards se tournent vers la Rue de Rivoli qui doit donner son feu vert aux deux achats en question. Dans l'affaire du rachat de Spontex par 3M (pour 1,1 milliard de francs, annoncé en septembre 1988), le ministère de l'Economie avait, fin novembre, saisi le Conseil de la concurrence. Des rumeurs avaient couru à l'époque sur l'éventuel « mauvais coup » qui se préparait contre le groupe Châteaufort, de M. Jérôme Seydoux, propriétaire de Spontex. Le Conseil de la concurrence a rendu, vendredi, son avis... il est favorable à l'opération. Après tout, Spontex, leader mondial de l'éponge et fier de Beauvais, ne couvrira, avec 3M, que les quatre cinquièmes du marché français.

On découvre, en même temps que cet avis, qu'une alternative

nationale crédible existe pour Spontex. Un tour de table de premier plan — regroupant LBO-France, Euris (fonds d'investissement de Jean-Charles Naouri, l'ex-directeur du cabinet de M. Bérézgovoy), la Financière de Suez et Pharamund — est prêt à sauver l'essuyage français.

Et lundi 27 février au matin, c'est l'affaire de l'OPA d'International Paper sur Aussestad-Rey (numéro trois français du papier) qui rebondit, avec une contre-offre en bonne et due forme menée par le groupe Saint-Louis, récent propriétaire d'Arjomari. L'enjeu est ici plus lourd : il s'agit de mettre sur la table au moins autant qu'International Paper dans son OPA (2,2 milliards de francs) et d'investir autant que lui (1,5 milliard de francs) pour la modernisation de l'entreprise. Saint-Louis en a certainement les moyens : son dynamisme président, M. Bernard Dumont, sut vendre il y a un an Lesieur (encore un fleuron hexagonal) à l'italien Ferruzzi et l'allemand Henkel, et il lui reste encore quelque trésorerie de ces bonnes ventes.

Reste maintenant à attendre le jugement de Salomon de la Rue de Rivoli et l'avis du ministère de l'Industrie, toujours prompt, depuis l'affaire Gillette, à partir en guerre contre les multinationales américaines. Espérons que les autorités françaises seront aussi rapides dans leur décision que les autorités américaines pour l'achat d'American Can par Pechiney.

DIDIER POURQUERY.

POINT DE VUE

Vendons français

par François Blamont
président du groupe Sophia,
vice-président
du Syndicat national de l'industrie
des technologies médicales

Le président de la République vient opportunément de le rappeler : la France est le quatrième exportateur mondial. Oui, encore et toujours ! Si nous voulons maintenir notre rang, et conserver notre place, nous devons fuir le sur-place.

Parmi les voies et les moyens qui s'offrent à nous, le choix n'est pas au maintien en l'état du modèle français, insuffisamment performant pour faire face aux défis de l'avenir, ni à l'adoption difficile et tardive du modèle nippon, mal adapté de toute manière à notre culture économique, individuelle et sociale.

Nos atouts sont ailleurs, dans un modèle original à composer à partir des ingrédients existants et typiquement français, qui fasse la part belle à nos deux richesses nationales : les irremplaçables vertus du privé et la nécessaire onction publique.

Les qualités précieuses d'entrepreneurs et de commerçants ne nous font pas défaut, bien au contraire. Nous devons être mobilisables à merci, pour ouvrir tout grand le champ de l'exportation à l'innovation : produits, systèmes, services nouveaux, peuvent et doivent être notre point fort. A l'innovation, le concours des marchés extérieurs. Au vieux slogan frileux « Achetez français », substituons le nouveau mot d'ordre : « Vendons français ».

Par un effort décisif sur nous-mêmes, il faut sortir de nous-mêmes et propulser sur la scène du marché du monde toutes nos ressources humaines et matérielles. Notre génie national de nouveaux industriels et de nouveaux conquérants doit se faire jour au grand jour, à travers un ressassement propice des énergies et des volontés autour de l'axe exportateur qui constitue la seule voie d'avenir et de salut pour notre nation. Tout le reste, qui est cuisine interne, et préoccupations franco-françaises, doit être balayé, ou en tout cas subordonné sinon sacrifié, à l'objectif essentiel : produire pour vendre ailleurs.

100 % du chiffre d'affaires à l'exportation : cela ne doit plus rester l'exception notable, dont s'excusent quelquefois les champions de l'export absents de leur marché national. Des grands antiques du quel Voltaire aux nouveaux héros des technologies médicales les plus avancées, il y a déjà en France tout un potentiel de petites et moyennes entreprises qui, sur des créneaux spécifiques, à retrouver, à conserver, à découvrir ou à inventer, n'ont qu'à se louer, et la France avec eux, d'avoir fait le choix de l'étranger.

L'export ne doit plus être perçu ou vécu comme une perfection supplémentaire qui s'ajouterait à l'acte d'entreprendre pour témoigner qu'il

est parfait. Il est le premier critère de la perfection de l'entreprise, et doit devenir sa raison d'être. Ce n'est plus chez nous que notre économie doit aller prendre sa vigueur et sa richesse, c'est chez les autres et sur les autres qu'elle doit aller les conquérir.

L'indispensable onction publique

Mais, et c'est là l'originalité du système français, l'exportateur a besoin de l'échelle de l'Etat. De la courte échelle de l'Etat, pourrait-on dire ; car le rôle de ce dernier n'est pas de hisser l'entrepreneur au sommet mais de lui mettre le pied à l'étrier ou d'assurer pour partie ses arrières.

Action d'initiation, d'animation, de coordination, d'observatoire stratégique, et non plus d'aide ou d'assistance. Or, les outils sont là, d'hier ou d'aujourd'hui. Clubs pays, récemment lancés par le premier ministre, réseau des 185 postes d'expansion économique employant 2 400 personnes ; 52 chambres de commerce et d'industrie à l'étranger, avec 400 personnes ; antennes des grandes fédérations professionnelles, réseau bancaire bien implanté, une agence pour la Coopération technique, industrielle et économique, l'ACTIM, avec 160 personnes, qui lance des programmes sectoriels coordonnés avec les industriels, gère déjà à l'étranger plus de 2 000 Voltaires du Service national en entreprise, et dispose de 20 bureaux de presse dans le monde pour aider à la promotion des produits français innovants.

Oui, nous avons les armes du privé, qui restent les meilleures sinon les seules, et l'armée du public. Il est temps de donner au CFCE sa véritable place et d'en faire le centre du commerce extérieur de la France, avec, à sa tête, un véritable pouvoir oint de cette indispensable aura publique sans laquelle, pas plus au dehors qu'au dedans, la France ne serait pas la France.

Ne serait-ce pas là la voie de synthèse résolument moderne entre le capitalisme évocateur par le premier ministre dans le Wall Street Journal et l'économie mixte nouvelle manière souhaitée par le chef de l'Etat : ni nationalisation inefficace, et même dangereuse, de l'économie ni privatisation forcée et exclusive.

C'est sans doute au prix de ce mélange unique, dont la France a le secret, et dont le dosage est efficacement à réinventer et, mieux, à mettre en pratique, que nous serons à même d'aborder enfin et avec succès aux rivages nouveaux du commerce extérieur.

Vendre français, grâce au concours, j'allais dire au concert, du public et du privé, pour que la France gagne ; l'enjeu est beau et l'espérance est grande. Attelons-nous-y, sans faute.

Crédinter

La Sicav des cinq continents

Comptes de l'exercice 1988 clos le 30.12.1988 approuvés par le Conseil d'Administration du 15 février 1989 sous la présidence de M. Renaud Segalen.

Actif net au 30.12.1988 : F 509.509.304,75.
Performance entre le 31.12.1987 et le 30.12.1988 : + 18,84 % (coupon inclus).

Valeur liquidative du 14.02.1988 : F 514,69.
Dividende proposé : F 12,00 + F 1,29 d'avoir fiscal qui sera mis en paiement le 24 avril 1989.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.



Banques CIC. En intelligence avec vous.

Faites confiance à des professionnels, gérer un patrimoine ne s'improvise pas

Produit	Capital	Plus-value	Performance
LAFFITTE-BOULEVARD	622,38	284,36	20,93 %
LAFFITTE-FRANCE	510,49	236,48	21,47 %
LAFFITTE-IMMOBILIERE	72,09	225,83	12,60 %
LAFFITTE-JAPON	506,75	308,96	15,99 %
LAFFITTE-TOKYO	1.545,65	331,78	13,96 %
LAFFITTE-AMERIQUE	149,85	233,93	9,76 %
LAFFITTE-EUROPE	118,53	238,41	12,54 %
LAFFITTE-RENDIMENT	102,29	197,19	5,94 %
LAFFITTE-RENTES	88,89	45.582,01	5,47 %
LAFFITTE-OBLIGATIONS	306,44	140,10	9,08 %
LAFFITTE-PREMIERE	177,27	21.532,21	5,85 %
LAFFITTE-COURT TERME	59,20	57.735,11	5,31 %
LAFFITTE-PLACEMENTS	1.312,32	31.893,45	5,74 %
MONELAFFITTE	3.913,51	275.672,27	5,74 %

Les Sicav de L'Européenne de Banque
21, rue La Fayette - 75009 Paris - (1) 42.47.82.47

Économie

ÉTRANGER

Les entretiens de Tokyo et la préparation du sommet des pays les plus industrialisés

Les Sept vont se saisir du dossier de l'environnement

La France est entrée dans la phase de préparation active du sommet des sept pays les plus industrialisés, qui se tiendra à l'Arche de la Défense, à Paris, les 14 et 15 juillet. Il devait en être question lors du sommet franco-britannique, lundi 27 février à Paris, en présence de M^{me} Thatcher et de plusieurs de ses ministres. Le thème a été abondamment évoqué aussi à Tokyo en fin de semaine par MM. Mitterrand et Dumas.

TOKYO
de notre envoyée spéciale

Ce n'est pas par souci d'originalité que la France inscrira au menu du prochain sommet des Sept à Paris, en plus du thème imposé des relations économiques et commerciales, la question de l'environnement. Les alertes lancées ces dernières années par les scientifiques paraissent avoir enfin été entendues par les politiques. M. Mitterrand, qui avait pu le constater dans toutes les conversations qu'il a eues ces derniers mois avec des dirigeants étrangers, y compris M. Gorbatchev, l'aurea vérifiée à Tokyo.

Les multiples initiatives annoncées ces temps-ci par les Européens, après les Américains, et qui ont l'air de se faire concurrence, sont le premier effet désordonné de cette prise de conscience. Les menaces qui pèsent sur la couche d'ozone vont ainsi donner lieu à une réunion internationale d'experts, le 4 mars à Paris, à l'instigation de M. Pabius, à une conférence rassemblant politiques et scientifiques à Londres du 5 au 7 mars, proposition de M^{me} Thatcher, à une autre enfin à La Haye le 11 mars, dont l'idée revient à MM. Rocard et Lubbers, et où le premier ministre français voudrait promouvoir l'idée d'une agence internationale d'experts.

M. Takeshita, quant à lui, a annoncé samedi au président de la République qu'il enverrait un ministre à La Haye et organiserait

en septembre, au Japon, une nouvelle réunion internationale d'experts sur la couche d'ozone et les pluies acides. Il est tombé d'accord avec le président de la République sur l'importance des progrès accomplis à ce jour et sur l'urgence d'engager des actions au niveau mondial. M. Mitterrand a fait valoir qu'une position commune des Sept sur ce sujet aurait un puissant effet d'entraînement. Il avait, jeudi, attiré l'attention du président Bush sur la difficulté particulière d'imposer un effort de protection de l'environnement aux pays les moins développés sans leur donner le sentiment que l'écologie est une nouvelle entrave à leur développement.

La « ritournelle » du libre-échange

Sur un autre thème, classique celui-là dans les sommets des Sept, celui des relations commerciales et du protectionnisme, le président de la République a tenu, samedi à Tokyo, au premier ministre japonais un discours que le langage diplomatique qualifie de « franc », c'est-à-dire qu'il n'a pas mâché ses mots. Le problème n'est pas que franco-japonais, même s'il est douloureusement illustré par le rapport (de un à trois ans profit du Japon) des flux commerciaux entre les deux pays.

M. Takeshita avait lancé lui-même le débat en entonnant, à propos du sommet de l'Arche, l'éternel couplet sur les vertus du libre-échange. C'est alors que M. Mitterrand coupe court à ces bonnes paroles que le président de la République paraît désormais tenir pour une inutile et lassante ritournelle. « Cela commence à ressembler à un air d'opéra », dit-il à son interlocuteur, qui arbora sur-le-champ un imperturbable sourire poli. « Rien ne progresse dans la lutte contre les protectionnistes », ajouta le président, estimant qu'il fallait désormais « soit aboutir sérieusement, soit cesser d'en parler ».

M. Takeshita avait certes fait valoir les quelques ouvertures

récentes du marché japonais à des produits européens, que M. Mitterrand voulut bien reconnaître tout en soulignant qu'elles étaient trop ponctuelles (elles ne concernent guère pour la France que les produits de luxe) et n'enlevaient pas vraiment au marché japonais son caractère impénétrable. Pour faire bonne mesure, il rappela que ce différend n'oppose pas seulement l'Europe au Japon mais aussi l'Europe aux États-Unis, et les Européens entre eux. Il fit notamment allusion aux volatiles françaises qui tombent malades avant Christmas aux yeux des Anglais et guérissent après, ou encore à la guerre des normes qu'a menée la RFA pour la défense des bières allemandes. Il évoqua aussi le cas de Nissan, qui fabrique au Royaume-Uni des voitures que la France refuse de considérer comme européennes parce qu'elle y voit le moyen trouvé par les Japonais pour tourner les quotas qu'elle a dû instaurer (de même que les Italiens et les Espagnols) sur les importations de voitures nipponnes.

« Les pratiques protectionnistes sont très répandues, dit encore le président de la République, mais certains sont plus virtuoses que d'autres », et la France aurait à cet égard beaucoup à apprendre du Japon. Il avait tenu le même langage de fermeté la veille au soir dans un entretien à la chaîne de télévision NHK.

On souhaiterait, du côté français, qu'une commission internationale d'experts soit chargée de recenser les pratiques protectionnistes, directes ou indirectes, des uns et des autres. Ce n'est encore qu'une idée mais elle pourrait devenir officielle lors du sommet des Sept si, comme il est probable, elle ne s'est pas concrétisée d'ici là.

Entre M. Mitterrand et les nouveaux dirigeants américains, plus au fait des sensibilités européennes que les Californiens qui le précédaient à la Maison Blanche, le courant, semble-t-il, passe mieux. M. Bush avait d'ailleurs

marqué sa différence dès 1981 quand, venant pour la première fois à l'Élysée, il avait pris ses distances à l'égard des inquiétudes alors en cours à Washington à propos de l'entrée de communions au gouvernement à Paris. Cela dit, bien que le contact à Tokyo ait été jugé de part et d'autre bon et même « chaleureux », on note du côté français, avec quelque inquiétude, l'attitude, un peu en retrait par rapport à celle de son prédécesseur, de M. Bush à l'égard de l'URSS et une position très circospecte à propos du conflit israélo-palestinien. M. Bush a, certes, confié au président de la République qu'il attendait que M. Shamir arrive à Washington « avec des propositions ». Mais on n'écoute pas du côté français que les Américains exercent de fortes pressions sur le premier ministre israélien.

Une rencontre avec Arafat ?

M. Mitterrand aura pu, en revanche, éprouver une fois de plus à Tokyo ses convergences de vues avec le président Mubarak sur la nécessité d'organiser une conférence internationale, « point de ralliement », souligne-t-on à l'Élysée, des pays arabes modérés, des Soviétiques et des Palestiniens, ainsi que sur l'illusion qu'il y a de la part d'Israël à vouloir trouver des interlocuteurs palestiniens autres que l'OLP.

Après l'entretien Mitterrand-Mubarak, on se refusait, du côté de la présidence française, à donner « aucun détail » sur une rencontre éventuelle entre MM. Mitterrand et Arafat, avec une insistance qui autorisait à penser que le sujet avait été abordé. Il n'est pas absurde d'imaginer que le président égyptien ait offert d'accueillir une telle rencontre, d'autant que l'on admet à l'Élysée que « cela ne déplairait pas » à M. Mubarak.

CLAIRE TRÉAN.

Dettes du tiers-monde

Le Trésor américain s'en tient aux grandes lignes du plan Baker

Un premier rapport du Trésor américain, publié vendredi 24 février, tend à confirmer que, pour l'instant tout au moins, les États-Unis ne sont pas prêts à envisager un changement profond de leur stratégie vis-à-vis de la dette du tiers-monde. Ce sujet doit être au centre des discussions du comité interministériel du Fonds monétaire international, début avril, comme du sommet des sept principaux pays industriels, en juillet à Paris.

Contrairement à certains de leurs partenaires qui, comme la France ou le Japon, ont déjà lancé l'idée d'un plan international de rachat d'une part de la dette des pays en développement, les Américains s'en tiennent à l'amélioration de techniques au cas par cas pour échanger des créances, moyennant déduction, contre des actions, obligations ou d'autres instruments financiers. De telles techniques sont déjà utilisées dans les « menus » à la carte mis au point par les banques créancières et les pays débiteurs lors de discussions de rééchelonnement de dettes. Elles n'ont réussi qu'à réduire de façon marginale un endettement global du tiers-monde, qui dépassait 1.200 milliards de dollars (7.200 milliards de francs) à la fin de 1988.

Le rapport, fondé sur une étude commune du Bureau du contrôleur de la monnaie (Office of the Comptroller of the Currency) et de l'organisme d'assurance des dépôts bancaires (Federal Deposit Insurance Corp.), s'en tient à un simple affinement du plan Baker lancé à l'automne 1985 par le secrétaire au Trésor, devenu secrétaire d'État de l'équipe Bush.

Ce plan prévoyait un effort conjugué des organismes multilatéraux comme la Banque mondiale (BIRD) ou le Fonds monétaire international, des gouvernements et des banques créancières en faveur des pays endettés procédant à une politique d'assainissement économique. Depuis lors, les banques, loin d'offrir de nouveaux crédits aux pays endettés, ont, selon la BIRD, réduit leur engagement de 20 milliards de dollars, durant les seules années 1987 et 1988. Les banques américaines, notamment, deman-

dent un assouplissement des règles bancaires sur les pertes encourues. Sans préjuger du rapport final que le Trésor soumettra en mars au Congrès, cette première étude écarte, à nouveau, une telle hypothèse.

TRANSPORTS

Un verrou défectueux de la soute à bagages aurait provoqué l'accident du 747 d'United Airlines

Un verrou en mauvais état de fonctionnement dans la soute à bagages du Boeing 747 de United Airlines, parti de Honolulu vendredi 24 février pour la Nouvelle-Zélande, aurait provoqué la déchirure de son fuselage, entraînant la mort de neuf personnes, selon l'enquête (Le Monde daté 26-27 février).

La porte de la soute à bagages se serait ouverte en raison d'une pression interne de la cabine devenant, à mesure que l'appareil prenait de l'altitude, plus élevée que la pression atmosphérique, a indiqué un enquêteur du Bureau national de la sécurité des transports, M. Lee Dickinson. Lors d'une conférence de presse tenue dans la nuit de samedi à dimanche, M. Dickinson a indiqué qu'une centaine d'experts participent à l'enquête. Le FBI a, par ailleurs, affirmé que l'enquête n'avait jusqu'à présent montré aucune trace de bombe ni d'usure anormale du métal.

Cet avion était le plus vieux de la flotte de la compagnie aérienne américaine (dix-huit ans), mais il n'avait à son actif que quarante-huit mille heures de vol et près de quinze mille cycles (décollages et atter-

sages), chiffre considéré dans la profession comme « modéré ».

Cet accident est survenu au moment où une commission sur la sécurité aérienne était sur le point de proposer des réparations obligatoires sur tous les Boeing 747, à bord desquels de nombreux incidents s'étaient récemment produits.

Air Canada rappelle ses Boeing

On apprend, d'autre part, qu'Air Canada a décidé de rappeler pour inspection ses six Boeing 747 en service, dont trois portent le numéro de série 100, identique à celui du Boeing 747 de United Airlines. « Nous utiliserons les rayons X et les ultrasons pour vérifier tous les joints et rivets de nos 747 des qu'ils arriveront au centre d'entretien » de Montréal-Dorval, a indiqué un porte-parole de la compagnie canadienne. La pollution de l'air ou la corrosion causée par les éléments naturels peuvent, selon Air Canada, entraîner la détérioration de ces pièces et causer de sérieux problèmes. — (AFP.)

PRÉFECTURE DU MORBIHAN

AMÉNAGEMENT DE LA R. N. 24

AVIS AU PUBLIC

En exécution de l'arrêté interpréfectoral en date de ce jour, l'application de l'arrêté préfectoral des 23 et 26 janvier 1988 prescrivant l'ouverture des enquêtes suivantes est suspendue.

- 1° Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement de la R. N. 24 « déviation du camp de Cotequidan et de Pélau-Le-Grand » portant également sur la modification du plan d'occupation des sols de la commune de Pélau-Le-Grand en résultant ;
- 2° Enquête publique portant sur le classement en voie express de la rocade sud de Rennes (R. N. 156) à Kervignac (R. N. 165).

Les nouvelles dates d'enquêtes seront annoncées ultérieurement.
Vannes, le 24 février 1989
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,
Albert DAUSSIN-CHARPANTIER

مكتبة من الأصل

L'attentisme l'emporte

Mercredi, seront connus les indices sur les revenus, la consommation et l'épargne en janvier. Vendredi, l'évolution des carnets de commandes de l'industrie et l'indicateur composite censé préfigurer la conjoncture des mois à venir constitueront un autre point fort de la semaine. Ces éléments suffiront-ils à départager les économistes qui dénoncent de véritables pressions inflationnistes et ceux qui pensent

La Bourse de Copenhague est à son tour entièrement informatisée

Un chapitre de l'histoire financière du Danemark vient de s'achever. Pour la dernière fois cette semaine à Copenhague, les opérations boursières du jour ont eu lieu à la criée. Désormais, le marché des actions et des obligations étant entièrement informatisé (ce changement s'est fait en plusieurs étapes).

Le marché des denrées, qui n'est qu'une importante bourse locale et ne peut donc se comparer avec les marchés des grandes places internationales, a connu depuis environ une décennie un développement et une animation très sensibles. Jusqu'à une date relativement récente, il se tenait encore dans la vieille Bourse, un charmant monument du XVIII^e siècle, qui, par son fronton de tuffeau, construite au règne de Louis XVI au début du dix-septième siècle. Il avait démenagé au cours des années 70 pour s'installer dans les locaux d'un grand magasin du centre qui avait dû fermer ses portes. La vieille Bourse, qui abrite aujourd'hui le bureau des sociétés de commerce et d'industrie, est très utilisée pour des expositions, des conférences ou des réceptions.

Philips a réalisé en 1988 un bénéfice net de 1 056 millions de florins, supérieur de 29 % à celui de 1987. Il sera proposé un dividende de 2 florins par action (inchangé). Les actionnaires auront l'option de toucher le solde de dividende (1,40 florin) en actions (1 pour 25).



Pour 1989, malgré la mauvaise conjoncture en Afrique subsaharienne, les prévisions d'activités de l'ensemble du groupe permettent d'espérer une progression du résultat consolidé grâce à une contribution accrue du secteur Europe et au renforcement de ses implantations.

—

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Journal of Management Education 30(6)p.789-804

BOURSE DU 27 FEVRIER

Règlement mensuel

Compte	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compte	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compte	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compte	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compte	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compte	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%				
3750	C.A.E. 3% *	5740	5651	5740	- 0.57	3750	C.A.E. 3% *	5740	- 0.57	3750	C.A.E. 3% *	5740	- 0.57	3750	C.A.E. 3% *	5740	- 0.57	3750	C.A.E. 3% *	5740	- 0.57	3750	C.A.E. 3% *	5740	- 0.57	3750	C.A.E. 3% *	5740	- 0.57	3750	C.A.E. 3% *	5740	- 0.57
1070	B.L.P. T.P.	1020	1020	1020	0.00	1070	B.L.P. T.P.	1020	0.00	1070	B.L.P. T.P.	1020	0.00	1070	B.L.P. T.P.	1020	0.00	1070	B.L.P. T.P.	1020	0.00	1070	B.L.P. T.P.	1020	0.00	1070	B.L.P. T.P.	1020	0.00	1070	B.L.P. T.P.	1020	0.00
1070	C.C.P. T.P.	1220	1185	1220	- 0.18	1070	C.C.P. T.P.	1220	- 0.18	1070	C.C.P. T.P.	1220	- 0.18	1070	C.C.P. T.P.	1220	- 0.18	1070	C.C.P. T.P.	1220	- 0.18	1070	C.C.P. T.P.	1220	- 0.18	1070	C.C.P. T.P.	1220	- 0.18	1070	C.C.P. T.P.	1220	- 0.18
1125	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1125	Ch. de France	1770	0.00	1125	Ch. de France	1770	0.00	1125	Ch. de France	1770	0.00	1125	Ch. de France	1770	0.00	1125	Ch. de France	1770	0.00	1125	Ch. de France	1770	0.00	1125	Ch. de France	1770	0.00
1796	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1796	Ch. de France	1770	0.00	1796	Ch. de France	1770	0.00	1796	Ch. de France	1770	0.00	1796	Ch. de France	1770	0.00	1796	Ch. de France	1770	0.00	1796	Ch. de France	1770	0.00	1796	Ch. de France	1770	0.00
1301	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1301	Ch. de France	1770	0.00	1301	Ch. de France	1770	0.00	1301	Ch. de France	1770	0.00	1301	Ch. de France	1770	0.00	1301	Ch. de France	1770	0.00	1301	Ch. de France	1770	0.00	1301	Ch. de France	1770	0.00
1320	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1320	Ch. de France	1770	0.00	1320	Ch. de France	1770	0.00	1320	Ch. de France	1770	0.00	1320	Ch. de France	1770	0.00	1320	Ch. de France	1770	0.00	1320	Ch. de France	1770	0.00	1320	Ch. de France	1770	0.00
570	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	570	Ch. de France	1770	0.00	570	Ch. de France	1770	0.00	570	Ch. de France	1770	0.00	570	Ch. de France	1770	0.00	570	Ch. de France	1770	0.00	570	Ch. de France	1770	0.00	570	Ch. de France	1770	0.00
2880	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	2880	Ch. de France	1770	0.00	2880	Ch. de France	1770	0.00	2880	Ch. de France	1770	0.00	2880	Ch. de France	1770	0.00	2880	Ch. de France	1770	0.00	2880	Ch. de France	1770	0.00	2880	Ch. de France	1770	0.00
1890	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1890	Ch. de France	1770	0.00	1890	Ch. de France	1770	0.00	1890	Ch. de France	1770	0.00	1890	Ch. de France	1770	0.00	1890	Ch. de France	1770	0.00	1890	Ch. de France	1770	0.00	1890	Ch. de France	1770	0.00
420	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	420	Ch. de France	1770	0.00	420	Ch. de France	1770	0.00	420	Ch. de France	1770	0.00	420	Ch. de France	1770	0.00	420	Ch. de France	1770	0.00	420	Ch. de France	1770	0.00	420	Ch. de France	1770	0.00
2570	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	2570	Ch. de France	1770	0.00	2570	Ch. de France	1770	0.00	2570	Ch. de France	1770	0.00	2570	Ch. de France	1770	0.00	2570	Ch. de France	1770	0.00	2570	Ch. de France	1770	0.00	2570	Ch. de France	1770	0.00
610	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	610	Ch. de France	1770	0.00	610	Ch. de France	1770	0.00	610	Ch. de France	1770	0.00	610	Ch. de France	1770	0.00	610	Ch. de France	1770	0.00	610	Ch. de France	1770	0.00	610	Ch. de France	1770	0.00
740	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	740	Ch. de France	1770	0.00	740	Ch. de France	1770	0.00	740	Ch. de France	1770	0.00	740	Ch. de France	1770	0.00	740	Ch. de France	1770	0.00	740	Ch. de France	1770	0.00	740	Ch. de France	1770	0.00
885	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	885	Ch. de France	1770	0.00	885	Ch. de France	1770	0.00	885	Ch. de France	1770	0.00	885	Ch. de France	1770	0.00	885	Ch. de France	1770	0.00	885	Ch. de France	1770	0.00	885	Ch. de France	1770	0.00
925	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	925	Ch. de France	1770	0.00	925	Ch. de France	1770	0.00	925	Ch. de France	1770	0.00	925	Ch. de France	1770	0.00	925	Ch. de France	1770	0.00	925	Ch. de France	1770	0.00	925	Ch. de France	1770	0.00
965	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	965	Ch. de France	1770	0.00	965	Ch. de France	1770	0.00	965	Ch. de France	1770	0.00	965	Ch. de France	1770	0.00	965	Ch. de France	1770	0.00	965	Ch. de France	1770	0.00	965	Ch. de France	1770	0.00
1005	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1005	Ch. de France	1770	0.00	1005	Ch. de France	1770	0.00	1005	Ch. de France	1770	0.00	1005	Ch. de France	1770	0.00	1005	Ch. de France	1770	0.00	1005	Ch. de France	1770	0.00	1005	Ch. de France	1770	0.00
1045	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1045	Ch. de France	1770	0.00	1045	Ch. de France	1770	0.00	1045	Ch. de France	1770	0.00	1045	Ch. de France	1770	0.00	1045	Ch. de France	1770	0.00	1045	Ch. de France	1770	0.00	1045	Ch. de France	1770	0.00
1085	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1085	Ch. de France	1770	0.00	1085	Ch. de France	1770	0.00	1085	Ch. de France	1770	0.00	1085	Ch. de France	1770	0.00	1085	Ch. de France	1770	0.00	1085	Ch. de France	1770	0.00	1085	Ch. de France	1770	0.00
1125	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1125	Ch. de France	1770	0.00	1125	Ch. de France	1770	0.00	1125	Ch. de France	1770	0.00	1125	Ch. de France	1770	0.00	1125	Ch. de France	1770	0.00	1125	Ch. de France	1770	0.00	1125	Ch. de France	1770	0.00
1165	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1165	Ch. de France	1770	0.00	1165	Ch. de France	1770	0.00	1165	Ch. de France	1770	0.00	1165	Ch. de France	1770	0.00	1165	Ch. de France	1770	0.00	1165	Ch. de France	1770	0.00	1165	Ch. de France	1770	0.00
1205	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1205	Ch. de France	1770	0.00	1205	Ch. de France	1770	0.00	1205	Ch. de France	1770	0.00	1205	Ch. de France	1770	0.00	1205	Ch. de France	1770	0.00	1205	Ch. de France	1770	0.00	1205	Ch. de France	1770	0.00
1245	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1245	Ch. de France	1770	0.00	1245	Ch. de France	1770	0.00	1245	Ch. de France	1770	0.00	1245	Ch. de France	1770	0.00	1245	Ch. de France	1770	0.00	1245	Ch. de France	1770	0.00	1245	Ch. de France	1770	0.00
1285	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1285	Ch. de France	1770	0.00	1285	Ch. de France	1770	0.00	1285	Ch. de France	1770	0.00	1285	Ch. de France	1770	0.00	1285	Ch. de France	1770	0.00	1285	Ch. de France	1770	0.00	1285	Ch. de France	1770	0.00
1325	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1325	Ch. de France	1770	0.00	1325	Ch. de France	1770	0.00	1325	Ch. de France	1770	0.00	1325	Ch. de France	1770	0.00	1325	Ch. de France	1770	0.00	1325	Ch. de France	1770	0.00	1325	Ch. de France	1770	0.00
1365	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1365	Ch. de France	1770	0.00	1365	Ch. de France	1770	0.00	1365	Ch. de France	1770	0.00	1365	Ch. de France	1770	0.00	1365	Ch. de France	1770	0.00	1365	Ch. de France	1770	0.00	1365	Ch. de France	1770	0.00
1405	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1405	Ch. de France	1770	0.00	1405	Ch. de France	1770	0.00	1405	Ch. de France	1770	0.00	1405	Ch. de France	1770	0.00	1405	Ch. de France	1770	0.00	1405	Ch. de France	1770	0.00	1405	Ch. de France	1770	0.00
1445	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1445	Ch. de France	1770	0.00	1445	Ch. de France	1770	0.00	1445	Ch. de France	1770	0.00	1445	Ch. de France	1770	0.00	1445	Ch. de France	1770	0.00	1445	Ch. de France	1770	0.00	1445	Ch. de France	1770	0.00
1485	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1485	Ch. de France	1770	0.00	1485	Ch. de France	1770	0.00	1485	Ch. de France	1770	0.00	1485	Ch. de France	1770	0.00	1485	Ch. de France	1770	0.00	1485	Ch. de France	1770	0.00	1485	Ch. de France	1770	0.00
1525	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1525	Ch. de France	1770	0.00	1525	Ch. de France	1770	0.00	1525	Ch. de France	1770	0.00	1525	Ch. de France	1770	0.00	1525	Ch. de France	1770	0.00	1525	Ch. de France	1770	0.00	1525	Ch. de France	1770	0.00
1565	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1565	Ch. de France	1770	0.00	1565	Ch. de France	1770	0.00	1565	Ch. de France	1770	0.00	1565	Ch. de France	1770	0.00	1565	Ch. de France	1770	0.00	1565	Ch. de France	1770	0.00	1565	Ch. de France	1770	0.00
1605	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1605	Ch. de France	1770	0.00	1605	Ch. de France	1770	0.00	1605	Ch. de France	1770	0.00	1605	Ch. de France	1770	0.00	1605	Ch. de France	1770	0.00	1605	Ch. de France	1770	0.00	1605	Ch. de France	1770	0.00
1645	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1645	Ch. de France	1770	0.00	1645	Ch. de France	1770	0.00	1645	Ch. de France	1770	0.00	1645	Ch. de France	1770	0.00	1645	Ch. de France	1770	0.00	1645	Ch. de France	1770	0.00	1645	Ch. de France	1770	0.00
1685	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1685	Ch. de France	1770	0.00	1685	Ch. de France	1770	0.00	1685	Ch. de France	1770	0.00	1685	Ch. de France	1770	0.00	1685	Ch. de France	1770	0.00	1685	Ch. de France	1770	0.00	1685	Ch. de France	1770	0.00
1725	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1725	Ch. de France	1770	0.00	1725	Ch. de France	1770	0.00	1725	Ch. de France	1770	0.00	1725	Ch. de France	1770	0.00	1725	Ch. de France	1770	0.00	1725	Ch. de France	1770	0.00	1725	Ch. de France	1770	0.00
1765	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1765	Ch. de France	1770	0.00	1765	Ch. de France	1770	0.00	1765	Ch. de France	1770	0.00	1765	Ch. de France	1770	0.00	1765	Ch. de France	1770	0.00	1765	Ch. de France	1770	0.00	1765	Ch. de France	1770	0.00
1805	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1805	Ch. de France	1770	0.00	1805	Ch. de France	1770	0.00	1805	Ch. de France	1770	0.00	1805	Ch. de France	1770	0.00	1805	Ch. de France	1770	0.00	1805	Ch. de France	1770	0.00	1805	Ch. de France	1770	0.00
1845	Ch. de France	1770	1770	1770	0.00	1845	Ch. de France	1770	0.00	1845	Ch. de France	1770	0.00	1845	Ch. de France	1770	0.00	1845	Ch. de France	1770	0.00	1845	Ch. de France	1770	0.00	1845	Ch.						

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations			C.I.C. France, del.	.....	159	Mutuelle del.	.....	101 10
			C.I. Moulins	.....	881	Mutuelles Unific.	.....	140
			Crozon (N)	2260	740	Mutuelles S.A.	.....	376
Emp. 8,00 % 77	124 30	6 751	Chaux	.....	1120	Mutuelles Part.	.....	132 80
8,00 % 78/83	100 45	6 175	Couff (del.)	1089	344	Mutuel Delphid	.....	130
10,00 % 79/84	103	8 200	Couff	.....	345	Mut. Ind. del.	.....	336
12,25 % 80/87	102 80	9 755	Compiègne	.....	344 10	Mut. Ind. del.	348 50	336
10,20 % 82/90	102 80	9 755	Com. Industrielle	.....	3465	Optique	.....	420
10 % Jan 82	107 30	11 527	Comp. Trans-Alpes	.....	420	Optique D.C.L.	2071	2060
14,00 % del. 82	106 80	10 240	Cordis (del.)	.....	170	Optique Desmarès	1215	650
15,40 % del. 83	114 50	2 468	C.M.P.	.....	14 80	Papier Housmard	.....	718
12,20 % oct. 84	108	4 748	C. du Havre (del.)	560	800	Papier Mouton	.....	218 50
11 % fin. 85	109 35	9 095	C. d'Orléans	.....	161	Parif. Mouton	.....	285
10,25 % ann. 86	103 77	9 095	Dashley S.A.	.....	270 10	Parif. C.F.P.	.....	219
OUT 12,75 % 83	2016	7 502	Degremont	.....	1480	Paris-Orléans	.....	232
OUT 10 % 2000	103 53	7 502	Degremont S.A.	.....	2388	Parif. Ind. del.	.....	1280
OUT 8,80 % 1987	106 10	2 581	Départ. Vaug. (del.)	.....	1033	Paris-Montp.	.....	1900
OUT 8,80 % 1998	101 97	0 752	Diderot-Valg. (del.)	.....	1033	Paris-Montp.	1672	1870
Ch. France 3 %	101 84	1 400	Diderot-Valg. (del.)	.....	1033	P.L.M.	.....	579
CHB Reims (ann. 82)	102 75	1 400	Diderot-Valg. (del.)	.....	1033	Parif. Ind. del.	.....	1280
CHB Paris	102 75	1 400	Diderot-Valg. (del.)	.....	1033	Paris-Montp.	.....	1900
CHB Gen.	102 75	1 400	Diderot-Valg. (del.)	.....	1033	P.L.M.	.....	579
CHM Gen. 82	101 78	1 400	Diderot-Valg. (del.)	.....	1033	Parif. Ind. del.	.....	1280
FTT 11,25% 85	105 20	2 586	Diderot-Valg. (del.)	.....	1033	Paris-Montp.	.....	1900
CFR 10,50% 85	103 10	0 856	Diderot-Valg. (del.)	.....	1033	P.L.M.	.....	579
CNE 11,50% 85	105 20	7 828	Diderot-Valg. (del.)	.....	1033	Parif. Ind. del.	.....	1280
OUT 9,50 % 86	96 65	1 598	Diderot-Valg. (del.)	.....	1033	Paris-Montp.	.....	1900
CHM 10,50% del. 86	105 30	1 07	Diderot-Valg. (del.)	.....	1033	P.L.M.	.....	579
C.A.C.A.T.P.	.....	.....	Diderot-Valg. (del.)	.....	1033	Parif. Ind. del.	.....	1280
Départ. Ind. (del.)	.....	8 300	Diderot-Valg. (del.)	.....	1033	Paris-Montp.	.....	1900
Métropole 1 0% 6/7	.....	.....	Diderot-Valg. (del.)	.....	1033	P.L.M.	.....	579
VALEURS			Actions			VALEURS		
	Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours
Actions			Actions			Actions		
Agache (del. Fin.)	.....	1305	Agache (del. Fin.)	.....	1305	Agache (del. Fin.)	.....	1305
A.G.F. (del. Fin.)	.....	838	Agache (del. Fin.)	.....	838	Agache (del. Fin.)	.....	838
Agache (del. Fin.)	.....	740	Agache (del. Fin.)	.....	740	Agache (del. Fin.)	.....	740
Agache (del. Fin.)	.....	709	Agache (del. Fin.)	.....	709	Agache (del. Fin.)	.....	709
Agache (del. Fin.)	.....	210	Agache (del. Fin.)	.....	210	Agache (del. Fin.)	.....	210
Agache (del. Fin.)	.....	1152	Agache (del. Fin.)	.....	1152	Agache (del. Fin.)	.....	1152
Agache (del. Fin.)	.....	325	Agache (del. Fin.)	.....	325	Agache (del. Fin.)	.....	325
Agache (del. Fin.)	.....	388	Agache (del. Fin.)	.....	388	Agache (del. Fin.)	.....	388
Agache (del. Fin.)	.....	280	Agache (del. Fin.)	.....	280	Agache (del. Fin.)	.....	280
Agache (del. Fin.)	.....	5900	Agache (del. Fin.)	.....	5900	Agache (del. Fin.)	.....	5900
Agache (del. Fin.)	.....	110 85	Agache (del. Fin.)	.....	110 85	Agache (del. Fin.)	.....	110 85
Agache (del. Fin.)	.....	705	Agache (del. Fin.)	.....	705	Agache (del. Fin.)	.....	705
Agache (del. Fin.)	.....	600	Agache (del. Fin.)	.....	600	Agache (del. Fin.)	.....	600
Agache (del. Fin.)	.....	155	Agache (del. Fin.)	.....	155	Agache (del. Fin.)	.....	155
Agache (del. Fin.)	.....	728	Agache (del. Fin.)	.....	728	Agache (del. Fin.)	.....	728
Agache (del. Fin.)	.....	436	Agache (del. Fin.)	.....	436	Agache (del. Fin.)	.....	436
Agache (del. Fin.)	.....	1850	Agache (del. Fin.)	.....	1850	Agache (del. Fin.)	.....	1850
Agache (del. Fin.)	.....	224	Agache (del. Fin.)	.....	224	Agache (del. Fin.)	.....	224
Agache (del. Fin.)	.....	321 50	Agache (del. Fin.)	.....	321 50	Agache (del. Fin.)	.....	321 50
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....
Agache (del. Fin.)	.....	.....	Agache (del. Fin.)	.....	.....	

SICAV (sélection)

VALEURS	Emission Prête incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Prête incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Prête incl.	Rachat net
A.A.A.	980 33	938 91	France Régions	1194 33	1101 28	Parovar	621 46	603 36
Actions	228 11	222	Financ. Assurances	26 57	26 57	Placid Placements	252 29	251 07
Actions France	512 68	484 34	Financ. Europe	26 87	27 87	Placid Invest.	702 48	676 23
Actions internationales	518 98	581 70	Financ. Japon	23 06	22 87	Placid Asset A.	905 68	868 21
Actions américaines	518 08	581 70	Financ. Lat.	11387 50	11387 50	Placid Asset B.	780 59	750 59
Actions asiatiques	1107 47	1032 67	Financ. Méd.	226 58	226 04	Placid Asset C.	6736 47	6736 47
A.G.F. Actions Inc-OP	601 83	586 86	Financ. Pac.	860 94	830 15	Placid Asset D.	5132 92	5132 92
A.G.F. 5000	1081 32	1080 51	Financ. Pers.	27 43	26 72	Placid Asset E.	118 22	113 11
A.G.F. 500	119 72	102 10	Financ. Pén.	4404 10	437 22	Placid Asset F.	11050 78	11030 75
A.G.F. 1000	119 72	102 10	Financ. Pén.	4404 10	437 22	Placid Asset G.	115 94	110 79
A.G.F. 1000	446 47	432 82	Financ. Pén.	11594 72	11178 05	Placid Asset H.	22050 51	22050 51
A.G.F. 1000	119 78	116 84	Financ. Pén.	1138 98	1101 50	Placid Asset I.	121 80	118 00
A.G.F. 1000	1023 17	1023 69	Financ. Pén.	60181 54	60331 46	Placid Asset J.	1101 106	1101 106
A.G.F. 1000	119 78	116 84	Financ. Pén.	157 97	154 48	Placid Asset K.	103 86	101 44
A.G.F. 1000	646 88	631 11	Financ. Pén.	12007 37	12007 37	Placid Asset L.	5414 98	5381 38
A.G.F. 1000	218 29	218 29	Financ. Pén.	1163 86	1125 95	Placid Asset M.	1135 26	1148 04
A.G.F. 1000	180 65	181 91	Financ. Pén.	102072 33	96009 26	Placid Asset N.	854 15	815 43
A.G.F. 1000	693 15	679 55	Financ. Pén.	12380 03	11914 04	Placid Asset O.	260 89	258 78
A.G.F. 1000	622 02	594 40	Financ. Pén.	457 40	453 93	Placid Asset P.	273 47	262 32
A.G.F. 1000	5217 84	5212 53	Financ. Pén.	202 93	197 02	Placid Asset Q.	230 70	227 91
A.G.F. 1000	1109 50	1109 50	Financ. Pén.	245 20	241 58	Placid Asset R.	1203 08	1201 02
A.G.F. 1000	330 94	320 06	Financ. Pén.	232 30	231 58	Placid Asset S.	490 54	480 33
A.G.F. 1000	1444 03	1402 03	Financ. Pén.	291 88	290 81	Placid Asset T.	756 26	759 22
A.G.F. 1000	1412 11	1323 43	Financ. Pén.	265 62	272 87	Placid Asset U.	1225 59	1225 59
A.G.F. 1000	105 02	102 83	Financ. Pén.	327 37	321 98	Placid Asset V.	830 33	859 07
A.G.F. 1000	121 83	116 31	Financ. Pén.	247 48	236 24	Placid Asset W.	1065 42	1035 42
A.G.F. 1000	122 78	116 84	Financ. Pén.	413 40	384 65	Placid Asset X.	510 70	544 37
A.G.F. 1000	119 78	116 84	Financ. Pén.	141 86	135 52	Placid Asset Y.	720 05	701 53
A.G.F. 1000	2467 10	2467 10	Financ. Pén.	209 87	200 45	Placid Asset Z.	1659 44	1659 44
A.G.F. 1000	1947 10	1741 71	Financ. Pén.	377 02	359 32	Placid Asset A.	676 07	668 26
A.G.F. 1000	29 82	26 54	Financ. Pén.	5270 12	5262 23	Placid Asset B.	388 96	378 04
A.G.F. 1000	5224 05	5216 23	Financ. Pén.	11055 44	11055 44	Placid Asset C.	817 43	804 61
A.G.F. 1000	114 45	111 12	Financ. Pén.	22378 76	22320 35	Placid Asset D.	591 76	581 76
A.G.F. 1000	375 42	359 44	Financ. Pén.	767 51	769 91	Placid Asset E.	398 02	427 01
A.G.F. 1000	518 58	530 48	Financ. Pén.	2115 14	2084 30	Placid Asset F.	708 07	693 07
A.G.F. 1000	772 81	737 77	Financ. Pén.	480 25	480 41	Placid Asset G.	423 41	417 53
A.G.F. 1000	1053 99	1019 34	Financ. Pén.	702 59	682 07	Placid Asset H.	1229 47	1217 97
A.G.F. 1000	281 81	249 75	Financ. Pén.	540 82	520 54	Placid Asset I.	352 75	340 47

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 27/2	COURS DES BILLES Achet	Ventes
State-Unit (\$ 1)	5 231	6 177	5 980	6 373
ECU	16 085	16 085	330 500	380
Allemagne (100 DM)	10 288	340 500	76 700	180
Autriche (100 Sch)	10 288	16 251	76 700	180
Fr. Sues (100 F)	301 900	301 900	201 500	51
Grèce (100 Dr)	87 520	92 520	92 520	81
Indonésie (100 Rp)	93 178	82 910	90 725	11
Israël (100 N)	10 282	10 817	10 650	11
Italie (100 L)	4 031	4 046	4 046	11
Grèce (100 drachmes)	4 031	4 046	4 046	11
Japan (1 000 Yen)	385 820	385 170	385 500	408
Suisse (100 Francs)	98 150	98 710	98 250	10
Turquie (100 Liras)	46 480	46 480	46 480	5
Australie (100 A\$)	6 422	6 422	6 100	5
Espagne (100 pes.	4 132	4 132	3 850	4
Portugal (100 Esc)	6 126	5 138	4 750	4
Canada (100 Can)	4 981	4 987	5 000	4
Japan (100 Yen)				

Marché libre de l'or

MORNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 27/2
Or fin (au gramme)	76250	76000
Or fin (au lingot)	76500	76250
Pièces françaises (20 fr)	474	465
Pièces françaises (10 fr)	483	475
Pièces françaises (5 fr)	365	365
Pièces françaises (2 fr)	465	465
Souverains	593	572
Pièces de 50 dollars	2670	2660
Pièces de 10 dollars	1425	1390
Pièces de 5 dollars	720	705
Pièces de 50 patacas	2940	2995
Pièces de 10 patacas	471	467
Or Londres	.....	.....
Or India	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

Hors-cote

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
55-91-82, poste 4330

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3-4 Manifestations dans le monde contre l'écritain britannique Salman Rushdie. 4 Moscou et Téhéran se déclarent prêts à nouer de « fortes relations ». 5 URSS : le développement du nationalisme. 6 Le voyage de M. Bush en Asie.	7 Les immigrés dans le débat municipal. 8 M. Giscard d'Estaing prend acte de la fin de l'ouverture. 9 Metz, laboratoire de l'ouverture.	10 Les chasseurs français manifestent contre les directives européennes. - Un point de vue d'Hubert Cunien : « Des chercheurs de qualité ». 12 Sports : La victoire du boxeur Mike Tyson dans le championnat du monde des poids lourds.	13 Musiques : inauguration de l'Arsenal à Metz ; Pluton, de Philippe Ménaury. 14 Cinéma : Cheesburger, film-sandwich de John Landis, et Tabataba, de Raymond Rajonarielo. 18 Communication : l'essor de la messagerie et de la télématique vocale.	27 La relève à la CFDT, à la FEN et à FO. 28 Un rapport de l'OCDE sur les bienfaits de la rigueur salariale. 29 La préparation du sommet des sept pays les plus industrialisés. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 23 à 26 Campus 18 Carnet 18 Loterie, Loto 16 Morts croisées 16 Météorologie 16 Radio-télévision 16 Spectacles 15	● Calculer vos impôts... IMPOTS ● Ski : choisissez votre station... SEJOUR ● Les horaires de nuit... CORUS 3615 Tapez LM ● Consultez votre portefeuille... BOURSE ● Le mini-journal de la rédaction... JOUR 3615 tapez LEMONDE

Les réactions aux projets de M. Jospin

Des grèves et des manifestations ont lieu cette semaine dans les écoles, les collèges et les lycées

Les propos de M. Michel Rocard, menaçant vendredi 24 février, lors d'un meeting à Strasbourg, de « retirer » le plan Jospin et les milieux qui l'accompagnent si le mouvement de protestation des enseignants continue (le Monde daté 26-27 février) suscitent de vives réactions syndicales. « Le plan Jospin n'a pas de structure préalable. Tout est discuté, on peut même le retirer », avait répondu le premier ministre, excédé par des enseignants qui hussent les projets du ministre de l'éducation nationale.

« Une fois de plus, le premier ministre prend à partie les enseignants et procède à un chantage indigne », déclarent le SNES (professeurs du second degré, FEN) et le SNEP (professeurs d'éducation physique, FEN). Il ne peut ignorer que les négociations actuelles sont bloquées par l'insuffisance de l'enveloppe budgétaire. De son côté, le SGEN-CFDT commente : « Le premier ministre indique maintenant que tout est négociable. De son côté, le ministre de l'éducation nationale affirme que le dossier revalorisation est bouclé sur les points essentiels et qu'il faut maintenant conclure. Que croire, qui doit croire ? »

Cette nouvelle passe d'armes intervient au seuil d'une semaine fertile en rendez-vous ministériels et revendicatifs. Mardi 28 février, M. Jospin ouvrira la deuxième « table ronde », consacrée au projet de loi d'orientation qui doit fixer les grands objectifs du système scolaire (aucun élève sans diplôme à l'horizon 2000, réduction des redoublements, réforme de l'orientation). Des représentants des enseignants, parents, lycéens, associations périscolaires, collectivités locales et syndicats ouvriers et patronaux participent à cette réunion, qui doit être prolongée par une synthèse à la mi-mars, le projet devant être déposé au Parlement avant la fin de la session de printemps.

La revalorisation du métier d'enseignant n'est pas au menu de cette « table ronde ». Les négociations à ce sujet, qui ont débuté le 18 janvier, se poursuivent et une « table ronde » spécifique est programmée fin mars. Le mécontentement des enseignants, qui jugent insuffisantes et discriminatoires les propositions salariales de M. Jospin, alimente cette semaine toute une série de mouvements revendicatifs. Dès mardi 28, une manifestation à Paris, de Port-Royal au ministère, est appelée à l'heure où débute la « table ronde » de M. Jospin, par la section SGEN-CFDT de l'académie.

Au « Journal officiel »

Publication des décrets sur les directeurs d'école

Le Journal officiel du dimanche 26 février publie quatre décrets et un arrêté remplaçant les « maires-directeurs » mis en place par M. Monory en février 1987 par des « directeurs d'école », comme M. Jospin l'avait annoncé en septembre 1988. Tous les directeurs en place pourront accéder à des rémunérations revalorisées (+ 300 F par mois environ) avec des formalités allégées jusqu'en 1993.

Ces textes, dont le SNI réclamait la publication depuis cinq mois, paraissent quatre jours avant la grève lancée par ce syndicat le jeudi 2 mars. La nouvelle définition du rôle du directeur trouvera donc des jeudis à s'appliquer. Désormais, celui-ci « prend toute disposition utile pour que l'école assure sa fonction de service public. A cette fin, il organise l'accueil et la surveillance des élèves et le dialogue avec leurs familles ».

Cette formulation remplace celle retenue par M. Monory, qui était jugée par les syndicats attentatoire au droit de grève : dans la version abrogée, le maître-directeur était « responsable de l'accueil des élèves, auxquels il assure l'accès des locaux du service public d'éducation ».

Le numéro du « Monde » daté 26-27 février 1989 a été tiré à 503 694 exemplaires

A C D E F G H

Pour une « vraie revalorisation »

Jeudi 2 mars, une nouvelle grève, nationale celle-là, devait concerner les écoles élémentaires et les collèges, à l'appel simultané du SNI-PEGC, principal syndicat de la FEN (à direction socialiste), du Syndicat national des collèges (SNC, autonome) et du SGEN-CFDT. Le SNI-PEGC revendique « un avenir pour les PEGC » après le retrait par M. Jospin de son projet de création d'un corps spécifique de professeurs de collège, et une « vraie revalorisation » pour tous les instituteurs. Le syndicat a publié une lettre ouverte qu'il invite ses adhérents à adresser au ministre pour proclamer leur « droit à une revalorisation ».

Enfin le samedi 4 mars une manifestation nationale à Paris réunira à partir de Denfert-Rochereau les enseignants du second degré. Elle a été lancée par le SNES (à direction à majorité communiste), qui préconise, contrairement à la FEN, une unification des collèges et lycées et

réclame une augmentation considérable de l'enveloppe budgétaire consacrée à la revalorisation (25 milliards au lieu de 2 en 1989).

Le SNES a été rejoint par d'autres syndicats de la FEN animés par la même tendance : le SNEP (éducation physique), le SNETAP (enseignement agricole), le SNEP (professeurs d'école normale), le SNE-Sup (supérieur), tandis que le SNETAA (enseignement technique), proche de la majorité de la FEN, y appelle aussi, sur ses propres revendications et en cortège séparé. Les syndicats CGT de l'éducation, le Syndicat FO du second degré et le syndicat national des lycées et collèges (SNALC-CSEN, modéré) se sont joints à l'appel à la manifestation.

M. Jospin, qui participe lundi à l'émission « Méditations » sur TF 1, consacrée aux programmes scolaires, indique que les commissions chargées de redéfinir les contenus d'enseignement remettront fin mars leurs premières conclusions. Le ministre annonce qu'il ouvrira ensuite le dialogue « au niveau régional par des colloques qui réuniront professeurs, parents, chefs d'établissement et lycéens ». M. Jospin confirme aussi que les études dirigées comme les cours seront assurés « uniquement par des professionnels de l'enseignement ».

Hausse de 1,2% des salaires au 1^{er} mars chez PSA

Les directions de Peugeot et de Citroën (groupe PSA) ont présenté vendredi 24 février aux syndicats leurs propositions salariales pour 1989. Elles ont annoncé des augmentations générales des salaires des ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise (ETAM) de 1,2% à compter du 1^{er} mars. Une prime de 500 F sera versée lors du lancement des véhicules haut de gamme des deux constructeurs (en mai chez Citroën, en septembre chez Peugeot). Les augmentations individuelles représenteront en moyenne 1,45% des salaires, 1,5% chez Citroën.

En outre, chez Peugeot, la prime d'intéressement, qui sera payée courant mai, devrait représenter 1,35% des salaires bruts annuels, avec un minimum de 1 000 F et un maximum de 3 000 F, et la participation au titre de 1988 2,8% des salaires. Chez Citroën, la direction a annoncé son intention de réunir les syndicats, courant mars, pour discuter d'un avenant à l'accord de participation et mettre sur pied un accord d'intéressement.

Les directions n'ont pas exclu des réajustements en fin d'année, comme cela fut le cas en 1988 (chez Peugeot, une augmentation générale des salaires de 1,3% au 1^{er} octobre, après une hausse de 0,7% au 1^{er} avril), en fonction de l'évolution des prix et de la situation économique de l'entreprise. Les syndicats ont unanimement jugé ces propositions insuffisantes. FO, qui avait demandé un relèvement des salaires de 2% au 1^{er} mars, a quitté la séance de négociation de vendredi chez Peugeot comme chez Citroën (où la CGC et la CFTC en ont fait autant).

MODE : QUELS ACHATS POUR UN BILLET DE 500 F ?

C'est un défi : au prix d'un simple accessoire, d'une nouvelle garde-robe de printemps. Mais c'est possible, avec les tissus Rodin. En choisissant dans les promotions et les bonnes affaires, vous repartirez avec des mètres et des mètres de beaux tissus. Imprimés pimpants, toiles d'été, lainages, polyester, soie, etc. A moins que vous ne préférez pour cette somme, finalement très raisonnable, un seul et très beau tissu. Car vous avez tout le choix des prix, depuis 30 F, le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

HONDURAS

Conférence sur l'aide financière de la CEE à l'Amérique centrale

La cinquième conférence ministérielle entre la Communauté économique européenne, les pays d'Amérique centrale et le groupe de Contadora (1) (« San-José V ») s'est ouverte le 27 février à San-Pedro-Sula, au Honduras.

Cette réunion a pour principal objectif l'augmentation de l'aide financière de la CEE aux pays centra-méricains. Elle pourrait doubler, pour atteindre près de 200 millions de dollars : la conférence donne aussi l'occasion aux responsables européens de réitérer leur appui aux efforts de paix dans la région.

A la veille de l'ouverture de la conférence, la tentative de règlement du conflit salvadorien avait connu un nouveau développement avec la proposition du président José Napoleón Duarte de reporter de six semaines l'élection présidentielle, prévue pour le 19 mars. M. Duarte a aussi évoqué la possibilité d'une rencontre à Guatemala avec la guérilla à condition que les rebelles respectent un cessez-le-feu jusqu'au 1^{er} juin, date de la passation de pouvoir entre le président sortant et le futur élu. — (AFP, Reuter.)

(1) Panama, Venezuela, Colombie, Mexique.

AFRIQUE DU SUD

Un pilote « non blanc » dans l'avion

Johannesburg. — La compagnie aérienne sud-africaine South African Airways (SAA) a engagé son premier pilote « non blanc », a rapporté dimanche 26 février le Sunday Times de Johannesburg. L'intéressé, M. Massem Mohamedy, vingt-quatre ans, un indien originaire de Durban (Natal, sud-est du pays), travaillait auparavant pour une compagnie aérienne namibienne.

« Nous sommes partisans d'employer les gens les plus qualifiés. Toutes les personnes, quelle que soit leur race, peuvent faire acte de candidature pour n'importe quelle position dans la compagnie, mais il faut souligner que nos exigences sont élevées », a déclaré un dirigeant de la SAA.

M. Mohamedy, qui devrait prendre son poste en avril, a déclaré au journal qu'il n'avait pas postulé à SAA « pour entrer dans l'histoire » comme le premier pilote non blanc, mais simplement pour voler sur des Jumbo. — (AFP.)

FRENCH IN PROVENCE

Cours résidentiels de français. 38 leçons + repas et soirées en compagnie des professeurs = 66 heures de français pratique par semaine. A partir de 5 000 FF (cours et pension 4+1). A l'étranger, cours résidentiels d'anglais et d'espagnol. Tél. : 66.39.39.38. Télécopie : 66.39.37.20. CERNAN S.P. 27705. 30130 PONT-ST-ESPIRIT

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphonez d'abord ou venez à la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-97-12

- Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.
- S'il n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants : vous recevrez une proposition écrite et chiffrée des que nous trouverons un livre.
AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

Sur le vif

Les routiers sont sympas !

J'étais étonnée de lire en attendant hier à la radio que le premier secrétaire de la Queen recevait dans les parkings réservés aux routiers : Mais, c'est qu'il est beau, celui-là, et baroque et costaud ! Allez, viens chéri, viens me faire un câlin, viens, je t'attends dans les toilettes du troisième sous-sol. Tête des mecs ! Génée ils étaient, ils rougissaient, ils savaient plus où se mettre : Non, mais regardez-moi cette folle ! Elle fait rien que de nous embêter. Bas les pertes, tu veux ! Touche pas à ça ! Arrête ou on appelle les flics !

C'est ce qu'ils ont fait. Ils ont déposé plainte. Extra traîné devant les tribunaux par des pauvres camionneurs victimes de harcèlement sexuel, pour un membre de la maison royale, c'est gênant, quand même. Elle est entourée d'hommes, la reine. Ils pulvérisent à la cour. Je le tiens du valet de chambre du prince Charles, viré par Lady Di. Il est mort du sida après avoir publié un livre à scandale sur la vie à Buckingham.

Moi, personnellement, qu'on soit pour homme ou pour femme, ça m'est complètement égal. Mes copines, pareil. A la limite, elles préfèrent encore les gays. Eux, au moins, ils leur foutent la paix. Non, parce que question harcèlement sexuel au bureau, à l'atelier et à la ferme, croyez-moi, ça y va ! Ils ont tous l'œil en gyrophare et la main en essieu-

glace, les mecs. Vous savez pourquoi ? Simple : c'est des agresseurs agressés par mille tensions, mille contrariétés. Et le meilleur remède contre le stress, c'est le sexe.

Non, non, je ne blague pas. Ce sont des toubibs finlandais qui ont découvert ça. Leurs travaux sont pris très au sérieux. Ils ont obtenu le dépôt d'un projet de loi prévoyant une semaine de cure par an remboursée par le Sécu dans des établissements spécialisés genre La Bourboule ou Bagnoles-de-l'Orne. Simplement, au lieu de soigner ses varices ou son asthme, on raffolera sa libido. Faudra avaler vingt-cinq verres d'éclair d'amour par jour. Ambiance érotique, massages, bains de boue, films pornos, régime aphrodisiaque très pimenté, très potivé. Interdiction d'aller se taper en douce des purées ou des flans ramollissants dans les restaurants du coin.

Les malades seront entièrement pris en main. Les seuls accessoires qu'on ne leur fournira pas, c'est le partenaire et le pyjama. Vous me direz : s'il faut amener de quoi s'envoyer en l'air, autant rester chez soi. Vous n'y êtes pas. La bite à deux doigts sera désormais placée sous surveillance médicale. Après tout, l'Etat-Providence, c'est pas fait pour les chiens.

CLAUDE SARRAUTE.

SCIENCE & VIE

ECONOMIE

LES BANQUES EN EUROPE : NOS VOISINS SONT-ILS MIEUX TRAITÉS ?

Dans un an et quatre mois, le grand marché financier sera une réalité. Comment les banques françaises supporteront-elles la concurrence de leurs consœurs européennes ? Si le consommateur français pouvait choisir dès maintenant, vers quel établissement se tournerait-il ?

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

● ÉNERGIE : EDF ET LE BIG-BANG DE L'ÉLECTRICITÉ.

● A QUOI VA SERVIR LE X^e PLAN ?

● MÉTIER : LES AVOCATS DÉCOUVRENT LES AFFAIRES.

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE COMPRENDRE POUR AGIR

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-56-81-82. Poste 4138